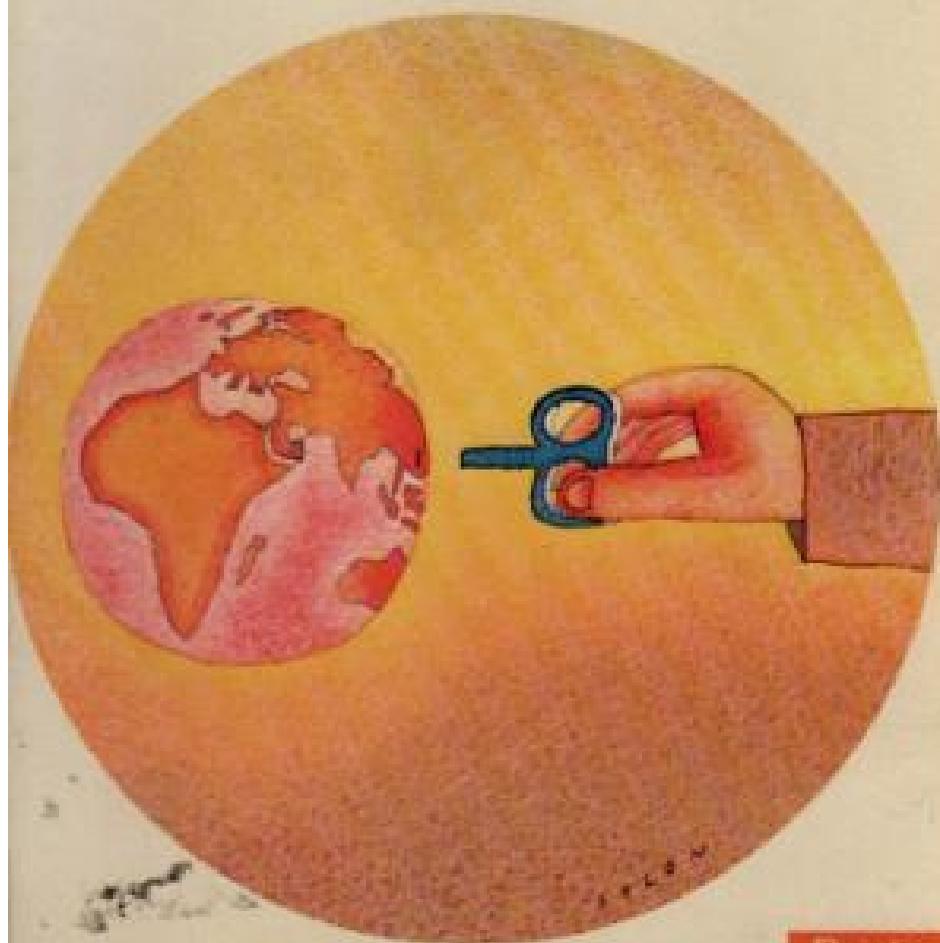


E.F. Schumacher

Points

Small is beautiful

Une société à la mesure
de l'homme



Points

Small is beautiful

Une société à la mesure de l'homme

EF Schumacher

Table des matières

Le monde moderne.....	1
1 Le problème de la production	3
2 Paix et pérennité	11
3 Le rôle de l'économie.....	25
4 Le système d'économie bouddhiste.....	35
5 Une question de taille	43
Ressources.....	53
6 La ressource première : l'éducation	55
7 De la bonne utilisation de la terre	73
8 Ressources pour l'industrie	85
9 L' énergie nucléaire : salut ou damnation ?	97
10 Une technologie à visage humain	107
Le tiers monde.....	117
11 Développement	119
12 Aspects sociaux et économiques exigeant le développement d'une technologie de niveau moyen.....	125
13 Deux millions de villages	139
14 Le problème du chômage en Inde	151
Organisation et propriété	163
15 Une machine à prédire l'avenir?	165
16 Ébauche d'une théorie de la grande organisation	179
17 Socialisme	189
18 Propriété	195
19 Nouveaux modes de propriété	203
Épilogue	219
Notes et références	225

Le monde moderne

1 *Le problème de la production*

Une des erreurs fatales de notre temps est de croire résolu le problème de la production. Non seulement cette croyance est fermement défendue par ceux qui ne sont guère familiers avec des activités de production, et n'ont donc aucune expérience professionnelle en ce domaine, mais elle est aussi soutenue par la quasi-totalité des experts, des capitaines de l'industrie, des dirigeants économiques dans les gouvernements, des économistes académiques comme de ceux qui ne le sont guère, sans mentionner les journalistes économiques. Il leur arrive d'avoir des vues divergentes sur beaucoup de points, mais ils s'accordent tous à déclarer résolu le problème de la production. Selon eux, l'âge d'or de l'humanité est enfin arrivé. Pour les pays riches, la tâche la plus importante est maintenant l'« éducation des loisirs » et, pour les pays pauvres, le « transfert des technologies ».

Si les choses ne vont pas aussi bien qu'elles le devraient, il faut s'en prendre à la méchanceté des hommes. Nous devons donc construire un système politique si parfait que la méchanceté humaine disparaisse et que chacun se conduise bien, quelle que soit la dose de méchanceté en lui. En fait, une thèse largement répandue veut que chacun soit né bon. Si l'on devient criminel ou exploiteur, la faute en revient au « système ». Il ne fait aucun doute que « le système » soit mauvais sur bien des points et qu'il doive être changé. Mais qu'il puisse survivre encore malgré ses défauts vient surtout de ce que l'on croit à tort avoir résolu le « problème de la production ». Comme cette erreur imprègne tous les systèmes d'aujourd'hui, cela ne vaut guère la peine de choisir entre eux à l'heure actuelle.

La naissance de cette erreur, si remarquable et si fermement enracinée, est étroitement liée aux changements philosophiques, pour ne pas dire religieux, survenus au cours des trois ou quatre derniers siècles dans l'attitude de l'homme vis-à-vis de la nature. Je devrais peut-être dire attitude « occidentale » de l'homme envers la nature. Mais comme le monde entier se trouve maintenant engagé dans un processus d'occidentalisation, une affirmation plus générale paraît justifiée. L'homme moderne ne se conçoit pas lui-même comme partie intégrante de la nature mais comme une force extérieure, destinée à dominer et conquérir celle-ci. Il parle même de combat contre la nature, en oubliant que, s'il venait à gagner ce combat, il se retrouverait du côté du perdant. Jusqu'à ces dernières années, le combat semblait se dérouler assez bien pour lui donner l'illusion de pouvoirs illimités, mais pas tout à fait assez bien pour lui faire entrevoir la possibilité d'une victoire totale. Une telle victoire se dessine maintenant et beaucoup de gens, excepté une faible minorité, commencent à se rendre compte de ce que cela signifie pour l'avenir de l'humanité.

L'illusion d'avoir des pouvoirs illimités, entretenue par des réalisations scientifiques et technologiques étonnantes, en a fait naître une seconde, associée à la première : celle d'avoir résolu le problème de la production. Cette dernière illusion repose sur le refus de distinguer entre revenu et capital là où cette distinction est la plus importante. Tout économiste ou tout homme d'affaires connaît bien une telle distinction et l'applique consciencieusement, avec beaucoup de finesse, à n'importe quelle affaire économique, sauf quand il le faudrait vraiment, c'est-à-dire à propos du capital irremplaçable que l'homme n'a pas fabriqué mais simplement trouvé, et sans lequel il ne peut rien faire.

Un homme d'affaires ne considérerait pas qu'une firme a résolu ses problèmes de production et qu'elle est devenue viable s'il la voyait user rapidement son capital. Comment, dans ces conditions, ignorer ce fait essentiel lorsqu'il est question de cette grande entreprise qu'est l'économie du vaisseau spatial Terre et, en particulier, des économies de ses riches passagers ?

Il faut voir une des raisons de cette négligence dans notre détachement à l'égard de la réalité et notre inclination à considérer comme sans valeur tout ce que nous n'avons pas fait nous-mêmes. Le grand Marx lui-même a été victime de cette erreur dévastatrice lorsqu'il formula sa « théorie de la valeur ». Nous avons certes peiné pour acquérir une partie du capital qui nous aide aujourd'hui à produire : un vaste fonds de connaissances scientifiques, technologiques ou autres, des infrastructures élaborées, une infinité d'appareils sophistiqués, etc.; mais cela ne constitue qu'une petite partie du capital total dont nous disposons. Bien plus important est le capital que nous offre la nature ! Et nous n'en prenons même pas conscience. Nous faisons actuellement un usage alarmant de ces grandes richesses. C'est pourquoi il est absurde de croire résolu le problème de la production et de fonder nos actions sur une telle confiance. Une telle erreur nous mène droit au suicide.

Examinons ce « capital naturel » d'un peu plus près. Il comprend tout d'abord, et de toute évidence, les combustibles fossiles. Personne, assurément, ne niera que nous en usons comme d'un revenu en nature, bien qu'ils constituent indéniablement des biens en capital. Si nous les tenions pour tels, nous nous préoccuperions de leur conservation. Nous ferions tout ce qui est en notre pouvoir pour essayer de ralentir le rythme auquel nous les utilisons actuellement. Nous pourrions, par exemple, demander que l'argent provenant de la réalisation de ces actifs — actifs irremplaçables — soit versé à un fonds spécial, exclusivement consacré à la promotion de méthodes de production et de modes de vie qui ne dépendent que peu ou pas du tout des énergies fossiles. Voilà ce que nous devrions faire, entre autres choses, si nous considérions les combustibles fossiles comme un capital et non comme un revenu. Or nous n'en faisons rien, tout au contraire. Nous ne nous soucions pas le moins du monde de conserver nos réserves d'énergie. Nous maximisons les rythmes d'exploitation actuels au lieu de les minimiser. Et, loin de nous pencher sur les possibilités d'autres méthodes de production et d'autres modes de vie pour éviter la catastrophe à laquelle nous courons de plus en plus vite, nous parlons de progrès illimité,

d'« éducation des loisirs » dans les pays riches et de « transfert des technologies » vers les pays pauvres, suivant en cela, avec insouciance, des sentiers battus.

Ce capital de richesses s'épuise à un rythme tel que, même dans le pays supposé le plus riche du monde, les États-Unis d'Amérique, et jusqu'à la Maison Blanche, on rencontre bien des hommes inquiets. Ceux-ci réclament que l'on produise en grandes quantités des carburants et du gaz à partir de charbon, et que l'on consacre toujours davantage d'efforts à la recherche et à l'exploitation des trésors que la terre renferme encore. Considérez les « Perspectives énergétiques mondiales » publiées par l'O.C.D.E. en 1977. Si l'on consomme aujourd'hui quelque chose comme 6 500 millions de tonnes d'équivalent pétrole dans le monde, les besoins, en 1985, auront augmenté de 57 %. Par extrapolation cela nous donne, pour l'an 2000, une consommation totale de 16 500 millions de tonnes d'équivalent pétrole, soit plus de deux fois et demie la demande actuelle. Qu'est-ce que vingt-trois ans ? Si l'on regarde en arrière, cela nous ramène quelques années après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Bien sûr, depuis, la consommation de combustible a triplé. Mais ce triplement a représenté une augmentation de moins de 4 000 millions de tonnes d'équivalent pétrole. Et nous parlons tranquillement, aujourd'hui, d'un accroissement deux fois et demie plus important.

Se demande-t-on si cela est possible ? La réponse ne se fait pas attendre : cela doit être fait et cela se fera. On pourrait dire (avec toutes nos excuses à John Kenneth Galbraith) qu'au royaume des aveugles les borgnes sont rois ! Mais à quoi bon ironiser ? La question elle-même est mal posée, car elle laisse entendre que nous parlons de revenu et non d'un capital. Qu'y a-t-il de si particulier à l'an 2000 ? Que dire alors de l'an 2023, quand les jeunes enfants qui courent alentour aujourd'hui se prépareront à prendre leur retraite ? La consommation aura-t-elle encore doublé ou triplé d'ici là ? Toutes ces questions et ces réponses paraissent absurdes dès que nous nous rendons compte que nous parlons de capital et non de revenu. Les combustibles fossiles ne sont pas produits par l'homme. On ne peut pas les renouveler. Une fois qu'ils ont disparu, c'est pour toujours.

Mais, objectera-t-on, qu'en est-il des formes d'énergie qui, comme les chutes d'eau ou le vent, ne sont pas détruites lors de leur utilisation, et qui ont donc un caractère de revenu ? Elles représentent actuellement environ 6 % de la consommation mondiale totale (évaluée en calories). Dans un avenir prévisible, elles devront représenter 70, 80 et même 90 %. Agir à une petite échelle est une chose; agir sur une échelle gigantesque en est une autre, bien différente. Or, pour avoir une incidence sur le problème de l'énergie dans le monde, les pourcentages doivent être à proprement parler gigantesques. Qui peut dire que l'on a résolu le problème de la production quand nous constatons l'énormité de nos besoins en formes d'énergie dont la production s'assimile à un revenu ?

Les combustibles fossiles ne constituent qu'une partie du « capital naturel » que nous tenons absolument à dépenser, comme s'il s'agissait d'un revenu, et nullement la partie la plus importante. En gaspillant nos ressources fossiles, nous faisons peser une menace sur la civilisation; mais en gaspillant le capital que représente la nature vivante autour de

nous, c'est pour la vie elle-même que nous sommes une menace. On commence à en prendre conscience et à réclamer l'arrêt de la pollution. Les gens se représentent la pollution comme l'habitude, plutôt désagréable, qu'auraient des personnes cupides ou égoïstes de jeter leurs débris par-dessus la grille, dans le jardin de leur voisin. Bien sûr, une conduite plus civilisée entraînerait une dépense supplémentaire; d'où la nécessité d'un taux de croissance économique plus rapide, pour pouvoir y faire face. A partir de maintenant, entend-on dire, nous devrions au moins consacrer quelques-uns des fruits de notre productivité, en augmentation constante, à l'amélioration de la « qualité de la vie », et non toujours à l'accroissement de la consommation. C'est là une remarque assez juste, mais qui ne fait qu'effleurer la question.

Pour plonger au cœur du sujet, demandons-nous pourquoi tous ces termes de pollution, d'environnement, d'écologie, etc., ont tout soudain jailli à la première place. Après tout, nous vivons depuis un certain temps déjà dans une ère industrielle, et ces termes étaient pourtant pratiquement inconnus il y a seulement cinq ou dix ans. Assistons-nous alors à un soudain engouement, à une mode stupide ou, peut-être, à une brusque perte de sang-froid ?

Il existe une explication simple. Avec les ressources fossiles, nous avons vécu un certain temps sur le capital d'une nature vivante, mais avec assez de modération. Ce n'est que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale que nous avons réussi à accroître le rythme d'exploitation dans des proportions alarmantes. En comparaison de ce qui se passe maintenant et de ce qui s'est passé, progressivement, pendant le dernier quart de siècle, toutes les activités industrielles de l'humanité, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale incluse, ne comptent pas. Au cours des quatre ou cinq années à venir, la production industrielle du monde entier dépassera probablement en quantité ce que toute l'humanité a produit jusqu'en 1945. Autrement dit, c'est tout à fait récemment — si récemment que la plupart d'entre nous en avons à peine pris conscience — que la production industrielle a fait un bond quantitatif unique, ainsi qu'un bond qualitatif tout aussi unique, qui en est en partie la cause et en partie l'effet.

Nos savants et nos techniciens ont appris à fabriquer des substances que la nature ignorait. Et celle-ci se trouve pratiquement sans défense contre beaucoup de ces substances. Il n'existe pas d'agents naturels pour les attaquer et les détruire. La situation est comparable à celle d'aborigènes pris soudain sous le feu d'une mitrailleuse : leurs arcs et leurs flèches ne leur seraient d'aucun secours. Ces substances artificielles doivent leur efficacité presque magique au fait que la nature est précisément sans défense contre elles. Cela explique par ailleurs leur dangereux impact écologique. Ce n'est que dans les vingt dernières années environ qu'elles sont apparues en masse. Sans ennemis naturels, elles tendent à s'accumuler. Il est reconnu que les conséquences à long terme de cette accumulation sont extrêmement dangereuses dans bien des cas, et totalement imprévisibles dans d'autres.

En d'autres termes, les changements opérés au cours des vingt-cinq dernières années dans le domaine industriel, aussi bien en quantité qu'en qualité, ont fait naître une situation entièrement nouvelle, situation qui ne résulte pas de nos échecs mais de ce que nous prenions pour nos plus grandes réussites. Ce phénomène s'est produit si soudainement que nous avons à peine remarqué que nous épuisions totalement, et vite, une certaine forme de bien irremplaçable, les marges de tolérance que la nature, dans sa bienveillance, nous a toujours fournies.

Revenons maintenant à la question des « combustibles assimilables à un revenu », que nous n'avons fait qu'aborder de manière cavalière. Il n'y a personne pour suggérer que le système industriel mondial que l'on envisage pour la prochaine génération, en l'an 2000, devrait être essentiellement fondé sur l'utilisation de l'énergie hydraulique ou éolienne. Loin de là, on nous dit que nous pénétrons à grands pas dans l'ère nucléaire. Certes, on nous sert ce même refrain depuis plus de vingt ans. Pourtant, l'énergie nucléaire ne représente encore qu'une part infime de l'ensemble des besoins de l'homme en combustible et en énergie. En 1974, elle atteignait 1,3 % en Grande-Bretagne, 0,75 % en France, 0,7 % dans la Communauté européenne, et 0,6 % aux Etats-Unis, pour ne mentionner que les pays les plus avancés en ce domaine. Peut-être les marges de tolérance naturelles seront-elles à même de résister à une si faible mise à contribution. Mais beaucoup de personnes, même aujourd'hui, se montrent profondément inquiètes. Le Dr. Edward D. David, conseiller scientifique du Président Nixon, a pu dire, parlant du stockage des déchets radioactifs, qu'on éprouve un sentiment de malaise devant une substance qui doit être hermétiquement enfermée et enterrée pendant 25 000 ans avant de devenir inoffensive.

Quoi qu'il en soit, je veux souligner ici un point d'une extrême simplicité. La proposition qui consiste à remplacer chaque année des milliards de tonnes de combustibles fossiles par l'énergie nucléaire revient à « résoudre » le problème du combustible en créant un problème d'environnement et d'écologie d'une telle ampleur que le Dr. David ne sera plus le seul à éprouver un « sentiment de malaise ». Cela signifie résoudre un problème en le déplaçant, pour en créer un autre, infiniment plus grand.

Cela dit, nous pouvons nous attendre à une autre proposition, encore plus audacieuse : à savoir que les hommes de science et les techniciens de l'avenir se révéleront capables d'imaginer des lois et des mesures de sécurité d'une telle perfection que l'utilisation, le transport, la transformation et le stockage des matériaux radioactifs, toujours en quantités accrues, se feront alors sans aucun danger. De même appartiendra-t-il aux hommes politiques et aux spécialistes en sciences sociales de promouvoir une société mondiale sans guerres ni troubles civils possibles. A nouveau, cela revient à remplacer un problème par un autre, du domaine du comportement humain de tous les jours. Cette hypothèse nous amène à la troisième catégorie de « capital naturel » que nous gaspillons sans compter parce que nous le considérons comme un revenu; comme s'il s'agissait d'un produit que nous avons nous-mêmes fabriqué et que notre productivité tant vantée, en hausse

constante, nous permettrait de renouveler aisément.

Ne devrait-il pas être évident que nos méthodes actuelles de production entament déjà la substance même de l'homme industriel ? Pour beaucoup de personnes, ça ne l'est pas du tout. Maintenant que se trouve résolu le problème de la production, dit-on, avons-nous jamais été aussi bien ? Ne sommes-nous pas mieux nourris, mieux habillés, mieux logés qu'avant — et mieux instruits ? Bien sûr que si ! Mais si cela vaut pour la plupart d'entre nous, cela ne vaut certes nullement pour tous. Ce n'est vrai que des pays riches. Là n'est pas, cependant, ce que j'entends par « substance ». La substance de l'homme ne se mesure pas en termes de produit national brut. Peut-être d'ailleurs ne peut-on pas la mesurer du tout, excepté quelques symptômes d'échec. Ce n'est pourtant pas notre propos d'entrer ici dans les statistiques concernant ces symptômes, tels que rébellion, crime, drogue, vandalisme, dépression nerveuse, etc. Les statistiques ne prouvent jamais rien.

J'ai dit d'entrée de jeu qu'une des erreurs fatales de notre temps est de croire résolu le problème de la production. Cette illusion, ai-je suggéré, résulte principalement de notre inaptitude à reconnaître que le système industriel moderne, avec sa sophistication intellectuelle, épuise les richesses mêmes sur lesquelles il s'est édifié. Pour parler le langage de l'économiste, il vit sur un capital irremplaçable qu'il considère allègrement comme un revenu. J'ai précisé trois catégories différentes de ce même capital : les ressources fossiles, les marges de tolérance de la nature et la substance humaine. Même si quelques lecteurs refusent d'accepter les trois points de ma théorie, un seul — n'importe lequel — suffit à ma démonstration.

Quelle est donc ma thèse ? Tout simplement qu'il nous faut avant toute chose éviter la catastrophe à laquelle nous courons aujourd'hui. Et qui doit entreprendre une telle tâche ? A mon avis, chacun d'entre nous, vieux ou jeune, avec ou sans pouvoir, riche ou pauvre, avec ou sans influence. Parler du futur est utile, à la seule condition que cela aboutisse à une action concrète dans le présent. Or, que pouvons-nous faire actuellement, alors que nous sommes encore dans cette situation de « bien-être encore jamais atteint » ? Le moins que l'on puisse dire — et c'est déjà beaucoup — est que nous devons bien comprendre le problème et envisager l'éventualité d'un nouveau style de vie, avec de nouvelles méthodes de production et de nouvelles habitudes de consommation : un style de vie conçu pour durer en permanence. Nous ne donnerons que trois exemples préliminaires. En agriculture et en horticulture, nous pouvons nous consacrer à la mise au point de méthodes de production biologiquement saines, améliorer la fertilité des sols et produire santé, beauté et pérennité. La productivité suivra d'elle-même. Dans le domaine de l'industrie, nous pouvons nous pencher sur l'évolution de la technologie à petite échelle, technologie relativement non-violente, « technologie à visage humain ». Ainsi les ouvriers pourraient-ils tirer plaisir de leur travail au lieu de ne travailler que pour leur paie et de n'attendre — d'une façon désespérée — de satisfaction que de leurs seules heures de loisir. Dans le domaine de l'industrie encore — et l'industrie est certes le régulateur de la vie moderne — nous pouvons nous intéresser à de nouvelles formes d'association entre dirigeants et

ouvriers, même à des formes de copropriété.

On entend souvent dire que nous entrons dans l'ère de « la Société du Savoir ». Espérons que cela soit vrai ! Il nous reste encore à apprendre comment vivre en paix, non seulement avec nos semblables, mais encore avec la nature et, bien davantage, avec les Hautes Puissances responsables de la nature et de nous-mêmes; car il est certain que nous ne sommes pas le résultat d'un accident et que nous ne nous sommes pas faits nous-mêmes.

Les thèmes de réflexion tout juste abordés dans ce chapitre devront être développés plus loin. Peu de gens admettront aisément que des corrections de détail, ici et là, ou un éventuel changement du système politique, ne sauraient suffire à relever le défi qui met en cause l'avenir de l'homme.

Dans le chapitre suivant, on tentera de considérer à nouveau la situation dans son ensemble, sous l'angle de la paix et de la pérennité. Maintenant que l'homme a acquis les moyens physiques de son autodestruction, le problème de la paix se dessine à l'horizon, plus nettement que jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité. Or, comment construire la paix sans avoir quelque assurance de durée dans notre vie économique ?

2 *Paix et pérennité*

La croyance dominante des temps modernes tient la prospérité universelle pour le fondement le plus solide de la paix. On en chercherait en vain une preuve historique : la preuve que les riches se sont toujours montrés moins belliqueux que les pauvres. Mais n'objectera-t-on pas alors qu'ils ne se sont jamais sentis en sécurité en face des pauvres, que leur agressivité résulte de la peur, et que la situation serait bien différente si tout le monde était riche ? Pourquoi un homme riche ferait-il la guerre ? Il n'a rien à y gagner. Les pauvres, les exploités, les opprimés n'y seraient-ils pas plus enclins, eux qui n'ont rien à y perdre, sinon leurs chaînes ? La route de la paix, soutient-on, suit la route de la richesse.

Cette croyance dominante des temps modernes exerce une attraction presque irrésistible : ne suggère-t-elle pas que la prompte acquisition d'un bien désirable est le plus sûr moyen de s'en procurer d'autres ? L'attrait est même double, car les questions d'éthique n'entrent pas du tout en jeu. Nul besoin de renoncement ou de sacrifice, bien au contraire ! Science et technologie sont là pour nous aider sur la route de la paix et de l'abondance. Tout ce qu'on nous demande est de ne pas nous comporter de façon stupide, irrationnelle, de ne pas nous entre-tuer. Pauvres et mécontents doivent écouter le message qui les invite à ne pas déranger ou tuer, par impatience, la poule qui, sans aucun doute, pondra des œufs d'or pour eux aussi, le moment venu. Quant aux riches, ils doivent avoir, de temps à autre, l'intelligence d'aider les pauvres, car c'est pour eux le moyen de devenir encore plus riches.

Gandhi avait coutume de dénigrer « ce rêve de systèmes si parfaits, que nul n'aurait besoin d'être bon ». Mais n'est-ce pas précisément ce rêve que les merveilleux pouvoirs de notre science et de notre technologie nous permettent désormais de réaliser ? Pourquoi demander des qualités que l'homme risque de ne jamais acquérir, quand la rationalité scientifique et la compétence technique suffisent ?

Au lieu d'écouter Gandhi, ne serions-nous pas davantage enclins à écouter l'un des économistes les plus influents de notre siècle, le célèbre Lord Keynes ? En 1930, durant la grande dépression économique mondiale, il fut amené à réfléchir sur les « perspectives économiques pour nos petits-enfants », pour conclure que le jour n'était peut-être pas si loin où tout le monde serait riche. Alors, écrivit-il, « de nouveau, nous estimerons davantage la fin que les moyens et attacherons plus de prix à ce qui est bien qu'à ce qui est utile ».

« Mais prenez garde ! continue-t-il, le temps n'est pas encore venu; cent ans au moins encore il nous faudra prétendre vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis des autres que, comme disent les sorcières de Macbeth, ce qui est laid est beau, car ce qui est laid est utile et ce qui est beau ne l'est point. L'avarice, et l'usure, et la Méfiance sont des Dieux qu'il nous faut conserver encore un petit moment. Car eux seuls peuvent nous guider à travers le tunnel des nécessités économiques, vers la lumière! » * Ces lignes remontent à plus d'une quarantaine d'années. Depuis, naturellement, les événements se sont précipités. Peut-être n'aurons-nous pas à attendre une soixantaine d'années avant d'accéder à l'ère de l'abondance. En tout cas, le message keynésien se veut assez clair. Attention ! Les considérations d'éthique ne sont pas uniquement déplacées. Elles constituent un véritable obstacle, car « ce qui est laid est utile et ce qui est beau ne l'est point ». Le temps de la beauté n'est pas encore arrivé. Le chemin du ciel est pavé de mauvaises intentions.

Considérons maintenant cette proposition. On peut la décomposer en trois parties :

Primo : la prospérité universelle est chose possible;

Secundo : il est possible d'y accéder, à condition d'opter pour la philosophie matérialiste et son « enrichissez- vous » ;

Tertio : elle conduit à la paix.

La question de départ est de savoir s'il peut y avoir assez de richesses pour tout le monde. Nous rencontrons aussitôt une sérieuse difficulté. Que signifie « assez » ? Qui peut en décider ? Certainement pas l'économiste, qui court après la « croissance économique » comme après la plus haute de toutes les valeurs et qui n'a, par conséquent, aucune notion de satiété. Il y a des sociétés pauvres qui manquent de bien des choses. Mais où trouver la société riche qui crie : « Halte ! Nous avons assez » ? Il n'en existe aucune.

Peut-être pouvons-nous laisser là cette idée de satiété, et nous contenter d'examiner la croissance des besoins en ressources mondiales, croissance qui se manifeste quand tout le monde s'efforce simplement d'acquérir « davantage ». Comme il ne saurait être question d'étudier toutes les ressources, je propose de concentrer notre attention sur un seul type d'entre elles, qui occupe en quelque sorte une position centrale : l'énergie. A une plus grande prospérité correspond une plus grande consommation d'énergie : aucun doute là-dessus. Dans le monde actuel, la différence de prospérité entre pauvres et riches est énorme, et cela ressort clairement de leurs consommations respectives d'énergie. Appelons « riches » les populations des pays dont la consommation moyenne d'énergie était, en 1974, de plus de 1,5 tonne d'équivalent charbon (e.c.) par tête, et « pauvres » tous ceux qui n'atteignaient pas ce niveau. A partir de cette définition, on peut établir le tableau suivant (les chiffres sont extraits de l'annuaire statistique des Nations unies) :

*Les chiffres renvoient aux notes et références en fin d'ouvrage.

Tableau I (1974)

Riches	(%)	Pauvres	(%)	Monde	(%)
Population (millions) :					
1150	(29,5)	2 740	(70,5)	3 890	(100)
Consommation d'énergie (millions de tonnes e.c.) :					
6 806	(85,5)	1 147	(14,5)	7 953	(100)
Consommation d'énergie par tête (tonnes e.c.) :					
5,92		0,42		2,04	

La consommation moyenne d'énergie par tête n'est, pour les « pauvres », que de 0,42 tonne, soit environ un quatorzième de celle des « riches ». Or l'on compte beaucoup de « pauvres » de par le monde : d'après ces définitions, les sept dixièmes de la population mondiale. Si les « pauvres » utilisaient soudain autant d'énergie que les « riches », la consommation triplerait sur-le-champ.

Mais ce changement n'est pas pour demain. Tout prend du temps. Et, avec le temps, « riches » et « pauvres » augmentent en nombre et leurs désirs se multiplient. Faisons un calcul exploratoire. Si les populations « riches » augmentent au rythme de 1 % et les « pauvres » à celui de 2 % par an, la population du globe atteindra environ six milliards en l'an 2000. Ce chiffre ne diffère guère des dernières prévisions qui font le plus autorité. Si, dans le même temps, la consommation d'énergie par tête et par an croît de 2,25 % chez les riches et de 4,5 % chez les pauvres, nous obtenons le tableau suivant pour l'an 2000 :

Tableau II (2000)

Riches	(%)	Pauvres	(%)	Monde		(%)
Population(millions):						
1490	(25)	4 585	(75)	6 075	(100)	
Consommation d'énergie (millions de tonnes e.c.) :						
15721	(72)	6 028	(28)	21 749	(100)	
Consommation d'énergie par tête (tonnes e.c.) :						
10,55	1.31	3.58				

On verrait donc, au total, la consommation d'énergie dans le monde passer de 7,9 milliards de tonnes d'équivalent charbon en 1974 à 21,7 milliards en l'an 2000. Cette multiplication par près de trois serait imputable pour moitié à l'accroissement de la population et pour moitié à l'accroissement de la consommation par tête.

Cette division moitié-moitié est assez intéressante. Mais la division entre « riches » et « pauvres » est encore plus révélatrice. L'augmentation totale de la consommation d'énergie dans le monde serait de 13,8 milliards de tonnes (21,7 milliards moins 7,9); les « riches » en seraient responsables pour près des trois quarts, et les « pauvres » pour un peu plus du quart seulement. Durant cette période de vingt-six ans, le monde aurait consommé 370 milliards de tonnes d'équivalent charbon, à raison de 290 milliards (ou 78 %) pour les « riches » et de 80 milliards pour les « pauvres ».

Toutes ces données n'éclairent-elles pas la situation d'un jour intéressant ? Ces chiffres ne constituent pas, bien sûr, des prévisions. Ce sont ce qu'on pourrait appeler des « calculs exploratoires ». J'ai supposé, côté « riches », un taux de croissance de la population très modeste et, côté « pauvres », un taux deux fois plus élevé. Pourtant, ce sont les « riches » et non les « pauvres » qui causeront — et de loin — le plus de ravages, si tel est le terme qui convient. Même si les populations considérées comme « pauvres » n'augmentaient qu'au même rythme que les « riches », cela aurait sur l'ensemble des besoins énergétiques dans le monde un effet à peine sensible : une réduction de tout juste 7 %. Mais si les « riches » décidaient — la probabilité en est faible — que leur consommation d'énergie par tête, qui représente déjà 'quatorze fois celle des « pauvres », est en vérité assez élevée et qu'il faut stopper là sa progression, alors, nous verrions une réelle différence. Malgré la croissance démographique des populations « riches », l'ensemble des besoins énergétiques dans le monde diminueraient de près du tiers en l'an 2000.

L'observation la plus importante se présente pourtant sous la forme d'une interrogation. Est-il plausible de supposer que la consommation mondiale d'énergie puisse

atteindre quelque 22 000 millions de tonnes d'équivalent charbon par an vers l'an 2000, et se monter à 370 000 millions de tonnes d'équivalent charbon pendant les vingt-six années précédant cette échéance ? A la lumière de nos connaissances actuelles sur les réserves en combustibles fossiles, un tel chiffre paraît improbable; même en supposant qu'un quart ou un tiers du total mondial puisse venir de la fission nucléaire.

Il est clair que les « riches » sont en train de spolier le monde de ses réserves en combustibles assez bon marché, facilement exploitables, mais irremplaçables et donnés une fois pour toutes. Leur croissance économique continue engendre des demandes toujours plus exorbitantes. Aussi les combustibles bon marché et facilement exploitables de par le monde pourraient-ils aisément se faire rares et chers, bien avant que les pays pauvres n'aient acquis la richesse, l'éducation, le savoir-faire industriel et le niveau d'accumulation du capital nécessaires à la mise en exploitation d'énergies de remplacement, à une échelle significative.

Bien sûr, des calculs exploratoires ne prouvent rien. Comment apporter une preuve du futur ? D'aucuns ont sagement fait remarquer que l'on ne pouvait avoir confiance en des prévisions du futur. Ce qu'il faut, c'est du bon sens, et des calculs exploratoires peuvent au moins nous aider à former notre jugement. De toute façon, nos calculs sous-estiment l'ampleur du problème d'un point de vue très important. Considérer le monde comme une unité manque de réalisme. Les ressources énergétiques ne sont pas distribuées de façon uniforme. Toute pénurie, si faible soit-elle — on l'a bien vu lors de la guerre du Kippour — divise immédiatement le monde entre « possédants » et « non-possédants » suivant des frontières entièrement nouvelles. Les zones privilégiées, telles que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, éveillent l'envie, alors que des zones à forte consommation, telles que l'Europe de l'Ouest et le Japon, se retrouvent dans la situation peu enviable de légataires à titre universel. Belle source de conflit potentiel, s'il en fut jamais !

Puisque l'on ne peut pas apporter de preuve du futur, pas même d'un futur à relativement court terme, celui des trente prochaines années, il est toujours loisible d'éluder même les problèmes les plus menaçants en se berçant de l'espoir que quelque chose se produira. Pourquoi pas simplement la découverte d'énormes gisements encore entièrement inconnus : nouvelles réserves de pétrole, de gaz naturel, ou même de charbon ? Et pourquoi l'énergie nucléaire ne devrait-elle répondre qu'à un quart ou un tiers de tous les besoins ? On peut donc déplacer le problème, il n'en demeure pas moins. De fait, la consommation d'énergie à l'échelle indiquée — qui suppose que l'on ne rencontre aucune difficulté insurmontable de ravitaillement — ferait courir des dangers sans précédent à l'environnement.

Prenons l'énergie nucléaire. Certains disent que les réserves mondiales de minerais relativement riches en uranium sont insuffisantes pour permettre un programme nucléaire de grande ampleur, susceptible d'avoir une influence réelle sur le problème de l'énergie dans le monde, qui ne se chiffre pas en milliards de tonnes d'équivalent charbon seulement, mais en milliers de milliards de tonnes. Supposons que ces gens aient tort.

Supposons que l'on trouve assez d'uranium, qu'on le recueille dans les coins les plus éloignés de la terre, pour le concentrer dans les principaux centres de population, et le rendre hautement radioactif. On ne peut imaginer menace biologique plus grande, sans parler du danger politique, s'il prenait à quelqu'un l'envie de se servir d'une minuscule parcelle de cette substance terrible à des fins peu pacifiques.

Par ailleurs, si de nouvelles découvertes fantastiques de combustibles fossiles permettaient de ne pas accélérer le rythme de l'énergie nucléaire, se poserait alors un problème de pollution thermique à une échelle bien différente de ce que l'on a pu enregistrer jusqu'ici.

Quelle que soit la source d'énergie, la multiplication de la consommation par quatre, puis cinq, puis six..., n'autorise pas de réponse satisfaisante au problème de la pollution.

J'ai choisi l'énergie simplement pour illustrer la thèse élémentaire suivante : la croissance économique qui, considérée du point de vue de l'économie, de la physique, de la chimie et de la technologie, n'a pas de limite perceptible, doit nécessairement aboutir à une impasse si l'on se place du point de vue des sciences de l'environnement. Une philosophie qui cherche l'accomplissement de l'homme dans la seule poursuite de la richesse — en bref, le matérialisme — ne cadre pas avec ce monde, car une telle attitude ne connaît aucun principe de limitation, alors que l'environnement dans lequel elle s'inscrit est, lui, strictement limité. Déjà, cet environnement cherche à nous avertir que certaines tensions deviennent excessives. La solution d'un problème en fait surgir dix nouveaux, qui sont la conséquence de cette première « solution ». Comme le souligne le Professeur Barry Commoner, les problèmes nouveaux ne viennent pas d'un échec accidentel, mais du succès technologique.

Ici encore, pourtant, beaucoup insistent pour ne discuter de ces questions qu'en termes d'optimisme et de pessimisme. Fiers de leur propre optimisme, ils sont portés à croire que « la science trouvera une porte de sortie ». Il se peut qu'ils aient raison, mais à la seule condition, selon moi, qu'intervienne un changement volontaire et fondamental dans la direction imprimée à l'effort scientifique. Les développements de la science et de la technologie, durant les cent dernières années, ont été tels que les dangers ont surgi plus vite encore que les possibilités nouvelles. Nous en dirons davantage plus tard.

Il est d'ores et déjà d'une terrible évidence que le grand système auto-équilibré de la nature connaît, à certains égards et en des points spécifiques, un déséquilibre de plus en plus fort. Point n'est besoin de démontrer cette évidence, cela nous entraînerait trop loin. La situation du lac Erié, sur laquelle le Professeur Barry Commoner, entre autres, a attiré l'attention, devrait servir d'avertissement suffisant. Encore une ou deux décennies, et toutes les voies d'eau intérieures des Etats-Unis risquent de se retrouver dans le même état. Autrement dit, la situation de déséquilibre pourrait bien ne plus se limiter à certains points localisés, mais s'être généralisée. Plus ce processus est engagé et plus il devient difficile de faire machine arrière, si toutefois le point de non-retour n'a pas déjà été

dépassé.

L'idée d'une croissance économique illimitée, la politique du « davantage, toujours davantage », jusqu'à ce que tout le monde soit saturé de richesses, doit donc être sérieusement remise en question, au moins sur deux points : la disponibilité des ressources de base et, en second lieu ou en complément, la capacité de l'environnement à résister au degré d'interférence que cette croissance suppose.

Voilà pour les aspects physiques et matériels de la question. Tournons-nous maintenant vers certains aspects non matériels.

Nul doute que l'idée d'enrichissement personnel exerce un fort attrait sur la nature humaine. Keynes, toujours dans l'essai cité ci-dessus, nous a prévenus que le temps n'était pas encore venu d'un retour « à certains des principes les plus sûrs et les plus solides de la religion, à ces vertus traditionnelles qui veulent que l'avarice soit un vice, la pratique de l'usure un délit, et l'amour de l'argent méprisable 2 ».

Le progrès économique, suggérerait-il, ne sera obtenu que si nous faisons appel à ce puissant stimulant de l'égoïsme humain contre lequel la religion et la sagesse traditionnelle, unanimes, nous commandent de lutter. L'économie moderne est mue par une cupidité frénétique et s'abandonne à l'envie jusqu'à l'orgie. Ce ne sont pas là des caractéristiques accidentelles, mais les causes profondes du succès de son expansion. Reste à savoir si de telles causes peuvent avoir une efficacité durable, ou si elles portent en elles les germes de leur destruction. Lorsque Keynes dit que « ce qui est laid est utile et ce qui est beau ne l'est point », il énonce un état de fait qui peut être vrai ou faux; ou qui peut paraître vrai à court terme, et se révéler faux à plus long terme. Où est la vérité ?

A mon avis, nous disposons aujourd'hui d'assez de preuves pour démontrer la fausseté absolue de cette affirmation dans la pratique. Si l'on cultive systématiquement les vices humains, comme la cupidité et l'envie, on obtient inévitablement une régression de l'intelligence, pas moins. Quiconque est poussé par la cupidité ou l'envie perd la faculté de voir les choses comme elles sont réellement, de voir les choses dans leur intégrité et leur ensemble. Ses succès mêmes se transforment en échecs. Que des sociétés tout entières soient la proie de ces vices, elles peuvent certes mener à bien des réalisations vraiment étonnantes, mais elles se montreront de plus en plus incapables de résoudre les problèmes les plus élémentaires de l'existence quotidienne. Le produit national brut peut bien s'élever rapidement, à en croire les chiffres des statisticiens; telle n'est pas l'expérience quotidienne des gens eux-mêmes, placés dans un contexte de frustration, d'aliénation et d'insécurité grandissantes. Après un temps, même le produit national brut refuse de croître davantage. La cause n'en est pas un échec scientifique ou technologique, mais une paralysie progressive due à un manque de participation, qui se traduit par diverses formes d'évasion, aussi bien chez les opprimés et les exploités qu'au sein des groupes très privilégiés eux-mêmes.

On pourrait ainsi, pendant longtemps, déplorer l'irrationalité et la stupidité des hommes et des femmes de toutes conditions. « Ah ! si seulement les gens voulaient comprendre où résident leurs véritables intérêts ! » Mais pourquoi n'en ont-ils pas conscience ? Soit parce que la cupidité et l'envie ont obscurci leur intelligence, soit parce qu'en leur for intérieur, ils comprennent que leurs véritables intérêts résident ailleurs, bien ailleurs. Un proverbe révolutionnaire dit : « L'homme ne doit pas vivre que de pain. Il doit suivre l'enseignement de Dieu. »

Ici encore, rien ne peut être « prouvé ». Mais est-il encore vraisemblable ou crédible de considérer que les maladies sociales graves, qui minent aujourd'hui bien des sociétés riches, ne sont que de simples phénomènes passagers, qu'un gouvernement compétent — si seulement nous pouvions avoir un gouvernement réellement compétent ! — pourrait extirper simplement grâce à une plus grande fermeté dans l'utilisation de la science et de la technologie, ou grâce à une application plus radicale du système pénal ?

Je suggère que la prospérité universelle, au sens moderne du terme, ne soit plus prise pour fondement de la paix; car une telle prospérité ne peut être accessible, si elle l'est jamais, que par le culte de pulsions de la nature humaine comme la cupidité et l'envie. Or celles-ci nuisent à l'intelligence, au bonheur, à la sérénité et, par conséquent, à la tranquillité de l'homme.

Il se pourrait bien que les riches prisent la paix beaucoup plus que les pauvres, mais à la seule condition de se sentir absolument en sécurité — ce qui est contradictoire. Ils doivent leur richesse à l'usage démesuré qu'ils font des ressources limitées du monde, ce qui les achemine vers un affrontement inévitable, moins avec les pauvres (qui sont faibles et sans défense), qu'avec d'autres riches.

En résumé, nous pouvons dire aujourd'hui que l'homme est bien trop adroit pour arriver à survivre sans sagesse. Personne ne travaille vraiment pour la paix, à moins de travailler d'abord pour un retour à la sagesse. Affirmer que « ce qui est laid est utile et ce qui est beau ne l'est point » est l'antithèse de la sagesse. Espérer pouvoir retarder la recherche de la bonté et de la vertu jusqu'à l'accession à la prospérité universelle et, par la seule poursuite de la richesse, sans se soucier de questions spirituelles et morales, vouloir instaurer la paix sur terre, n'est ni réaliste, ni scientifique, ni rationnel. Exclure la sagesse de l'économie, de la science et de la technologie ne présentait peut-être, momentanément, pas de risque, tant que nous connaissions un relatif insuccès. Mais, maintenant que nous connaissons de grands succès, le problème de la vérité spirituelle et morale vient occuper le devant de la scène.

D'un point de vue économique, le noyau central de la sagesse est la pérennité. Nous devons étudier l'économie du durable. Rien ne peut avoir de signification économique, à moins que sa poursuite à longue échéance ne puisse se concevoir sans sombrer dans l'absurde. Il peut y avoir une « croissance » tendant vers un objectif défini, mais pas de croissance illimitée, généralisée. Pour citer Gandhi, il est plus que vraisemblable que « la

terre produit assez pour satisfaire les besoins de chacun, mais non pour satisfaire sa cupidité ». La pérennité est incompatible avec une attitude de rapace, qui juge favorablement le fait que « ce qui était luxe pour nos pères est devenu nécessité pour nous ».

Cultiver et multiplier ses besoins est l'antithèse de la sagesse. C'est aussi l'antithèse de la liberté et de la paix. Toute multiplication des besoins tend à augmenter la dépendance à l'égard de forces extérieures qui échappent à notre contrôle, et alimente par conséquent la peur existentielle. Ce n'est qu'en réduisant ses besoins que l'on peut encourager une authentique réduction des tensions fondamentalement responsables des luttes et des guerres.

L'économie du durable implique une réorientation profonde de la science et de la technologie, qui doivent s'ouvrir à la sagesse et même intégrer la sagesse à leur propre structure. Des « solutions » scientifiques ou technologiques qui empoisonnent l'environnement, ou dégradent la structure sociale et l'homme lui-même, ne sont d'aucun profit, indépendamment de leur conception brillante ou de leur grand attrait superficiel. Des machines toujours plus grosses, entraînant des concentrations de pouvoir économique toujours plus grandes, et violentant toujours davantage l'environnement, ne représentent nullement le progrès : ce sont autant de refus de sagesse. La sagesse exige une nouvelle orientation de la science et de la technologie vers l'organique, le généreux, le non-violent, l'élégant et le beau. La paix, a-t-on souvent dit, est indivisible. Comment l'édifier alors, en la fondant sur une science imprudente et une technologie violente ? Nous devons espérer une révolution dans la technologie, capable de nous apporter les inventions et les machines qui renverseront les tendances destructrices qui nous menacent tous aujourd'hui.

Qu'attendons-nous réellement des savants et des techniciens ? Je répondrais volontiers que nous avons besoin de méthodes et d'équipements qui soient :

- assez bon marché pour être accessibles à presque tout le monde;
- susceptibles d'une application sur une échelle réduite;
- compatibles avec le besoin de créativité de l'homme.

De ces trois caractéristiques sont nées la non-violence et une relation de l'homme à la nature qui garantit la pérennité. Si l'on néglige une seule de ces trois conditions, les choses sont sur la mauvaise pente. Examinons-les point par point.

Des méthodes et des machines assez bon marché pour être accessibles à presque tout le monde : pourquoi supposer en effet que nos savants et techniciens soient incapables de les concevoir ? Tel était un des premiers soucis de Gandhi : « Je souhaite que les masses silencieuses de notre pays soient en bonne santé et heureuses, et je souhaite qu'elles évoluent spirituellement. (...) Si nous avons besoin de machines, nous saurons certainement nous les procurer. Toute machine utile à tous a sa place, mais il ne devrait pas y avoir place pour des machines qui concentrent le pouvoir entre les mains de quelques-uns et transforment les masses en simples surveillants des machines, quand

celles-ci ne leur volent pas leur emploi. »

A supposer, faisait observer Aldous Huxley, que les inventeurs et les ingénieurs aient désormais pour fin avouée « de fournir aux individus les moyens d'effectuer un travail profitable et présentant une importance intrinsèque, d'aider les hommes et les femmes à parvenir à l'indépendance à l'égard des patrons, de sorte qu'ils puissent devenir leurs propres employeurs, ou membres d'un groupe coopératif se gouvernant lui-même, et travaillant pour sa subsistance et pour un marché local, (...) ce progrès technique différemment orienté aurait pour résultat (...) une décentralisation progressive de la population, de l'accessibilité à la propriété foncière, à la possession des moyens de production, au pouvoir politique et économique ». Selon Huxley, « une vie plus humainement satisfaisante pour plus de gens, un degré accru de démocratie à "self government" authentique, et une liberté bienfaisante à l'égard de l'éducation sotte ou pernicieuse que fournissent aux adultes les producteurs en série d'objets de consommation, par l'entremise des annonces³», en seraient autant d'autres avantages.

Si méthodes et machines doivent être assez bon marché pour être généralement accessibles, cela signifie que leur coût doit pouvoir se définir par rapport au niveau de revenus de la société dans laquelle elles sont appelées à servir. J'en suis moi-même arrivé à la conclusion que le plafond du montant moyen des immobilisations par poste de travail est probablement donné par le salaire annuel d'un ouvrier de l'industrie capable et ambitieux. Ainsi, si un tel ouvrier peut normalement gagner, disons, 10 000 dollars par an, le coût moyen de création de son poste ne devrait en aucune façon excéder 10 000 dollars. Si le coût en est singulièrement plus élevé, la société en question risque d'éprouver de sérieuses difficultés : concentration exagérée de richesses et de pouvoir aux mains de rares privilégiés; problème grandissant des « laissés pour compte », qui ne peuvent pas s'intégrer à la société, et constituent une menace toujours plus forte; chômage structurel; mauvaise distribution de la population en raison d'une urbanisation excessive; frustration et aliénation générales, accompagnées de taux de criminalité vertigineux, etc.

En deuxième condition vient la possibilité d'application à une échelle réduite. Le Professeur Leopold Kohr a traité avec brio et conviction de ce problème d'« échelle ». Celui-ci entretient un rapport direct avec l'économie du durable. Des opérations à petite échelle — peu importe leur nombre — sont toujours, semble-t-il, moins nuisibles à l'environnement naturel que des opérations à grande échelle, pour la simple raison que leur force individuelle est faible par rapport aux forces de récupération de la nature. Il y a quelque sagesse dans la petitesse, ne serait-ce que eu égard à la petitesse et à l'éparpillement du savoir humain, qui repose sur l'expérience bien plus que sur la compréhension. Le pire des dangers vient invariablement de l'application brutale, sur une grande échelle, d'un savoir partiel, comme nous en sommes journellement les témoins avec l'énergie nucléaire, la chimie nouvelle en agriculture, la technologie des transports et d'innombrables autres choses encore.

Même si de petites communautés sont quelquefois responsables d'une sérieuse érosion, généralement due à leur ignorance, ce n'est que vétille comparé aux ravages causés par des groupes gigantesques poussés par la cupidité, l'envie, et la convoitise du pouvoir. En outre, il est évident que des hommes organisés en petites unités prendront plus grand soin de leur parcelle de terre ou des autres ressources naturelles, que des sociétés anonymes ou des gouvernements mégalomanes, pour qui l'univers entier est une réserve de chasse.

La troisième condition est peut-être la plus importante de toutes : les méthodes et l'équipement devraient laisser assez de champ à la créativité humaine. Durant les cent dernières années, personne ne nous a mis en garde à ce sujet avec plus d'insistance que les pontifes romains. Qu'advient-il de l'homme si le procédé de production « élimine du travail la moindre trace d'humanité, au point d'en faire une pure activité mécanique » ? L'ouvrier lui-même devient la caricature d'un être libre.

Ainsi, a dit Pie XI, « contrairement aux plans de la Providence, le travail destiné, même après le péché originel, au perfectionnement matériel et moral de l'homme, tend, dans ces conditions, à devenir un instrument de dépravation : la matière inerte sort ennoblie de l'atelier, tandis que les hommes s'y corrompent et s'y dégradent.»

La question est si vaste que l'on ne peut faire à nouveau que l'effleurer. La nécessité d'une juste philosophie du travail se fait sentir avant tout : une philosophie qui entende par travail non celui que nous connaissons — cette corvée inhumaine qu'il est indispensable d'abolir aussi vite que possible par l'automatisation— mais quelque chose de conforme aux plans de la Providence et « destiné (...) au perfectionnement matériel et moral de l'homme ». Après la famille, ce sont le travail et les relations nouées grâce au travail, qui constituent les véritables bases de la société. Si ces bases ne sont pas solides, comment la société pourrait-elle l'être ? Et si la société est malade comment ne serait-elle pas un danger pour la paix ?

« La guerre, a dit Dorothy L. Sayers, est un jugement qui frappe les sociétés qui ont vécu sur des idées trop violemment contraires aux lois qui régissent l'univers. (...) Ne pensez jamais que les guerres sont des catastrophes irrationnelles : elles éclatent quand de mauvaises façons de penser et de vivre créent des situations intolérables » Économiquement parlant, notre mauvais style de vie consiste d'abord à cultiver systématiquement la cupidité et l'envie, et à faire naître ainsi une foule de besoins totalement injustifiables. C'est le péché de cupidité qui nous a livrés au pouvoir de la machine. Si la cupidité — habilement secondée par l'envie — ne dominait l'homme moderne, comment se pourrait-il que la frénésie qui agite le système économique ne se calme pas au fur et à mesure de l'accession à de plus hauts « niveaux de vie »? Et pourquoi seraient-ce précisément les sociétés les plus riches qui recherchent avec le plus d'ardeur un profit économique ? Sinon, comment expliquer le refus quasi universel des dirigeants des sociétés riches — qu'elles soient organisées suivant les principes de l'entreprise privée ou suivant ceux de l'entreprise collectiviste — d'œuvrer dans le sens

de l'humanisation du travail? Il suffit de déclarer qu'il faudrait réduire le « niveau de vie » pour que le débat soit clos instantanément. Ce travail sans signification, mécanique, monotone, imbécile et qui ronge l'âme, est une insulte à la nature humaine. Il ne peut qu'engendrer, inévitablement, fuite ou agression. Aucune récompense sous forme de « panem et circenses » ne peut réparer le mal causé. Tous ces faits, qui ne sont pas plus reconnus que niés, se heurtent à une inviolable conspiration du silence. Les nier serait trop évidemment absurde, les reconnaître serait condamner la préoccupation dominante de la société moderne comme un crime perpétré contre l'humanité.

L'oubli, voire le refus, de la sagesse, est allé si loin que la plupart de nos intellectuels n'ont pas la moindre idée de la signification de ce terme. Résultat, ils ont toujours tendance à essayer de remédier au mal en intensifiant ses causes. Le mal ayant pour origine le pas donné à l'ingéniosité sur la sagesse, il est peu vraisemblable que le remède vienne d'une quelconque recherche, aussi ingénieuse soit-elle. Mais qu'est-ce que la sagesse ? Où la trouver ? Nous voilà au cœur du problème. On peut se documenter à son sujet dans nombre de publications, mais on ne peut la trouver qu'au plus profond de soi-même. Et pour la trouver, il faut d'abord se libérer de ces tyrans que sont la cupidité et l'envie. La tranquillité qui suit la libération — même si elle n'est que momentanée — éclaire alors de façon unique cette sagesse.

Cette vision nous permet de déceler le vide et l'insatisfaction fondamentale d'une vie essentiellement consacrée à la poursuite de fins matérielles, au mépris de l'esprit. Une telle existence ne peut que dresser l'homme contre l'homme, les nations contre les nations, car l'homme a des besoins infinis, et l'infini ne s'obtient que dans le royaume des choses spirituelles, jamais dans celui des biens matériels. Assurément, l'homme a besoin de s'élever au-dessus de ce « monde » ennuyeux. La sagesse lui en montre le chemin. Sans elle, il se lance dans l'édification d'une économie monstre, qui ruine le monde, et part en quête d'in vraisemblables satisfactions comme, par exemple, celle de faire marcher un homme sur la lune. Au lieu de dominer le « monde » en évoluant vers la sainteté, il essaie de le dominer en acquérant une supériorité en richesse, en pouvoir, en science ou dans quelque autre « sport » imaginable.

Telle est la véritable origine des guerres. Aussi, vouloir poser les fondements de la paix sans remédier tout d'abord à cela relèverait-il du domaine des chimères. Il est donc doublement chimérique de construire la paix sur des fondements économiques qui reposent à leur tour sur le culte systématique de la cupidité et de l'envie, forces mêmes qui font entrer les hommes en conflit.

Comment pouvons-nous ne serait-ce que commencer à désarmer la cupidité et l'envie ? Peut-être en nous montrant beaucoup moins cupides et envieux nous-mêmes. Peut-être en résistant à la tentation de laisser notre luxe devenir nécessité. Et peut-être en examinant jusqu'à nos besoins, pour voir si l'on ne peut les

simplifier et les réduire. Si nous n'avons pas la force de faire la moindre de ces choses,

peut-être pourrions-nous cesser d'applaudir à un type de « progrès » économique manifestement dépourvu de base durable, et donner notre modeste soutien à ceux qui n'ont pas peur de passer pour des originaux et œuvrent pour la non-violence, tels les écologistes, les défenseurs de la nature, les promoteurs d'une agriculture biologique, les producteurs à très petite échelle, etc. Une once de pratique vaut généralement mieux qu'une tonne de théorie.

Il en faudra cependant plusieurs onces pour poser les fondements économiques de la paix. Où trouver le courage de continuer à lutter contre des forces apparemment aussi effroyables ? Mieux, où trouver la force de vaincre la violence de la cupidité, de l'envie, de la haine et de la convoitise que l'on porte en soi ?

Gandhi a, je crois, apporté la réponse à ces interrogations. « On doit reconnaître l'existence de l'âme séparée du corps, ainsi que sa nature éternelle. Cette reconnaissance doit devenir une foi vivante. En dernier ressort, la non-violence ne profite pas à ceux qui ne possèdent pas une foi vivante dans le Dieu d'Amour. »

3 *Le rôle de l'économie*

Il serait exagéré de dire que notre avenir économique se voit déterminé par les économistes. Mais que leur influence ou, en tout cas, l'influence de l'économie, ait une grande portée, cela ne fait guère de doute. L'économie joue un rôle déterminant dans les activités du monde moderne, dans la mesure où elle donne les critères de ce qui est économique et de ce qui ne l'est pas. Il n'existe pas d'autres critères qui exercent de plus grande influence sur les actions des individus et des groupes, ainsi que sur celles des gouvernements. Peut-être devrions-nous donc regarder du côté des économistes et leur demander comment surmonter les dangers et les difficultés que doit affronter le monde moderne, et comment arriver à une entente économique qui soit source de paix et de pérennité.

Quel est le rapport entre l'économie et les problèmes débattus dans les chapitres précédents ? Quand l'économiste prononce son verdict : telle ou telle activité est « économiquement saine » ou « n'est pas économique », cela soulève deux questions importantes, étroitement liées. D'abord, que signifie ce verdict ? Ensuite, ce verdict est-il décisif au point de pouvoir raisonnablement servir de base à une action, sur le plan pratique ?

Opérons un retour en arrière dans l'histoire. On peut se souvenir que, lors des pourparlers relatifs à la création d'une chaire d'économie politique à Oxford, il y a cent cinquante ans, beaucoup de gens n'étaient pas du tout satisfaits du projet. Edward Copleston, le principal d'Oriel College, ne voulait pas admettre au curriculum de l'Université une science « si portée à usurper les autres ». Même Henry Drummond d'Albury Park, qui dota la chaire en 1825, crut nécessaire de bien préciser qu'il espérait voir l'Université maintenir la nouvelle discipline « a sa juste place ». Le premier titulaire du poste, Nassau Senior, n'était certainement pas homme à se contenter d'un rang inférieur. D'entrée de jeu, dans son discours inaugural, il prédit que la nouvelle science « rejoindrait dans l'estime du public les premières des sciences morales par son intérêt et son utilité ». Et de déclarer que « la quête de la richesse (...) représente, pour la majorité des hommes, la grande source de progrès moral ». Tous les économistes ne se sont pas engagés à ce point, c'est certain. John Stuart Mill (1806-1873) considérait l'économie politique « non pas comme une chose en elle-même, mais comme le fragment d'un ensemble plus vaste; comme une branche de la philosophie sociale, aux liens si étroits avec toutes les autres branches que ses conclusions, même à l'intérieur de son domaine particulier, ne sont vraies que sous certaines réserves, sujettes qu'elles sont à des

interférences et des réactions pour des raisons qui ne sont pas directement de son ressort¹ ». Keynes lui-même vient à contredire son propre avis (déjà cité), à savoir que « l'Avarice, et l'Usure et la Méfiance sont des Dieux qu'il nous faut conserver encore un petit moment », quand il nous exhorte « (à ne pas attacher) une importance excessive au problème économique, et (à ne pas sacrifier) à des nécessités présumées des valeurs d'une signification plus profonde et plus durable² ».

Pourtant, de nos jours, de telles voix ne se font que rarement entendre. Il est à peine exagéré de dire qu'avec l'accroissement de la richesse, l'économie s'est transformée en dénominateur commun de toute préoccupation. Le fonctionnement de l'économie, la croissance économique, l'expansion économique, etc., sont devenus l'intérêt constant, sinon l'obsession, de toutes les sociétés modernes. Dans le vocabulaire actuel de la censure, il y a peu de mots aussi décisifs et sans appel que les termes de « non-économique ». Toute activité stigmatisée comme non-économique voit son droit à l'existence non seulement remis en question, mais encore catégoriquement nié. Tout ce qui fait obstacle à la croissance économique est chose honteuse; les gens qui s'y cramponnent sont tenus pour fous ou saboteurs. Dites d'une chose qu'elle est laide ou immorale, qu'elle ronge l'âme ou dégrade l'homme, qu'elle constitue un péril pour la paix du monde ou pour le bien-être des générations futures — tant que vous n'aurez pas démontré son caractère « non-économique », son droit à exister, croître et prospérer ne sera pas sérieusement mis en doute.

Mais que veut-on dire lorsqu'on qualifie quelque chose de « non-économique »? Je ne demande pas ce que la plupart des gens veulent dire; cela est assez clair. C'est, pour eux, comme une maladie : on se porte mieux sans. L'économiste est supposé pouvoir porter un diagnostic sur la maladie et, avec un peu de chance et de savoir-faire, pouvoir alors en venir à bout. Il est bien connu que les économistes ne s'entendent pas souvent sur le diagnostic, et encore moins souvent sur le remède. Cela prouve simplement que la question présente une difficulté peu commune et que les économistes sont faillibles, à l'égal de tous les autres hommes.

Mon interrogation porte sur ce que signifie ce concept, sur la véritable signification qui se dégage du concept d'économie. Aucun doute n'est permis quant à la réponse. N'est pas économique ce qui ne rapporte pas un profit suffisant en termes d'argent. Le concept d'économie n'a et ne peut avoir aucune autre signification. Les nombreuses tentatives faites pour masquer ce fait ont entraîné une grande confusion. Mais le fait demeure. La société — ou un groupe ou un individu au sein de cette société — peut décider de s'attacher à une activité ou à une valeur pour des raisons non-économiques : sociales, esthétiques, morales ou politiques; mais cela ne change rien au caractère non-économique de celle-ci. En d'autres termes, l'opinion, en matière d'économie, est toujours extrêmement fragmentaire. De tous les aspects qu'il nous faut, dans la vie de tous les jours, considérer et juger dans leur ensemble avant de prendre une décision, l'économie ne fournit qu'un seul : savoir si oui ou non une chose est d'un quelconque profit monétaire

pour ceux qui l'entreprennent.

Prêtons attention à cette dernière phrase. Ce serait une grossière erreur de croire, par exemple, que la méthodologie de l'économie sert normalement à déterminer si une activité entreprise par un groupe au sein de la société profite à la société dans son ensemble. Même les industries nationalisées ne sont pas envisagées de ce point de vue plus général. Chacune d'entre elles se voit fixer un objectif financier — en fait, une obligation — qu'elle doit s'efforcer d'atteindre, sans se préoccuper des dommages qu'elle est susceptible d'entraîner dans d'autres secteurs de l'économie. En fait, la croyance qui prévaut, et que les partis politiques partagent avec une égale ferveur, est que le bien commun ne peut que croître et embellir si chacun de nous, chaque industrie et chaque profession, nationalisée ou non, s'efforce de retirer un « bénéfice » acceptable du capital employé. Assurer que « ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les Etats-Unis » est faire preuve d'une foi implicite en la « main invisible », qui n'a rien à envier à celle d'Adam Smith.

De toute façon, il n'y a aucun doute possible sur la nature fragmentaire des opinions en économie. Même dans le cadre étroit du calcul économique, ces opinions sont nécessairement et foncièrement limitées. Tout d'abord, elles accordent beaucoup plus de poids au court terme qu'au long terme pour cette raison que, dans le long terme, comme le dit Keynes avec une franche brutalité, nous serons tous morts. En second lieu, elles reposent sur une notion de coût qui exclut tous les « biens gratuits », à savoir tout l'environnement — ce cadeau de Dieu — mises à part les parcelles que d'aucuns se sont appropriées. Une activité peut donc être économique bien que nuisible à l'environnement, alors qu'une activité opposée, qui protège et préserve l'environnement mais à un certain coût, ne sera pas économique.

En outre, l'économie traite des biens selon leur valeur marchande, non selon ce qu'ils sont en réalité. Les mêmes règles et les mêmes critères s'appliquent aux matières premières, que l'homme doit acquérir aux dépens de la nature, et aux biens dérivés, qui présupposent l'existence des matières premières à partir desquelles on les fabrique. Tous les biens sont soumis au même traitement, car le point de vue de l'intérêt privé l'emporte. Vouloir ignorer la dépendance de l'homme à l'égard du monde naturel est donc une caractéristique inhérente à la méthodologie de l'économie.

Pour dire la même chose différemment, l'économie traite de biens et de services sur le plan du marché, où un acheteur potentiel rencontre un vendeur potentiel. Le premier est essentiellement un chasseur d'affaires, qui se moque de l'origine de ces biens ou des conditions de leur fabrication. Son seul souci est d'en avoir autant que possible pour son argent.

Le marché n'est donc qu'une expression superficielle de la société, et sa signification renvoie à la situation du moment, ici ou là. Nul ne va sonder la profondeur des choses, ni les faits naturels ou sociaux qu'elles cachent. En un certain sens, le marché est

l'institutionnalisation de l'individualisme et de la non-responsabilité. Ni l'acheteur ni le vendeur ne sont responsables de quoi que ce soit, sinon d'eux-mêmes. Il ne serait « pas économique », pour un riche vendeur, de réduire ses prix pour de pauvres clients, simplement parce que ceux-ci sont dans le besoin. Pas plus qu'il ne serait « économique », pour un riche acheteur, de payer le prix fort, simplement parce que le fournisseur est pauvre. De la même manière, il ne serait « pas économique », pour un acheteur, de donner la préférence à des produits nationaux, si les produits importés sont meilleur marché. Il ne prend pas la responsabilité de la balance des paiements de son pays, et personne n'attend cela de lui.

En ce qui concerne la non-responsabilité de l'acheteur, il existe une seule exception, mais elle est d'importance. L'acheteur doit veiller à ne pas acquérir des biens volés. L'ignorance pas plus que l'innocence ne plaideront jamais en notre faveur contre cette loi, d'où peuvent découler des conséquences extrêmement injustes et désagréables. C'est néanmoins une loi que réclame la sainte propriété privée, dont elle se porte garante.

N'avoir d'autre responsabilité qu'envers soi-même simplifie les affaires de façon considérable. Force nous est d'admettre l'aspect pratique de cette attitude : rien d'étonnant à ce qu'elle soit tellement en faveur auprès des hommes d'affaires. Plus surprenant peut-être est le caractère vertueux que l'on reconnaît également à celui qui profite au maximum de cette décharge de responsabilité. Si un acheteur venait à refuser une bonne affaire, de crainte que le faible coût des produits en question ne soit dû à l'exploitation ou à d'autres pratiques méprisables (à l'exception du vol), il prêterait le flanc à la critique pour son comportement « non-économique » : ce qui revient à tomber en disgrâce. Les économistes et consorts ont coutume de tourner une telle excentricité en dérision, voire de s'en indigner. La religion de l'économie a son propre code moral, dont le Premier Commandement est d'avoir un comportement « économique » en toutes circonstances, que l'on produise, vende ou achète. Ce n'est que lorsque le chasseur d'affaires, de retour chez lui, devient consommateur, que le Premier Commandement cesse d'être valable. Le consommateur est alors encouragé à « se faire plaisir » comme il l'entend. Pour la religion de l'économie, le consommateur est un étranger. Cet aspect étrange et significatif du monde moderne mérite plus de considération qu'il n'en a reçue jusqu'ici.

Sur la place du marché, d'innombrables distinctions qualitatives, d'une extrême importance pour l'homme- et la société, disparaissent pour des raisons pratiques. On leur refuse le droit de faire surface. Ainsi, sur « le Marché », règne et triomphe la quantité. Tout est rendu l'équivalent de tout. Rendre les choses équivalentes signifie leur donner un prix, donc les rendre échangeables. Dans la mesure où la conception économique repose sur le marché, elle ôte à la vie tout caractère sacré, car le sacré, lui, est sans prix. Dans la mesure où la conception économique pénètre l'ensemble de la société, il n'est donc rien d'étonnant à ce que même des valeurs simples, non-économiques, telles que la beauté, la santé ou la propreté, ne puissent survivre qu'à condition de se révéler « économiques » en quelque façon.

Pour faire entrer des valeurs non-économiques dans le cadre du calcul économique, les économistes utilisent la méthode de l'analyse coût/bénéfice. On pense en général qu'il s'agit d'un raisonnement éclairé et progressif, puisqu'il s'efforce à tout le moins de prendre en considération des coûts et des bénéfices dont on risquerait de ne tenir aucun compte autrement. En fait, il s'agit pourtant d'un procédé qui ramène le plus haut au niveau du plus bas et attribue un prix à ce qui n'en a pas. Il ne peut donc jamais ni servir à clarifier la situation, ni conduire à prendre une décision éclairée. Il ne peut qu'aboutir à une tromperie, de soi-même ou des autres, car vouloir mesurer ce qui ne se mesure pas est absurde. Ce n'est autre qu'une méthode compliquée, pour aller de notions préconçues à des conclusions décidées d'avance. Pour obtenir les résultats souhaités, il ne reste plus qu'à attribuer des valeurs convenables aux coûts et aux bénéfices qui ne se chiffrent pas. L'absurdité logique n'est cependant pas le plus grand défaut de l'entreprise. Prétendre que tout a un prix, autrement dit que l'argent est la valeur suprême, est pire encore pour la civilisation et menace celle-ci de ruine.

L'économie opère légitimement et utilement à l'intérieur d'un cadre « donné », qui se situe tout à fait en dehors du calcul économique. L'économie, pourrait-on dire, ne repose pas sur ses propres bases : c'est une discipline « dérivée » de la méta-économie. Si l'économiste s'abstient d'étudier la méta-économie ou, pire encore, s'il ignore que la mise en application du calcul économique connaît des limites, il risque de tomber dans le même genre d'erreur que celle commise par certains théologiens du Moyen Âge, qui essayèrent de résoudre des questions de physique au moyen de citations de la Bible. Chaque science est bénéfique à l'intérieur de ses propres limites, mais se mue en mal destructeur aussitôt qu'elle transgresse ces dernières.

La science économique est « tellement portée à usurper les autres » —et bien plus encore aujourd'hui qu'il y a cent cinquante ans, quand Edward Copleston en signalait le danger — en raison de ses liens avec certaines pulsions violentes de la nature humaine, telles que la cupidité et l'envie. D'autant plus important est alors le devoir de ceux qui en sont spécialistes, les économistes : devoir de saisir et de délimiter clairement ses frontières, c'est-à-dire de concevoir ce qu'est la méta-économie.

Qu'est-ce donc que la méta-économie ? Puisque l'économie traite de l'homme dans son environnement, on peut s'attendre à ce que la méta-économie comprenne deux parties : l'une s'occupant de l'homme, l'autre de l'environnement. Autrement dit, il est vraisemblable que l'économie trouve ses tendances et ses objectifs dans une étude de l'homme, et sa méthodologie, en grande partie tout au moins, dans une étude de la nature.

J'essaierai de montrer, dans le chapitre suivant, comment changent les conclusions et les principes économiques, lorsque change l'image sous-jacente de l'homme et de son but sur la terre. Je m'en tiendrai, dans le présent chapitre, à une discussion portant sur la seconde partie de la méta-économie, c'est-à-dire sur la façon dont une partie essentielle de la méthodologie de l'économie découle, nécessairement, d'une étude de la nature. Comme je l'ai déjà souligné, sur le marché, les biens sont tous pareillement traités. Le marché est

en effet, par définition, une institution où se pratique sans vergogne la chasse aux bonnes affaires. C'est donc le propre de la méthodologie de l'économie moderne — si largement tournée vers le marché — que d'ignorer que l'homme est dépendant du monde naturel. Dans son « discours du Président » à la Royal Economic Society [Société royale d'économie], discours ayant pour thème « Le sous-développement de l'économie », le Professeur E.H. Phelps Brown a parlé de « la faible contribution apportée par les développements les plus marquants de l'économie intervenus au cours du dernier quart de siècle, à la solution des problèmes les plus pressants de tous les temps ». Selon lui, comptait au nombre de ces problèmes la nécessité de « freiner les effets néfastes de l'industrialisation, de la croissance de la population et de l'urbanisation sur l'environnement et la qualité de la vie ».

En fait, parler de « faible contribution » est un euphémisme, car il n'y a nulle contribution. Bien au contraire, il ne serait pas injuste de dire que l'économie, telle qu'elle est comprise et appliquée de nos jours, s'oppose, d'une manière très efficace, à la compréhension de ces problèmes, et ce en raison de son faible pour l'analyse quantitative pure et de son refus inquiet de pénétrer la vraie nature des choses.

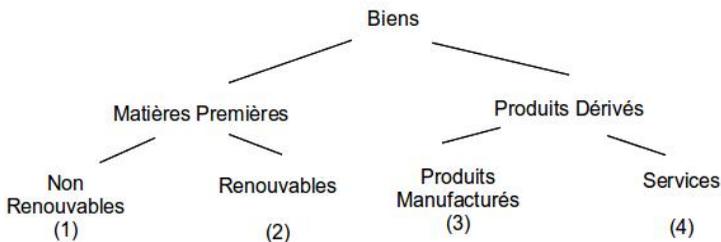
L'économie traite d'une variété pratiquement infinie de biens et de services, produits et consommés par une variété également infinie de gens. On ne saurait, à l'évidence, développer la moindre théorie économique à moins d'être prêt à négliger un grand éventail de distinctions qualitatives. Mais il devrait être tout aussi évident que la suppression totale des distinctions qualitatives, si elle facilite la théorie, la rend du même coup absolument stérile. La plupart des « développements les plus marquants de l'économie intervenus au cours du dernier quart de siècle » (auxquels fait allusion le Professeur Phelps Brown) vont dans le sens de la quantification, aux dépens de la compréhension des différences qualitatives. On pourrait certes dire que l'économie manque de plus en plus de tolérance à l'égard de ces différences qualitatives, car elles ne cadrent pas avec sa méthode, et exigent des économistes une compréhension pratique et un pouvoir de pénétration à un point auquel ces derniers ne veulent ou ne peuvent répondre. Ainsi, après avoir établi, par des méthodes purement quantitatives, que le produit national brut d'un pays s'est élevé, disons, de 5 %, l'économiste-économètre ne veut pas et, en général, ne peut pas considérer la question de savoir s'il faut voir là un résultat bon ou mauvais. Admettre pareille question lui ferait perdre toutes ses certitudes. La croissance du PNB doit être une bonne chose, indépendamment de ce qui a augmenté et de l'heureux bénéficiaire, s'il y en a un. L'idée qu'il puisse s'agir d'une croissance pathologique, d'une croissance malsaine, d'une croissance susceptible d'interrompre ou de détruire le cycle normal, paraît à l'économiste une idée perverse, qu'il faut rejeter dans les profondeurs. Une faible minorité d'économistes commencent à présent à se demander quelle « croissance » supplémentaire est encore possible, puisqu'une croissance infinie est assurément incompatible avec un environnement limité. Malgré tout, ils ne peuvent se défaire du concept de la croissance purement quantitative. Au lieu d'insister sur la

suprématie des distinctions qualitatives, ils remplacent simplement la croissance par la non-croissance, c'est-à-dire un néant par un autre.

Il est certes vrai que le qualitatif est beaucoup plus difficile à « manier » que le quantifié, tout comme l'exercice du jugement est une fonction supérieure à l'aptitude à compter et à calculer. On peut saisir les différences quantitatives, et certainement les définir, plus facilement que les différences qualitatives. Leur caractère concret est trompeur. Il donne l'illusion de la précision scientifique, même quand celle-ci a été acquise au prix de la suppression de différences essentielles de qualité. La grande majorité des économistes poursuivent encore l'absurde idéal de rendre leur « science » aussi scientifique et précise que la physique, comme s'il n'y avait aucune différence qualitative entre les atomes sans esprit et les hommes faits à l'image de Dieu.

Les « biens » sont le principal objet de l'économie. Les économistes établissent quelques distinctions rudimentaires entre des catégories de biens du point de vue de l'acheteur : par exemple, la distinction entre les « biens de consommation » et les « biens de production ». Mais il n'y a jamais de réelle tentative pour connaître la véritable nature de ces biens ; savoir s'ils sont œuvre de l'homme ou cadeau de Dieu ; si on peut ou non les reconstituer à volonté. Une fois les biens sur le marché — quel que soit leur caractère méta-économique — ils sont tous traités de la même manière, comme de simples objets destinés à la vente. L'économie s'intéresse au premier chef aux idées émises sur le comportement de l'acheteur potentiel, en quête d'une bonne affaire.

Il est cependant de fait qu'il existe des différences fondamentales et essentielles entre diverses catégories de « biens », que l'on ne saurait méconnaître sans perdre le contact avec la réalité. Ce qui suit pourrait s'intituler : « schéma minimal de catégorisation ».



On ne saurait trouver, tout d'abord, de distinction plus importante que celle qui existe entre matières premières et produits dérivés, ces derniers présupposant l'existence des premières. Une plus grande aptitude de l'homme à fabriquer des produits dérivés est inutile, si elle n'est précédée d'une plus grande aptitude à arracher à la terre des produits bruts ; car l'homme ne produit rien, il transforme seulement, et chaque activité de

transformation nécessite des matières premières. Son pouvoir de transformation dépend en particulier de l'énergie disponible, d'où la nécessité immédiate d'établir une distinction essentielle, au sein des richesses naturelles, entre celles qui sont renouvelables et celles qui ne le sont pas. Quant aux produits dérivés, il existe une distinction de base, évidente, entre produits manufacturés et services. Nous arrivons donc à un minimum de quatre catégories, chacune d'entre elles étant essentiellement différente de chacune des trois autres.

Le marché ignore tout de ces distinctions. Il attribue une étiquette et un prix à tous les biens, et nous permet ainsi de prétendre qu'ils ont tous une égale importance. Dix dollars de pétrole (catégorie 1) valent dix dollars de blé (catégorie 2), qui valent dix dollars de chaussures (catégorie 3) ou dix dollars de chambre d'hôtel (catégorie 4). Le seul critère déterminant l'importance relative de ces différents produits est le taux de profit que l'on peut réaliser en les fournissant. Si les catégories 3 et 4 entraînent de plus forts profits que les catégories 1 et 2, on considère ce résultat comme un « signe » : le signe qu'il est « rationnel » d'accorder des ressources supplémentaires au groupe des catégories 3 et 4, et d'en supprimer à l'autre.

Mon souci n'est pas ici de débattre de la fiabilité ou de la rationalité des mécanismes du marché, de ce que les économistes appellent la « main invisible ». Cela a fait l'objet de discussions sans fin, mais invariablement indifférentes à l'incommensurabilité fondamentale des quatre catégories distinguées plus haut. On a, par exemple, toujours négligé — ou du moins n'a-t-on jamais pris au sérieux, lors de la formulation d'une théorie économique — le fait que le concept de « coût » est essentiellement d'une nature différente lorsqu'il s'agit de biens renouvelables ou de ceux qui ne le sont pas, lorsqu'il s'agit de produits manufacturés ou de services. En fait, sans entrer dans davantage de détails, on peut dire que l'économie, telle que comprise actuellement, s'applique parfaitement aux seuls produits manufacturés (catégorie 3) ; mais on l'applique également, sans discernement, à tous les biens et services, car une estimation des différences qualitatives essentielles entre les quatre catégories nous fait totalement défaut.

On peut appeler ces différences méta-économiques, dans la mesure où on doit les reconnaître avant de se lancer dans une analyse économique. Encore plus importante est la reconnaissance de l'existence de « biens » que l'on ne voit jamais sur le marché, parce qu'il est impossible de se les approprier, ou parce que personne ne se les est appropriés. Ils n'en sont pas moins indispensables à toute activité humaine, puisqu'il s'agit de l'air, de l'eau, du sol, en fait de tout l'environnement naturel vivant.

Jusqu'à une date relativement récente, les économistes se sont crus autorisés, sans trop d'erreur, à considérer le cadre de l'activité économique, dans son ensemble, comme un acquis, donc comme un cadre permanent et indestructible. Etudier les effets de l'activité économique sur ce cadre n'était pas de leur ressort ni, à vrai dire, de leur compétence professionnelle. Puisque l'on est maintenant de plus en plus sensible à la détérioration de

l'environnement, surtout en ce qui concerne la nature vivante, toute l'optique et la méthodologie de l'économie se trouvent remises en question. L'étude de l'économie s'avère trop limitée et trop fragmentaire pour mener à une connaissance solide, à moins qu'une étude complémentaire de la méta-économie ne la parachève.

Le problème que pose l'excès d'attention accordé aux moyens par rapport aux fins — et telle est, Keynes l'a confirmé, l'attitude de l'économie moderne — est qu'il retire à l'homme la liberté et le pouvoir de choisir les fins qu'il préfère réellement. Le développement des moyens dicte pour ainsi dire le choix des fins. La poursuite des recherches en matière de vitesses, avec les transports supersoniques, ou les efforts de titan accomplis pour faire marcher un homme sur la lune, en sont autant d'exemples indéniables. Ces objectifs n'ont pas été conçus pour répondre aux réels besoins et aspirations de l'être humain — au service desquels la technologie est censée se trouver; ils se sont imposés du jour où les moyens techniques nécessaires se sont révélés disponibles.

Nous l'avons vu, l'économie est une science « dérivée », qui reçoit des instructions de ce que j'ai appelé la méta-économie. Un changement d'instructions entraîne un changement du contenu de l'économie. Nous examinerons dans le chapitre suivant ce que deviennent les lois économiques et les définitions des concepts « économique » et « non-économique », quand on remplace la base méta-économique du matérialisme occidental par l'enseignement du bouddhisme. Le choix du bouddhisme comme exemple est d'ailleurs le fait du hasard. Les enseignements du christianisme, de l'islam ou du judaïsme auraient pu tout aussi bien convenir, ainsi que ceux de n'importe quelle autre grande tradition orientale.

4 ***Le système d'économie bouddhiste***

« Gagner son pain honnêtement » est l'un des préceptes du Noble Sentier à huit voies de Bouddha. Il doit donc exister une science économique bouddhiste.

Les pays bouddhistes ont souvent affirmé vouloir rester fidèles à leur héritage. Il en va ainsi de la République de Birmanie. « La Nouvelle Birmanie ne voit aucun conflit entre les valeurs religieuses et le progrès économique. Santé spirituelle et bien-être matériel ne sont pas ennemis, mais alliés naturels² « Nous pouvons concilier avec succès les valeurs spirituelles et religieuses de notre héritage et les bénéfices de la technologie moderne 2. » Ou encore : « Nous autres Birmans avons le devoir sacré de conformer aussi bien nos rêves que nos actes à notre foi. C'est ce que nous ferons toujours³. »

Malgré tout, de tels pays affectent invariablement de pouvoir calquer leurs plans de développement économique sur l'économie moderne. Ils appellent en consultation des économistes modernes de pays dits avancés, pour établir la politique à suivre et pour échafauder le grandiose projet de développement : plan quinquennal ou autre, quel que soit le nom qu'on lui donne. Personne ne semble songer qu'un style de vie bouddhiste réclame une économie bouddhiste, tout comme le style de vie matérialiste moderne a fait naître l'économie moderne.

Les économistes eux-mêmes, comme la plupart des spécialistes, souffrent normalement d'une sorte de cécité métaphysique, et tiennent leur spécialité pour une science aux vérités absolues et immuables, sans aucun présupposé. Certains vont même jusqu'à clamer que les lois économiques sont aussi indépendantes de la « métaphysique » ou des « valeurs » que l'est la loi de la gravitation. Point n'est pourtant besoin d'entrer dans des querelles de méthodologie. Prenons plutôt quelques uns des principes et voyons à quoi ils ressemblent, du double point de vue de l'économiste moderne et de l'économiste bouddhiste.

Le travail humain est unanimement admis comme source fondamentale de richesse. L'économiste moderne en est arrivé à considérer désormais le « travail » comme un mal nécessaire, ou à peine plus. Pour l'employeur, c'est en tout cas un simple élément de coût, qu'il convient de réduire à un minimum, faute de pouvoir l'éliminer complètement, disons, par l'automatisation. Pour l'ouvrier, le travail n'a pas d'utilité en soi. (Il est ce que les économistes nomment une « désutilité ».) Travailler revient à sacrifier son temps de loisirs et son confort, le salaire n'étant qu'une sorte de compensation reçue pour ce sacrifice. L'idéal est donc, pour l'employeur, de produire sans employés et, pour l'employé, d'avoir

un revenu sans travailler.

Les conséquences, aussi bien théoriques que pratiques, de telles attitudes, sont bien sûr d'une très grande portée. Si l'idéal, en ce qui concerne le travail, est de s'en délivrer, toute méthode qui « allège la charge de travail » est bonne. La méthode la plus efficace, proche de l'automation, est celle dite « division du travail ». L'usine d'épingles, dont Adam Smith a fait la louange dans *La Richesse des nations* *, en est l'illustration classique. Il ne s'agit pas ici d'une spécialisation ordinaire, pratiquée par l'humanité depuis la nuit des temps, mais de la division de chaque processus global de production en infimes parties. Ainsi peut-on fabriquer le produit final à une cadence accélérée, sans jamais demander à l'ouvrier de contribution autre qu'insignifiante, le plus souvent réduite à un banal mouvement de jambes ou de bras.

Du point de vue du bouddhisme, la fonction du travail est au moins triple. Donner à l'homme la chance d'exploiter et de développer ses facultés. Lui permettre de dominer son égocentrisme en participant avec d'autres à une tâche commune. Produire les biens et les services nécessaires à une existence décente. Les conséquences d'une telle optique sont, ici encore, infinies. Organiser le travail de sorte à lui ôter toute signification, à le rendre ennuyeux, absurde, à en faire un véritable supplice pour les nerfs de l'ouvrier, friserait l'acte criminel. Ce serait faire preuve d'un plus grand intérêt pour les choses que pour les gens, d'un dangereux manque de compassion et d'un degré d'attachement à l'aspect le plus primitif de cette existence terrestre, nuisible pour l'âme. De la même manière, vouloir faire des loisirs une alternative au travail passerait pour une totale méconnaissance de l'une des vérités les plus fondamentales de l'existence humaine, à savoir : que le travail et les loisirs sont des parties complémentaires d'un même processus d'existence, que l'on ne saurait séparer sans ruiner la joie que procure le travail et la félicité qu'apportent les loisirs.

Du point de vue bouddhiste, il existe donc deux types de mécanisation qu'il convient de distinguer clairement : celle qui met en valeur l'adresse et les dons d'un ouvrier, et celle qui confie le travail de l'ouvrier à un esclave mécanique, l'ouvrier se retrouvant lui-même au service de l'esclave. Comment distinguer ces types l'un de l'autre ? Ananda K. Coomaraswamy, aussi compétent pour parler de l'Occident moderne que de l'Orient ancien, nous dit : « L'artisan lui-même peut toujours, le cas échéant, faire la distinction subtile entre la machine et l'outil. Le métier à tisser des tapis est un outil, une invention qui maintient tendus les fils de la chaîne afin que les artisans puissent, de leurs doigts, nouer les poils du tapis autour de ces fils. Le métier mécanique est, au contraire, une machine, qui joue un rôle important dans la dégradation de la culture parce qu'elle accomplit la partie essentiellement humaine du travail⁵. » L'économie bouddhiste — cela est bien clair — doit donc être très différente de celle du matérialisme moderne, puisque le bouddhiste conçoit l'essence de la civilisation non comme une multiplication des besoins, mais comme la purification du caractère de l'homme, caractère que forge, en premier lieu, le travail. Le travail consacre par ailleurs ceux qui l'exécutent, ainsi que leurs produits,

lorsque les conditions mêmes de son exécution respectent la dignité et la liberté humaines. Le philosophe et économiste indien, J.C. Kumarappa, résume la question en ces termes :

« Si la nature du travail est correctement appréciée et respectée, elle entretiendra le même rapport à l'égard des facultés supérieures que la nourriture à l'égard du corps. Le

travail nourrit et stimule les penchants nobles de l'homme. Il le pousse à produire au mieux de ses capacités. Il dirige son libre arbitre sur la bonne voie. Il discipline le côté animal qui se trouve en lui en le canalisant progressivement. Il procure à l'homme un excellent fond pour découvrir son échelle de valeurs et développer sa personnalité⁶. »

Si un homme n'a pas la chance d'obtenir du travail, il se trouve dans une situation désespérée, non pas simplement parce qu'il ne dispose d'aucun revenu, mais parce qu'il est privé de ce facteur que rien ne peut remplacer : le travail discipliné, qui nourrit et stimule. Un économiste moderne peut se lancer dans de très savants calculs pour savoir si le plein emploi « paie », ou s'il serait plus « économique » de faire marcher une économie au-dessous du plein emploi, de façon à assurer une plus grande mobilité de la main-d'œuvre, une meilleure stabilité des salaires, et ainsi de suite. Pour lui, le critère fondamental du succès est uniquement la quantité totale de biens produits pendant une période donnée. « Si l'utilité marginale des biens est minime, écrit le Professeur Galbraith dans *L'Ere de l'Opulence*, la nécessité d'employer la main-d'œuvre jusqu'au dernier homme ou jusqu'au dernier million d'hommes ne se fait pas davantage sentir. » Et, plus loin : « Si notre besoin de production est tellement restreint que nous puissions nous permettre un certain chômage dans l'intérêt de la stabilité — proposition, notons-le en passant, qui a des antécédents authentiquement conservateurs — nous pouvons aussi accorder aux chômeurs les biens qui leur permettent de conserver leur niveau de vie⁷. »

D'un point de vue bouddhiste, c'est le monde renversé que d'estimer les biens plus que les gens, et la consommation plus que l'activité créatrice. Cela revient à déplacer le centre d'intérêt de l'ouvrier au produit de son travail, c'est-à-dire de l'humain au sous-humain : c'est là une véritable reddition aux forces du mal. Le point de départ même de la planification économique bouddhiste serait une planification du plein emploi, dans le but principal, en fait, d'assurer un emploi à tous ceux qui ont besoin de travailler « au-dehors ». Rien à voir avec la maximisation de l'emploi ou la maximisation de la production. Les femmes, somme toute, n'ont pas besoin de travailler « au-dehors ». L'embauche à grande échelle de femmes, dans les bureaux et les usines, serait considérée comme un signe d'échec économique sérieux. Il serait en particulier aussi peu économique, du point de vue de l'économie bouddhiste, de laisser les mères de jeunes enfants travailler en usine pendant que leurs enfants sont livrés à eux-mêmes, que d'envoyer un ouvrier spécialisé à la guerre, du point de vue de l'économie moderne.

Tandis que les richesses intéressent plus que tout le matérialiste, la libération représente le souci numéro un du bouddhiste. Mais le bouddhisme, « La Voie du Milieu », n'est en aucun cas opposé au bien-être physique. Ce n'est pas la richesse qui fait obstacle

à la libération, mais l'attachement à la richesse ; ce n'est pas non plus le plaisir que procurent les choses agréables qui est condamnable, mais le désir ardent de les obtenir. Simplicité et non-violence sont donc les dominantes de l'économie bouddhiste. Pour un économiste, l'aspect merveilleux du style de vie bouddhiste réside dans sa rationalité absolue : des moyens étonnamment faibles conduisant à d'extraordinairement bons résultats.

L'économiste moderne éprouve beaucoup de difficultés à comprendre cela. Habitué qu'il est à évaluer le « niveau de vie » d'après le montant de la consommation annuelle, il postule constamment qu'un homme qui consomme davantage « vit mieux » que celui qui consomme moins. Un économiste bouddhiste tiendrait cette approche pour le comble de l'irrationnel : puisque la consommation n'est qu'un moyen du bien-être de l'homme, le but devrait être d'obtenir le maximum de bien-être par le minimum de consommation. Ainsi, si la fonction des habits est de nous tenir chaud et de nous donner une agréable apparence, il faut atteindre ce but avec le moins d'efforts possible, donc avec un moindre gâchis d'étoffe par an, et en choisissant les modèles qui requièrent le minimum de peine. Moins on prend de peine, plus on peut consacrer de temps et de force à la créativité artistique. Il serait, par exemple, grandement anti-économique de se lancer dans des coupes compliquées, comme on en voit dans l'Occident moderne, quand on peut obtenir un bien plus bel effet en se drapant habilement dans une étoffe non coupée. Ce serait le comble de la folie que de fabriquer du tissu qui s'use rapidement, et le comble de la barbarie que de fabriquer quelque chose de laid ou de piètre apparence. L'habillement ne constitue pas un exemple à part. Il en va de même de tout ce dont l'homme a besoin. Propriété et consommation des biens sont des moyens en vue d'une fin. L'économie bouddhiste étudie systématiquement comment atteindre des fins données avec un minimum de moyens.

L'économie moderne, au contraire, considère la consommation comme la seule fin et le seul but de toute activité économique, les facteurs de production — terre, travail, capital — en étant les moyens. En résumé, alors que l'économie bouddhiste recherche le maximum de satisfactions humaines grâce au choix d'un modèle de consommation optimal, l'économie moderne tend à maximiser la consommation à travers un mode optimal d'effort de production. Il est facile de voir que l'effort que demande un style de vie tourné vers le modèle de consommation optimal sera, selon toute vraisemblance, plus faible que l'effort demandé par une course à la consommation maximale. Ne soyons donc pas surpris que les hommes vivent beaucoup moins tendus et sous pression en Birmanie, par exemple, qu'aux Etats-Unis, même si le nombre des machines qui économisent la main-d'œuvre ne représente, en Birmanie, qu'une infime fraction du nombre de celles qui sont en service aux Etats-Unis.

Simplicité et non-violence sont, de toute évidence, étroitement liées. Le modèle de consommation optimal, qui procure aux hommes un haut degré de satisfaction grâce à une consommation relativement faible, permet aux gens de vivre sans grande tension. Ils

peuvent alors obéir au Premier Commandement de l'enseignement bouddhiste : « Cesse de faire le mal ; cherche à faire le bien. » Comme les ressources physiques sont partout limitées, ceux dont les besoins sont satisfaits par un faible emprunt aux ressources naturelles risquent certainement moins d'en venir aux mains, que ceux qui consomment en quantité. Pareillement, ceux qui vivent dans de petites communautés, presque en autarcie, courent moins de risques de se trouver confrontés à la violence à grande échelle, que ceux dont l'existence dépend de systèmes commerciaux à l'échelle mondiale.

Pour l'économie bouddhiste, une production tirée des ressources locales pour les besoins locaux est donc le style de vie économique le plus rationnel. Dépendre d'importations de l'étranger et, par conséquent, devoir produire pour l'exportation des biens destinés à des peuples inconnus et lointains, représente par contre le summum du non-économique, et ne se justifie que dans des cas exceptionnels, et à petite échelle. Tout comme l'économiste moderne tient pour une calamité, et non pour le signe d'un haut niveau de vie, un temps élevé de transport entre le domicile d'un individu et son lieu de travail, l'économiste bouddhiste soutient que satisfaire les besoins des hommes à partir de sources lointaines plutôt que des voisines est signe d'échec, bien plus que de succès. L'économiste moderne a tendance à considérer les statistiques montrant un accroissement du nombre de tonnes/kilomètre par habitant véhiculées par les moyens de transport d'un pays comme une preuve de progrès économique. Pour l'économiste bouddhiste, au contraire, les mêmes statistiques indiqueraient plutôt une dégradation fort peu souhaitable du mode de consommation.

Une autre différence frappante entre les deux systèmes économiques a trait à l'emploi des ressources naturelles. L'éminent philosophe politique français, Bertrand de Jouvenel, a caractérisé l'« homme occidental » en des termes qui peuvent tout à fait correspondre à la description de l'économiste moderne :

« Dans une société hautement organisée comme est la nôtre, la nature disparaît derrière la masse organisée des semblables ; l'individu croit vivre de ses rapports avec ses semblables, des services qu'il leur rend, des retours qu'il en obtient ; il ne sait plus qu'il vit des prélèvements opérés par la population dont il est membre sur son environnement naturel. Tout ce dont il use lui apparaît produit du travail humain ; et c'est vrai quant à la forme ; mais quant à la substance elle est empruntée à la nature. (...) L'homme se nourrit de matière vivante. (...) [Or] le trajet de la matière vivante n'est pas à sens unique, (...) il forme un circuit, un cycle. On dira alors que la population humaine s'insère dans un écosystème, en communauté biotique avec d'autres formes de vie. (...) »

« Qu'est-ce que la "civilisation" ? Au sens étymologique, c'est l'urbanisation. Ce qui est caractéristique de la vie urbaine, c'est que l'homme n'y rencontre la vie que sous la forme de son semblable, et tout ce qu'il voit autour de lui est du minéral organisé.

« Cette situation est extrêmement propice à l'oubli des conditions écologiques de l'existence humaine. Et par conséquent il est au moins plausible qu'il existe (...) une

tendance inhérente de la civilisation à ruiner les conditions d'existence de l'homme ⁸. »

Les enseignements de Bouddha prescrivent par contre de témoigner d'une attitude respectueuse et non-violente, non seulement à l'égard de tous les êtres sensibles mais aussi — on y insiste — à l'égard des arbres. Chaque disciple de Bouddha se doit de planter un arbre tous les deux ou trois ans, et d'en prendre soin jusqu'à ce que celui-ci ait bien pris. L'économiste bouddhiste peut sans difficulté démontrer que l'observance universelle de cette règle entraînerait un haut niveau de développement économique véritable, qui n'aurait nul besoin d'une aide étrangère. La décadence économique du Sud-Est asiatique (comme de beaucoup d'autres régions du monde) est indubitablement due, en grande partie, à la négligence imprudente et scandaleuse dont on fait preuve à l'égard des arbres.

L'économie moderne ne distingue pas entre matières renouvelables et non renouvelables, dans la mesure où sa méthode même consiste à tout égaliser et à tout quantifier au moyen d'un prix évalué en termes monétaires. Ainsi, prenons diverses sources d'énergie, au choix, comme le charbon, le pétrole, le bois et la force hydraulique. La seule différence que leur reconnaît l'économie moderne est leur coût relatif par unité équivalente. La source d'énergie la moins chère est automatiquement celle qu'il faut préférer : agir autrement serait irrationnel et «non-économique». Aux yeux d'un bouddhiste, cela ne conviendra pas du tout, naturellement. La différence essentielle entre énergies non renouvelables, comme le charbon et le pétrole, d'un côté, et énergies renouvelables, comme le bois et la force hydraulique, de l'autre, ne peut pas être purement et simplement ignorée. On ne doit utiliser les biens non renouvelables qu'en cas de nécessité et, même alors, toujours avec le plus grand discernement et le plus profond souci de leur conservation. En faire un usage inconsidéré ou extravagant est un acte de violence. Or, même si la non-violence absolue ne peut pas être atteinte sur cette terre, l'homme a cependant le devoir inéluctable de tendre, par ses actes, à cet idéal de non-violence.

Un économiste européen moderne ne considérerait certes pas que vendre à des prix intéressants à l'Amérique tous les trésors de l'art européen soit un grand succès économique. De la même manière, l'économiste bouddhiste insiste sur le fait qu'une population qui fonde sa vie économique sur des énergies non renouvelables vit en parasite, sur son capital et non de son revenu. Un tel mode de vie ne saurait durer en permanence et ne peut à la rigueur se justifier que comme un expédient purement provisoire. Les ressources du monde en énergies non renouvelables — charbon, pétrole et gaz naturel — sont loin d'être uniformément réparties à travers le globe. De plus, elles existent sans aucun doute en quantité limitée. Il est donc évident que leur exploitation toujours plus importante est un acte de violence perpétré contre la nature, qui doit presque inévitablement conduire à la violence entre les hommes.

Ce seul fait devrait donner matière à réflexion, même à ces gens des pays bouddhistes qui se moquent des valeurs religieuses et spirituelles de leur héritage, et désirent

ardemment embrasser, le plus vite possible, le matérialisme de l'économie moderne. Avant de rejeter l'économie bouddhiste comme, au mieux, un rêve nostalgique, ils feraient bien d'examiner si le chemin du développement économique tracé par l'économie moderne a des chances de les conduire là où ils veulent aller vraiment. Vers la fin de son livre courageux, *The Challenge of Man's Future*, le Professeur Harrison Brown, du California Institute of Technology [Institut de Technologie de Californie], dresse le bilan suivant :

« Nous voyons donc que, tout comme la société industrielle est fondamentalement instable et susceptible d'un retour à l'existence agraire, de même, dans cette société, les conditions de la liberté individuelle sont instables et ne peuvent pas toujours empêcher l'avènement d'une organisation rigide et d'un contrôle totalitaire. En vérité, si nous examinons toutes les difficultés prévisibles qui menacent la survie de la civilisation industrielle, il est malaisé de déceler une éventuelle compatibilité entre l'existence de la stabilité et le maintien de la liberté individuelle⁸. »

Même si l'on devait rejeter cela comme une perspective à long terme, il reste la question immédiate de savoir si la « modernisation », telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, sans égard pour les valeurs religieuses et spirituelles, donne vraiment des résultats satisfaisants. En ce qui concerne les masses, les résultats apparaissent désastreux : effondrement de l'économie rurale, vague montante du chômage dans les villes et les campagnes, et croissance du prolétariat urbain privé de nourritures corporelles et spirituelles.

C'est à la double lumière de l'expérience immédiate et des perspectives à long terme que l'on pourrait recommander l'étude de l'économie bouddhiste, même à ceux pour qui la croissance économique est plus importante que n'importe quelle valeur spirituelle ou religieuse. Car il ne s'agit pas de choisir entre « croissance moderne » et « stagnation traditionnelle ». Il s'agit plutôt de trouver le vrai chemin du développement, la Voie du Milieu entre l'insouciance matérialiste et l'immobilité traditionaliste; en résumé, de trouver comment « gagner son pain honnêtement ».

5 *Une question de taille*

Mon éducation m'a nourri d'une interprétation de l'histoire selon laquelle, au commencement, était la famille; puis, plusieurs tribus formèrent une nation; puis, plusieurs nations formèrent une « Union », ou « États-Unis » de ceci ou de cela. Finalement, nous pouvions, selon cette théorie, envisager la formation d'un seul Gouvernement pour le Monde Entier. Depuis que j'ai ouï raconter cette histoire, plausible certes, j'accorde un intérêt tout particulier au processus. Hélas ! je n'ai pu m'empêcher de constater que c'est tout le contraire qui semble se produire : les états prolifèrent. L'Organisation des Nations unies démarra avec une soixantaine de membres, voilà quelque vingt-cinq ans. Ils sont aujourd'hui plus du double et leur nombre ne cesse de croître. Dans ma jeunesse, ce processus de prolifération, appelé « balkanisation », était jugé très néfaste. Bien que mal vu de tout le monde, il s'est allègrement propagé pendant plus de cinquante ans, dans la plupart des régions du globe. De grandes unités tendent à se scinder en unités plus petites. Qu'on l'approuve ou non, on devrait au moins tenir compte de ce phénomène qui est, ô ironie, l'exact opposé de celui que l'on m'avait enseigné.

Mon éducation m'a, en second lieu, inculqué la théorie qui veut que, pour être prospère, un pays doive être grand : plus il est grand, mieux cela vaut. Cela aussi semblait tout à fait plausible. Considérez ce que Churchill appelait « les principautés pumpernickel » de l'Allemagne avant Bismarck. Considérez ensuite le Reich sous Bismarck. N'est-il pas vrai que seule cette unification a rendu possible la grande prospérité de l'Allemagne ? Malgré tout, les Suisses de langue allemande et les Autrichiens de langue allemande, qui ne s'unirent pas, ont connu la même réussite économique. Si nous dressons la liste de tous les pays les plus prospères du monde, nous nous apercevons que la plupart d'entre eux sont très petits. A l'inverse, une liste de tous les pays les plus grands montre l'extrême pauvreté de la plupart d'entre eux, en fait. Il y a, là encore, matière à réflexion.

Enfin, j'ai été élevé dans l'idée des « économies d'échelle », selon laquelle les industries et les sociétés, tout comme les nations, sont engagées dans un mouvement irrésistible, dicté par l'économie moderne, qui pousse chaque unité à se développer toujours plus. Il est tout à fait exact qu'il existe aujourd'hui davantage de grandes organisations et probablement aussi des organisations plus importantes que jamais auparavant dans l'histoire. Mais le nombre des petites unités est également en augmentation, et ne décline certainement pas dans des pays comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Beaucoup de ces petites unités sont fort prospères, et la société leur doit la plupart des nouveaux développements réellement féconds. Il n'est pas, ici encore, très

facile de réconcilier la théorie et la pratique. La situation relative à cette question de taille dans son ensemble est assurément embarrassante pour celui que l'on a élevé dans le culte de cette triple théorie.

Aujourd'hui encore, on nous présente généralement les organisations gigantesques comme inéluctables. Pourtant, si nous y regardons de plus près, nous pouvons remarquer que, sitôt l'élément de grande taille créé, naît souvent un effort acharné pour retrouver le petit à l'intérieur du grand. La grande trouvaille de M. Sloan, de la General Motors, a été de structurer cette firme gigantesque de sorte à en faire, en réalité, une fédération de firmes de taille à peu près raisonnable. Au British National Coal Board [l'Office national britannique du charbon], l'une des firmes les plus importantes d'Europe de l'Ouest, on a tenté une entreprise très similaire, sous la présidence de Lord Robens. On a multiplié les efforts pour concevoir une structure qui maintienne l'unité d'une seule grande organisation tout en créant simultanément le « climat », ou le sentiment, d'une fédération de nombreuses « quasi-firmes ». Le monolithe fut transformé en un ensemble bien orchestré d'unités vivantes, semi-autonomes, possédant chacune son dynamisme propre et son propre sens de la réussite. Alors que nombre de théoriciens, qui n'ont pas bien les pieds sur terre, idolâtrèrent toujours le gigantisme, on rencontre dans le monde où nous vivons des esprits pratiques, terriblement désireux de tirer profit, autant que faire se peut, des agréments, de l'humanité et de la maniabilité de la petitesse, et qui agissent dans ce sens. Voilà encore une tendance que chacun peut aisément observer de lui-même.

Abordons maintenant notre sujet sous un angle différent, et demandons-nous ce dont on a réellement besoin. Les hommes ont, apparemment, toujours eu besoin d'au moins deux choses en même temps, choses qui semblent, à première vue, incompatibles et exclusives l'une de l'autre. Nous avons toujours besoin à la fois de liberté et d'ordre. Nous avons besoin de la liberté de très nombreuses petites unités autonomes et, en même temps, de la discipline et de la coordination d'unités globales, de grande taille. Du point de vue de l'action, nous avons besoin, de toute évidence, de petites unités, car l'action est une aventure éminemment personnelle, et l'on ne saurait être en relation, à tout moment, qu'avec un nombre très restreint de personnes. Mais du point de vue des idées, des principes ou de l'éthique, de l'indivisibilité de la paix ainsi que de l'écologie, force nous est de reconnaître l'unité du genre humain et de fonder nos actions sur cette reconnaissance. Pour le dire en d'autres termes, s'il est vrai que tous les hommes sont frères, il n'en est pas moins vrai que, dans nos rapports personnels, nous ne pouvons vraiment fraterniser qu'avec quelques-uns seulement, à l'égard desquels nous sommes appelés à témoigner plus d'amour fraternel que nous ne le pourrions faire envers toute l'humanité. Nous connaissons tous des gens qui parlent volontiers de fraternité humaine, tout en traitant leurs voisins comme des ennemis. De même connaissons-nous également des gens qui entretiennent d'excellentes relations avec tous leurs voisins, tout en conservant intacts, dans le même temps, d'effroyables préjugés à l'égard de tous les groupes humains qui ne font pas partie de leur cercle d'intimes.

Mon vœu serait de mettre l'accent sur la dualité des exigences humaines pour ce qui est de la question de taille. Il n'existe pas de réponse unique. Les différents desseins de l'homme requièrent un grand nombre de structures différentes, des petites aussi bien que des grandes, certaines très fermées sur elles-mêmes, d'autres ouvertes. Pourtant, les gens trouvent très difficile d'avoir en même temps à l'esprit deux impératifs de vérité apparemment opposés. Ils ont toujours tendance à réclamer à cor et à cri une solution finale comme si, dans la vie réelle, il pouvait y avoir d'autre solution finale que la mort. Pour faire œuvre constructive, la tâche première est toujours de rétablir une sorte d'équilibre. Nous sommes aujourd'hui victimes d'une idolâtrie quasi universelle du gigantisme. Il est donc nécessaire d'insister sur les vertus de la petitesse, quand il y a lieu. (Si, au contraire, une idolâtrie de la petitesse l'emportait, indépendamment du sujet ou du but, on devrait chercher à exercer une influence dans la direction inverse.)

On pourrait poser différemment ce problème d'échelle : dans tous les cas en question, il faut établir une distinction, il faut trier. A chaque type d'activité correspond une certaine échelle. Plus dynamique et plus intime est le type d'activité, plus réduit est le nombre de personnes qui peuvent y prendre part, et plus grand le nombre de relations qu'il convient d'établir. Prenons l'exemple de l'enseignement. On assiste à toutes sortes de débats extraordinaires au sujet de la supériorité de l'enseignement par ordinateurs sur d'autres formes d'enseignement. Introduisons une distinction dans nos enseignements. Il apparaît aussitôt que l'on ne peut enseigner certaines choses que dans un cercle très fermé, alors que, de toute évidence, on peut en enseigner d'autres en masse, par la voie des ondes, la télévision, l'enseignement par ordinateurs, etc.

Quelle est donc l'échelle qui convient ? Tout dépend de ce que l'on cherche à faire. La question d'échelle est aujourd'hui cruciale au plus haut point, dans les affaires politiques, sociales et économiques, aussi bien qu'en toute autre chose, ou presque. Quelle est, par exemple, la dimension convenable pour une ville ? Et pourquoi ne pas demander aussi quelle est la dimension convenable pour un pays ? Ce sont là des questions sérieuses et difficiles. Il n'est pas possible de programmer un ordinateur pour en obtenir la réponse. Les questions réellement sérieuses de la vie échappent au calcul. Comment calculer absolument ce qui est bien ? Et pourtant, nous savons parfaitement bien ce qui est mal ! Nous pouvons différencier le bien et le mal en tant qu'extrêmes, mais nous ne pouvons pas normalement les apprécier assez précisément pour dire : « Il faudrait accorder cinq pour cent de plus à ceci, ou cinq pour cent de moins à cela. »

Prenons le problème de l'étendue d'une ville. Bien qu'on ne puisse en juger avec précision, il est à mon avis assez raisonnable de dire que la limite supérieure souhaitable tourne sans doute autour du demi-million d'habitants. Il est tout à fait clair qu'un chiffre plus élevé n'ajoute rien aux vertus de la ville. Dans des endroits comme Londres, Tokyo ou New York, les millions d'habitants n'ajoutent rien à la valeur réelle de la ville : ils créent simplement d'énormes problèmes et sont source de dégradation humaine. On pourrait donc envisager un ordre de grandeur de 500 000 habitants comme limite

supérieure. Pour ce qui est de la limite inférieure, la question est beaucoup plus difficile à trancher. Les plus belles villes de l'histoire ont été de très petites villes, selon les canons du xxc siècle. Les instruments et les institutions de la culture, dans une ville, dépendent sans aucun doute d'une certaine accumulation de richesses. Mais quelle quantité de richesses doit-on accumuler ? Cela dépend du type de culture recherché. La philosophie, les arts et la religion sont très, très peu coûteux. D'autres types de culture, qui se prétendent de « hautes cultures » — recherche spatiale ou physique ultra-moderne — coûtent énormément, mais n'ont à peu près rien de commun avec les réels besoins des hommes.

Si je soulève cette question de la bonne dimension des villes, c'est à la fois pour l'intérêt propre de l'exemple et parce qu'il s'agit, à mon sens, de l'élément le plus approprié quand on aborde le sujet de l'importance des nations.

L'idolâtrie du gigantisme dont j'ai parlé est peut-être l'une des causes, et certainement l'un des effets, de la technologie moderne, surtout en matière de transports et de communications. Un système de transports et de communications très perfectionné possède un effet extrêmement puissant : celui de couper les hommes de leurs attaches, de les transformer en errants.

Des millions de gens commencent à se déplacer. Ils désertent les zones rurales et les agglomérations de moindre importance, car les attirent les lumières de la ville. Ils vont se déverser dans la grande ville, où ils provoquent une croissance pathologique. Prenons le cas des Etats-Unis, où ce phénomène est peut-être le plus exemplaire. Les sociologues étudient le problème de la « mégalopole ». Le terme de « métropole » ne suffit plus, d'où celui de « mégalopole ». On parle volontiers de la concentration de la population américaine en trois immenses zones de mégalopoles. L'une, s'étendant de Boston à Washington, est une zone, bâtie tout du long, de soixante millions d'habitants. Une autre, autour de Chicago, regroupe aussi soixante millions de personnes. La dernière, sur la côte Ouest, de San Francisco à San Diego, est également bâtie tout du long et compte elle aussi ses soixante millions d'habitants. Le reste du pays se trouve pratiquement vide. Les villes de province sont désertées. On cultive la terre au moyen d'énormes tracteurs, de moissonneuses-batteuses et de quantité et quantité de produits chimiques.

S'il est quelqu'un pour envisager ainsi l'avenir des Etats-Unis, il s'agit là d'un avenir fort peu enviable. Mais, que nous le voulions ou non, c'est le résultat de la transformation des hommes en errants. C'est le résultat de cette merveilleuse mobilité de la main-d'œuvre, à laquelle les économistes tiennent pardessus tout.

Tout, dans ce monde, doit avoir une structure; autrement, c'est le chaos. Avant l'avènement des transports et des communications de masse, il existait une structure de fait, car les gens restaient relativement sur place. Ceux qui voulaient se déplacer le faisaient : témoins le flot de saints venus d'Irlande pour parcourir toute l'Europe. Il y avait des communications, il y avait une certaine mobilité, mais on ignorait l'errance. De nos

jours, cette structure s'est en grande partie effondrée. Un pays ressemble à un cargo dont la cargaison serait loin d'être arrimée. Qu'il s'incline, toute la cargaison glisse, et le navire donne de la bande et coule.

L'un des principaux éléments de structure, pour l'ensemble de l'humanité, est bien sûr l'Etat. Et l'un des principaux facteurs, ou instruments, de la structuralisation (si je peux employer ce terme) se trouve être les frontières, les frontières nationales. Auparavant, avant cette intervention technologique, les frontières avaient une fonction presque exclusivement politique et dynastique. Les frontières délimitaient le champ du pouvoir politique. Elles déterminaient le nombre de gens que l'on pouvait lever pour aller à la guerre. Les économistes ont combattu la mutation de telles frontières en barrières économiques — d'où l'idéologie du libre-échange. Mais, à cette époque, gens et choses avaient des attaches. Le transport coûtait assez cher pour que la circulation des gens comme celle des biens ne fût jamais que marginale. Le commerce de l'ère pré-industrielle n'était pas un commerce de biens de première nécessité, mais un commerce de pierres précieuses, de métaux précieux, d'articles de luxe, d'épices et — hélas ! — d'esclaves. La production locale devait naturellement répondre aux besoins les plus élémentaires. En dehors des périodes dramatiques, seuls les gens qui, tels les saints irlandais ou les étudiants de l'Université de Paris, avaient une bonne raison de voyager, se déplaçaient.

Mais, de nos jours, la mobilité a gagné choses et gens. Toutes les structures sont menacées, toutes sont vulnérables à un point encore jamais vu.

L'économie, que Lord Keynes avait espéré voir contenue au rang d'une occupation modeste, du genre de l'art dentaire, devient soudain le sujet le plus important de tous. La politique économique absorbe presque toute l'attention des gouvernements, au moment même où elle devient plus impuissante que jamais. Les choses les plus simples, qui ne posaient aucune difficulté il y a seulement cinquante ans, sont irréalisables aujourd'hui. Plus riche est une société, plus il devient impossible de faire des choses intéressantes sans rendement immédiat. L'économie est devenue un tel esclavage qu'elle absorbe presque toute la politique étrangère. On entend dire : « Certes, nous n'aimons pas la compagnie de ces gens, mais comme nous dépendons d'eux économiquement, mieux vaut donc les ménager. » L'économie tend à absorber l'éthique dans son ensemble, et à l'emporter sur toute autre considération humaine. Il s'agit là, très nettement, d'un développement pathologique aux multiples racines, bien sûr, dont plusieurs se distinguent clairement : l'une au moins réside dans les grandes réalisations de la technologie moderne en matière de transports et de communications.

Parce qu'ils croient, avec une sorte de logique facile, que des transports rapides et des communications instantanées débouchent sur de nouvelles libertés (comme c'est parfois le cas, pour l'accessoire), les gens ne voient pas que ces réalisations tendent aussi à ruiner la liberté, car elles rendent tout extrêmement vulnérable et hasardeux, à moins que l'on ne promeuve une politique consciente et que l'on n'entreprenne une action concertée pour atténuer les effets destructeurs de ces développements technologiques.

Ces effets destructeurs sont évidemment plus graves dans de grands pays car, nous l'avons dit, les frontières constituent une « structure ». Celui qui décide de franchir une frontière, de s'arracher à son pays d'origine pour, si possible, se fixer dans un autre pays, prend certainement une décision plus importante que s'il se contentait de se déplacer à l'intérieur des frontières de son pays. Ce facteur d'errance est donc d'autant plus considérable que le pays est plus grand. Ses effets néfastes peuvent être observés dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Dans les pays riches, tels que les Etats-Unis d'Amérique, il donne naissance aux « mégalo-pôles » déjà mentionnées. Il est aussi à l'origine d'un problème qui s'amplifie rapidement, et devient de plus en plus insoluble : celui des « laissés pour compte », de ces gens qui, devenus des errants, ne peuvent plus s'intégrer nulle part dans la société. Il soulève un autre problème épouvantable, en étroite liaison avec les précédents, celui des crimes, de l'aliénation, de la tension, de l'effondrement social jusqu'au cœur de la famille. Dans les pays pauvres — là encore, avec le plus d'ampleur dans les plus grands — il entraîne une migration massive vers les villes, un chômage de masse et, drainant la substance même des zones rurales, fait planer la menace de la famine. Cela a pour conséquence l'avènement d'une « économie à deux secteurs », sans la moindre cohésion interne, sujette à une intense instabilité politique.

Prenons le Pérou, à titre d'illustration. La capitale, Lima, située sur la côte pacifique, comptait 175 000 habitants au début des années 1920, il y a seulement cinquante-cinq ans. Sa population avoisine maintenant les quatre millions. La belle ville espagnole d'autrefois se voit maintenant infestée de taudis, entourée de ceintures de misère qui rampent sur les pentes andines. Mais ce n'est pas tout. Les gens arrivent des zones rurales à raison de mille par jour, et personne ne sait que faire d'eux. La structure sociale ou psychologique de la vie dans l'arrière-pays s'est effondrée. Les gens, devenus des errants, envahissent la capitale à raison de mille par jour. Là, ils s'approprient une parcelle de terrain libre, résistant à la police qui veut les en déloger à coups de matraque, y bâtissent des cabanes de boue, et cherchent du travail. Et personne ne sait que faire d'eux. Personne ne sait comment enrayer le processus.

Imaginez qu'en 1864, Bismarck ait annexé tout le Danemark au lieu d'une petite partie seulement, et que rien n'ait changé depuis. Les Danois représenteraient en Allemagne une minorité ethnique, s'efforçant peut-être de conserver leur langue nationale grâce au bilinguisme, la langue officielle étant bien entendu l'allemand. Seule la germanisation totale pourrait leur éviter de tomber au rang de citoyens de deuxième classe. Les Danois les plus ambitieux et les plus entreprenants — les plus complètement germanisés — émigreraient, comme mus par une force irrésistible, en direction du Sud, au cœur de l'Allemagne. Quel serait alors le statut de Copenhague ? Celui d'une ville de province lointaine. Ou bien, imaginez la Belgique faisant partie de la France. Quel serait le statut de Bruxelles ? Encore une fois, celui d'une ville de province sans importance. Il est inutile de s'étendre là-dessus. Imaginez maintenant que le Danemark, partie de l'Allemagne, et la Belgique, partie de la France, deviennent soudain ce que l'on appelle maintenant du nom

charmant de « séparatistes », et réclament leur indépendance. On assisterait à d'éternelles discussions enflammées sur « ces pays qui n'en sont pas », réputés non viables sur le plan économique, et sur leur soif d'indépendance qui, pour citer un célèbre commentateur politique, serait « de la sensiblerie d'adolescent, de la naïveté politique, de la fausse économie, et de l'opportunisme patent ».

Comment peut-on parler de l'économie de petits pays indépendants ? Comment peut-on discuter d'un problème qui n'en est pas un ? La viabilité des états ou des nations n'existe pas. Seul existe un problème de viabilité des personnes. Les gens, personnes de chair et d'os, comme vous et moi, sont viables quand Us peuvent voler de leurs propres ailes et gagner de quoi subsister. On ne rend pas viables des gens non viables en les rassemblant en grand nombre en une immense communauté, pas plus qu'on ne rend des gens viables non viables en scindant une large communauté en plusieurs groupes plus petits, plus intimes, plus cohérents et mieux gouvernables. Tout cela est parfaitement évident et n'appelle aucun commentaire. Certains demandent : « Qu'arrive-t-il quand un pays, composé d'une seule province riche et de plusieurs pauvres, se désintègre par suite de la sécession de la province riche ? » La réponse la plus probable sera : « Pas grand-chose. » Les riches continueront à être riches, et les pauvres à être pauvres. « Mais si, avant la sécession, la province riche subventionnait les pauvres, qu'arrive-t-il alors ? » Dans ce cas, bien sûr, il pourrait y avoir arrêt des subventions. Mais les riches ne subventionnent que rarement les pauvres. Ils les exploitent beaucoup plus souvent, peut-être pas tant directement que par le biais des échanges commerciaux. Ils peuvent légèrement voiler la situation grâce à une certaine redistribution des impôts sur le revenu ou à des œuvres de charité à petite échelle. Mais le dernier de leurs désirs est bien celui d'une rupture avec les pauvres.

La réalité est normalement tout à fait différente : ce sont les provinces pauvres qui désirent se séparer des riches, et les riches qui veulent conserver leur emprise sur elles, sachant parfaitement que l'exploitation des pauvres à l'intérieur de ses propres frontières est infiniment plus aisée que l'exploitation à distance.

Envisageons maintenant le cas où une province pauvre désirerait faire sécession, même au risque de perdre quelques subventions. Quelle attitude adopter ? Nous n'avons pas, bien sûr, à en décider, mais que penser à ce sujet ? N'est-ce pas un désir louable et respectable ? Ne voulons-nous pas que les hommes puissent voler de leurs propres ailes et soient libres et indépendants ? Voilà donc encore « un problème qui n'en est pas un ». J'affirmerais donc que, comme le prouve l'expérience, nul problème de viabilité ne se pose. Si un pays désire exporter dans le monde entier, et importer du monde entier, on n'a jamais prétendu qu'il devait annexer le monde entier pour ce faire.

Que dire de l'absolue nécessité de disposer d'un grand marché intérieur ? Il s'agit là encore d'une illusion d'optique, si « grand » s'entend en termes de frontières politiques. Il va sans dire qu'un marché prospère vaut mieux qu'un marché qui stagne. Mais que ce marché soit à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières politiques ne fait, somme toute, pas

grande différence. Je ne sache pas, par exemple, qu'a fin d'exporter un grand nombre de Volkswagen aux Etats-Unis, marché très prospère, l'Allemagne doit annexer les Etats-Unis ! La différence est pourtant capitale si une province ou une communauté pauvre se trouve politiquement liée à, ou gouvernée par, une communauté ou une province riche. Pourquoi cela ? Parce que, dans une société soumise à la mobilité et à l'errance, la loi du déséquilibre pèse infiniment plus que la prétendue loi de l'équilibre. Rien n'appelle le succès comme le succès, rien n'appelle la stagnation comme la stagnation. La province qui réussit draine la vie hors de celle qui est vouée à l'échec et, sans protection contre les forts, les faibles n'ont aucune chance. Ils ne peuvent que rester faibles ou émigrer dans le camp des forts. Ils ne sont d'aucune aide efficace pour eux-mêmes.

Un problème primordial de la seconde moitié du XXe siècle concerne la distribution géographique de la population, la question du « régionalisme ». Il faut entendre régionalisme non pas au sens de la fusion d'un grand nombre d'états en systèmes de libre-échange, mais au sens contraire du développement propre de toutes les régions à l'intérieur de chaque pays. C'est, en fait, le sujet le plus important inscrit à l'ordre du jour de toutes les grandes nations. L'essentiel du nationalisme des petites nations d'aujourd'hui, de leur désir d'autonomie et de prétendue indépendance, est tout simplement la réponse logique et rationnelle au besoin de développement régional. Dans les pays pauvres, en particulier, il n'y a aucun espoir pour les pauvres, à moins d'un développement régional réussi, c'est-à-dire à moins d'un effort de développement hors de la capitale, touchant toutes les zones rurales habitées.

Faute d'un tel effort, ils n'auront que le choix entre rester dans leur misérable condition, sur place, ou émigrer vers la grande ville, où leur condition sera plus misérable encore. N'est-ce pas un étrange phénomène que la sagesse conventionnelle de nos économistes contemporains ne puisse rien faire pour venir en aide aux pauvres ?

Cela prouve inmanquablement que seules sont viables les politiques qui ont pour résultat de rendre les riches et les puissants plus riches et plus puissants encore. Cela prouve que le développement industriel ne paie qu'à condition d'être implanté aussi près que possible de la capitale, ou de quelque autre très grande ville, et non dans les zones rurales. Cela prouve que les grands projets sont invariablement plus économiques que les petits, et que les projets gourmands en capital doivent invariablement être préférés aux projets gourmands en main-d'œuvre. Le calcul économique, tel qu'appliqué par l'économie contemporaine, contraint l'industriel à éliminer le facteur humain, car les machines ne font pas les erreurs que font les hommes. De là vient cet effort gigantesque vers l'autoiftation et la course aux unités toujours plus grandes. Cela signifie que ceux qui n'ont rien d'autre à vendre que leur travail occupent la plus mauvaise position qui soit pour marchander. Le contenu philosophique de ce qu'on nous enseigne aujourd'hui sous le nom d'économie évite la question des pauvres, de ceux-là mêmes pour qui le développement constitue un réel besoin. L'économie du gigantisme et de l'auto-mation est un résidu des conditions et de la pensée du xix' siècle. Elle est tout à fait incapable de

résoudre le moindre problème réel de notre temps. On aurait besoin d'un système de pensée entièrement nouveau, système qui repose sur la prise en considération des personnes avant la prise en considération des biens (que les biens s'occupent d'eux-mêmes !). On pourrait résumer cela par l'expression « production par les masses, plutôt que production de masse ». Ce qui, pourtant, était impossible au xix^e siècle, est maintenant possible. Et ce qui était en fait — sinon par nécessité, du moins de façon compréhensible — négligé au xix^e siècle, est aujourd'hui d'une urgence inimaginable. J'entends, l'usage délibéré de notre potentiel technologique et scientifique pour combattre la misère et la dégradation humaine — lutte qui engage les gens eux-mêmes, les individus, les familles, les petits groupes, plutôt que les états et autres abstractions anonymes. Cela présuppose une structure politique et organique qui favorise cet engagement.

Quelle est la signification des termes démocratie, liberté, dignité humaine, niveau de vie, réalisation de soi-même, accomplissement ? Est-ce une question de biens ou de personnes ? Cela concerne, bien sûr, les personnes. Mais les gens ne peuvent être eux-mêmes qu'au sein de petits groupes, d'une taille convenable. Il nous faut donc apprendre à penser en termes de structure articulée, capable de faire face à une multiplicité de petites unités. Si la pensée économique ne peut saisir cela, elle n'est d'aucune utilité. Si elle ne peut dépasser ses grandes abstractions : revenu national, taux de croissance, rapport capital/production, analyse coûts/avantages, mobilité de la main-d'œuvre, accumulation du capital; si elle ne peut dépasser tout cela pour établir un contact avec les réalités humaines : pauvreté, frustration, aliénation, désespoir, effondrement social, crime, évasion de la réalité, tension, congestion, laideur et mort spirituelle, mettons alors l'économie au rancart et redémarrons.

N'y a-t-il pas, de fait, assez de « signes des temps » qui invitent à un nouveau départ ?

Ressources

6 *La ressource première : l'éducation*

A travers l'histoire, et presque partout à travers le globe, les hommes ont vécu, se sont reproduits et ont créé une certaine forme de culture. En toutes circonstances et en tous lieux, ils ont trouvé leurs moyens de subsistance et quelque chose de plus. Des civilisations sont nées, elles ont fleuri et, dans la plupart des cas, ont décliné et péri. Il n'y a pas lieu ici de discuter des causes de leur disparition, mais nous pouvons penser qu'il a dû se produire une rupture de ressources. Dans la plupart des cas, de nouvelles civilisations ont surgi, sur le même sol, ce qui serait tout à fait incompréhensible si c'étaient les ressources matérielles qui, seules, avaient soudain fait défaut par le passé. Comment de telles ressources auraient-elles pu se reconstituer ?

L'histoire tout entière — ainsi que l'expérience quotidienne — souligne le fait que c'est l'homme, non la nature, qui fournit la ressource de base. Le facteur clé de tout le développement économique est le fruit de l'esprit humain. Tout soudain, on assiste à une explosion d'audace, d'initiative, d'invention, d'activité constructive, et ce, non pas dans un champ unique, mais dans plusieurs champs à la fois. Personne ne peut dire ce qui est à l'origine de cette explosion. Mais l'on peut voir comment elle se maintient et même s'affirme : grâce à diverses écoles, en d'autres termes, grâce à l'éducation. Nous pouvons donc affirmer que l'éducation est, au sens propre, la plus vitale de toutes les ressources.

Si la civilisation occidentale connaît un état de crise permanente, il n'est pas exagéré de penser qu'il pourrait bien y avoir quelque chose qui ne va pas dans son système d'éducation.

Aucune civilisation, j'en suis sûr, n'a jamais consacré plus d'énergie et de moyens à l'organisation de l'éducation. Si nous ne croyons pas en autre chose, nous croyons certainement que l'éducation est, ou devrait être, la clé de tout. En fait, la croyance en l'éducation est si forte que nous considérons celle-ci comme le légataire universel de tous nos problèmes. Si l'ère nucléaire fait naître de nouveaux dangers, si l'essor d'une manipulation génétique ouvre les portes à de nouveaux abus, si le mercantilisme suscite de nouvelles tentations — la réponse doit être : encore davantage d'éducation et une éducation meilleure. Le style de vie moderne, toujours plus complexe, exige que chacun d'entre nous reçoive une éducation plus poussée. « Aux environs de 1984, a-t-on dit récemment, il sera souhaitable que l'homme de la rue ne se trouve embarrassé ni par l'emploi d'une table de logarithmes, ni par les concepts élémentaires du calcul différentiel, ni par la définition et l'emploi de mots comme électron, coulomb et volt. Il devrait aussi avoir maîtrisé la façon de manipuler non seulement un stylo, un crayon et

une règle, mais encore une bande magnétique, une soupape et un transistor. L'amélioration des échanges entre les individus et les groupes en dépend. » Par-dessus tout, nous voyons que la situation internationale requiert de prodigieux efforts dans le domaine de l'éducation. Il y a quelques années, Charles Snow (aujourd'hui Lord Snow) énonça, au cours d'une conférence (Rede Lecture), l'idée classique sur la question : « Dire que nous devons nous instruire ou périr, est un peu plus mélodramatique que ne le justifient les faits. Dire que nous devons nous instruire ou observer de notre vivant un sévère déclin, est plus proche de la vérité. » Selon Lord Snow, les Russes se débrouillent apparemment mieux que quiconque et « auront sur nous un joli avantage », « à moins que les Américains et nous-mêmes ne nous décidions à pourvoir à notre éducation sur le double plan de la raison et de l'imagination ».

Rappelons que Lord Snow a parlé « des deux cultures et de la révolution scientifique », pour dire son inquiétude de voir « la vie intellectuelle de l'ensemble de la société occidentale de plus en plus scindée en deux groupes opposés. (...) A l'un des pôles, nous trouvons les intellectuels littéraires, (...) à l'autre les scientifiques. » Et de déplorer le « gouffre d'incompréhension mutuelle » qui sépare ces deux groupes, gouffre qu'il désire voir combler. Selon lui, l'opération doit se passer de la façon suivante. Tout d'abord, la politique en matière d'éducation devrait avoir pour objectif la formation d'autant de « scientifiques hors classe que le pays peut en lancer sur le marché ». Elle devrait ensuite former « une couche plus importante de professionnels de haut niveau » aptes à se livrer à la recherche de base, à l'élaboration de modèles de qualité et à leur développement. En troisième lieu, elle devrait former « des milliers et des milliers » d'autres scientifiques et ingénieurs. Enfin, elle devrait former « des politiciens, des administrateurs, toute une communauté possédant assez de connaissances scientifiques pour porter un jugement sur les avis émis par les scientifiques ». Si cette quatrième et dernière condition était un jour remplie, alors, d'après Lord Snow, un pont pourrait être jeté au-dessus du gouffre d'incompréhension mutuelle qui sépare les « deux cultures ».

Ces idées sur l'éducation, qui traduisent bien l'esprit de notre époque, nous laissent avec la désagréable impression que les gens normaux, ordinaires, y compris les politiciens et les administrateurs, entre autres, ne sont pas vraiment d'une grande utilité. Ils n'ont pas réussi à gagner les sommets. Mais du moins devraient-ils être suffisamment instruits pour comprendre ce qui se passe et savoir ce que les scientifiques veulent dire quand ils parlent — pour reprendre l'exemple cité par Lord Snow — de la seconde loi de la thermodynamique. C'est là une impression désagréable parce que les scientifiques ne se lassent jamais de nous dire que les fruits de leurs travaux sont « neutres ». Qu'ils conduisent à l'enrichissement ou à la destruction de l'humanité dépend de l'usage que l'on en fait. Or, qui doit décider de cet usage ? Rien, dans la formation des scientifiques et des ingénieurs, ne leur permet de prétendre à de telles décisions ou alors, qu'en serait-il de la neutralité de la science ?

Si l'on se fie tant, aujourd'hui, au pouvoir de l'éducation pour permettre à l'homme de

la rue de faire face aux problèmes soulevés par le progrès scientifique et technologique, c'est que l'éducation doit être un peu plus que ne le suggère Lord Snow.

La science et la technique donnent le « savoir-faire », les connaissances pratiques (know-how). Mais le « savoir-faire » n'est rien par lui-même. C'est un moyen sans finalité, une simple virtualité, une phrase en suspens. Le « savoir-faire » n'est pas plus une culture que le piano n'est la musique. L'éducation peut-elle nous aider à achever la phrase, à transformer le virtuel en réel, au bénéfice de l'homme ?

Pour ce faire, l'éducation devrait avoir pour tâche, d'abord et avant tout, la transmission des idées de valeur, l'apprentissage de ce que nous devons faire de notre existence. La nécessité, également indiscutable, de transmettre le savoir-faire, n'arrive qu'en seconde position. Il serait évidemment quelque peu téméraire de placer d'importants pouvoirs entre les mains des gens, sans s'assurer qu'ils ont un point de vue raisonnable sur l'usage qu'il convient d'en faire. A l'heure actuelle, il est plus que probable que l'ensemble de l'humanité court un danger mortel, non parce que nous sommes à court de savoir-faire scientifique et technologique, mais parce que nous avons tendance à utiliser celui-ci de façon préjudiciable, sans la moindre sagesse. Davantage d'éducation ne peut nous aider qu'à la seule condition de conduire à plus de sagesse.

L'essence de l'éducation réside donc, à mon avis, dans la transmission des valeurs, mais ces valeurs ne nous aident pas à trouver notre chemin dans la vie à moins de devenir nôtres, partie intégrante, pour ainsi dire, de notre comportement moral. Cela signifie qu'elles sont bien plus que de simples formules ou des affirmations dogmatiques : nous pensons et jugeons par elles, elles sont les instruments mêmes au travers desquels nous observons, interprétons et expérimentons le monde. Quand nous pensons, nous ne faisons pas que penser : nous formulons notre pensée au moyen d'idées. Notre esprit n'est pas vierge, sorte de tabula rasa. <

Quand nous commençons à penser, nous ne pouvons le faire que parce que notre esprit est déjà plein de toutes sortes d'idées au moyen desquelles penser. Tout au long de notre jeunesse et de notre adolescence, avant que l'esprit conscient et critique ne fasse office de censeur et de gardien, au seuil de la conscience, les idées s'insinuent dans notre esprit, des multitudes, des phalanges d'idées.

Ces années-là, pourrait-on dire, représentent notre Age des

Ténèbres, âge pendant lequel nous nous contentons d'être des héritiers. Ce n'est qu'au cours des années suivantes que nous pouvons, peu à peu, apprendre à trier notre héritage.

Il y a tout d'abord le langage. Chaque mot est une idée. Si le langage qui s'infiltré en nous pendant notre Age des Ténèbres est l'anglais, notre esprit est, de ce fait, habité par un système d'idées fort différent du système commandé par le chinois, le russe, l'allemand ou même l'américain. Après les mots viennent les règles qui permettent de les assembler, autrement dit, la grammaire, autre faisceau d'idées, dont l'étude a fasciné certains

philosophes modernes au point de leur faire croire que la philosophie dans son ensemble pourrait se réduire à une étude de la grammaire.

Tous les philosophes — et pas seulement eux — ont toujours prêté grande attention aux idées, considérées comme le résultat de la pensée et de l'observation. Mais à l'époque contemporaine, on n'a que trop négligé l'étude des idées en tant qu'instruments mêmes de la pensée et de l'observation. L'expérience et la pensée consciente peuvent aisément permettre de chasser de petites idées. Mais quand on se heurte à des idées plus grandes, plus universelles ou plus subtiles, il risque d'être plus malaisé d'agir sur elles. Il est en vérité souvent difficile d'arriver à en prendre conscience, car ce sont les outils, et non les résultats, de notre pensée. De même pouvons-nous voir ce qui est devant nous, mais difficilement ce avec quoi l'on voit, c'est-à-dire l'œil lui-même. Aussi, même quand on arrive à avoir conscience de ces idées, est-il souvent impossible de les juger à partir de l'expérience ordinaire.

On remarque souvent l'existence, chez les autres, d'idées plus ou moins fixes, idées qui gouvernent leur pensée à leur insu. On appelle alors celles-ci des préjugés, terme logiquement tout à fait correct, puisqu'elles se sont simplement insinuées dans l'esprit sans être en rien le résultat d'un jugement. Mais le terme de préjugé s'applique en général aux idées manifestement erronées et reconnaissables pour telles par n'importe qui, excepté par celui-là seul qui en est la victime. La plupart des idées qui gouvernent notre pensée n'appartiennent nullement à cette catégorie. Les notions de vrai ou de faux ne peuvent pas même s'appliquer à certaines d'entre elles, à celles que renferment les mots et la grammaire, par exemple. D'autres ne sont assurément pas des préjugés, mais le résultat d'un jugement. D'autres encore sont des hypothèses ou des présuppositions tacites, parfois très difficiles à reconnaître.

Nous pensons donc, ai-je dit, au moyen de ou grâce à des idées, et ce que nous appelons penser est en général l'application d'idées préexistantes à une situation ou à un ensemble de faits donnés. Quand nous pensons, disons, à la situation politique, nous appliquons à celle-ci, plus ou moins systématiquement, nos idées politiques, et nous cherchons à « comprendre » la situation au moyen de ces idées. Il en va de même dans tous les autres domaines. Certaines idées sont des idées de valeur, ce qui revient à dire que nous évaluons la situation à la lumière de nos idées-valeurs.

Il est évident que notre expérience et notre interprétation du monde dépendent certes beaucoup du genre d'idées que nous avons à l'esprit. Si ce sont principalement de petites idées, faibles, superficielles et incohérentes, la vie nous apparaîtra insipide, sans intérêt, insignifiante et chaotique. Il est difficile de supporter le sentiment de vide qui en résulte. Le néant de notre esprit n'en sera que trop facilement rempli par quelque grande et fantastique notion — politique ou autre — qui semblera soudain tout illuminer et donner un sens et un but à notre existence. Point n'est besoin d'insister sur le fait que là réside l'un des grands dangers de notre temps.

Quand les gens réclament de l'instruction, ils songent habituellement à quelque chose de plus qu'une simple formation, à quelque chose de plus qu'une simple connaissance des faits et à quelque chose de plus qu'une simple distraction. Peut-être ne peuvent-ils pas définir précisément eux-mêmes ce qu'ils recherchent. Mais je les crois véritablement en quête d'idées qui leur rendent le monde et leur propre vie intelligibles. Comprendre vous donne un sentiment de participation, alors que ne pas comprendre fait naître un sentiment d'aliénation. « Eh bien ! je ne sais pas... » vous disent les gens, en guise de protestation impuissante, quand ils se heurtent à l'incompréhension du monde. Si l'esprit est incapable de se servir, à l'égard du monde, d'un jeu d'idées-forces — ou, pour ainsi dire, d'une panoplie d'idées — le monde lui apparaîtra obligatoirement comme un chaos, une multitude de phénomènes sans liens, d'événements sans signification. Quiconque se trouve dans ce cas ressemble à une personne perdue dans une contrée étrangère, sans traces de civilisation, sans cartes ni poteaux indicateurs, ni panneaux de signalisation d'aucune sorte. Rien n'a pour lui la moindre signification. Il n'y a rien à quoi son intérêt vital puisse se raccrocher. Il n'a aucun moyen de comprendre quoi que ce soit.

Toute la philosophie traditionnelle est une tentative pour arriver à un système d'idées ordonné, sur lequel fonder notre existence et notre interprétation du monde. « La philosophie, au sens où les Grecs la concevaient, écrit le Professeur Kuhn, est un effort unique de l'esprit humain pour interpréter le système des signes et, par là, pour rattacher l'homme au monde comme à un vaste tout à l'intérieur duquel li'i est assignée une place. » La culture classico-chrétienne de la fin du Moyen Age a fourni à l'homme une interprétation des signes très complète et d'une étonnante cohérence, c'est-à-dire un système d'idées capitales donnant une image très précise de l'homme, de l'univers, et de la place de l'homme dans l'univers. Ce système a toutefois volé en éclats depuis. Troubles et aliénation en ont résulté. Personne n'a donné une description plus dramatique de cette situation que ne l'a fait Kierkegaard, au milieu du siècle dernier :

« Comme on enfonce son doigt dans la terre pour reconnaître le pays où l'on est, de même je tâte le monde : il n'a odeur de rien. Où suis-je ? Qu'est-ce que cela veut dire : le monde ? Que signifie ce mot ? Qui m'a joué le tour de m'y jeter et de m'y laisser maintenant ? Qui suis-je ? Comment suis-je entré dans le monde ; pourquoi n'ai-je pas été consulté, (...) mais incorporé dans les rangs, comme si j'avais été acheté par un racoleur ? A quel titre suis-je intéressé dans cette entreprise qu'on appelle la réalité ? Pourquoi faut-il que j'y sois intéressé ? N'est-ce pas une affaire libre ? Et si je suis forcé de l'être, où est le directeur, que je lui fasse une observation ? (...) A qui dois-je donc adresser ma plainte ¹ ? »

Peut-être n'y a-t-il même pas de directeur. Bertrand Russel a dit de l'univers dans son ensemble qu'il était simplement « l'aboutissement de rencontres fortuites d'atomes ». Selon lui, les théories scientifiques conduisant à cette conclusion, « si elles ne sont pas tout à fait à l'abri de la contestation, sont cependant si proches de la certitude qu'aucune philosophie qui les rejette ne peut espérer s'imposer. (...) Ce n'est donc que sur le solide fondement d'un désespoir inébranlable que l'on peut désormais édifier, en toute sécurité,

la demeure de l'âme. » L'astronome Sir Fred Hoyle parle quant à lui de « la situation véritablement épouvantable dans laquelle nous nous trouvons. Nous voici dans cet univers absolument fantastique, et c'est à peine si nous disposons d'un indice pour déterminer si notre existence a quelque réelle signification. »

L'aliénation engendre la solitude et le désespoir, favorise la « rencontre avec le néant », le cynisme, de vains gestes de défi, comme nous le montre l'essentiel de la philosophie existentialiste et de la littérature générale contemporaines. Ou bien, comme je l'ai déjà mentionné, elle conduit soudain à s'enflammer pour un enseignement fanatique qui, par une monstrueuse simplification de la réalité, prétend apporter une réponse à toutes les questions. Quelle est donc la raison de l'aliénation ? Jamais la science n'a été plus triomphante; jamais le pouvoir de l'homme sur son environnement n'a été plus total, ni ses progrès plus rapides. Il ne peut s'agir d'un manque de « savoir-faire » qui cause le désespoir non seulement de penseurs religieux, comme Kierkegaard, mais encore de l'élite des mathématiciens et des savants, tels que Russel et Hoyle. Nous savons comment faire beaucoup de choses, mais savons-nous que faire ? Ortega y Gasset a résumé la situation en peu de mots : « Nous ne pouvons pas vivre en homme sans idées. D'elles, dépend ce que nous faisons. Vivre n'est ni plus ni moins que faire une chose au lieu d'une autre. » Qu'est-ce alors que l'éducation ? C'est la transmission d'idées qui permettent à l'homme de choisir entre une chose et une autre ou, pour citer à nouveau Ortega, « de vivre une vie qui soit mieux qu'une tragédie sans signification ou qu'une déchéance intérieure ».

En quoi la connaissance de la seconde loi de la thermodynamique, par exemple, pourrait-elle nous aider en ce sens ?

Reportons-nous à nouveau à Lord Snow qui nous dit que, lorsqu'il entend des gens instruits déplorer l'« inculture des scientifiques », il lui arrive de demander « combien d'entre eux pourraient énoncer la seconde loi de la thermodynamique ». La réponse est habituellement sèche et négative. « Pourtant, ajoute-t-il, ce que j'ai demandé est à peu près l'équivalent scientifique de : avez-vous lu une œuvre de Shakespeare ? »' De tels propos sont un défi lancé à tout ce sur quoi repose notre civilisation. L'important, c'est notre panoplie d'idées au moyen desquelles, grâce auxquelles, à travers lesquelles nous expérimentons et interprétons le monde. La seconde loi de la thermodynamique n'est rien d'autre qu'une hypothèse de travail adaptée à divers types de recherche scientifique. Nous avons par ailleurs une œuvre de Shakespeare, riche des plus nobles idées sur le développement intérieur de l'homme, et qui peint toute la grandeur et la misère de l'existence humaine. Comment ces deux sujets pourraient-ils être équivalents ? En tant qu'être humain, est-ce pour moi un manque que de n'avoir jamais entendu parler de la seconde loi de la thermodynamique ? La réponse est « Non » 2. Mais est-ce un manque que de ne pas connaître Shakespeare ? A moins que mon intelligence ne me vienne d'ailleurs, ma vie est alors tout simplement ratée. Disons-nous à nos enfants qu'une chose en vaut une autre : quelques connaissances en physique par-ci, quelques connaissances en

littérature par-là ? Si nous faisons cela, nous punirons les enfants pour les péchés de leurs pères jusqu'à la troisième et quatrième génération. En effet, tel est normalement le temps qui s'écoule de la naissance d'une idée à sa pleine maturité, quand elle vient hanter l'esprit et influencer une nouvelle génération.

La science ne peut pas produire des idées propres à gouverner notre vie. Même les plus grandioses idées de la science ne sont guère que des hypothèses de travail, utiles à des fins de recherche spécialisée, mais totalement inapplicables à la conduite de notre vie ou à l'interprétation du monde. Si, donc, un homme cherche à s'instruire parce qu'il se sent désorienté et aliéné, parce que sa vie lui semble vide et sans signification, il n'obtiendra pas ce qu'il cherche par l'étude de l'une quelconque des sciences physiques, c'est-à-dire par l'acquisition d'un « savoir-faire ». Cette

étude a sa valeur propre, que je n'ai nulle envie de déprécier. Elle lui apprendra beaucoup sur les processus naturels et techniques. Mais elle ne lui apprendra rien sur la signification de la vie et ne pourra, en aucune manière, porter remède à son aliénation et à son secret désespoir.

Vers quoi se tourner alors ? Peut-être, en dépit de tout ce qu'il entend dire sur la révolution scientifique et sur notre époque de science, l'homme se tournera-t-il vers ce qu'on appelle les humanités. Là, il peut en effet trouver, avec de la chance, de grandes idées, des idées capitales, pour meubler son esprit et nourrir sa pensée, et grâce auxquelles le monde, la société et sa vie personnelle prendront un sens. Voyons quelles sont les principales idées que l'homme a des chances de rencontrer aujourd'hui. Comme je ne puis prétendre en dresser une liste exhaustive, je me contenterai donc d'énumérer les six idées maîtresses, émanant toutes du XIX^e siècle, qui dominent encore, pour autant qu'on puisse en juger, l'esprit des gens « cultivés » d'aujourd'hui.

1 On trouve d'abord l'idée d'évolution, selon laquelle des formes supérieures se développent sans cesse à partir de formes inférieures, en une sorte de processus naturel et automatique. Depuis une centaine d'années environ, on applique systématiquement cette idée à tous les aspects de la réalité, sans exception.

2 Puis vient l'idée de concurrence, de sélection naturelle, de survivance des mieux adaptés, qui vise à expliquer le processus naturel et automatique de l'évolution et du développement.

3 Il y a aussi l'idée que toutes les manifestations supérieures de la vie humaine : religion, philosophie, art, etc. — ce que Marx appelle « les fantasmagories de l'esprit » — ne sont guère que « des suppléments nécessaires au processus de la vie matérielle » : une superstructure érigée pour masquer et promouvoir les intérêts économiques, l'histoire de l'humanité dans son ensemble étant l'histoire de luttes de classes.

4 Rivalisant, pourrait-on croire, avec l'interprétation marxiste de toutes les manifestations supérieures de la vie humaine, on trouve, en quatrième lieu, l'interprétation

freudienne, qui réduit celles-ci à de sombres impulsions du subconscient et voit principalement en elles le résultat de désirs incestueux, non réalisés durant l'enfance et la prime adolescence.

5 Il y a aussi l'idée générale du relativisme, qui nie tout absolu, attaque les normes et les modèles, aboutit à la ruine totale de l'idée de vérité pragmatique et affecte même les mathématiques, que Bertrand Russel définit comme « la matière dans laquelle nous ne savons jamais de quoi nous parlons, ni même si ce que nous disons est vrai ».

6 Enfin, il y a l'idée triomphante du positivisme, pour qui une connaissance valable ne peut être atteinte que par les méthodes des sciences naturelles, en conséquence de quoi aucune connaissance ne saurait être vraie, à moins de reposer sur des faits généralement observables. Autrement dit, le positivisme s'intéresse uniquement au « savoir-faire » et nie la possibilité d'une connaissance objective relative à une signification et à un but, quels qu'ils soient.

Il n'y aura personne, je pense, pour nier l'envergure et la force de ces six « grandes » idées. Elles ne résultent nullement d'un empirisme étroit. Aucune recherche expérimentale ne saurait donner confirmation de l'une ou l'autre d'entre elles. Elles représentent des sauts prodigieux de l'imagination dans l'inconnu et l'inconnaissable. Bien sûr, ce sont des sauts à partir d'un petit tremplin de faits observés. Ces idées n'auraient pas pu se loger aussi fermement qu'elles l'ont fait dans l'esprit des hommes si elles ne contenaient d'importants éléments de vérité. Mais leur caractéristique essentielle est de prétendre à l'universalité. L'évolution préside dans la foulée non seulement aux phénomènes matériels, des *nebulæ* à l'*homo sapiens*, mais aussi à tous les phénomènes

mentaux tels que la religion ou le langage. Concurrence, sélection naturelle, et survivance des mieux adaptés ne se présentent pas comme un ensemble d'observations parmi d'autres, mais comme des lois universelles. Marx ne dit pas que certains moments de l'histoire sont faits de luttes de classes. Non. Le « matérialisme scientifique » étend cette observation partielle — et ce, d'une façon pas très scientifique — à rien moins qu'à « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours 3 », dans son ensemble. Freud, à son tour, ne se contente pas de rapporter un certain nombre d'observations cliniques. Il propose une théorie universelle des motivations humaines, affirmant, par exemple, que toute la religion n'est rien d'autre qu'une névrose obsessionnelle. Relativisme et positivisme sont, bien sûr, des doctrines purement métaphysiques, avec cette nuance particulière et ironique qu'elles nient la validité de toute métaphysique, elles-mêmes y compris.

Quel est, outre leur nature métaphysique, non empirique, le dénominateur commun de ces six « grandes » idées ? Pour toutes, ce que l'on n'aurait auparavant pour quelque chose relevant d'un ordre supérieur n'est en fait qu'une manifestation plus subtile de l'« inférieur », à moins, bien sûr, que l'on ne refuse la distinction même entre ordres supérieur et inférieur. L'homme n'est donc réellement, tout comme le reste de l'univers, rien d'autre qu'une rencontre fortuite d'atomes. La différence entre un homme et une

pierre est à peine plus qu'une trompeuse apparence. Les plus hautes réalisations culturelles de l'homme ne sont que l'effet d'une convoitise économique déguisée, ou de la décharge de frustrations sexuelles. En tout cas, cela n'a pas de sens de dire que l'homme devrait viser le « supérieur » plutôt que l'« inférieur », car on ne peut prêter aucune signification intelligible à des notions strictement subjectives, comme celles de « supérieur » ou d'« inférieur », et le terme « devrait » n'est qu'un signe de mégalomanie autoritaire.

Les idées de nos ancêtres du XIX^e siècle ont rejaiilli sur les troisième et quatrième générations suivantes, vivant dans la seconde moitié du XX^e siècle. Pour leurs auteurs, ces idées étaient le simple résultat d'un processus intellectuel. A trois ou quatre générations de distance, elles sont devenues les outils et les instruments mêmes de l'expérimentation et de l'interprétation du

monde. Ceux qui lancent des idées nouvelles subissent rarement l'influence de celles-ci. Ce sont les troisième et quatrième générations qui s'inclinent devant elles, une fois qu'elles se sont fondues dans cette grande masse d'idées, le langage y compris, qui s'infiltré dans l'esprit des gens durant leur « Age des Ténèbres ».

Tout un chacun, ou presque, instruit ou non, a solidement fait siennes, dans le monde occidental d'aujourd'hui, ces idées du XIX^e siècle. Dans l'esprit peu instruit, elles sont encore plutôt embrouillées, nébuleuses, trop faibles pour permettre de comprendre le monde. De là naît ce désir ardent de recevoir une éducation, c'est-à-dire quelque chose qui nous guide hors des ténèbres de notre confuse ignorance vers la lumière de la compréhension.

J'ai déjà dit qu'une éducation purement scientifique ne peut nous faire parvenir à cela, car elle ne traite que du savoir-faire, alors que nous avons besoin de comprendre le pourquoi des choses et le but de notre vie. L'étude d'une science particulière nous apporte une connaissance bien trop spécifique et spécialisée pour répondre à nos plus vastes desseins. Aussi nous tournons-nous vers les humanités pour trouver un juste point de vue sur les grandes idées et les idées essentielles de notre époque. Même avec les humanités, nous risquons de nous enliser dans une masse de savoir spécialisé, qui nous emplira l'esprit d'une foule d'idées sans envergure, tout aussi inutiles que les idées que nous pourrions retirer des sciences de la nature. Mais nous risquons aussi d'être plus heureux (si heureux est le terme) et de trouver un professeur qui nous « déblaiera l'esprit », nous clarifiera les idées — les « grandes » idées universelles, qui existent déjà dans notre esprit — et nous rendra ainsi le monde intelligible.

Une telle démarche mériterait bien l'appellation d'« éducation ». Or, que nous apporte-t-elle aujourd'hui ? Une vision du monde comme une terre en friche, sans signification ni but, où la prise de conscience de l'homme est un malheureux accident cosmique ; où, en fin de compte, les seules réalités sont l'angoisse et le désespoir. Si, grâce à une réelle éducation, l'homme arrive à se hisser jusqu'à ce qu'Ortega nomme « les hauteurs de notre

temps », il se retrouve plongé dans un abîme de néant. N'aura-t-il pas envie de se faire l'écho de Byron ?

Sorrow is knowledge ; they who know the most Must mourn the deepest o'er the fatal truth,

The Tree of Knowledge is not that of Life *.

Autrement dit, même une éducation orientée vers les humanités, qui nous élève à la hauteur des idées de notre temps, ne peut « remplir ses promesses » ; car les hommes sont en quête, très légitimement, d'une vie plus riche et non du chagrin. Qu'est-il arrivé ? Comment cela est-il possible ?

Les idées maîtresses du xix^e siècle, qui se targuaient d'abolir la métaphysique, sont elles-mêmes une mauvaise version de la métaphysique, vicieuse et ennemie de la vie. Nous en souffrons comme d'un mal fatal. Il n'est pas vrai que la connaissance soit chagrin. Mais des erreurs pernicieuses sont cause d'un chagrin sans bornes à la troisième et quatrième génération. Les erreurs ne sont pas le fait de la science, mais celui de la philosophie proposée au nom de la science. Comme l'a dit Etienne Gilson, il y a une quarantaine d'années :

« Une telle évolution n'était nullement inévitable, mais le développement progressif de la science naturelle l'a rendue de plus en plus probable. L'intérêt grandissant des hommes pour les résultats pratiques de la science était en lui-même à la fois naturel et légitime. Mais il a contribué à leur faire oublier que la science est connaissance, et que ses résultats pratiques n'en sont que les sous-produits. (...) Avant d'avoir réussi, contre toute attente, à trouver des explications concluantes au monde matériel, les hommes s'étaient mis soit à mépriser toutes les disciplines incapables de mener à de telles démonstrations, soit à repenser ces disciplines suivant le modèle des sciences physiques. En conséquence, il fallait soit ignorer la métaphysique et l'éthique, soit, tout au moins, les remplacer par de nouvelles sciences positives. Dans les deux cas, elles étaient destinées à disparaître. C'était bien là une démarche très dangereuse, qui explique la position périlleuse dans laquelle se trouve actuellement la culture occidentale⁴. »

Il n'est même pas vrai que la métaphysique et l'éthique aient été vouées à disparition. Tout au contraire, nous nous retrouvons avec une métaphysique médiocre et une éthique effroyable.

Les historiens savent que les erreurs métaphysiques peuvent entraîner la mort. Voici l'analyse de R.G. Collingwood :

*Le savoir est chagrin; ceux qui savent le plus

Doivent déplorer le plus cette vérité fatale :

L'Arbre de Connaissance n'est pas l'Arbre de Vie

« Le diagnostic des pères de l'Eglise sur la décadence de la civilisation gréco-romaine impute cet événement à un mal métaphysique. (...) La destruction du monde gréco-romain n'eut pas pour origine les attaques des Barbares. (...) La cause en fut d'ordre métaphysique. Le monde "païen" se trouvait dans l'impossibilité de maintenir en vie ses propres convictions fondamentales, disent les écrivains patristiques, car un défaut de l'analyse métaphysique avait entraîné un doute sur la nature même de ces convictions. (...) Si la métaphysique avait été un pur luxe de l'esprit, cela n'aurait eu aucune importance. »

Ce passage pourrait s'appliquer, sans le moindre changement, à notre civilisation d'aujourd'hui. Nous ne savons plus au juste ce que sont réellement nos convictions. Les grandes idées du xix^e siècle peuvent bien nous occuper l'esprit d'une façon ou d'une autre, mais, au demeurant, le cœur n'y est plus. L'esprit et le cœur se sont déclaré la guerre et non, comme on l'affirme couramment, la raison et la foi. Nous avons la raison obscurcie par une foi extraordinaire, aveugle et déraisonnable, en un ensemble d'idées fantastiques, ennemies de la vie, héritées du xix^e siècle. Notre raison doit avant toute chose recouvrer une foi plus vraie que celle-là.

L'éducation ne peut pas nous aider tant qu'elle n'accorde pas de place à la métaphysique. Que les matières enseignées portent sur la science ou les humanités, si l'enseignement n'aboutit pas à une élucidation de la métaphysique, c'est-à-dire de nos convictions fondamentales, il ne fera pas l'éducation de l'homme et ne sera, par conséquent, d'aucune réelle valeur pour la société.

On affirme souvent que l'éducation se dégrade à cause d'une spécialisation à outrance. Ce n'est là qu'un diagnostic partiel et trompeur. La spécialisation n'est pas en elle-même un mauvais principe d'éducation. Quelle en serait l'alternative ? Quelque approche superficielle, en dilettante, de tous les sujets principaux ? Ou bien un studium generale sans fin, qui contraint les hommes à passer leur temps le nez plongé dans des matières qu'ils ne souhaitent pas approfondir, et qui les tient au contraire à l'écart de ce qu'ils veulent apprendre ? Telle ne peut être la bonne réponse, car cela ne peut que conduire au type d'intellectuel que le Cardinal Newman stigmatisait en ces termes : « un intellectuel, tel que le monde le conçoit aujourd'hui, (...) quelqu'un qui a un tas d'"idées" sur tous les sujets philosophiques et sur toutes les questions d'actualité ». Une telle « omniscience » est bien plutôt un signe d'ignorance que de savoir. « Voulez-vous que je vous enseigne le moyen d'arriver à la science véritable ? » demandait Confucius. « Ce qu'on sait, savoir qu'on le sait; ce qu'on ne sait pas, savoir qu'on ne le sait pas : c'est savoir véritablement »

Ce n'est pas la spécialisation qui est ici en cause, mais le manque de profondeur dans la présentation habituelle des sujets et l'absence de perception métaphysique. On enseigne les sciences sans aucune connaissance des hypothèses de départ, de la signification et du sens des lois scientifiques, et de la place qu'occupent les sciences de la nature dans l'univers de la pensée humaine. Le résultat en est que l'on prend couramment les hypothèses de la science pour ses découvertes. On enseigne l'économie sans avoir la moindre connaissance de la conception de la nature humaine qui sous-tend la théorie

économique contemporaine. En fait, bien des économistes ne sont pas eux-mêmes conscients du fait qu'une telle conception est implicitement contenue dans leur enseignement, et que presque toutes leurs théories devraient être modifiées si cette conception venait à changer. Comment pour-rait-on délivrer un enseignement rationnel de la politique sans rapporter toutes les questions à leurs racines métaphysiques ? La pensée politique doit nécessairement sombrer dans la confusion et tourner au langage sibyllin si l'on se refuse continuellement à admettre l'étude sérieuse des problèmes de métaphysique et d'éthique qu'elle pose. La confusion est déjà si grande qu'il est légitime de douter de la valeur éducative de l'étude de plus d'un sujet relevant de ce qu'on appelle les humanités. Je précise « ce qu'on appelle », car un sujet qui n'explicite pas sa conception de la nature humaine mérite bien peu le nom d'humanités.

Tous les sujets, peu importe leur degré de spécialisation, ont un centre commun, tels les rayons émanant du soleil. Ce centre se compose de nos convictions les plus fondamentales, de ces idées qui ont vraiment le pouvoir de nous émouvoir. Autrement dit, le centre consiste en la métaphysique et l'éthique, en ces idées qui transcendent le monde des faits — que cela nous plaise ou non. A cause de cette transcendance, la méthode scientifique ordinaire ne peut ni les prouver ni les réfuter. Pourtant, il ne faut pas en conclure qu'elles sont purement « subjectives » ou « relatives », ou qu'elles sont de simples conventions arbitraires. Elles doivent être conformes à la réalité, bien que transcendant le monde des faits : c'est là un paradoxe apparent pour nos penseurs positivistes. Si elles ne sont pas conformes à la réalité, l'adhésion à un tel ensemble d'idées conduira inévitablement au désastre.

L'éducation peut nous aider à la seule condition de donner naissance à des « hommes complets ». L'homme véritablement cultivé n'est pas celui qui sait un peu de tout, ni même celui qui posséderait tous les sujets en détail (si cela était possible). L'« homme complet » peut n'avoir, en vérité, qu'une faible connaissance détaillée des faits et des théories. Il peut priser l'Encyclopaedia Britannica parce qu'« elle sait et (qu')il n'a pas besoin de savoir », mais il aura de solides attaches avec le centre. Il ne doutera pas de ses convictions de base, de ses idées sur la signification et le but de sa vie. Il se peut qu'il ne soit pas capable d'expliquer cela avec des mots, mais sa conduite dans la vie traduira une certaine assurance, résultant de ses certitudes profondes.

Il me faut essayer d'expliquer un peu plus en détail ce que l'on entend par « centre ». Toute activité humaine est la quête d'une chose envisagée comme bonne. Cela n'est rien de plus qu'une tautologie mais, grâce à elle, nous pouvons nous poser la vraie question : « Bonne pour qui ? » Bonne pour la personne qui s'efforce de l'obtenir. Donc, à moins que celle-ci n'ait classé et coordonné ses multiples incitations, impulsions et désirs, ses efforts risquent d'être embrouillés, contradictoires, d'aller à rencontre du but recherché, et peut-être même de la mener droit à la ruine. Le « centre » est, de toute évidence, l'endroit où l'homme doit se créer un système ordonné d'idées sur lui-même et sur le monde, un système capable de déterminer la direction de ses divers efforts. Même si cette pensée ne

l'a jamais effleuré (parce qu'il est toujours trop pris par des affaires plus importantes, ou parce qu'il aime se croire, « en toute humilité », agnostique), pour autant, le centre ne sera nullement vide. Il sera plein de toutes ces idées essentielles qui, d'une manière ou d'une autre, se sont glissées dans son esprit lors de son Age des Ténèbres. J'ai essayé de montrer ce à quoi ces idées ont des chances d'aboutir, de nos jours : une totale négation de la signification et du but de l'existence humaine sur terre, conduisant quiconque a réellement foi en elles à un désespoir total. Heureusement, je l'ai dit, le cœur est souvent plus intelligent que l'esprit. Il refuse d'accepter ces idées à cent pour cent. Ainsi, l'homme est-il sauvé du désespoir, mais il se retrouve en pleine confusion. Le doute à l'égard de ses convictions fondamentales entraîne l'incertitude et la confusion de ses actes. S'il autorisait seulement sa conscience à éclairer le centre et à affronter ses convictions fondamentales, il introduirait l'ordre là où règne le désordre. Cela l'« instruirait », au sens où cela le sortirait des ténèbres de sa confusion métaphysique.

Pourtant, à mon avis, cette démarche ne peut être couronnée de succès que si l'homme admet en toute conscience — même si ce n'est qu'à titre provisoire — un certain nombre d'idées métaphysiques, presque en opposition absolue à celles (issues du XIXe siècle) qui se sont logées dans son esprit. En voici trois exemples.

Alors que les idées du XIXesiècle nient ou gommement toute hiérarchie de niveaux dans l'univers, la notion d'ordre hiérarchique est un facteur indispensable de compréhension.

Faute de reconnaître des « niveaux d'être » ou des « échelons de signification », nous ne pouvons comprendre le monde, pas plus que nous n'avons la moindre possibilité de définir notre propre position, la position de l'homme, dans l'ordre de l'univers. Ce n'est qu'en considérant le monde comme une échelle de valeurs, et la position de l'homme sur cette échelle, que nous sommes à même de reconnaître que l'existence de l'homme sur cette terre a un sens et une fonction. Peut-être est-ce le devoir de l'homme — ou simplement, si vous préférez, son bonheur — que d'accéder à un plus haut degré de réalisation de ses potentialités, à un plus haut niveau d'être ou à un « échelon de signification » supérieur à celui qui lui est « naturellement » accordé. Il est hors de question d'étudier cette possibilité si l'on ne reconnaît l'existence d'une structure hiérarchique. Dans la mesure où notre interprétation du monde passe par les grandes idées, les idées essentielles du dix-neuvième siècle, nous ignorons ces différences de niveau, parce qu'on nous les a cachées.

Pourtant, dès que nous admettons l'existence de « niveaux d'être », nous pouvons aisément comprendre, par exemple, pourquoi les méthodes de la science physique ne peuvent s'appliquer à l'étude de la politique ou de l'économie, ou pourquoi les découvertes de la physique — comme Einstein l'a reconnu — n'ont aucune implication philosophique.

Si nous admettons la division aristotélicienne de la métaphysique en ontologie et épistémologie, la proposition selon laquelle il existe des niveaux d'être est une proposition

Ontologique. J'en ajoute maintenant une autre, épistémologique : la nature de notre pensée est telle que nous ne pouvons nous empêcher de penser en termes de contraires.

Il est assez facile de voir que, tout au long de notre vie, nous nous heurtons à la nécessité de concilier des contraires qui, sur le plan de la logique, ne sont pas conciliables. Les problèmes typiques de la vie n'ont pas de solution au niveau d'être où nous nous situons normalement. Comment concilier les exigences de liberté et celles de discipline dans l'éducation ? Certes, d'innombrables mères et professeurs y parviennent. Mais aucun ne peut coucher sa solution par écrit, noir sur blanc. Pour y parvenir, ils font entrer en jeu une force qui relève d'un niveau supérieur, où les contraires sont transcendés : le pouvoir de l'amour.

G. N. M. Tyrell a proposé les termes de « divergent » et de « convergent » pour distinguer les problèmes insolubles par un raisonnement logique de ceux qui peuvent être ainsi résolus.

La vie est entretenue par des problèmes divergents qui doivent être « vécus », et que seule la mort permet de résoudre. Les problèmes convergents sont par ailleurs l'invention humaine la plus utile qui soit. On ne les rencontre pas tels quels dans la réalité : ils sont le fruit d'un processus d'abstraction. Une fois leur solution trouvée, on peut la coucher par écrit et la transmettre à d'autres, qui peuvent alors l'appliquer sans avoir à fournir à leur tour l'effort mental nécessaire pour la trouver. S'il en allait ainsi des relations humaines — dans la vie familiale, l'économie, la politique, l'éducation, etc. — il n'y aurait plus de relations humaines, mais seulement des réactions mécaniques.

La vie serait déjà la mort. Les problèmes divergents forcent en quelque sorte l'homme à s'élever au-dessus de lui-même. Ils requièrent que l'on fasse appel à des forces d'un niveau supérieur, faisant ainsi entrer amour, beauté, bonté et vérité dans notre existence. Ce n'est qu'avec le secours de ces forces supérieures que, dans la vie, les contraires peuvent être conciliés.

Les sciences physiques et les mathématiques ne traitent que de problèmes convergents. C'est là la raison pour laquelle ces sciences progressent par accumulation de connaissances. Chaque nouvelle génération peut repartir de l'endroit précis où ses pères en étaient restés. Cela ne va pas sans une forte contrepartie. Ne s'occuper que de problèmes convergents ne vous plonge pas au cœur de la vie, mais vous en éloigne.

« Jusqu'à l'âge de trente ans ou davantage, écrit Charles Darwin dans son autobiographie, je prenais grand plaisir à lire des poèmes de toutes sortes. Même jeune écolier, Shakespeare me ravissait, particulièrement ses pièces historiques. J'avoue également qu'autrefois, les tableaux, ainsi que la musique, me procuraient un immense et un intense plaisir. Mais voilà maintenant de nombreuses années que je ne peux souffrir la lecture d'un seul vers. J'ai essayé, récemment, de lire du Shakespeare. J'ai trouvé cela insupportablement ennuyeux, à en avoir la nausée. (...) Mon esprit semble s'être

transformé en une espèce de machine à réduire de larges collections de faits à des lois générales. Mais pourquoi cela aurait-il dû provoquer l'atrophie de cette seule partie du cerveau dont dépendent les penchants supérieurs, je n'arrive pas à le concevoir. (...) Perdre de tels penchants, c'est perdre le bonheur. Cela peut aussi nuire à l'intelligence, et plus vraisemblablement encore au caractère moral, car cela affaiblit la partie émotive de notre nature 6. »

Cet appauvrissement, décrit de façon si émouvante par Darwin, gagnera toute notre civilisation si nous laissons les tendances actuelles poursuivre ce que Gilson nomme « l'extension de la science positive aux faits sociaux ». Tous les problèmes divergents peuvent être transformés en problèmes convergents par un processus de « réduction ». Il en résulte, pourtant, la perte de toutes les forces supérieures qui ennoblissent la vie humaine, sans compter la dégradation non seulement de ce que notre nature a d'émotif, mais aussi, comme le pressentait Darwin, de notre intelligence et de notre caractère moral. On en voit partout des signes aujourd'hui.

Dans les vrais problèmes de la vie — ceux que posent la politique, l'économie, l'éducation ou le mariage, etc. — il s'agit toujours de triompher des contraires ou de les concilier. Ce sont là des problèmes divergents, sans solution possible au sens courant du terme. Ils exigent de l'homme, non seulement qu'il fasse usage de ses facultés de raisonnement, mais aussi qu'il engage toute sa personne. Naturellement, des solutions douteuses sont toujours proposées, sous couvert d'une formule habile. Mais elles ne tiennent jamais longtemps, car elles négligent invariablement l'un des deux contraires, et ignorent donc la qualité intrinsèque de la nature humaine. En économie, la solution proposée peut répondre aux besoins de liberté mais non à ceux de planification, ou vice versa. Dans le domaine de l'organisation de l'industrie, elle peut tenir compte de la discipline mais non de la participation des ouvriers à la gestion, ou vice versa. En politique, elle pourrait servir la cause d'une autorité supérieure sans démocratie ou, là encore, celle de la démocratie sans autorité supérieure.

Devoir s'attaquer à des problèmes divergents a tendance à être épuisant, préoccupant et fastidieux. C'est pourquoi les gens essaient d'esquiver la difficulté. Un cadre actif, après avoir traité de problèmes divergents pendant toute la journée, lira un roman policier ou résoudra un problème de mots croisés, pendant le trajet du retour. Il a mis son cerveau à contribution pendant toute la journée; pourquoi donc continue-t-il ? C'est que le roman policier ou le problème de mots croisés lui soumettent des problèmes convergents; et c'est en cela que consiste la détente. Ils demandent certes un peu de travail cérébral, voire un travail cérébral difficile. Mais ils n'exigent pas cet effort, cette tension vers un niveau supérieur qui caractérisent, de façon spécifique, le défi que lance un problème divergent, problème dans lequel il s'agit de concilier des contraires inconciliables. Seuls ces derniers problèmes sont la vraie substance de la vie.

Tournons-nous enfin vers une troisième catégorie de notions qui appartiennent véritablement à la métaphysique, bien qu'on les considère généralement à part : l'éthique.

Les idées les plus fortes du XIX^e siècle ont, nous l'avons vu, nié ou, tout au moins, voilé entièrement le concept de « niveaux d'être », ainsi que l'idée qu'il existe des choses supérieures à d'autres. Cela a, naturellement, sonné la fin de l'éthique, qui repose sur la distinction entre le bien et le mal, et affirme la supériorité du bien sur le mal. Une fois de plus, les péchés des pères retombent sur les troisième et quatrième générations, qui grandissent de nos jours, sans instruction morale d'aucune sorte. Les hommes responsables de l'idée que « les principes moraux ne sont que balivernes » avaient l'esprit bien rempli d'idées morales. Mais ce n'est plus le cas des représentants des troisième et quatrième générations suivantes. Ceux-ci ont l'esprit bien rempli d'idées conçues au XIX^e siècle, à savoir : que « les principes moraux ne sont que balivernes », que tout ce qui semble « supérieur » n'est en réalité que chose parfaitement minable et vulgaire.

Il résulte de cet état de choses une confusion indescriptible. Quel est, pour les jeunes gens, le *Leitbild*, comme disent les Allemands, le modèle à suivre pour essayer de se former et de s'éduquer ? Il n'y en a pas. Ou plutôt, il règne une telle pagaille, on observe un tel embrouillamini de modèles, qu'on ne peut en tirer aucune ligne de conduite. Les intellectuels, qui devraient avoir pour fonction de trier tout cela, passent leur temps à proclamer que tout est relatif — ou quelque chose de semblable. Ou bien ils traitent de questions d'éthique avec le plus grand des cynismes.

Prenons un exemple auquel j'ai déjà fait allusion dans cet ouvrage. C'est un exemple significatif, parce qu'il nous vient de l'un des hommes les plus influents de notre temps, feu Lord Keynes. « Cent ans au moins encore, écrit-il, il nous faudra prétendre vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis des autres que, comme disent les sorcières de Macbeth, ce qui est laid est beau, car ce qui est laid est utile et ce qui est beau ne l'est point. L'Avarice, et l'Usure, et la Méfiance sont des Dieux qu'il nous faut conserver encore un petit moment. »

Quand de grands hommes, et des hommes brillants, s'expriment en ces termes, comment serions-nous surpris de voir naître une certaine confusion entre le beau et le laid, confusion qui conduit à un langage sibyllin tant que la situation est calme, et au crime dès qu'elle devient un peu plus tendue. Prendre l'avarice, l'usure et la méfiance (c'est-à-dire la sécurité économique) pour dieux, n'était pour Keynes qu'une brillante image. Lui-même honorait sûrement de plus nobles dieux. Mais les idées sont ce qu'il y a de plus puissant sur terre. Aussi est-il à peine exagéré de dire qu'aujourd'hui, les dieux qu'il recommandait sont bel et bien reconnus pour tels.

En matière d'éthique, comme en tant d'autres domaines, nous avons à dessein abandonné notre grand héritage classico-chrétien, avec une belle insouciance. Pire encore, nous avons avili les mots mêmes sur lesquels se fonde le discours moral, comme vertu, amour, tempérance. En conséquence, nous voilà totalement ignorants, totalement dépourvus de connaissances sur le sujet le plus important de tous, le sujet par excellence. Faute d'idées pour nourrir notre pensée, nous ne sommes donc que trop prêts à croire que

l'éthique est un domaine dans lequel la pensée n'amène rien de bon. Qui sait quelque chose, aujourd'hui, des sept péchés capitaux ou des quatre vertus cardinales ? Qui pourrait seulement les nommer ? Et s'il n'y a pas lieu, croit-on, de s'embarrasser de ces vieilles et vénérables idées, quelles sont les nouvelles idées qui les ont remplacées ?

Qu'est-ce qui va remplacer cette métaphysique, ennemie de l'âme et de la vie, héritée du XIX^e siècle ? La tâche de notre génération est, sans aucun doute, une tâche de reconstruction métaphysique. Ce n'est pas comme si nous avions tout à refaire. Mais en même temps, il n'est pas suffisant de revenir simplement aux vieilles formulations. Notre tâche — et la tâche de toute éducation — est de comprendre le monde actuel, le monde dans lequel nous vivons et avons des choix à faire.

Les problèmes d'éducation sont le simple reflet des problèmes les plus sérieux de notre temps. Leur solution n'est pas dans l'organisation, l'administration ou une dépense d'argent, même s'il ne faut pas nier l'importance de tous ces éléments. Nous souffrons d'un mal métaphysique. Le remède doit en être métaphysique. L'éducation qui ne parvient pas à éclaircir nos convictions fondamentales n'est que dressage ou complaisance. Ce sont en effet nos convictions fondamentales qui sont en désordre et, aussi longtemps que persistera l'état d'esprit hostile à la métaphysique dont on fait preuve aujourd'hui, le désordre ira de pire en pire. L'éducation, loin de représenter la ressource primordiale, sera alors un agent de destruction, conformément au principe *corruptio optimi pessima*.

7 De la bonne utilisation de la terre

De toutes les ressources matérielles, la plus importante est incontestablement la terre. Etudiez quel traitement une société fait subir à sa terre, et vous arriverez à des conclusions relativement dignes de foi quant à l'avenir qu'elle se réserve.

La terre supporte le sol, et le sol porte une immense variété d'êtres vivants, y compris l'homme. En 1955, Tom Dale et Vernon Gill Carter, tous deux écologistes de grande expérience, ont publié un livre sous le titre *Topsoil and Civilisation* (Sol et Civilisation). Je ne peux mieux faire, pour les besoins de ce chapitre, que de citer certains des premiers paragraphes de cet ouvrage :

« L'homme civilisé s'est presque toujours montré capable de se rendre maître de son environnement, pour un temps limité. Mais il a eu l'illusion de croire permanente cette suprématie temporaire. Ce fut le commencement de ses principaux ennuis. Il s'est cru le "maître du monde", alors qu'il ne comprenait même pas à fond les lois de la nature.

« L'homme, civilisé ou sauvage, est un enfant de la nature — non le maître de la nature. Il doit conformer ses actions à certaines lois naturelles s'il veut maintenir sa domination sur son environnement. Quand il essaie de tourner les lois de la nature, il détruit habituellement l'environnement naturel qui assure son existence. Et le jour où son environnement se détériore rapidement, sa civilisation décline.

« Quelqu'un a donné un bref aperçu de l'histoire en disant que "l'homme civilisé a parcouru la surface de la terre et laissé un désert derrière lui". Ce point de vue peut sembler quelque peu exagéré, mais il ne manque pas de fondement. L'homme civilisé a ruiné la plupart des terres sur lesquelles il a longtemps vécu. C'est là la raison primordiale pour laquelle ses civilisations se sont progressivement déplacées d'une région à une autre. C'est aussi la cause principale du déclin de ses civilisations dans les régions de peuplement plus ancien. C'est enfin le facteur le plus déterminant de tous les courants de l'histoire.

« Ceux qui écrivent l'histoire ont rarement noté l'importance de l'utilisation faite de la terre. Ils ne semblent pas avoir reconnu que la destinée de la plupart des empires et des civilisations de l'homme a été largement fonction de la façon dont la terre était traitée. Alors qu'ils reconnaissent l'influence de l'environnement sur l'histoire, ils oublient de noter que l'homme a habituellement modifié ou ruiné son environnement.

« Comment l'homme civilisé a-t-il ruiné cet environnement favorable ? Il y est

parvenu surtout par l'épuisement ou la destruction des ressources naturelles. Il a abattu ou brûlé la plupart du bois de construction utilisable, provenant des collines et des vallées boisées. Il a tondu à outrance et dénudé les pâturages qui nourrissaient son cheptel. Il a tué la plupart des animaux sauvages et fait disparaître bien des poissons et autres formes de vie aquatique. Il a permis à l'érosion de lui voler la couche fertile de ses terres cultivables. Il a laissé ce sol érodé obstruer les cours d'eau et remplir de vase ses réservoirs, ses canaux d'irrigation et ses ports. Dans de nombreux cas, il a utilisé et gaspillé la plupart des métaux d'exploitation facile ou les autres minéraux utiles. Alors, soit sa civilisation a décliné dans ces lieux qu'il avait lui-même contribué à dépouiller, soit il a émigré vers un nouveau territoire. On compte de dix à trente civilisations différentes qui ont suivi ce chemin vers la ruine (leur nombre variant en fonction de celui qui établit la classification) \ »

Le « problème écologique » n'est pas, semble-t-il, aussi neuf qu'on le prétend fréquemment. On peut cependant noter deux différences de poids. Tout d'abord, la terre est maintenant beaucoup plus peuplée qu'elle ne l'était à une époque antérieure et il n'y a plus, en règle générale, de terres nouvelles vers lesquelles émigrer. Enfin, le rythme du changement s'est considérablement accéléré, surtout pendant le dernier quart de siècle.

Malgré tout, la croyance selon laquelle notre civilisation moderne occidentale s'est affranchie de sa dépendance à l'égard de la nature — quoi qu'il ait pu advenir des civilisations antérieures — prévaut encore aujourd'hui. L'opinion d'Eugène Rabinowitch, rédacteur en chef du Bulletin of Atomic Scientists, est représentative d'une telle croyance.

« Les seuls animaux (écrit celui-ci, dans le Times du 29 avril 1972) dont la disparition puisse compromettre la survie biologique de l'homme sur la terre sont les bactéries qui habitent normalement notre corps. Pour le reste, il n'est nullement prouvé de façon convaincante que l'humanité ne puisse pas survivre, même en étant la seule espèce animale sur terre ! Si l'on parvient, par des moyens économiques, à produire des aliments de synthèse à partir de matières premières non organiques — ce qui semble devoir arriver à plus ou moins brève échéance •— l'homme risque même de pouvoir un jour se passer des plantes dont il dépend aujourd'hui, car elles sont la source de son alimentation. (...)

« Personnellement — et je soupçonne qu'il en va de même pour la grande majorité de l'humanité — je frémirais à cette idée (l'idée d'un univers sans animaux et sans plantes). Mais des millions d'habitants des “jungles urbaines” que sont New York, Chicago, Londres ou Tokyo, ont grandi et passé toute leur vie dans un monde pratiquement “azoïque” (exception faite des rats, souris, cafards et autres espèces désagréables), et ils ont survécu. »

Eugène Rabinowitch considère manifestement ce qui précède comme un jugement « rationnellement défendable ». Il déplore que « beaucoup de points de vue rationnellement indéfendables aient été exprimés ces dernières années — certains par des hommes de

science très réputés — au sujet du caractère sacré des systèmes écologiques naturels, de leur inhérente stabilité et du danger de l'ingérence humaine ».

Qu'est-ce, ici, que le « rationnel », et qu'est-ce que le « sacré » ? L'homme est-il le maître de la nature ou son enfant ? S'il devient « économique » de produire des aliments de synthèse à partir de matières inorganiques — « ce qui semble devoir arriver à plus ou moins brève échéance » — si nous parvenons à nous passer des plantes, la relation entre sol et civilisation sera rompue. Le sera-t-elle vraiment ? Ces questions suggèrent que « la bonne utilisation de la terre » pose un problème non pas technique ou économique, mais essentiellement métaphysique. Le problème ainsi posé relève manifestement d'un niveau de pensée rationnelle supérieur à celui auquel renvoient les deux dernières citations.

Il y a toujours des choses que l'on fait pour elles-mêmes, et d'autres que l'on fait pour une autre raison. L'une des tâches les plus importantes de toute société est de distinguer entre les fins et les moyens, et d'avoir une espèce de vue raisonnée de la question. La terre est-elle un simple moyen de production, ou quelque chose de plus, une fin en soi ? Et quand je dis « terre », j'inclus les créatures qui y vivent.

Tout ce que nous faisons pour le seul plaisir de le faire ne prête pas à calcul intéressé. Ainsi, la plupart d'entre nous essaient d'observer certaines règles de propreté. Pourquoi ? Simplement pour des raisons d'hygiène ? Non : l'aspect hygiénique n'est que secondaire. Nous accordons en fait à la propreté une valeur intrinsèque. Nous ne calculons pas sa valeur. Le calcul économique n'entre absolument pas en ligne de compte. On pourrait rétorquer que se laver n'est pas économique. Cela prend du temps, coûte de l'argent et ne produit rien, sinon la propreté. Il y a beaucoup d'activités, totalement dépourvues de caractère économique, que l'on poursuit cependant pour elles-mêmes. Les économistes les traitent avec désinvolture. Ils divisent toutes les activités humaines entre « production » et « consommation ». Tout ce que nous faisons sous la rubrique « production » est passible du calcul économique; tout ce que nous faisons sous la rubrique « consommation » ne l'est pas. Mais la vie réelle se refuse absolument à de telles classifications : l'homme en tant que producteur et l'homme en tant que consommateur sont en fait le même homme, qui toujours produit et consomme en même temps. Même un ouvrier, dans son usine, profite de certains « biens », communément appelés les « conditions de travail ». Que ces « biens » soient insuffisants, il ne pourra pas — ou ne voudra pas — continuer. Et même celui qui utilise de l'eau et du savon peut être considéré comme producteur de propreté.

Nous produisons pour pouvoir nous offrir certaines commodités et certains plaisirs de « consommateurs ». Si, toutefois, quelqu'un réclamait ces mêmes commodités et plaisirs tout en se livrant à une activité de « production », on lui ferait remarquer le caractère non-économique, inefficace, de son attitude. On lui dirait que la société ne peut pas se permettre une telle inefficacité. Autrement dit, toute chose dépend de qui la fait : l'homme-producteur ou l'homme-consommateur. Si l'homme-producteur voyage en première classe ou utilise une voiture de luxe, cela s'appelle du gaspillage. Mais que ce même homme en fasse autant, dans son second rôle, celui d'homme-consommateur, cela

s'appellera un signe de haut niveau de vie.

Nulle part cette dichotomie n'est plus remarquable qu'à propos de l'utilisation de la terre. Le fermier est considéré comme un simple producteur, qui doit réduire ses coûts et augmenter son rendement par tous les moyens possibles, même si, ce faisant, il détériore — pour l'homme-consommateur — la santé du sol et la beauté du paysage; même si le résultat final est le dépeuplement des campagnes et la surpopulation des villes. On rencontre aujourd'hui des cultivateurs, des horticulteurs, des producteurs de fruits, adeptes de la culture intensive, et des industriels de l'alimentation, à qui il ne viendrait jamais à l'idée de consommer le moindre de leurs propres produits. « Heureusement, disent-ils, nous avons assez d'argent pour pouvoir nous permettre d'acheter des produits qui sont le résultat d'une croissance naturelle, sans l'aide de poisons. » Quand on leur demande pourquoi eux-mêmes n'adhèrent pas aux méthodes de l'agriculture biologique et pourquoi ils n'évitent pas l'emploi de substances toxiques, ils répondent que c'est un luxe qu'ils ne peuvent pas se permettre. Ce que l'homme-producteur et ce que l'homme-consommateur peuvent se permettre sont deux choses bien différentes. Mais, puisque les deux sont un seul et même homme, la question de savoir ce que l'homme — ou la société — peut réellement se permettre fait naître une confusion sans bornes.

On ne pourra échapper à cette confusion tant que la terre et les créatures qui l'habitent seront considérées uniquement comme des « facteurs de production ». Bien sûr, ce sont des facteurs de production, c'est-à-dire des moyens pour arriver à certaines fins; mais ceci est leur seconde, non leur première nature. Ce sont avant tout des fins en elles-mêmes. Elles sont méta-économiques, et il est donc rationnellement défendable de poser comme un état de fait qu'elles sont, en un certain sens, sacrées. Elles ne sont pas une création de l'homme. Il n'est donc pas rationnel, de la part de celui-ci, de traiter les choses qu'il n'a pas faites, qu'il ne peut pas fabriquer et qu'il ne peut pas recréer, une fois qu'il les a gâchées, de la même manière et dans le même esprit qu'il a le droit de traiter celles qui sont le fruit de sa création.

Leur utilité confère aux animaux supérieurs une valeur économique. Mais ils ont une valeur méta-économique en eux-mêmes. Si je possède une voiture — produit que l'homme a fabriqué — je peux très légitimement soutenir que le meilleur usage à en faire est de ne jamais me soucier de son entretien et de la conduire jusqu'à ce qu'elle devienne une épave. Je peux vraiment avoir calculé que c'est là la façon de m'en servir la plus économique. Si mon calcul est exact, personne ne peut me reprocher d'agir en conséquence, car un produit fabriqué de la main de l'homme, tel qu'une voiture, n'a rien de sacré. Mais si je possède un animal — ne serait-ce qu'un veau ou une poule — cette créature vivante, sensible, ai-je le droit de la traiter uniquement comme un instrument ? Ai-je le droit d'en user jusqu'à la mort ?

Il est inutile d'essayer d'apporter des réponses scientifiques à de telles questions. Ce sont des questions métaphysiques, non scientifiques. C'est une erreur métaphysique, qui

risque d'entraîner les pires conséquences pratiques, que de mettre en équation « voiture » et « animal », eu égard à leur utilité, alors que l'on ignore leur différence la plus fondamentale : une différence de « niveau d'être ». Tout âge irréligieux jette un regard de mépris amusé sur les saintes affirmations grâce auxquelles la religion aidait nos pères à apprécier les vérités métaphysiques. « Iahvé Elohim prit l'homme et l'installa dans le jardin d'Eden » — non pour qu'il y soit oisif mais « pour le cultiver et pour le garder. » Et il enjoignit également à l'homme d'avoir « autorité sur les poissons de la mer et sur les oiseaux des cieux, sur tout vivant qui remue sur la terre ». Quand il eut créé « les bêtes sauvages selon leur espèce, les bestiaux selon leur espèce et tous les reptiles du sol selon leur espèce », il vit que « c'était bien ». Mais quand il vit tout ce qu'il avait fait, la biosphère tout entière, comme nous disons aujourd'hui, « voici que c'était très bien 2 ». L'homme, sa créature supérieure, avait reçu « autorité sur », non le droit de tyranniser, de ruiner et d'exterminer. Cela ne sert à rien de parler de la dignité de l'homme si l'on n'admet pas que *noblesse oblige* *. Pour l'homme, se mettre dans son tort vis-à-vis des animaux, et particulièrement de ceux qu'il a depuis longtemps domestiqués, a toujours été considéré, dans toutes les traditions, comme une chose horrible et infiniment dangereuse à faire. On ne connaît pas de sages ni de saints, dans notre histoire ou dans celle des autres peuples, qui se soient montrés cruels envers les animaux ou qui les aient considérés uniquement comme des instruments. Innombrables, par contre, sont les légendes et les histoires qui associent la sainteté aussi bien que le bonheur à une tendresse aimante envers les créatures inférieures.

Il est intéressant de remarquer que l'on dit à l'homme moderne, au nom de la science, qu'il n'est réellement rien d'autre qu'un singe nu, ou même une rencontre fortuite d'atomes. i « Maintenant, nous pouvons définir l'homme », dit le Professeur Joshua Lederberg. « Du point de vue du génotype tout au moins, c'est 1,80 mètre d'une série moléculaire déterminée d'atomes de carbone, d'hydrogène, d'oxygène, d'azote et de phosphore³. » Quand l'homme moderne se considère avec autant d'« humilité », il considère avec beaucoup plus d'« humilité » encore les animaux qui servent ses besoins. Aussi les traite-t-il comme des machines. D'autres peuples, moins évolués — ou faut-il dire moins dépravés ? — adoptent une attitude différente. Dans un reportage de H. Fielding Hall sur la Birmanie, nous lisons :

« Pour (un Birman), les hommes sont des hommes, les animaux des animaux, et les hommes leur sont supérieurs. Mais il n'en déduit pas que cette supériorité de l'homme autorise celui-ci à maltraiter ou tuer les animaux. Il se passe juste le contraire. A cause de sa si grande supériorité sur l'animal, l'homme peut et doit témoigner du plus grand soin envers les animaux, ressentir pour eux la plus vive compassion, et se montrer bon pour eux de toutes les manières possibles. La devise du Birman devrait être noblesse oblige*. Il en connaît le sens, s'il n'en connaît pas les mots »

Dans le Livre des Proverbes, nous lisons que « le juste connaît les besoins de son

*En français dans le texte.

bétail ; mais les entrailles des méchants sont cruelles ⁵ », et saint Thomas d'Aquin a écrit : « Il est évident que, si un homme éprouve de l'affection mêlée de compassion pour les animaux, il est d'autant mieux disposé à ressentir de la compassion pour ses semblables. » Personne n'a jamais soulevé la question de savoir si l'on pouvait se permettre de vivre en accord avec de telles convictions. Au niveau des valeurs, des fins en soi, la question de savoir si « on peut se le permettre » n'est pas de mise.

Ce qui s'applique aux animaux sur la terre s'applique tout autant, et sans aucun soupçon de sentimentalité, à la terre elle-même. Bien que, par ignorance et par cupidité, on ait maintes et maintes fois épuisé la fertilité du sol jusqu'à causer la ruine de civilisations entières, aucun enseignement traditionnel n'a omis de reconnaître la valeur et l'importance méta-économique de « la terre généreuse ». Là où l'on a tenu compte de ces enseignements, non seulement l'agriculture, mais encore tous les autres facteurs de civilisation ont connu l'harmonie et le respect de leur intégrité. Réciproquement, là où les gens ont cru qu'ils ne pouvaient pas « se permettre » de prendre soin du sol et de collaborer avec la nature, au lieu de la traiter en ennemie, la maladie du sol qui en est résultée a invariablement contaminé tous les autres facteurs de civilisation.

A notre époque, le principal danger pour le sol, donc non seulement pour l'agriculture, mais pour la civilisation dans son ensemble, vient de la détermination de l'homme des villes à appliquer les principes de l'industrie à l'agriculture. On ne peut trouver porte-parole plus représentatif de cette tendance que le Dr. Sicco L. Mansholt qui, en tant que vice-président de la Communauté économique européenne, a lancé le Plan Mansholt pour l'agriculture européenne. Selon lui, les agriculteurs constituent « un groupe qui n'a pas encore compris les rapides changements de la société ». La plupart d'entre eux devraient abandonner leur métier pour devenir des journaliers de l'industrie dans les grandes villes : « Les ouvriers d'usine, les ouvriers du bâtiment et les employés de bureau font la semaine de cinq jours et ont déjà deux semaines de congés annuels. Sous peu, ils feront sans doute quatre jours de travail par semaine, et auront quatre semaines de congés par an. L'agriculteur, lui, est condamné à travailler sept jours par semaine, car on n'a pas encore inventé la vache à cinq jours, et il n'a pas un seul jour de vacances⁶. » Le Plan Mansholt tend donc à obtenir — aussi vite qu'il est humainement possible — la fusion de nombreuses petites fermes familiales en de larges unités agricoles, gérées comme des usines. Il vise aussi à réduire le plus rapidement possible la population agricole de la communauté. « Ce Plan avait esquissé les formes d'aide qui permettraient, soit aux exploitants les plus âgés, soit aux plus jeunes, de se retirer de l'agriculture ⁷. »

Dans les discussions qui ont eu lieu au sujet du Plan Mansholt, il est généralement fait état de l'agriculture comme de l'une des « industries » de l'Europe. La question se pose de savoir si l'agriculture est, en fait, une industrie, ou s'il se peut qu'elle soit quelque chose d'essentiellement différent. Etant donné la nature métaphysique — ou méta-économique — de cette question, on ne saurait s'étonner de ce que les économistes ne la soulèvent jamais.

L'agriculture a pour « principe » fondamental de s'occuper de la vie, c'est-à-dire de substances vivantes. Ses produits sont le résultat de processus de vie. Ses moyens de production se matérialisent dans le sol vivant. Un centimètre cube de sol fertile renferme des milliards d'organismes vivants, dont l'exploration complète dépasse de beaucoup les capacités de l'homme. L'industrie moderne a, par ailleurs, pour « principe » fondamental de s'occuper de processus imaginés par l'homme, qui ne fonctionnent avec sûreté qu'à condition d'être appliqués à des matériaux non vivants, conçus par l'homme. L'industrie a pour idéal d'éliminer les substances vivantes. Les matériaux fabriqués par l'homme sont préférables aux matériaux naturels, car nous pouvons les faire sur mesure et les soumettre à un contrôle de parfaite qualité. Les machines fabriquées par l'homme fonctionnent de façon plus sûre et plus prévisible que ne le font des substances vivantes comme les hommes. L'industrie a pour idéal de supprimer le facteur vivant, y compris le facteur humain, et de confier aux machines le processus de production. De même qu'Alfred North Whitehead définissait la vie comme « une offensive dirigée contre le mécanisme répétitif de l'univers », de même pouvons-nous définir l'industrie moderne comme « une offensive contre l'imprévisibilité, l'inexactitude, le maudit caractère, généralement fantasque, de la nature vivante, y compris l'homme ».

Autrement dit, nul doute n'est permis à ce sujet : les « principes » de base de l'agriculture et de l'industrie, loin d'être compatibles, s'opposent ouvertement. La vraie vie est faite des tensions nées de l'incompatibilité des contraires, chacun d'eux étant nécessaire. Tout comme la vie n'aurait pas de signification sans la mort, ainsi l'agriculture n'aurait-elle pas de signification sans l'industrie. Toutefois, il reste vrai que l'agriculture est le secteur primaire, alors que l'industrie est le secteur secondaire. Cela signifie que la vie humaine peut continuer sans industrie, alors qu'elle ne le peut sans agriculture. Pourtant, la vie humaine exige, au stade de la civilisation, l'équilibre des deux principes. Or, cet équilibre est inévitablement détruit quand les gens, faute d'apprécier la différence essentielle qui existe entre agriculture et industrie — différence aussi grande que celle qui existe entre la vie et la mort — essaient de traiter l'agriculture juste comme une autre industrie.

C'est là, bien sûr, un raisonnement familier, qu'un groupe d'experts mondialement connus a résumé dans un rapport intitulé *Un Avenir pour l'Europe agricole* :

« Suivant les climats, la nature des sols, les coûts de la main-d'œuvre, les différentes régions du monde ont une vocation inégale pour différentes productions. Tous les pays gagneraient à une division du travail dans laquelle ils poursuivraient les spéculations agricoles où la productivité est la plus élevée. Il en résulterait à la fois un revenu plus haut pour l'agriculture, et des coûts plus bas pour l'ensemble de l'économie, plus particulièrement pour l'industrie. Ainsi on ne peut trouver de justification économique fondamentale au protectionnisme agricole s. »

Si cela était, il serait totalement incompréhensible que le protectionnisme agricole ait été, au cours de l'histoire, la règle plutôt que l'exception. Pourquoi la plupart des pays, la

plupart du temps, ne veulent-ils pas de ces splendides récompenses, promises par une prescription aussi simple ? Précisément parce que « les spéculations agricoles » impliquent autre chose que la production de revenus et l'abaissement des coûts : elles engagent toute la relation de l'homme à la nature. Il y va de tout le style de vie d'une société, de la santé, du bonheur et de l'harmonie de l'homme, ainsi que de la beauté du milieu dans lequel il vit. Si tout cela n'entre pas dans les considérations des experts, c'est l'homme lui-même qui est laissé pour compte, même si nos experts essaient de l'introduire dans le système en quelque sorte après coup, en soutenant que la communauté devrait payer pour les « conséquences sociales » de leur politique. « Le Plan Mansholt, d'après les experts, représente une initiative courageuse. Il se fonde sur l'acceptation d'une donnée fondamentale : le revenu agricole ne peut se soutenir de lui-même que si la réduction de la population employée à la terre est accélérée, si les exploitations atteignent rapidement des dimensions économiques » Ou encore : « En tout état de cause, l'agriculture travaille essentiellement pour l'alimentation et, au moins en ce qui concerne l'Europe, ses fournitures à l'industrie textile sont tout à fait marginales. Or, c'est un fait bien connu que la demande de produits alimentaires croît relativement peu avec la croissance des revenus réels, au moins au niveau atteint dans les pays industrialisés. Tel est le fait qui explique une tendance à la limitation des débouchés pour ces produits' en regard de l'industrie ou des services. Le niveau technique serait-il le même dans l'agriculture que dans l'industrie, il en résulterait encore une menace constante de détérioration des revenus agricoles par rapport aux autres catégories de revenus. Seul un progrès de productivité beaucoup plus rapide compenserait ce désavantage fondamental¹⁰. » (...) « Il suffit de considérer les pays les plus avancés dans la technique agricole. Les Etats-Unis n'ont plus aujourd'hui dans l'agriculture que 5 % de leur population active, et ils estiment encore que le quart fournit les trois quarts des produits. Avec ce degré d'emploi, ils sont les plus grands exportateurs du monde. La Nouvelle-Zélande n'a que 7 % d'agriculteurs, elle exporte les trois quarts de sa production. (...) La conclusion apparaît inéluctable : la Communauté se suffirait normalement à elle-même avec trois fois moins d'agriculteurs n. »

On ne peut admettre aucune exception sérieuse à ces affirmations si l'on adopte — comme les experts l'ont fait — la position métaphysique du matérialisme le plus brutal, pour lequel les coûts en argent et les revenus en argent sont en définitive les critères et les raisons déterminantes des actions humaines, et selon lequel le monde vivant ne revêt pas d'autre signification que celle d'être une carrière à exploiter.

D'un point de vue plus large, pourtant, on envisage la terre comme un bien sans prix, qu'il est du devoir de l'homme, pour son bonheur, « de cultiver et de garder ». L'homme, pouvons-nous dire, doit gérer la terre avec trois objectifs primordiaux en tête : la santé, la beauté et la pérennité. Le quatrième objectif — le seul reconnu par les experts — la productivité, sera alors atteint comme de surcroît. Du point de vue du matérialisme sommaire, on considère l'agriculture comme « travaillant essen-tiellement pour

l'alimentation ». D'un point de vue plus vaste, on considère que l'agriculture doit remplir au moins trois tâches :

- maintenir l'homme en contact avec la nature vivante, dont il est et demeure une partie fort vulnérable ;
- humaniser et ennoblir un plus vaste milieu de vie pour l'homme;
- fournir les denrées et autres produits nécessaires à une vie convenable.

Je ne crois pas qu'une civilisation qui ne reconnaîtrait que la troisième de ces tâches, et qui s'y appliquerait avec tant d'ardeur et de rigueur que les deux autres en seraient non seulement négligées, mais encore systématiquement contrecarrées, ait quelque chance de survivre longtemps.

Aujourd'hui, nous sommes fiers que la part de la main-d'œuvre engagée dans des activités agricoles soit tombée à de très bas niveaux et continue à fléchir. La Grande-Bretagne produit quelque 60 % de ses besoins en nourriture alors que seuls 3 % de sa population active travaillent la terre. Aux Etats-Unis, il y avait encore 27 % de travailleurs dans l'agriculture à la fin de la Première Guerre mondiale et 14 % à la fin de la Seconde. On estime qu'il n'en restait plus que 4,4 % en 1971. Cette chute de pourcentage des travailleurs engagés dans l'agriculture va généralement de pair avec un exode massif de la campagne et un bourgeonnement des villes. En même temps, pour citer Lewis Herber :

« La vie urbaine se dégrade, psychologiquement, économiquement et biologiquement. Des millions de personnes ont pris acte de cette dégradation en « votant avec leurs pieds. Ils ont rassemblé leurs affaires et sont partis. S'ils n'ont pas été capables de rompre leurs attaches avec la métropole, du moins ont-ils essayé. L'effort est significatif, en tant que symptôme social¹². »

Dans les grandes villes modernes, dit M. Herber, le citoyen est plus isolé que ne l'étaient ses ancêtres à la campagne. « L'homme de la ville, dans une métropole moderne, a atteint un degré d'anonymat, d'atomisation sociale et d'isolement spirituel, quasiment sans précédent dans l'histoire de l'humanité l.i. »

Aussi, que fait-il ? Il cherche à gagner les faubourgs et devient un banlieusard. Parce que la culture rurale s'est effondrée, les ruraux fuient la campagne. Et parce que la vie urbaine se dégrade, les citoyens fuient les villes. « Personne, d'après le Dr. Mansholt, ne peut s'offrir le luxe de ne pas agir économiquement » Le résultat en est que, partout, la vie tend à devenir intolérable pour tous, excepté pour ceux qui sont très riches.

Je suis d'accord avec M. Herber quand il soutient que « la réconciliation de l'homme avec le monde naturel n'est plus simplement souhaitable, mais est devenue une nécessité ». Or, on ne pourra parvenir à cela par le tourisme, les excursions, ou par d'autres activités de loisirs, mais seulement par un changement dans la structure de l'agriculture, dans une

optique tout à fait opposée à celle que propose le Dr. Mansholt et que soutiennent les experts cités ci-dessus. Au lieu de chercher comment accélérer l'exode rural, nous devrions rechercher la politique à suivre pour faire renaître la culture rurale, pour rentabiliser la terre en fournissant du travail à un plus grand nombre de gens — à plein temps ou à mi-temps — et pour que toutes nos actions touchant la terre aient pour objectif le triple idéal de santé, de beauté et de pérennité.

La structure sociale de l'agriculture, résultant d'une mécanisation à grande échelle et d'une utilisation à outrance des produits chimiques — ce dont elle tire généralement sa justification — rend impossible le contact réel de l'homme avec la nature vivante. En fait, cette structure alimente toutes les tendances modernes les plus dangereuses : violence, aliénation et destruction de l'environnement. Santé, beauté et pérennité ne sont même plus guère des sujets de discussion respectables : c'est là un nouvel exemple de l'indifférence à l'égard des valeurs humaines — donc à l'égard de l'homme — conséquence inévitable du culte de l'Economie poussé jusqu'à l'idolâtrie.

Si « la beauté est la splendeur de la vérité », l'agriculture ne peut remplir sa seconde tâche, qui est d'humaniser et d'ennobler un plus vaste univers pour l'homme, qu'en s'attachant fidèlement

et assidûment aux vérités révélées par les processus vivants de la nature. L'une d'elles est la loi du retour ; une autre, la diversification — qui va à rencontre de toute sorte de monoculture ; une autre, la décentralisation — qui permet de tirer parti de ressources même parfaitement mineures, qu'il ne serait nullement rationnel de transporter sur de grandes distances. A nouveau, le cours des choses et l'avis des experts divergent catégoriquement : à l'égard de l'industrialisation et de la dépersonnalisation de l'agriculture, à l'égard de la concentration, de la spécialisation, et à l'égard de toute forme de gaspillage matériel susceptible d'économiser la main-d'œuvre. En conséquence, l'univers étendu de l'homme, loin de se trouver humanisé et ennobli par les activités agricoles de celui-ci, devient d'une tristesse uniforme, ou sombre même dans la laideur.

Tout ce gâchis vient de ce que l'homme-producteur ne peut pas s'offrir « le luxe de ne pas agir économiquement », et ne peut donc produire les « luxes » de première nécessité — comme la santé, la beauté et la pérennité — que l'homme-consommateur désire par-dessus tout. Cela coûterait trop cher. Et plus l'on devient riche, moins l'on peut « se permettre » d'extra. Les experts susmentionnés estiment que le « fardeau » que constituent les subventions à l'agriculture, à l'intérieur de la Communauté des Six, est « de l'ordre de 3 % » du produit brut global. Un tel chiffre est, d'après eux, loin d'être « négligeable ». Avec un taux de croissance annuel supérieur à 3 % du produit brut global, on aurait pu penser qu'un tel « fardeau » pouvait être facilement supporté. Mais les experts soulignent que « la plus grande partie des ressources nationales sont engagées dans des emplois très constants et incompressibles, consommation, services publics, entretien et renouvellement des équipements. (...) La Communauté, en tenant à bout de bras des activités déclinantes,

non seulement à la terre mais même dans l'industrie, se prive délibérément des moyens d'accomplir les transformations les plus essentielles 15 » dans ces autres domaines.

On ne saurait être plus clair. Si l'agriculture ne paie pas, c'est une simple « activité déclinante ». Pourquoi la renflouer ? Les « transformations les plus essentielles » ne concernent pas la terre, mais seulement les revenus des agriculteurs ; elles sont

nous permettons, mais ce à quoi nous choisissons de consacrer notre argent. Si nous pouvions revenir à une reconnaissance généreuse des valeurs méta-économiques, nos paysages redeviendraient sains et beaux, les populations recouvreraient la dignité de l'homme qui se sait supérieur à l'animal, sans jamais oublier que noblesse oblige *.

* En français dans le texte.

8 *Ressources pour l'industrie*

Ce qui frappe le plus, dans l'industrie moderne, c'est qu'elle exige tant et accomplit si peu. L'industrie moderne semble être inefficace à un point qui dépasse les limites normales de l'imagination. Son manque d'efficacité passe donc toujours inaperçu.

Sur le plan industriel, il ne fait aucun doute que les Etats-Unis d'Amérique sont aujourd'hui le pays le plus avancé. Avec une population d'environ 207 millions d'habitants, ils comptent 5,6 % de l'humanité. Avec environ 57 habitants au kilomètre carré seulement — par rapport à une moyenne mondiale de plus de 70 — et entièrement regroupés dans la zone nord tempérée, ils se classent parmi les grandes régions du monde à population clairsemée. On a calculé que si la population du monde entier se trouvait rassemblée aux Etats-Unis, leur densité de population approcherait tout juste, alors, celle de l'Angleterre d'aujourd'hui. On peut juger cette comparaison « déloyale ». Mais, même si l'on prend le Royaume-Uni dans son ensemble, on trouve une densité de population dix fois supérieure à celle des Etats-Unis (ce qui veut dire que les Etats-Unis pourraient abriter plus de la moitié de l'actuelle population du globe avant d'atteindre une densité égale à celle du Royaume-Uni de nos jours). Et il existe bien d'autres pays industrialisés avec des densités encore supérieures. Prenons l'Europe dans son ensemble, moins l'U.R.S.S. : on y trouve une densité de population de 242,7 habitants au kilomètre carré, soit 4,25 fois celle des Etats-Unis. On ne peut donc pas dire que — de façon relative — les Etats-Unis soient désavantagés par un excès de population et un manque d'espace.

On ne saurait non plus prétendre que le territoire des Etats-Unis soit pauvrement doté de ressources naturelles. Au contraire, dans toute l'histoire de l'humanité, aucun grand territoire ne s'est jamais révélé posséder plus d'excellentes et merveilleuses ressources. Et, malgré l'exploitation et le gaspillage de beaucoup d'entre elles pendant longtemps, ceci reste encore vrai aujourd'hui.

Malgré tout, le système industriel des Etats-Unis ne peut pas vivre de ses seules ressources internes. Il a donc dû étendre ses tentacules tout autour du globe, pour assurer son approvisionnement en matières premières. En effet, les 5,6 % de la population mondiale qui vivent aux Etats-Unis exigent quelque chose comme 40 % des ressources primaires du monde pour continuer sur leur lancée. Chaque fois que l'on avance des estimations pour les dix, vingt ou trente années à venir, l'idée qui s'en dégage est celle d'une dépendance toujours croissante de l'économie américaine, obligée d'importer des matières premières et du combustible de l'étranger. Le National Petroleum Council [Conseil national du pétrole] estime par exemple que, vers 1985, les Etats-Unis devront

couvrir 57 % de la totalité de leurs besoins en pétrole par des importations qui — avec 800 millions de tonnes — excéderont alors de beaucoup la totalité de ce que l'Europe occidentale et le Japon importent actuellement du Moyen-Orient et d'Afrique.

Un système industriel qui consomme 40 % des ressources primaires mondiales, pour subvenir aux besoins de moins de 6 % de la population du monde, ne saurait passer pour efficace qu'à condition d'obtenir des résultats saisissants sur le plan du bonheur humain, du bien-être, de la culture, de la paix et de l'harmonie. Point n'est besoin d'insister sur le fait que le système américain n'aboutit pas à de tels résultats, et qu'il n'y a pas le moindre espoir de le voir les atteindre en se contentant d'obtenir un taux supérieur de croissance de la production, allant de pair, comme il se doit, avec une ponction encore plus considérable opérée sur les ressources limitées du monde. Le point de vue suivant, du Professeur Walter Heller, ancien président du Conseil économique de la Maison Blanche, reflète sans doute l'opinion de la plupart des économistes modernes :

« Nous avons besoin d'expansion pour satisfaire les aspirations de notre nation. Dans une économie de plein emploi, à forte croissance, on a plus de chances que dans une économie à croissance faible de pouvoir dégager les moyens publics et privés nécessaires pour mener la lutte contre la pollution de l'eau, de l'air et de la terre, et la pollution par le bruit. »

« Je ne peux concevoir, dit-il encore, une économie florissante sans croissance. » Mais si l'économie des Etats-Unis ne peut pas se concevoir florissante sans une rapide croissance supplémentaire, et si cette croissance dépend de la possibilité de tirer du reste du monde des ressources en quantité sans cesse accrue, que dire des 94,4 % restants de l'humanité, qui ont un tel « retard » sur l'Amérique ?

Si une économie à forte croissance est nécessaire pour lutter contre la pollution — elle-même, apparemment, résultant d'une forte croissance — quel espoir reste-t-il de jamais briser ce cercle vicieux ? Il convient en tout cas de se demander si les ressources de la terre sont susceptibles de suffire au développement ultérieur d'un système industriel qui consomme tant et accomplit si peu.

De plus en plus de voix s'élèvent aujourd'hui pour déclarer que ces ressources ne suffiront pas. Peut-être la voix la plus retentissante de toutes est-elle celle d'un groupe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology [Institut de Technologie du Massachusetts], qui ont publié *Les Limites à la Croissance*, rapport pour les travaux du Club de Rome sur les « Dilemmes de l'Humanité ». Ce rapport contient, entre autres éléments, un intéressant tableau qui montre : les réserves globales connues ; la durée en années de ces réserves, au taux actuel de consommation annuelle globale (indice statique années) ; leur durée à un taux de consommation à croissance exponentielle (indice exponentiel années) ; et leur durée dans le cas d'une consommation croissante, en supposant ces réserves cinq fois plus élevées que celles actuellement connues (indice exponentiel optimisé). Tout ceci est indiqué pour les dix-neuf ressources naturelles non

renouvelables qui sont d'une importance vitale pour les sociétés industrielles. La dernière colonne d'un second tableau est, elle aussi, d'un intérêt tout particulier. Elle montre le pourcentage de consommation des Etats-Unis par rapport à la consommation mondiale. En voici les chiffres¹ :

Aluminium	42 %	Manganèse	14 %
Argent	26 %	Mercuré	24 %
Charbon	44 %	Molybdène	40 %
Chrome	19 %	Nickel	38 %
Cobalt	32 %	Or	26 %
Cuivre	33 %	Pétrole	33 %
Etain	24 %	Platine	31 %
Fer	28 %	Plomb	25 %
Gaz naturel	63 %	Tungstène	22 %
		Zinc	26 %

La production américaine ne suffit à couvrir la consommation américaine que pour un ou deux de ces produits. Après avoir calculé quand, d'après certaines hypothèses, chacun de ces produits se trouvera épuisé, les auteurs donnent une conclusion générale mesurée, en ces termes :

« Etant donné le taux actuel de consommation des ressources naturelles et l'augmentation probable de ce taux, la grande majorité des ressources naturelles non renouvelables les plus importantes auront atteint des prix prohibitifs avant qu'un siècle ne se soit écoulé 2. »

En fait, pour ces experts, il ne reste pas beaucoup de temps avant que l'industrie moderne, qui « dépend étroitement d'un réseau d'accords internationaux avec les principaux pays possesseurs des matières premières³ », n'ait à affronter des crises de proportions inouïes.

« Il sera déjà difficile de décider, au plan économique, du sort de toute une série d'industries quand, les unes après les autres, les matières premières atteindront des prix inabordables ; que dire alors de l'impondérable en politique, dans les relations entre pays

producteurs et pays consommateurs de matières premières lorsque les ressources seront concentrées dans des secteurs géographiques plus restreints. La nationalisation récente des mines en Amérique du Sud et le succès des pressions exercées par les pays du Moyen-Orient en vue d'accroître leur prix de vente du pétrole brut montrent que les questions politiques se poseront probablement bien avant les ultimes questions d'ordre économique⁴. »

Il était peut-être utile, mais guère essentiel, pour le groupe du M.I.T., de faire tant de calculs compliqués et hypothétiques. En fin de compte, les conclusions du groupe découlent de ses propres suppositions, et il suffit d'un simple coup d'œil pour comprendre qu'une croissance illimitée de la consommation matérielle est chose impossible dans un monde limité. Il n'est pas non plus nécessaire d'étudier des longues listes de produits, des tendances, des boucles à rétroaction, la dynamique des systèmes, et ainsi de suite, pour en conclure que le temps nous est compté. Peut-être était-il utile de se servir d'un ordinateur pour arriver à des résultats que toute personne sensée peut obtenir à l'aide de quelques calculs griffonnés au dos d'une enveloppe, car le monde moderne a foi dans les ordinateurs et les monceaux de faits, alors qu'il a une sainte horreur de la simplicité. Mais il est toujours dangereux, et généralement contraire au but recherché, d'essayer d'exorciser les démons en invoquant Belzébuth, le Prince des démons.

Le système industriel moderne n'est pas, en effet, gravement menacé par l'éventualité de la raréfaction et de la hausse des prix de la plupart des produits auxquels l'étude du M.I.T. consacre une attention aussi pesante. Qui pourrait dire en quelle quantité ces produits se cachent peut-être dans l'écorce terrestre ? Quelle quantité en sera extraite, grâce à des méthodes toujours plus ingénieuses, avant que l'on ne puisse parler avec raison d'épuisement global ? Quelle quantité nous en fourniront peut-être les océans ? Et quelle quantité se laissera recycler ? Nécessité est en vérité mère de l'invention. Et il est peu probable que la faculté créatrice de l'industrie, merveilleusement secondée par la science moderne, soit aisément tenue en échec sur de tels fronts.

Il aurait mieux valu, pour faire avancer la question, que l'équipe du M.I.T. concentre son analyse autour du facteur matériel dont la disponibilité est la condition première de tout le reste, et qui ne peut pas être recyclé : l'énergie.

J'ai déjà fait allusion au problème de l'énergie dans certains des chapitres précédents. Il est impossible de l'é luder, impossible aussi d'exagérer sa position centrale. On pourrait dire que l'énergie est au monde mécanique ce que la conscience est au monde humain. Si l'énergie fait défaut, tout fait défaut.

Tant que l'on disposera d'assez d'énergie naturelle — à des prix accessibles — il n'y a pas de raison de penser que l'on ne puisse résoudre ou éviter les problèmes de pénurie pour toute autre matière première. Par ailleurs, une pénurie d'énergie naturelle entraînerait une telle diminution de la demande, pour la plupart des autres produits de base, que l'on aurait fort peu à redouter un risque de pénurie à leur sujet.

Bien que ces faits élémentaires soient parfaitement évidents, ils ne sont pas encore suffisamment pris en considération. On a toujours tendance — tendance renforcée par l'orientation outrageusement quantitative de l'économie moderne — à traiter le problème de la fourniture d'énergie seulement comme un problème parmi tant d'autres : ce qu'a fait, en vérité, l'équipe du M.I.T. L'orientation quantitative est à ce point dénuée de toute aptitude à comprendre ce qu'est la qualité que même la notion d'« ordres de grandeur » n'est plus prise en considération. Et ceci est en fait l'une des causes principales du manque de réalisme avec lequel on aborde généralement les perspectives énergétiques de la société industrielle moderne. On dit, par exemple, que « l'exploitation du charbon touche à sa fin et (que) celui-ci sera remplacé par le pétrole ». Si l'on fait remarquer que cela signifierait l'épuisement rapide de toutes les réserves de pétrole connues et supposées (c'est-à-dire celles qu'il reste à découvrir), on vous répond avec sérénité que « nous entrons rapidement dans l'âge du nucléaire », donc qu'il est inutile de se soucier de quoi que ce soit et, par-dessus tout, de la conservation des ressources en combustibles fossiles. On ne compte plus les savantes études écrites par des organismes nationaux et internationaux, des comités, des instituts de recherches, entre autres, qui ont la prétention de démontrer, avec force calculs subtils, que la demande en charbon d'Europe de l'Ouest est sur le déclin, et qu'elle continuera à décliner si rapidement que le seul problème qui se pose est de savoir comment se débarrasser assez vite des mineurs. Au lieu de considérer la situation dans son ensemble — situation qui fut et qui est encore fort prévisible — les auteurs de ces études s'attachent presque invariablement aux innombrables éléments qui composent la situation d'ensemble, mais dont aucun n'est prévisible, pris séparément. En effet, on ne saurait comprendre les parties sans comprendre le tout.

Pour ne citer qu'un seul exemple, une étude minutieuse, réalisée en 1960-1961 pour la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.), a fourni des réponses quantitatives précises à presque toutes les questions que l'on eût aimé poser sur le pétrole et l'énergie dans les pays du Marché commun jusqu'en 1975. J'ai eu l'occasion de faire la critique de ce rapport peu après sa publication, et il ne me paraît pas déplacé d'en citer ici quelques extraits³ :

« Il peut sembler assez étonnant que n'importe qui puisse prédire l'évolution du salaire des mineurs et de leur productivité dans son propre pays, quinze ans à l'avance. Il est encore plus étonnant de le voir prédire les prix et les taux de fret transatlantique du charbon américain. On nous dit qu'une certaine qualité de charbon américain coûtera, à sa livraison dans un port de mer du Nord "environ 14,50 dollars la tonne" en 1970, et "un peu plus" en 1975. "Environ 14,50 dollars", précise le rapport, devrait être compris comme "quelque chose entre 13,75 dollars et 15,25 dollars", soit une marge d'incertitude de 1,50 dollar ou $\pm 5\%$. »

(En fait, le prix c.a.f. — coût, assurance, fret, c'est-à-dire le prix à la livraison — du charbon américain dans les ports européens a atteint de 24 à 25 dollars la tonne pour de nouveaux contrats conclus en octobre 1970 !)

« De la même manière, le prix du pétrole sera de l'ordre de 17 à 19 dollars la tonne, tandis qu'on donne des estimations diverses pour le gaz naturel et l'énergie nucléaire. Une fois en possession de ces "faits" (et de bien d'autres), il est aisé, pour les auteurs, de calculer dans quelle mesure la production de charbon de la Communauté sera compétitive en 1970. La réponse est : "A raison d'environ 125 millions de tonnes, c'est-à-dire un peu plus de la moitié de la production actuelle." »

« Il est aujourd'hui de bon ton de prétendre qu'il vaut mieux donner n'importe quels chiffres concernant l'avenir, que point de chiffres du tout. Pour chiffrer ainsi l'inconnu, la méthode usuelle consiste à tenter de deviner une chose ou l'autre — à hasarder une "hypothèse", comme l'on dit — et à en déduire une estimation par un calcul subtil. Cette estimation est alors présentée comme le fruit d'un raisonnement scientifique, de loin supérieur à une simple conjecture. C'est là une pratique pernicieuse, qui ne peut que conduire aux erreurs de planification les plus monumentales, car elle propose une similitude là où, en fait, un jugement décisif est nécessaire. »

« L'étude examinée ici comporte bon nombre d'hypothèses arbitraires, qui sont alors fournies, pour ainsi dire, à une machine à calculer pour obtenir un résultat "scientifique". Il aurait été moins coûteux, et certes plus honnête, de présumer simplement du résultat. »

Comme de juste, cette « pratique pernicieuse » a conduit la planification à commettre un maximum d'erreurs. On a quasiment réduit de moitié la capacité de l'industrie charbonnière de l'Europe de l'Ouest, sur le continent tout comme en Angleterre. De 1960 à 1970, la Communauté européenne s'est trouvée de plus en plus tributaire de ses importations de pétrole, sa dépendance passant de 30 % à plus de 60 % et celle du Royaume-Uni, de 25 % à 44 %. Il n'était peut-être pas facile de prévoir avec exactitude la hausse du pétrole de la fin de 1973. La situation d'ensemble à laquelle il faudrait faire face dans les années 1970, et par la suite, restait cependant parfaitement prévisible dans ses grandes lignes. Les gouvernements d'Europe de l'Ouest, soutenus par la grande majorité des économistes, ont délibérément détruit près de la moitié de leurs industries charbonnières, comme si le charbon n'était rien de plus que l'un des innombrables produits sur le marché, qu'on exploite tant qu'on peut en tirer un profit, et qu'on abandonne dès que sa production cesse d'être rentable. A la question de savoir ce qui, à long terme, allait remplacer le charbon local, on répondait avec assurance qu'il ne manquerait pas d'autres sources d'énergie à bas prix, « pour l'avenir prévisible ». Mais cette certitude revenait à prendre ses désirs pour des réalités.

Il ne s'agissait pas — et il ne s'agit pas maintenant non plus — d'un manque d'informations; les faiseurs de politique n'ont pas accidentellement négligé certains faits importants. Non, la situation était parfaitement connue, et l'on disposait d'estimations parfaitement raisonnables et réalistes concernant les tendances futures. Mais les décideurs se révélèrent incapables de tirer des conclusions correctes de ce qu'ils savaient être la vérité. Quant aux arguments émis par ceux qui dénonçaient la possibilité de pénuries

sérieuses d'énergie dans un avenir prévisible, ils ne furent ni relevés, ni réfutés, mais simplement ridiculisés ou ignorés. Il n'était pas nécessaire d'être doué d'une faculté de prémonition pour comprendre que, quel que pût être l'avenir à long terme de l'énergie nucléaire, le sort de l'industrie mondiale allait essentiellement dépendre du pétrole pendant le reste de ce siècle. Que pouvait-on dire des perspectives pétrolières, il y a environ une quinzaine d'années ? Je cite une de mes conférences, donnée en avril 1961. La crise pétrolière n'avait pas eu lieu, les gisements anglais de la mer du Nord étaient totalement inconnus, et pourtant, l'argument — dans ses grandes lignes sinon dans le détail — reste valable, et les conclusions pratiques que l'on aurait dû en tirer à l'époque sont toujours d'actualité.

« Parler des perspectives à long terme des réserves disponibles de pétrole brut est une tâche ingrate. En effet, il y a trente ou cinquante ans, quelqu'un a pu prévoir que les réserves de pétrole s'épuiseraient sous peu. Or, nous le voyons, ce ne fut pas le cas. Étonnamment nombreux sont ceux qui semblent s'imaginer qu'en soulignant les erreurs de prévisions commises par Pierre ou Paul, il y a longtemps, ils démontrent en quelque sorte le caractère inépuisable du pétrole, quel que soit le rythme d'augmentation de la consommation annuelle. Quant à la question des réserves futures de pétrole et à celle de l'utilisation de l'énergie atomique, beaucoup affectent un optimisme sans bornes, qui échappe totalement à la raison.

« Je préfère me fonder sur des renseignements recueillis auprès des industriels du pétrole eux-mêmes. Ceux-ci ne disent pas que le pétrole s'épuisera bientôt. Au contraire, d'après eux, il y a encore beaucoup plus de pétrole à découvrir qu'on n'en a trouvé à ce jour, et les réserves mondiales, exploitables à un coût raisonnable, pourraient bien être de l'ordre de 200 000 millions de tonnes, c'est-à-dire environ 200 fois la consommation annuelle de nos jours. Nous savons que les réserves de pétrole dites "connues" se montent actuellement à environ 40 000 millions de tonnes, et nous ne commettons certes pas l'erreur élémentaire de penser que c'est là tout le pétrole qui existe vraisemblablement. Non, nous sommes enclins à croire que les 160 000 millions de tonnes supplémentaires — énorme quantité, quasi inimaginable — seront découverts au cours des prochaines décennies. Pourquoi est-ce inimaginable ? Parce que, par exemple, la grande découverte, récente, de gros gisements de pétrole dans le Sahara (qui a permis à beaucoup de croire que les perspectives d'avenir du pétrole en avaient été fondamentalement modifiées) ne saurait qu'à peine affecter ce chiffre, d'une manière ou d'une autre. Apparemment, les experts pensent aujourd'hui que les nappes de pétrole saharien peuvent produire jusqu'à 1 000 millions de tonnes. Voilà un chiffre impressionnant, confronté, disons, aux besoins annuels en pétrole de la France, actuellement. Mais il est tout à fait insignifiant en tant que contribution aux 160 000 millions de tonnes dont nous supposons la découverte dans un avenir prévisible. Voilà pourquoi j'ai dit "presque inimaginable", car 160 découvertes de l'envergure de celle du Sahara sont vraiment difficiles à concevoir. Supposons malgré tout qu'elles soient possibles et qu'elles soient faites un jour.

« Il semble donc que les réserves de pétrole connues doivent suffire pour quarante années et l'ensemble des réserves pour deux cents ans — au rythme actuel de consommation. Malheureusement, pourtant, ce rythme n'est pas constant : il a un long passé de croissance, à raison de 6 ou 7 % par an. De fait, si cette croissance s'arrêtait désormais, il ne serait pas question que le pétrole supplante le charbon. Or, tout le monde semble bien persuadé que l'accroissement de la demande en pétrole — à l'échelle mondiale — continuera au rythme établi. L'industrialisation s'étend à travers le monde et progresse surtout grâce au pétrole. Y a-t-il quelqu'un pour supposer que ce processus puisse cesser tout à coup ? Si la réponse est négative, il vaudrait peut-être la peine de considérer, en s'en tenant à la pure arithmétique, combien de temps cette expansion est susceptible de durer.

« Je vais maintenant vous proposer non pas une prévision, mais un simple calcul exploratoire ou, selon l'expression des ingénieurs, une étude de faisabilité. Un taux de croissance de 7 % revient à un doublement tous les dix ans. En 1970, la consommation mondiale de pétrole pourrait donc atteindre 2 000 millions de tonnes par an. (En fait, elle s'est élevée à 2 273 millions de tonnes.) La quantité utilisée au cours de la décennie pourrait tourner autour de 15 000 millions de tonnes. Pour avoir toujours des réserves sûres de 40 000 millions de tonnes, il faudrait, au cours de la décennie, effectuer de nouvelles reconnaissances jusqu'à concurrence d'environ 15 000 millions de tonnes. Les réserves connues, qui représentent actuellement quarante fois la consommation annuelle, ne représenteraient plus, alors, que vingt fois celle-ci, car elle aurait doublé entre-temps. Je ne vois rien d'intrinsèquement absurde ou impossible à un tel développement. Dix ans, pourtant, représentent une très courte période de temps quand il s'agit du problème des réserves énergétiques. Aussi, considérons les dix années suivantes, ce qui nous mène aux alentours de 1980. Si la consommation de pétrole continue à croître au rythme d'environ 7 % par an, elle s'élèvera à près de 4 000 millions de tonnes par an en 1980. La consommation totale au cours de cette seconde décennie pourrait tourner autour de 30 000 millions de tonnes. Si l'espérance de vie des réserves connues doit être maintenue à vingt ans — et peu de gens sont prêts à se lancer dans de gros investissements s'ils ne peuvent espérer les amortir sur vingt ans au moins — il ne suffira pas de remplacer simplement les 30 000 millions de tonnes utilisés; il sera nécessaire de porter à 80 000 millions de tonnes (vingt fois 4 000) les réserves connues. Les nouvelles découvertes de cette seconde décennie ne devront donc pas atteindre moins de 70 000 millions de tonnes. Un tel chiffre me semble déjà assez fantastique. Qui plus est, nous aurons, à cette époque, entièrement consommé près de 45 000 millions de nos 200 000 millions de tonnes initiaux. Les 155 000 millions de tonnes restants, qu'ils soient ou non déjà découverts, correspondront à moins de quarante années de consommation, au rythme de 1980. Point n'est besoin d'une démonstration arithmétique plus poussée pour nous faire comprendre la quasi-impossibilité d'une continuation de la croissance rapide au-delà de 1980.

« Tel est donc le résultat de notre "étude de faisabilité" ; si les estimations des réserves

totales de pétrole, publiées par les géologues pétroliers les plus célèbres, renferment la moindre parcelle de vérité, il ne fait aucun doute que l'industrie pétrolière pourra maintenir son taux de croissance pendant une nouvelle décennie. On peut sérieusement douter qu'elle en soit capable pendant vingt ans. Et il est presque certain qu'elle ne pourra poursuivre sa croissance rapide au-delà de 1980. A cette date, ou plutôt aux alentours de cette date, la consommation mondiale de pétrole sera plus importante que jamais auparavant, et les réserves connues atteindront aussi leur plus haut niveau, en quantité absolue. Rien ne vient suggérer que le monde touchera le fond de ses ressources pétrolières, mais ce pourrait bien être la fin de la croissance fondée sur le pétrole. A titre de référence intéressante, j'ajouterai que l'on semble aujourd'hui être déjà parvenu à ce stade même, aux Etats-Unis, en ce qui concerne le gaz naturel. Son exploitation a atteint un niveau record. Mais le rapport entre la consommation actuelle et les réserves restantes est tel, que toute croissance ultérieure lui semble désormais interdite.

« En ce qui concerne la Grande-Bretagne — pays hautement industrialisé, qui a un taux élevé de consommation de pétrole, mais pas de réserves dans son propre sous-sol — elle connaîtra une crise du pétrole non pas quand tout le pétrole du monde sera épuisé, mais quand les réserves mondiales de pétrole n'augmenteront plus. Si ce point est atteint, comme le laisserait supposer notre calcul exploratoire, dans vingt ans environ, quand l'industrialisation aura gagné tout le globe, quand on aura bien aiguisé l'envie des pays sous-développés de jouir d'un niveau de vie plus élevé, malgré leur misère noire persistante, quelle autre issue y aura-t-il qu'une lutte intense, et même violente, pour les réserves pétrolières ? Tout pays ayant de gros besoins et des réserves propres négligeables se trouvera alors dans une position d'extrême faiblesse.

« Vous pouvez compliquer le calcul à votre gré, et faire varier les hypothèses de base de 50 %. Vous trouverez une faible différence dans les résultats. Si vous penchez pour le grand optimisme, vous pouvez trouver que le point de croissance maximal ne sera pas atteint vers 1980, mais quelques années plus tard. Qu'est-ce que cela fait ? Nous, ou nos enfants, serons simplement plus vieux de quelques années.

« Tout cela signifie que le National Coal Board [l'Office national du charbon] a une tâche et une responsabilité de première importance, en tant que gestionnaire des réserves de charbon de la nation : il doit pouvoir fournir tout le charbon nécessaire quand sonnera l'heure de la curée internationale pour le pétrole. Or, cela sera impossible si l'on laisse entre-temps mourir cette industrie, ou une part substantielle de celle-ci, sous prétexte que le pétrole est actuellement peu coûteux et surabondant, alors que cela est dû à toutes sortes de causes passagères. (...)

« Quelle sera alors la position du charbon, disons, en 1980 ? Tout porte à croire que la demande de charbon en Grande-Bretagne sera alors supérieure à ce qu'elle est maintenant. Il y aura encore beaucoup de pétrole, mais pas nécessairement en quantité suffisante pour répondre à tous les besoins. Il se peut qu'on assiste à une curée internationale pour le pétrole, que traduira peut-être la montée prodigieuse du prix de celui-ci. Nous devons tous

espérer que le National Coal Board sera capable de mener l'industrie à bon port, à travers les années difficiles qui nous attendent, en maintenant autant que possible sa capacité de production effective à quelque 200 millions de tonnes de charbon par an. Même si, de temps en temps, il pourrait sembler que moins de charbon et plus de pétrole importé reviennent moins cher ou soient plus pratiques, pour certains usagers ou pour l'économie dans son ensemble, ce sont les perspectives à long terme qui doivent déterminer la politique nationale en matière d'énergie. Et ces perspectives à long terme doivent être envisagées avec, pour toile de fond, ces événements internationaux que sont la croissance de la population et l'industrialisation. Tout indique que, vers les années 1980, la population mondiale sera d'au moins un tiers supérieure à celle de maintenant, et le niveau de production industrielle mondiale au moins deux fois et demie plus élevé qu'aujourd'hui, avec une consommation d'énergie plus que doublée. Afin d'y arriver, il sera nécessaire de multiplier par quatre la production de pétrole; de doubler la production d'électricité hydraulique; de maintenir la production de gaz naturel au moins à son niveau actuel; de pouvoir compter sur une contribution substantielle (bien qu'encore modeste) de l'énergie nucléaire, et de produire en gros 20 % de plus de charbon que maintenant. Il se passera sans aucun doute beaucoup de choses, encore imprévisibles aujourd'hui, au cours des vingt prochaines années. Certaines peuvent accroître nos besoins en charbon, d'autres, au contraire, les diminuer. On ne peut fonder une politique sur l'imprévu ou l'imprévisible. Si nous fondons notre politique actuelle sur ce que l'on peut prévoir aujourd'hui, cette politique prônera la conservation de l'industrie du charbon, non son démantèlement. »

Non seulement on a négligé ces avertissements, et bien d'autres encore, émis au cours des années 1960, mais on n'a eu pour eux que mépris et dérision — jusqu'à ce qu'éclate la psychose générale des combustibles en 1970, et la hausse du prix du pétrole en 1973. Toute nouvelle découverte de pétrole ou de gaz naturel, au Sahara, aux Pays-Bas, en mer du Nord ou en Alaska, fut saluée comme un événement de la plus haute importance, qui « modifiait fondamentalement toutes les perspectives d'avenir », comme si l'analyse ci-dessus ne reposait pas déjà sur la découverte supposée, chaque année, d'énormes gisements nouveaux. La principale critique à adresser aujourd'hui aux calculs exploratoires de 1961 est que tous les chiffres se sont révélés légèrement au-dessous de la vérité. Les choses ont évolué plus vite encore que je ne m'y attendais il y a une quinzaine d'années.

Aujourd'hui encore, il y a des devins pour insinuer qu'il n'y a pas de problème. Au cours des années 1960, les compagnies pétrolières étaient les premières à dispenser de sereines assurances, malgré la contradiction flagrante avec leurs propres chiffres. Maintenant, après la destruction de près de la moitié des capacités productives des industries charbonnières d'Europe de l'Ouest, et de beaucoup plus de la moitié de leurs réserves exploitables, elles ont changé de ton. On avait coutume de dire que l'O. P. E. P. — l'Organisation des pays exportateurs de pétrole — n'aboutirait jamais à rien, parce que

les Arabes ne pourraient jamais s'entendre entre eux, sans parler de leurs rapports avec les non-Arabes. Il est clair aujourd'hui que l'O.P.E.P. est le plus grand cartel que le monde ait jamais connu. On avait coutume" de dire que les pays exportateurs de pétrole dépendaient des pays importateurs, tout autant que les seconds dépendaient des premiers. C'était prendre ses désirs pour des réalités, cela est clair aujourd'hui, car les besoins des consommateurs de pétrole sont tels, et leur demande si peu compressible, que les pays exportateurs, agissant de concert, peuvent en fait accroître leurs revenus simplement en diminuant leur production. Certes, une forte augmentation des tarifs pétroliers diminue quelque peu la consommation. On l'a vu en 1974 et 1975, au prix d'une forte récession dans le monde développé.

Mais il est clair qu'on ne dispose d'aucun produit de remplacement à substituer dans l'immédiat, en grandes quantités, au pétrole. De ce fait, si haut que soient fixés les prix du pétrole, sa consommation ne peut devenir nulle.

Pendant ce temps, les pays producteurs de pétrole commencent à comprendre que l'argent seul ne procure pas de nouveaux moyens d'existence durables à leurs populations. Leur en procurer demande, outre l'argent, d'immenses efforts et beaucoup de temps. Le pétrole est une « richesse périssable ». Plus vite on l'épuise, plus court est le temps dont on dispose pour développer la vie économique sur de nouvelles bases. Les conclusions sont évidentes. C'est dans l'intérêt réel, à long terme, des pays exportateurs et des pays importateurs de pétrole que l'on devrait prolonger la « durée de vie » du pétrole autant que faire se peut. Les pays exportateurs ont besoin de temps pour développer une économie fondée sur d'autres sources d'existence.

Les pays importateurs ont besoin de temps pour ajuster leurs économies tributaires du pétrole à une situation dans laquelle le pétrole se fera rare et très cher — situation à la naissance de laquelle la plupart des gens qui vivent aujourd'hui sont assurés d'assister. Pour les uns comme pour les autres, continuer à faire croître rapidement la production et la consommation de pétrole à travers le monde constitue le plus grave danger. On ne pourra éviter de,s catastrophes sur le front du pétrole que si l'harmonie fondamentale des intérêts à long terme des deux groupes de pays Vient à se réaliser, et si une action concertée est entreprise pour stabiliser, puis réduire peu à peu, le flot annuel de pétrole.

En ce qui concerne les pays importateurs, c'est évidemment pour l'Europe continentale de l'Ouest et le Japon que le problème se pose avec le plus d'acuité. Ces deux zones courent le risque de devenir les « légataires universels » pour les importations de pétrole. Point n'est besoin d'études compliquées sur ordinateur pour établir ce simple fait. Jusqu'à ces dernières années, l'Europe de l'Ouest a vécu dans la confortable illusion consistant à croire que « l'on entrait dans l'ère de l'énergie inépuisable et peu coûteuse », et des savants réputés, entre autres, ont avancé l'opinion, mûrement réfléchi, qu'à l'avenir, « l'énergie serait invendable ». Le British White Paper on Fuel Policy [Livre blanc britannique sur la politique de l'énergie], paru en novembre 1967, proclamait que :

« La découverte de gaz naturel en mer du Nord est un événement majeur dans l'évolution des réserves énergétiques de la Grande-Bretagne. Elle suit de près l'accession à la majorité de l'énergie nucléaire comme source potentielle majeure d'énergie. Ces deux événements vont, ensemble, provoquer des changements fondamentaux dans l'offre et la demande d'énergie dans les années à venir. »

Dix ans plus tard, la Grande-Bretagne est encore tributaire du pétrole importé. Grâce aux gisements de la mer du Nord, elle espère satisfaire à ses besoins dans les années 1980. L'avertissement contenu dans un rapport remis au secrétaire d'Etat à l'Environnement, en février 1972, n'a cependant pas perdu de son actualité; le chapitre sur l'énergie commence en ces termes :

« Il existe un profond malaise, né des données relatives aux ressources énergétiques futures, aussi bien pour ce pays que pour le monde dans son ensemble. Les évaluations varient quant à la durée qui s'écoulera avant que l'on n'ait épuisé les combustibles fossiles. Mais on admet de plus en plus que leur existence est limitée et qu'il faut trouver des solutions de rechange satisfaisantes. Les énormes besoins naissants des pays en voie de développement, l'augmentation de la population, le rythme de consommation auquel certaines sources d'énergie sont soumises, sans que l'on semble beaucoup se préoccuper des conséquences qui en résulteront, la conviction que les ressources futures ne seront disponibles qu'à un coût économique toujours croissant, les risques éventuels de l'énergie nucléaire, voilà autant de facteurs qui viennent nourrir cette préoccupation grandissante. »

Quel dommage que cette « préoccupation grandissante » ne se soit pas manifestée dans les années 1960, au cours desquelles on renonça à près de la moitié de l'industrie charbonnière britannique, taxée de « non-économique » — alors qu'une fois les puits délaissés, on peut les considérer comme pratiquement perdus à tout jamais. Et il est surprenant qu'en dépit de cette « préoccupation grandissante », les milieux les plus influents exercent encore des pressions pour que la fermeture des puits soit poursuivie, pour raisons « économiques ».

9 *L' énergie nucléaire : salut ou damnation ?*

La raison principale de la satisfaction affichée à l'égard des ressources énergétiques futures — satisfaction qui est d'ailleurs de jour en jour moins évidente — fut sans aucun doute l'apparition de l'énergie nucléaire qui arrivait, sembla-t-il, juste au bon moment. On se soucia peu de cerner la nature de ce qui arrivait. C'était nouveau, c'était étonnant, c'était le progrès, et l'on promettait volontiers que ce serait bon marché. Puisqu'on allait avoir besoin, de toute manière, d'une nouvelle source d'énergie à plus ou moins brève échéance, pourquoi ne pas s'en servir tout de suite ?

L'exposé suivant date de 1967. A cette époque, il parut fort peu orthodoxe.

« La religion de l'économie pousse à l'idolâtrie du changement rapide, malgré cette vérité élémentaire : un changement qui n'apporte pas d'amélioration indubitable n'est qu'un bienfait douteux. La charge de la preuve incombe aux tenants du "point de vue écologique" : à eux de prouver qu'il en découle un sévère préjudice pour l'homme, sinon, le changement se poursuivra. Le bon sens, au contraire, suggérerait plutôt qu'une telle charge incombe à celui qui veut introduire un changement ; à lui de démontrer qu'il ne peut pas y avoir de conséquences préjudiciables. Mais cela prendrait trop de temps et ne serait donc pas économique. L'écologie devrait certes être une matière obligatoire pour tous les économistes, professionnels ou profanes, dans la mesure où cela pourrait servir à restaurer, au moins, un rien d'équilibre. L'écologie soutient en effet "que l'on doit bien reconnaître quelque mérite à un environnement forgé par plusieurs millions d'années. Quelque chose d'aussi compliqué qu'une planète, habitée par plus d'un million et demi d'espèces de plantes et d'animaux, toutes vivant de concert dans un équilibre plus ou moins stable, ne cessant d'utiliser et de réutiliser les mêmes molécules de sol et d'air, tout cela ne peut sortir amélioré de transformations sauvages, sans but et irréfléchies. Tout changement introduit dans un mécanisme complexe comporte certains risques, et ne devrait être entrepris qu'après une étude sérieuse de tous les faits connus. On devrait commencer par faire des changements sur une petite échelle, à titre d'essai, avant d'envisager une application plus vaste. En cas de manque d'informations, les changements ne devraient pas s'éloigner des processus naturels qui ont prouvé de façon indiscutable — ce qui parle en leur faveur — leur aptitude à entretenir la vie depuis fort longtemps »

En 1967, je poursuivais mon raisonnement ainsi :

De tous les changements que l'homme a introduits dans la nature, la fission nucléaire à

grande échelle est sans nul doute le plus dangereux et le plus profond. En conséquence, la radiation ionisante est devenue le plus sérieux agent de pollution de l'environnement, et la plus grande menace pesant sur la survie de l'homme sur terre. Il n'est pas surprenant que l'attention du profane ait été retenue par la bombe atomique, bien qu'il y ait au moins une chance que celle-ci ne serve plus jamais. Le danger que fait courir à l'humanité l'utilisation de l'énergie atomique à des fins prétendument pacifiques peut se révéler bien plus grave. On ne pourrait trouver, en vérité, d'exemple plus clair de la dictature absolue de l'économie. La décision de construire des centrales électriques traditionnelles, alimentées au charbon ou au pétrole, ou des centrales nucléaires, repose sur des bases économiques avec, à la rigueur, une faible prise en considération des « conséquences sociales » susceptibles de naître d'un recul trop rapide de l'industrie du charbon. Mais le fait que cette fission nucléaire représente un danger incroyable, incomparable, unique pour la vie humaine, n'entre dans aucun calcul et n'est même jamais mentionné. Les gens qui ont pour fonction d'évaluer les risques, les compagnies d'assurance, répugnent à assurer au tiers les centrales nucléaires, où que ce soit dans le monde ; il a donc fallu faire passer une législation spéciale par laquelle l'Etat accepte d'importants engagements. Pourtant, couvert ou non, le risque demeure. Tel est l'asservissement à la religion de l'économie, que la seule question qui semble intéresser aussi bien les gouvernements que le public est de savoir si « cela rapporte ».

Il n'a pourtant pas manqué de voix autorisées pour nous mettre en garde. On n'ignore rien des effets des rayons alpha, bêta et gamma sur les cellules vivantes : ces particules sont comme des balles qui déchirent l'organisme en le pénétrant. Le préjudice qu'elles causent dépend essentiellement du dosage et du type de cellules qu'elles frappent³. Dès 1927, le biologiste américain H.J. Muller a publié son célèbre article sur les mutations des gènes produites par un bombardement de rayons X et, depuis le début des années 1930, le risque génétique d'exposition aux rayons a également été reconnu par des non-généticiens. Il est clair qu'il y a là un risque d'une « dimension » inconnue jusqu'ici, qui met en danger non seulement ceux qui pourraient être directement touchés par cette radiation, mais leur progéniture tout aussi bien.

On atteint aussi une nouvelle « dimension » du fait que, alors que l'homme peut maintenant créer — et crée effectivement — des éléments radioactifs, il n'a nullement le pouvoir de réduire leur radioactivité une fois qu'il les a créés. Aucune réaction chimique, aucune interférence physique n'a quelque effet : seul le temps qui passe peut atténuer l'intensité d'une radiation une fois celle-ci déclenchée. Le Carbone 14 a une période de 5 900 années, ce qui signifie qu'il faut près de 6 000 années pour que sa radioactivité tombe de moitié. La période du Strontium 90 est de vingt-huit ans. Mais, quelle que soit la durée de la période, il y a toujours une radiation qui continue presque indéfiniment. On ne peut rien y faire, sinon essayer de mettre en lieu sûr la substance radioactive.

Mais qu'est-ce qu'un lieu sûr, dirons-nous, pour les énormes quantités de déchets radioactifs rejetés par les réacteurs nucléaires ? On n'en connaît pas sur terre. A une

époque, on pensa que ces déchets pouvaient être ensevelis en toute sécurité au plus profond des océans, étant supposé qu'il n'y avait aucune vie possible à de telles profondeurs. Mais, depuis lors, l'exploration des fonds marins effectuée par les Soviétiques a prouvé le contraire. Partout où la vie existe, les substances radioactives sont absorbées dans le cycle biologique. Après quelques heures de dépôt de ces matériaux dans l'eau, on peut en retrouver le plus gros dans des organismes vivants. Le plancton, les algues et beaucoup d'animaux marins ont la propriété de fixer ces substances, et donc de multiplier leur concentration dans leur organisme par un facteur de mille et, dans certains cas, même, par un million. Comme un organisme se nourrit d'un autre, les éléments radioactifs escaladent l'échelle de la vie et retournent à l'homme⁷.

On n'est pas encore parvenu à un accord international sur l'élimination des déchets. La conférence de l'Organisation internationale de l'énergie atomique, qui s'est tenue en novembre 1959, à Monaco, s'est achevée en plein désaccord, surtout à cause des violentes objections soulevées par la majorité des pays contre l'habitude américaine et britannique de déverser les déchets dans les océans⁸. Des déchets hautement radioactifs continuent à être immergés, alors que des quantités de déchets dits moyennement ou faiblement radioactifs sont déversés dans les rivières ou purement et simplement enterrés. Un rapport de l'A.E.C. [Atomic Energy Commission — Commissariat à l'Energie atomique américain] fait observer laconiquement que les déchets liquides « s'infiltrèrent lentement dans l'eau interstitielle, se débarrassant totalement ou partiellement (sic !) de leur radioactivité, retenue chimiquement ou physiquement dans le sol⁹ ».

Les déchets les plus importants sont, bien sûr, les réacteurs nucléaires eux-mêmes, une fois hors d'usage. On discute beaucoup d'une question économique sans importance, pour savoir si ces réacteurs dureront vingt, vingt-cinq ou trente ans. Personne ne discute cet autre point d'une importance vitale, humainement parlant, à savoir qu'ils ne peuvent être ni démantelés ni déplacés, mais qu'on doit les laisser où ils sont, probablement pendant des siècles, peut-être pour des millénaires, véritable menace pour toute forme de vie, laissant filtrer en silence leur radioactivité dans l'air, l'eau et le sol. Personne n'a pris en considération le nombre et l'emplacement de ces usines diaboliques, qui vont aller s'accumulant sans cesse. Les tremblements de terre, bien sûr, ne sont pas supposés avoir lieu, les guerres non plifs, ni les troubles civils, ni les émeutes, comme celles qu'ont connues certaines villes américaines. Des centrales nucléaires hors d'usage s'élèveront, tels de hideux monuments, pour troubler l'homme dans ses présomptions, lui qui a tendance à croire que rien désormais ne l'attend que la tranquillité ; ou encore que l'avenir ne compte pas, comparé au plus petit gain économique réalisé aujourd'hui.

Pendant ce temps, de nombreuses autorités sont occupées à / définir les « concentrations maximales tolérables » (CMT) et les « doses maximales tolérables » (DMT) pour les divers éléments radioactifs. La CMT a la prétention de définir quelle quantité d'une substance radioactive donnée le corps humain peut être autorisé à accumuler. Mais on sait que toute accumulation entraîne un préjudice biologique. «

Puisque nous ignorons si l'on peut se remettre complètement de ces effets », observe le U.S. Naval Radiological Laboratory [Laboratoire radiologique de la Marine américaine], « nous devons nous contenter d'une décision arbitraire concernant ce que nous pouvons supporter, c'est-à-dire ce qui est "acceptable" ou "admissible" : ceci n'étant nullement une découverte scientifique, mais une décision administrative 10. » On ne sera guère surpris que des hommes d'une intelligence et d'une intégrité hors du commun refusent d'accepter de telles décisions administratives en toute sérénité. Ainsi Albert Schweitzer : « Sans cesse, on parle du "maximum autorisé de rayonnement". Qui donc a donné cette autorisation ? Qui donc en a le droit " ? » L'histoire de ces décisions est pour le moins inquiétante. Le British Medical Research Council [Conseil britannique de la recherche médicale] notait il y a une vingtaine d'années que :

« La dose maximale de Strontium 90 tolérable dans le squelette humain, acceptée par la Commission internationale sur la protection radiologique, correspond à 1 000 micro-micro-curies par gramme de calcium (= 1 000 unités standard). Mais c'est là le niveau maximal admissible pour des adultes se livrant à des tâches spéciales ; il ne convient pas à la population tout entière ni aux enfants, plus sensibles aux radiations 12. »

Peu de temps après, la DMT pour le Strontium 90, en ce qui concerne l'ensemble de la population, était réduite de 90 %, puis d'un autre tiers, et ramenée ainsi à 67 unités standard. Pendant ce temps, la DMT pour les travailleurs employés dans les usines nucléaires était portée à 2 000 unités standard

Nous devons cependant veiller à ne pas nous égarer dans le labyrinthe des polémiques qui se sont engagées dans ce domaine. Le fait est que P« utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques » est déjà la cause de très sérieux risques, qui touchent non seulement les personnes en vie aujourd'hui, mais toutes les générations futures, bien que, jusqu'à présent, l'énergie nucléaire ne soit utilisée qu'à une échelle statistiquement insignifiante. Son essor véritable est encore du domaine du futur, à une échelle difficilement imaginable pour beaucoup. Si cela doit se réaliser, il y aura une circulation constante de substances radioactives, des usines d'enrichissement d'uranium aux centrales nucléaires, et retour ; des centrales aux usines de retraitement des déchets ; et de là aux emplacements de dépôt. Un accident sérieux, durant le transport ou la production, peut entraîner une terrible catastrophe ; et les niveaux de radiation de par le monde vont augmenter irrésistiblement, de génération en génération. A moins que tous les généticiens d'aujourd'hui ne soient dans l'erreur, il se produira un accroissement tout aussi implacable, bien que sans doute retardé de quelque manière, du nombre de mutations nocives. K.Z. Morgan, du Laboratoire d'Oak Ridge, souligne le fait que le dommage peut être très léger : une détérioration de toutes sortes de qualités organiques, telles que la mobilité, la fécondité et l'efficacité des organes des sens. « Si une dose réduite est susceptible de produire quelque effet nocif, à n'importe quel stade du cycle de vie d'un organisme, alors, une radiation chronique de cette force peut être plus préjudiciable qu'une seule dose massive. (...) En fin de compte, une accentuation et des changement des taux de mutation peuvent se produire, même quand il

n'y a pas de conséquence immédiatement observable sur la survie des individus irradiés ¹⁴

D'éminents généticiens ont averti qu'il fallait faire tout ce qui est possible pour éviter tout accroissement des taux de mutation ¹⁵. D'éminents spécialistes du monde de la médecine ont insisté sur le fait que l'avenir de l'énergie nucléaire doit être essentiellement lié aux recherches en radio-biologie, qui sont jusqu'ici encore tout à fait incomplètes ¹⁸. D'éminents physiciens ont suggéré que « des moyens bien moins héroïques que la construction (...) de réacteurs nucléaires » soient envisagés pour résoudre le problème des ressources énergétiques futures, problème qui n'est nullement critique actuellement ¹⁷. Enfin, des personnes éminemment attentives aux problèmes de stratégie politique nous ont, dans le même temps, avertis qu'il n'y a réellement aucun espoir d'empêcher la prolifération de la bombe atomique, en cas d'expansion de la production de plutonium, expansion qu'a « spectaculairement lancée le Président Eisenhower dans ses propositions pour une utilisation pacifique de l'atome du 8 décembre 1953 ¹⁸ ».

Pourtant, toutes ces opinions de poids ne jouent pas grand rôle lorsqu'il s'agit de déterminer si nous devons nous acheminer immédiatement vers une extension du programme nucléaire ou nous en tenir pour un temps encore, aux combustibles traditionnels; car, quel que soit le pour ou le contre, eux ne nous font pas courir des risques absolument nouveaux et, de l'aveu général, incalculables. Tous ces risques sont passés sous silence. Des décisions qui peuvent avoir des répercussions vitales sur l'avenir même de la race humaine sont prises exclusivement en fonction d'avantages immédiats.

Après tout, qu'est-ce que l'air vicié par la fumée en comparaison de la pollution de l'air, de l'eau et du sol par une radiation ionisante ? Non que je souhaite en aucune manière minimiser les méfaits de la pollution traditionnelle de l'air et de l'eau ; mais nous devons reconnaître les « différences de dimension » quand il s'en présente. La pollution radioactive est un fléau d'une « dimension » incomparable à tout ce que l'humanité a pu connaître auparavant. On pourrait même aller jusqu'à se demander à quoi bon tenir à la pureté de l'air, si cet air doit être surchargé de particules radioactives. Et en admettant même que l'air puisse être protégé, à quoi bon cela, si le sol et l'eau doivent être peu à peu empoisonnés ?

Même un économiste pourrait bien se demander à quoi bon le progrès économique, un niveau de vie prétendument plus élevé, quand la terre, la seule que nous ayons, est contaminée par des substances qui risquent de provoquer des malformations chez nos enfants ou nos petits-enfants. N'avons-nous rien retenu de la tragédie de la thalidomide ? Pouvons-nous, sur des sujets d'un caractère aussi fondamental, nous en remettre à des assurances sereines ou des avertissements officiels, disant qu' « en l'absence de preuve de la moindre nocivité (de telle ou telle innovation), ce serait le comble de l'irresponsabilité que de sonner l'alarme au sein du public ¹⁹ » ? Pouvons-nous traiter de ces sujets sur la simple base d'un calcul de rentabilité à court terme ?

« On pourrait penser, a écrit Léonard Beaton, que ceux qui redoutent l'extension des

armes nucléaires auraient consacré tous leurs moyens à retarder aussi longtemps que possible de tels développements. On aurait pu s'attendre à ce que les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, aient dépensé d'importantes sommes d'argent pour essayer de prouver que les combustibles traditionnels, par exemple, avaient été sous-estimés en tant que source d'énergie. (...) En fait (...) les efforts fournis sont à classer au nombre des plus inexplicables caprices politiques de l'histoire. Seul un psychologue social pourrait espérer expliquer pourquoi les détenteurs des armes les plus terrifiantes de l'histoire ont cherché à développer l'industrie nécessaire à leur fabrication. (...) Heureusement, (...) les centrales nucléaires sont encore assez rares 21. »

En fait, A.W. Weinberg, éminent physicien nucléaire américain, nous a livré une sorte d'explication. « Il y a, dit-il, chez les hommes de bonne volonté, un penchant compréhensible à vanter les aspects positifs de l'énergie nucléaire, simplement parce que les aspects négatifs sont si angoissants. » Mais il prend aussi le soin d'ajouter qu'« il y a des raisons personnelles très contraignantes pour lesquelles les savants atomistes semblent optimistes quand ils traitent de leur influence sur les affaires mondiales. Chacun de nous doit justifier à ses propres yeux le fait qu'il s'occupe des instruments de la destruction nucléaire (et même nous, qui travaillons dans le domaine des réacteurs, ne sommes qu'un peu moins en proie au sentiment de culpabilité que ne le sont nos collègues qui travaillent dans le domaine de l'armement) -1. »

Notre instinct d'autoconservation, pourrait-on penser, devrait nous immuniser contre les attraits de cet optimisme scientifique hanté par la culpabilité, ou contre les promesses fictives d'avantages pécuniaires. « Il n'est pas trop tard, à ce stade, pour que nous reconsidérons de vieilles décisions et en prenions de nouvelles », a dit un commentateur américain contemporain. « Pour l'heure, tout au moins, le choix est encore possible » Une fois que beaucoup d'autres centres de radioactivité auront été créés, il n'y aura plus de choix, que nous puissions ou non faire face aux risques.

Il est clair que certains progrès scientifiques et technologiques des trente dernières années ont fait naître, et continuent à entraîner, des risques tout à fait inacceptables. Lors de la Fourth National Cancer Conference [Quatrième conférence nationale sur le cancer], qui s'est tenue en Amérique, en septembre 1960, Lester Breslow, du California State Department of Public Health [Département de la santé publique de l'Etat de Californie], rapporta que des dizaines de milliers de truites, dans les aleviniers de l'Ouest, avaient brusquement attrapé des cancers du foie. Il continua en ces termes :

« On introduit des changements technologiques qui affectent l'environnement de l'homme à un tel rythme et sous un contrôle si réduit, que c'est un prodige que l'homme ait pu, jusqu'ici, échapper à cette épidémie de cancer que l'on observe cette année chez les truites »

Mentionner de tels faits revient, sans aucun doute, à prêter le flanc à la critique vous accusant d'être hostile à la science, à la technologie et au progrès. Laissez-moi donc, en

conclusion, ajouter quelques mots sur la recherche scientifique de l'avenir. L'homme ne peut pas se passer de science et de technologie, pas plus qu'il ne peut vivre en ennemi de la nature. Ce qui mérite cependant la plus grande considération, c'est la direction de la recherche scientifique. Nous ne pouvons pas laisser cela aux seuls scientifiques. Comme le disait Einstein lui-même 2J, « presque tous les scientifiques sont, économiquement parlant, complètement dépendants », et « le nombre de scientifiques doués d'un sens des responsabilités sociales est si faible » qu'ils sont incapables de définir la direction de la recherche. La dernière affirmation s'appliquant, sans aucun doute, à tous les spécialistes, la tâche incombe donc aux profanes intelligents, à ceux qui, préoccupés par la conservation de l'environnement, se retrouvent au sein de la National Society for Clean Air [Société nationale pour la pureté de l'air] et d'autres sociétés semblables. C'est à eux d'agir sur l'opinion publique de sorte que les politiciens, qui en sont tributaires, soient contraints de se libérer de leur asservissement à l'Economie et de se pencher sur les sujets qui importent vraiment. L'important, avons-nous dit, est la direction de la recherche. Il importe que celle-ci soit orientée vers la non-violence plutôt que vers la violence ; vers une coopération harmonieuse avec la nature ; vers les solutions silencieuses, faibles consommatrices d'énergie, élégantes et économiques, généralement adoptées dans la nature, plutôt que vers les solutions bruyantes, grandes consommatrices d'énergie, brutales, ruineuses et maladroites, proposées par nos sciences contemporaines.

La poursuite du progrès scientifique dans le sens d'une violence toujours plus grande, culminant dans la fission nucléaire et s'acheminant vers la fusion nucléaire, est une perspective terrifiante, annonçant la fin de l'homme. Pourtant, il n'est pas écrit dans les étoiles que telle doit être la direction. Il existe aussi une possibilité qui stimule et embellit la vie, l'exploration systématique et l'adoption de toutes les façons relativement non-violentes, harmonieuses, organiques de coopérer avec cet énorme, ce merveilleux, cet incompréhensible système de la nature donnée par Dieu, système dont nous faisons partie et que nous n'avons certainement pas créé nous-mêmes.

Cet exposé, extrait d'une conférence prononcée devant la National Society for Clean Air en octobre 1967, reçut des applaudissements prudents de la part d'un auditoire hautement respon-

sable. Mais il fut par la suite féroce ment attaqué par les autorités comme représentant « le comble de l'irresponsabilité ». C'est à Richard Marsh, alors ministre de l'Énergie de Sa Majesté la reine, que revient, à ma connaissance, la palme des déclarations impayables. Ressentant la nécessité de « blâmer » l'auteur, il dit de la conférence quelle était l'une des contributions les plus extraordinaires et les moins profitables apportées au débat actuel sur les coûts respectifs du nucléaire et du charbon. (Daily Telegraph, 21 octobre 1967.)

Les temps changent, cependant. Dans un rapport sur le contrôle de la pollution, présenté en février 1972 au secrétaire d'Etat à l'Environnement par une équipe officiellement désignée, et publié par Her Majesty's Stationery Office [le Service des fournitures et des publications de l'Administration de Sa Majesté] sous le titre Pollution :

Nuisance or Nemesis ?, on trouve les considérations suivantes :

« Le principal souci concerne l'avenir et le contexte international. La prospérité économique du monde semble liée à l'énergie nucléaire. Aujourd'hui, l'énergie nucléaire ne fournit que 1 % de toute l'électricité produite dans le monde. Vers l'an 2000, si les plans actuels se réalisent, cette part aura bien dépassé les 50 %, et l'équivalent de deux nouveaux réacteurs de 500 mégawatts — chacun de la taille de celui de Trawsfynydd, dans la région du Snowdon — seront mis en service chaque jour »

Sur les déchets radioactifs des réacteurs nucléaires, on y lit :

« La plus grande préoccupation pour l'avenir est le stockage des déchets radioactifs ayant une longue durée de vie. (...) A la différence d'autres matières polluantes, les matières radioactives ne peuvent pas être détruites. (...) Il n'y a donc aucune autre solution qu'un stockage permanent. (...)

« Au Royaume-Uni, le Strontium 90 est actuellement stocké, sous forme liquide, dans d'énormes réservoirs d'acier inoxydable, à Windscale, dans le Cumberland. On doit continuellement arroser d'eau ces réservoirs pour les refroidir car, faute de cela, la chaleur dégagée par la radiation élèverait la température au-dessus du point d'ébullition. Nous devrions continuer à les refroidir pendant de nombreuses années, même si nous ne construisons plus de réacteurs nucléaires. Mais, avec l'augmentation considérable de Strontium 90 escomptée à l'avenir, le problème risque de se révéler bien plus difficile. En outre, le passage attendu à des réacteurs surrégénérateurs aggravera encore la situation, car ceux-ci produisent de grandes quantités de substances radioactives de très longue période.

« En réalité, nous voilà en train d'accumuler, consciencieusement et délibérément, une substance toxique, avec le vague espoir que l'on pourra peut-être s'en débarrasser plus tard. Nous sommes en train de placer les générations futures devant un problème que nous ne savons pas nous-mêmes par quel bout prendre. »

Le rapport s'achève sur un avertissement d'une grande clarté :

« Le danger évident est que l'homme ait mis tous ses œufs dans le panier nucléaire avant de découvrir qu'il n'y a aucune solution possible. De puissantes pressions politiques s'exerceraient alors pour que l'on passe outre les risques de radiation et que l'on continue à utiliser les réacteurs précédemment construits. Freiner le programme nucléaire jusqu'à ce que nous ayons résolu le problème de l'élimination des déchets ne serait qu'une prudence. (...) Beaucoup de personnes responsables vont même plus loin. Selon elles, on ne devrait plus construire de réacteurs nucléaires avant de savoir comment maîtriser leurs déchets. »

Comment satisfaire alors la demande toujours croissante d'énergie ?

« Puisque la demande prévue d'électricité ne peut pas être satisfaite sans énergie nucléaire, ces personnes considèrent que l'humanité doit promouvoir des sociétés qui

soient moins avides d'électricité et d'autres formes d'énergie. En outre, ce changement de direction leur paraît d'une nécessité impérieuse et immédiate. »

Aucun degré de prospérité ne saurait justifier que l'on accumule de grandes quantités de substances hautement toxiques, que personne ne sait rendre inoffensives, et qui font planer un danger inestimable sur la création tout entière, pour des temps historiques ou même géologiques. Agir ainsi, c'est transgresser la vie elle-même, transgression infiniment plus sérieuse' que n'importe quel crime jamais perpétré par l'homme. L'idée qu'une civilisation puisse se maintenir sur la base d'une telle transgression, est une monstruosité morale, spirituelle et métaphysique. Cela revient à conduire les affaires économiques de l'humanité comme si les hommes n'avaient aucune importance.

10 Une technologie à visage humain

Le monde moderne a été façonné par sa métaphysique, qui a marqué de son empreinte son éducation qui, à son tour, a produit sa science et sa technologie. Aussi, sans remonter jusqu'à la métaphysique et l'éducation, pouvons-nous dire que le monde moderne a été façonné par la technologie. Il va dégringolant de crise en crise. De tous côtés, on enregistre des prophéties de désastre et, certes, des signes visibles d'effondrement.

Si ce qui a été façonné par la technologie, et qui continue à l'être de cette manière, semble mal en point, il pourrait être sage d'examiner la technologie elle-même. Si cette technologie donne l'impression de devenir de plus en plus inhumaine, nous ferions peut-être bien d'examiner s'il est possible d'obtenir quelque chose de mieux : une technologie à visage humain.

Curieusement, la technologie, tout en étant certes le produit de l'homme, tend à se développer suivant ses propres lois et principes, très différents de ceux de la nature humaine ou de la nature vivante en général. La nature, pour ainsi dire, sait toujours où et quand s'arrêter. Encore plus grand que le mystère de la croissance naturelle se révèle être celui de l'interruption naturelle de la croissance. Toutes les choses naturelles connaissent une mesure dans leur taille, leur vitesse ou leur violence. De ce fait, le système de la nature, dont l'homme fait partie, tend à s'auto-équilibrer, s'autoréguler et s'autopurifier. Il n'en va pas de même pour la technologie, ou peut-être devrais-je dire pour l'homme dominé par la technologie et la spécialisation. La technologie ne reconnaît aucun principe d'autolimitation — par exemple, quant à la taille, la vitesse ou la violence. Elle ne possède donc pas les vertus de s'auto-équilibrer, s'autoréguler et s'autopurifier. Dans le système subtil de la nature, la technologie, et surtout la super-technologie du monde moderne, intervient comme un corps étranger. On observe maintenant de nombreux signes de rejet.

Tout soudain, quoique ce ne soit pas entièrement surprenant, le monde moderne, façonné par la technologie moderne, se trouve plongé dans trois crises simultanées. En premier lieu, la nature humaine se révolte contre les formes inhumaines de la technologie, de l'organisation et de la politique, qu'elle ressent comme asphyxiantes et débilitantes. Deuxièmement, l'environnement vivant, pilier de la vie humaine, est malade : il gémit et donne des signes d'effondrement partiel. Enfin, troisièmement, quiconque est pleinement informé du problème voit clairement que les brèches ouvertes dans les ressources non renouvelables du monde, particulièrement dans celles en combustibles fossiles, sont telles que se profilent, dans un avenir tout à fait prévisible, de sérieuses restrictions : on court pratiquement à l'épuisement.

Chacune de ces trois crises ou maladies peut se révéler mortelle. J'ignore laquelle des trois risque le plus d'être à l'origine directe de la chute. Ce qui est parfaitement clair, c'est qu'un style de vie qui repose sur le matérialisme, c'est-à-dire sur un expansionnisme permanent, sans limite, dans le cadre d'un environnement limité, ne peut pas durer longtemps. Son espérance de vie est d'autant plus courte qu'il poursuit avec plus de succès ses visées expansionnistes.

Si nous demandons où nous ont menés les développements désordonnés de l'industrie mondiale pendant le dernier quart de siècle, la réponse est quelque peu décourageante. Partout, les problèmes semblent progresser plus vite que les solutions, ce qui semble valoir pour les pays riches aussi bien que pour les pays pauvres. Rien, dans le déroulement des vingt-cinq dernières années, ne permet de croire que la technologie moderne, telle que nous la connaissons, puisse réellement nous aider à soulager le monde de sa pauvreté, sans parler du problème du chômage qui s'élève déjà jusqu'à des trente pour cent dans bien des pays dits en voie de développement, et qui menace maintenant de se faire endémique dans bien des pays riches également. De toute façon, les réussites apparentes, bien qu'illusoire, des vingt-cinq dernières années, ne peuvent pas se répéter. La crise à trois volets dont j'ai parlé y veillera. Aussi ferions-nous mieux de faire face à la question de la technologie. Que nous apporte celle-ci ? Que devrait-elle nous apporter ? Pouvons-nous promouvoir une technologie qui nous aide vraiment à régler nos problèmes : une technologie à visage humain ?

La tâche première de la technologie est apparemment d'alléger le poids du travail auquel l'homme est astreint, pour se maintenir en vie et développer son potentiel. Il est assez simple de voir que la technologie atteint ce but en regardant fonctionner une machine quelconque : un ordinateur, par exemple, met quelques secondes à faire ce qui demanderait à des employés, ou même à des mathématiciens, beaucoup de temps, à supposer qu'ils puissent seulement le faire. Il est plus difficile de se convaincre de la vérité de cette simple affirmation en observant les sociétés dans leur ensemble. Quand je me suis mis, pour la première fois, à parcourir le monde, visitant pays riches et pays pauvres sans distinction, je fus tenté de formuler comme suit la première loi de l'économie : « La somme de vrais loisirs dont jouit une société tend à être inversement proportionnelle à la quantité de machines destinées à économiser le travail manuel mises en service. » Ce pourrait être une bonne chose que les professeurs d'économie soumettent cet énoncé à la réflexion de leurs étudiants, les jours d'examen. Quoi qu'il en soit, il existe à vrai dire des témoignages irréfutables de ce que j'avance. Si vous quittez l'Angleterre, pays où l'on prend les choses tranquillement, pour, disons, l'Allemagne ou les Etats-Unis, vous constatez que les gens sont, là-bas, soumis à une tension beaucoup plus forte. Mais si vous partez pour un pays tel que la Birmanie, qui se trouve presque au bas bout de la table commune du progrès industriel, vous constatez que les gens disposent d'énormément de loisirs pour se divertir réellement. Certes, comme ils bénéficient de l'aide de beaucoup moins de machines destinées à économiser leur travail, ils « accomplissent » beaucoup

moins de choses que nous. Mais c'est là une autre question. Il reste que le poids de l'existence pèse beaucoup moins sur leurs épaules que sur les nôtres.

La question de savoir ce que la technologie nous apporte véritablement vaut donc bien quelque investigation. De toute évidence, elle réduit sérieusement certains types de travaux alors qu'elle en multiplie d'autres. Le type de travail que la technologie moderne s'entend le plus à réduire, voire à éliminer, est le travail manuel, productif, qui demande de l'adresse et maintient en contact avec les vrais matériaux de toutes sortes. Dans une société industrielle avancée, un tel travail se fait excessivement rare ; en vivre de façon décente est devenu virtuellement impossible. Une grande partie de la névrose moderne découle peut-être de cela même ; car l'être humain, défini par saint Thomas d'Aquin comme un être doué d'un cerveau et de mains, n'apprécie rien davantage que de s'adonner à un travail créateur, utile, productif, qui exige à la fois la contribution de ses mains et celle de son cerveau. Aujourd'hui, il faut être riche pour pouvoir jouir de cette simple chose, de ce très grand luxe. Il faut pouvoir s'offrir de l'espace et de bons outils. Il faut avoir assez de chance pour tomber sur un bon professeur, et pouvoir disposer de beaucoup de loisirs pour apprendre et mettre en pratique ses connaissances. Il faut réellement être assez riche pour ne pas avoir besoin de travailler, car le nombre d'emplois susceptibles de convenir à tous ces points de vue est en fait des plus faibles.

On peut illustrer de la façon suivante l'ampleur de l'emprise de la technologie moderne sur le travail manuel de l'homme. Nous pouvons demander quelle part du « temps social global » — c'est-à-dire de la somme de temps que nous avons tous en commun, vingt-quatre heures par jour chacun — entre vraiment dans le cycle d'une production véritable. Un peu moins de la moitié de la population totale de ce pays [la Grande-Bretagne] a, pour employer l'expression consacrée, une occupation lucrative. Environ un tiers de ces travailleurs sont de vrais producteurs dans l'agriculture, les mines, la construction et l'industrie. J'entends bien de vrais producteurs, et non des gens qui disent à d'autres ce qu'il faut faire, ou qui justifient le passé, ou planifient l'avenir, ou distribuent ce que d'autres ont produit. Autrement dit, un peu moins du sixième de la population totale se trouve engagé dans la production véritable. En moyenne, toute personne de ce groupe en fait vivre cinq autres en plus d'elle-même, deux d'entre elles ayant une occupation lucrative qui ne relève pas de la production véritable et trois n'ayant pas d'occupation lucrative. Une personne employée à plein temps, déduction faite des vacances, des congés maladie et d'autres sortes d'absence, passe environ un cinquième de la totalité de son temps à son travail. Il s'ensuit que la proportion de « temps social global » consacré à la production véritable — au sens étroit auquel j'utilise le terme — représente grosso modo le cinquième du tiers de la moitié, c'est-à-dire 3,5 %. Les 96,5 % restants du « temps social global » sont consacrés à d'autres occupations, y compris dormir, manger, regarder la télévision, se livrer à des activités qui ne sont pas directement productives, ou simplement tuer le temps d'une façon plus ou moins digne de l'homme.

Bien qu'il ne faille pas prendre trop à la lettre cette petite démonstration arithmétique,

elle sert parfaitement à montrer ce que la technologie nous a permis de faire, à savoir : réduire la somme de temps véritablement passé à produire, au sens le plus élémentaire du terme, à un si faible pourcentage du temps social global qu'il s'estompe peu à peu, et n'a plus aucun poids, sans parler de prestige. Quand on considère la société industrielle sous cet angle, on ne saurait être surpris de constater que le prestige va à ceux qui aident à meubler les 96,5 % restants du temps social global, principalement les « amuseurs », mais aussi les tenants de la loi de Parkinson. En fait, on pourrait soumettre la proposition suivante aux étudiants en sociologie : « Le prestige attribué aux gens, dans la société industrielle moderne, varie en proportion inverse de l'étroitesse de leurs liens avec la production véritable. »

Il y a à cela une autre raison. Réduire à 3,5 % du temps social global le temps productif a eu pour effet, inévitablement, d'abolir tout plaisir et toute satisfaction que l'homme éprouve normalement dans le cadre de son travail. Presque toute production véritable s'est muée en une corvée inhumaine qui, loin d'enrichir l'homme, le dépouille. « La matière inerte sort ennoblie de l'atelier, a-t-on dit, tandis que les hommes s'y corrompent et s'y dégradent. »

La technologie moderne a donc privé l'homme du type de travail qu'il apprécie le plus, un travail créateur, utile, qui fait appel à la fois aux mains et au cerveau, pour lui confier beaucoup de tâches fragmentaires, qu'il n'apprécie pas du tout, pour la plupart. Elle a multiplié le nombre des personnes extrêmement occupées à toutes sortes d'activités qui, si elles sont tant soit peu productives, ne le sont que de façon indirecte ou « détournée », et dont beaucoup ne seraient nullement nécessaires si nous avions affaire à une technologie un peu moins moderne. Karl Marx semble avoir en grande partie prévu une telle situation quand il écrit : « Ils veulent que la production soit limitée aux choses utiles, mais ils oublient que la production de trop de choses utiles a pour résultat trop de personnes inutiles. » Ce à quoi nous pouvons ajouter : surtout quand les processus de production sont ennuyeux et peu gratifiants. Tout cela corrobore nos soupçons sur le fait que la technologie moderne, vu la façon dont elle s'est développée, se développe, et promet encore de se développer, ne peut qu'offrir un visage de plus en plus inhumain. Nous ferions bien de faire le point et de reconsidérer nos objectifs.

Si nous dressons l'inventaire, nous pouvons dire que nous possédons une grande accumulation de savoir nouveau, de splendides techniques scientifiques pour l'améliorer encore, et une immense expérience dans le champ de ses applications. Tout cela est, d'une certaine manière, la vérité. Pour véridique qu'il soit, ce savoir ne nous impose pas pour autant une technologie du gigantisme, la vitesse supersonique, la violence et la destruction du plaisir que l'homme prend à travailler. L'usage que nous en avons fait n'est que l'un de ses usages possibles. Il apparaît maintenant de plus en plus clairement qu'il s'agit souvent d'un usage imprudent et destructeur.

Comme je l'ai démontré, le temps directement productif, dans notre société, a déjà été

réduit à environ 3,5 % du temps social global, et tout le développement technologique moderne tend à le réduire encore davantage, jusqu'à zéro, de façon asymptotique. Imaginons que nous nous fixions un objectif dans la direction opposée : multiplier le temps productif par six, le porter à environ 20 %, de sorte que 20 % du temps social global soient employés à produire véritablement, avec le concours de mains, de cerveaux et, bien entendu, d'excellents outils. Idée incroyable ! Même les enfants pourraient se rendre utiles, et les personnes âgées aussi. A un taux de productivité six fois moindre qu'aujourd'hui, nous pourrions produire autant que maintenant. Nous aurions six fois plus de temps pour n'importe quel travail que nous choisirions d'entreprendre : assez pour faire quelque

chose de vraiment bien, pour y prendre plaisir, pour produire des objets de qualité, même pour rendre la beauté aux choses. Qu'on songe à la valeur thérapeutique du vrai travail, qu'on songe à sa valeur éducative. Personne ne voudrait alors élever l'âge de la scolarité obligatoire ou abaisser l'âge de la retraite, de façon à tenir les gens à l'écart du marché du travail. Chacun serait le bienvenu pour prêter main forte. Chacun pourrait accéder à ce qui est maintenant le privilège le plus rare, c'est-à-dire la possibilité de faire un travail utile et créateur, de le faire de ses propres mains et avec son propre cerveau, à son heure, à son rythme — et avec d'excellents outils. Cela entraînerait-il une énorme extension des heures de travail ? Certes non, les gens qui travaillent de la sorte ne sachant pas la différence entre travail et loisir. A moins qu'ils ne dorment, ne mangent ou, de temps à autre, ne choisissent de ne rien faire du tout, ils sont toujours occupés de façon agréable et productive. Beaucoup de travaux au rendement disparaîtraient purement et simplement. Je laisse au lecteur le soin d'imaginer de quels travaux il s'agit. On aurait peu besoin de distractions insipides ou autres drogues. Quant à la maladie, elle se ferait sans conteste beaucoup moins fréquente.

Certes, voilà, pourrait-on dire, une vision romantique, utopique des choses. C'est assez vrai. Ce que nous connaissons aujourd'hui, dans la société industrielle moderne, n'a rien de romantique, encore moins d'utopique. Mais la situation est des plus graves et ne laisse pas bien augurer des chances de survie. Il nous faut un fameux courage pour rêver, si nous voulons survivre et donner à nos enfants une chance de survie. La crise à trois volets dont j'ai parlé ne s'éloignera pas si nous nous contentons de continuer comme par le passé. La situation va empirer et tourner au désastre, à moins que nous ne nous décidions à adopter un nouveau style de vie, compatible avec les réels besoins de la nature humaine, avec la santé de la nature vivante qui nous entoure, comme avec les ressources que nous donne le monde.

C'est en vérité beaucoup demander, non qu'il soit impossible de concevoir un nouveau style de vie qui réponde à ces données et à ces conditions critiques, mais parce que l'actuelle société de consommation est comme un drogué qui, quelque malheureux qu'il se sente, trouve extrêmement difficile de lâcher prise. Les enfants terribles du monde sont — de ce point de vue et malgré beaucoup d'autres considérations possibles — les sociétés

riches et non les pauvres.

C'est presque une bénédiction de la providence que nous, pays riches, ayons eu au moins le cœur de prendre en considération le tiers monde et d'essayer de soulager sa misère. Malgré la complexité des mobiles et la persistance des habitudes d'exploitation, cette évolution assez récente de la position des riches est, à mon sens, tout à leur honneur ; sans compter qu'elle pourrait nous sauver, car les pauvres, à cause de leur pauvreté même, ne peuvent en aucun cas adopter avec succès notre technologie. Certes, ils s'y emploient souvent. Ils doivent alors supporter les conséquences les plus néfastes sur divers plans : chômage considérable, migration massive vers les villes, décadence des campagnes, et tensions sociales intolérables. Ce dont ils ont besoin, c'est précisément ce dont je suis en train de parler, et dont nous avons nous aussi besoin : une technologie d'un genre différent, une technologie à visage humain qui, au lieu de rendre superflus les mains et le cerveau de l'homme, les aide à devenir bien plus féconds qu'ils ne l'ont jamais été auparavant.

Selon Gandhi, tous les pauvres du monde ne peuvent trouver de secours dans la production de masse, mais seulement dans la production par les masses. Le système de production de masse — qui repose sur une technologie sophistiquée, très gourmande en capital, tributaire d'une forte consommation d'énergie, et qui fait l'économie du travail manuel de l'homme — présuppose que l'on soit déjà riche, car on a besoin d'un fort investissement en capital rien que pour établir, un seul poste de travail. Le système de production par les masses mobilise, lui, les ressources inappréciables propres à tous les êtres humains : leur esprit éclairé et leurs mains expertes, et leur donne en renfort des outils de première classe. La technologie de la production de masse porte en elle la violence. Elle fait des ravages sur le plan écologique. Elle va à rencontre du but recherché quant aux ressources non renouvelables et annihile la personne humaine. La technologie de la production par les masses, qui fait appel au meilleur de la connaissance et de l'expérience modernes, favorise la décentralisation, est compatible avec les lois de l'écologie, et fait un emploi modéré des ressources rares. Enfin, elle se propose de servir la personne humaine au lieu d'en faire l'esclave des machines. Je l'ai appelée technologie intermédiaire (ou de niveau moyen), pour indiquer qu'elle est de beaucoup supérieure à la technologie primitive des siècles passés tout en étant, dans le même temps, beaucoup plus simple, plus économique et plus indépendante que la super-technologie des riches. On peut aussi l'appeler technologie de l'aidez-vous vous-mêmes, ou technologie démocratique, ou encore technologie du peuple : une technologie à laquelle tout le monde peut accéder et qui n'est pas réservée à ceux qui sont déjà riches et puissants. On en discutera plus à fond dans les chapitres suivants.

Bien que nous possédions tout le savoir requis, il est encore besoin d'un effort systématique de promotion pour donner une existence réelle à cette technologie et la rendre acceptable et valable pour tous. Je sais par expérience qu'il est plutôt plus difficile de reconquérir la spontanéité et la simplicité que d'aller dans le sens d'une sophistication

et d'une complexité toujours plus grandes. N'importe quel ingénieur ou chercheur de troisième catégorie peut accroître la complexité. Mais le retour à la simplicité demande un certain don de pénétration véritable. Or, celle-ci n'est pas chose aisée pour ceux qui se sont laissé couper du travail vrai, productif, et du système d'auto-équilibre de la nature, qui toujours reconnaît une mesure et des limites. Toute activité qui ne respecte pas ce principe d'auto-limitation est diabolique. En coopérant avec les pays en voie de développement, nous sommes au moins forcés de reconnaître les limitations de la pauvreté. Cette entreprise risque donc d'être une école salutaire pour nous tous car, en essayant sincèrement d'aider les autres, nous pouvons aussi acquérir le savoir et l'expérience voulus pour nous aider nous-mêmes.

Nous pouvons déjà prévoir, à mon avis, le conflit d'attitudes qui décidera de notre avenir. D'un côté, je vois ceux qui pensent pouvoir faire face à notre crise à trois volets avec les méthodes actuelles, sinon de plus poussées. Je les appelle les partisans de la fuite en avant. De l'autre côté, se trouvent ceux qui, en quête d'un nouveau style de vie, cherchent à revenir à certaines vérités élémentaires relatives à l'homme et à son univers. Je les appelle les nostalgiques du passé. Admettons que les partisans de la fuite en avant, tels le diable, chantent tous les meilleurs refrains, ou du moins les refrains les plus populaires et les plus familiers. On ne peut pas rester au point mort, disent-ils. Rester au point mort signifie redescendre la pente. Il faut aller de l'avant. Il n'y a rien de mal dans la technologie moderne, sinon qu'elle est jusqu'à présent incomplète. Complétons-la. On peut citer Sizzo Mansholt, l'un des porte-parole les plus éminents de la Communauté économique européenne, comme un représentant typique de cette école. « Davantage, plus loin, plus vite, plus riche, dit-il, tels sont les mots d'ordre de la société contemporaine. » Et, selon lui, nous devons aider les gens à s'adapter, « car il n'y a pas d'autre solution ». Telle est la voix authentique de la fuite en avant, qui s'exprime presque sur le même ton que le Grand Inquisiteur de Dostoïevski : « Pourquoi êtes-vous venu vous mettre en travers de notre chemin ? » Ils attirent l'attention sur l'explosion démographique et les possibilités d'une famine mondiale. Nous devons assurément aller de l'avant, sans faiblesse. Si les gens commencent à protester et à se révolter, il nous faudra plus de police, et une police mieux équipée. S'il se pose un problème d'environnement, il nous faudra des lois plus strictes contre la pollution, et une croissance économique plus rapide pour financer les mesures anti-pollution. Si les ressources naturelles posent problème, nous nous tournerons vers les produits synthétiques. Si les combustibles fossiles posent problème, nous passerons des réacteurs à neutrons lents aux surrégénérateurs et de la fission à la fusion. Les problèmes insolubles n'existent pas. Les slogans de la fuite en avant font, chaque jour, les gros titres des journaux, porteurs de ce message : « Un pas en avant par jour, la crise tourne court. » Que dire de l'autre point de vue ? Il rassemble des gens fermement convaincus que l'essor technologique a pris un mauvais tournant et qu'il faut le remettre sur la bonne voie. L'expression de « nostalgique du passé » a, bien sûr, une connotation religieuse. En effet, dire « non » aux modes et aux fascinations de l'époque et remettre en question les présupposés d'une civilisation qui semble destinée à

conquérir le monde entier, cela demande une belle dose de courage. On ne peut tirer la force nécessaire que de profondes convictions. Si l'on ne la tirait que de la simple appréhension de l'avenir, elle risquerait fort de s'évanouir au moment décisif. Le « nostalgique du passé » sincère ne dispose pas des meilleurs refrains. Mais il a pour lui le texte le plus exalté : celui des Evangiles, pas moins. Il ne connaît pas d'exposé plus concis de sa situation, de notre situation, que la parabole du fils prodigue. Chose étrange, le Sermon sur la Montagne nous donne des instructions assez précises sur la marche à suivre susceptible de mener à une Economie de Survie.

- Magnifiques les pauvres par esprit car le règne des cieux est à eux.
- Magnifiques les endeuillés car on les consolera.
- Magnifiques les doux car ils hériteront de la terre.
- Magnifiques les affamés et assoiffés de justice car on les rassasiera.
- Magnifiques les pacifiques car on les appellera fils de Dieu \

Il peut paraître osé d'associer ces Béatitudes à des questions de technologie et d'économie. Mais nos ennuis ne viennent-ils pas précisément de ce que nous avons négligé pendant si longtemps de faire ce rapprochement ? Il n'est pas difficile de discerner quel sens ont pour nous ces Béatitudes aujourd'hui.

- Nous sommes pauvres, non des demi-dieux.
- Nous avons bien des raisons de pleurer, et l'âge d'or n'est pas pour demain.
- Nous avons besoin d'une approche tout en douceur, d'un esprit non-violent, et de comprendre que seul ce qui reste à l'échelle humaine est bénéfique.
- Nous devons nous préoccuper de justice et faire prévaloir le droit.
- Tout cela, et seulement cela, nous permettra de devenir des pacifiques.

Les nostalgiques du passé se fondent sur une image de l'homme différente de celle qui motive les partisans de la fuite en avant. Il serait très superficiel de dire que les seconds croient en la « croissance » alors que les premiers n'y croient pas. En un sens, tout le monde croit en la croissance, et ce à juste titre, car la croissance est une caractéristique essentielle de la vie. Toute la question, cependant, est de donner à l'idée de croissance une détermination qualitative, car il y a toujours beaucoup de choses qui devraient croître, et beaucoup d'autres qui devraient tendre à disparaître.

Il serait, de la même manière, très superficiel de dire que les nostalgiques du passé ne croient pas au progrès, que l'on peut aussi considérer comme une caractéristique essentielle de toute forme de vie. Toute la question est de déterminer ce qui constitue le progrès. Or, les nostalgiques du passé croient que la direction adoptée et suivie par la technologie moderne — vers un gigantisme croissant, des vitesses toujours accélérées,

une violence toujours accrue, au mépris de toutes les lois de l'harmonie naturelle — est le contraire du progrès. Ainsi s'explique l'invite à faire le point et à trouver une nouvelle orientation. L'inventaire de la situation indique que nous sommes en train de détruire la base même de notre existence. Quant à la réorientation, elle exige que l'on se souvienne de ce qu'est la véritable finalité de la vie humaine.

D'une façon ou d'une autre, tout le monde devra prendre parti dans ce grand débat. « S'en remettre aux experts » revient à se ranger du côté des partisans de la fuite en avant. Il est largement admis que la politique est une affaire trop importante pour qu'on la laisse aux experts. Aujourd'hui, le principal objet de la politique est l'économie, et le principal objet de l'économie est la technologie. Si l'on ne peut laisser la politique aux experts, on ne peut guère davantage leur laisser l'économie et la technologie.

La raison d'espérer repose sur le fait que les gens de la rue sont souvent capables d'un point de vue plus large et plus humaniste que celui généralement adopté par les experts. La force des gens de la rue, qui ont aujourd'hui tendance à se sentir complètement impuissants, ne consiste pas à adopter de nouvelles lignes d'action, mais à apporter leur sympathie et leur soutien à des groupes minoritaires qui ont déjà commencé à bouger. Je donnerai deux exemples en rapport avec notre sujet. L'un concerne l'agriculture, qui est encore la plus grande activité naturelle de l'homme sur terre, et l'autre la technologie industrielle.

Le propre de l'agriculture moderne est d'administrer au sol, aux plantes et aux animaux, des quantités toujours plus fortes de produits chimiques, dont les effets à long terme sur la fertilité et la santé du sol soulèvent de très sérieux doutes. A ceux qui émettent de tels doutes, on oppose en général l'affirmation selon laquelle il faut choisir entre « le poison ou la famine ». Il y a, dans de nombreux pays, des agriculteurs qui réussissent fort bien et qui obtiennent d'excellentes récoltes sans avoir recours à de tels produits chimiques et sans compromettre la fertilité et la santé du sol à long terme. Au cours des vingt-cinq dernières années, une organisation privée, bénévole, la Soil Association [Association pour la défense du sol], s'est consacrée à l'étude des relations vitales existant entre le sol, les plantes, les animaux et l'homme. Elle a entrepris et encouragé les recherches y afférentes. Elle a essayé de tenir le public au courant de l'évolution dans ces domaines. Ni ces agriculteurs heureux ni la Soil Association n'ont réussi à s'attirer le soutien ou la reconnaissance officiels. On les a généralement éconduits en les taxant de « niais » et de « fumistes », car ils ne suivent assurément pas le courant du progrès technologique moderne. Leurs méthodes portent la marque de la non-violence et de l'humilité à l'égard du système infiniment subtil de l'harmonie naturelle. Cela va à rencontre du style de vie du monde moderne. Mais si nous prenons conscience, à présent, de ce que le style de vie moderne nous fait courir un danger mortel, nous pouvons nous décider à soutenir et même à rejoindre ces pionniers, au lieu de les ignorer ou de les tourner en ridicule.

Du côté de l'industrie, on trouve VIntermediate Technology Development Group

[Groupe pour le développement d'une technologie intermédiaire]. Celui-ci se consacre à l'étude systématique des différentes façons d'aider les gens à se tirer d'affaire par leurs propres moyens. Alors que sa tâche vise essentiellement à fournir une assistance technique au tiers monde, les résultats de ses recherches attirent de plus en plus l'attention de ceux-là également que préoccupe l'avenir des sociétés riches. Ils démontrent en effet qu'une technologie intermédiaire, une technologie à visage humain, est en fait possible ; qu'elle est viable ; et qu'elle réintègre l'être humain, avec ses mains expertes et son cerveau

créateur, dans le processus de production. Il est au service de la production par les masses, non de la production de masse. Comme la Soil Association, il s'agit d'une organisation privée, bénévole, tributaire du soutien public.

Je ne doute pas qu'il soit possible de donner une nouvelle orientation au développement technologique, une orientation qui le ramène aux réels besoins de l'homme, c'est-à-dire aussi : à la vraie mesure de l'homme. L'homme est petit ; donc, tout ce qui est petit est bel et bon. Tendre au gigantisme, c'est courir à l'autodestruction. Combien coûte une telle réorientation ? Nous devrions nous souvenir que calculer le coût de la survie est une perversion. Sans aucun doute, il faut payer le prix de tout ce qui en vaut la peine : donner une nouvelle direction à la technologie, de sorte qu'elle serve l'homme au lieu de le détruire, requiert essentiellement que l'on fasse un effort d'imagination et que l'on cesse de céder à la peur.

Le tiers monde

11 Développement

Un Livre blanc du gouvernement britannique sur le développement outre-mer énonçait en ces termes, il y a quelques années, les buts de l'aide à l'étranger :

« Faire ce qui est en notre pouvoir pour aider les pays en voie de développement à fournir à leur population les possibilités matérielles d'exploiter leurs talents, de vivre une vie heureuse et bien remplie, et d'améliorer régulièrement leur sort¹. »

Je doute que l'on puisse tenir un langage aussi optimiste aujourd'hui, mais la philosophie de base reste la même. Il y a peut-être un certain désenchantement : la tâche se révèle beaucoup plus difficile qu'on ne l'aurait pensé et les pays nouvellement indépendants découvrent à leur tour cette vérité. Deux phénomènes, en particulier, suscitent l'inquiétude à l'échelle mondiale : le chômage des masses et la migration massive vers les villes. Pour les deux tiers de l'humanité, le but — une « vie heureuse et bien remplie », accompagnée d'améliorations régulières de leur sort — semble sinon s'éloigner, du moins rester aussi lointain que jamais auparavant. Il vaudrait donc mieux revoir l'ensemble du problème.

Nombreux sont ceux qui se livrent à cette révision, et certains affirment que la difficulté trouve son origine dans la faiblesse de l'aide. Ils admettent l'existence de nombreuses tendances néfastes et ruineuses, mais suggèrent qu'une aide plus massive devrait permettre de les compenser largement. Si l'on ne dispose pas de moyens suffisants pour aider tout le monde, ils suggèrent de concentrer ceux-ci sur les pays qui, apparemment, offrent les chances de succès les plus prometteuses. Rien de surprenant à ce que cette proposition n'ait pas remporté tous les suffrages.

L'une de ces tendances, rencontrée dans presque tous les pays en voie de développement, est l'apparition d'un « dualisme économique », sous une forme toujours plus aiguë : deux modes de vie différents, séparés l'un de l'autre par un fossé aussi large qu'entre deux mondes différents. Il ne s'agit pas de la différence entre une minorité de riches et une majorité de pauvres, les uns et les autres étant liés par un même genre de vie. Il s'agit plutôt de deux façons de vivre parallèles, qui font que même le plus humble représentant de l'une des deux classes dispose d'un revenu quotidien bien des fois supérieur à celui que perçoit le travailleur le mieux rémunéré de l'autre classe. Les tensions sociales et politiques résultant de ce dualisme économique sont trop évidentes pour qu'il soit nécessaire d'en faire une description.

Le dualisme économique d'un pays en voie de développement typique fait que 15 %

de la population peuvent se trouver dans le secteur moderne, en grande partie regroupés dans une ou deux grandes villes. Quant aux 85 % restants, ils habitent dans les zones rurales et les petites villes. Pour des raisons que nous verrons plus loin, le plus gros de l'effort de développement va aux grandes villes, ce qui signifie que 85 % de la population sont en grande partie sacrifiés. Que va-t-il advenir de ces gens ? Se borner à affirmer que le secteur moderne des grandes villes se développera jusqu'à assimiler presque toute la population dans son ensemble — ce qui, bien sûr, s'est produit dans beaucoup de pays très développés — manque entièrement de réalisme. Même les pays les plus riches ne cessent de gémir sous le faix qu'impose forcément une si mauvaise répartition de la population.

Dans toutes les branches de la pensée moderne, le concept d'« évolution » joue un rôle capital sauf, en vérité, dans la théorie économique du développement, bien que « développement » et « évolution » semblent des mots presque synonymes. Quelle que puisse être la valeur de la théorie de l'évolution dans des cas spécifiques, elle est à coup sûr le reflet de notre expérience en matière de développement économique et technique. Imaginons une visite à un établissement industriel moderne, par exemple une grande raffinerie. Tout en parcourant son immensité et devant toute sa fantastique complexité, on pourrait à juste titre se demander comment l'esprit humain est parvenu à concevoir une telle installation. Quelle somme de savoir, d'ingéniosité et d'expérience se trouve ici incarnée dans l'équipement ! Comment est-ce possible ? Tout cela n'a pas jailli spontanément de quelque cerveau : c'est le résultat d'un processus d'évolution. Tout a commencé très simplement, puis on a ajouté ceci, modifié cela, de sorte que l'ensemble s'est fait de plus en plus complexe. Pourtant, ce que nous voyons à présent dans cette raffinerie n'est, pour ainsi dire, que la partie visible de l'iceberg.

Ce que notre visite ne peut nous révéler est bien plus important encore : ce sont l'ampleur et la complexité des aménagements qui permettent au pétrole brut de couler dans la raffinerie et font qu'une multitude de produits raffinés, proprement préparés, emballés et étiquetés, une fois expédiés, atteignent une foule de consommateurs grâce à un système de distribution des plus élaborés. Tout cela nous est dissimulé. Nous sommes également cachées les performances intellectuelles qui président à l'organisation, à la planification, au financement et au réseau de vente. Et la partie la plus cachée est certes la grande assise pédagogique — condition première de tout, elle va des écoles primaires aux universités et aux établissements de recherche spécialisés — sans laquelle rien de ce que nous voyons à présent n'existerait. Comme je l'ai déjà dit, le visiteur ne voit que la partie visible de l'iceberg : il en reste dix fois autant ailleurs, invisible, et sans cette masse cachée, la partie visible est dénuée de valeur. S'il n'y a pas apport dans cette proportion par le pays ou la société qui voit s'ériger la raffinerie, de deux choses l'une, soit celle-ci ne marche pas, soit elle constitue un corps étranger dépendant de quelque autre société pour l'essentiel de son existence. C'est ce qu'on oublie facilement, car la tendance moderne est de ne voir et de n'avoir conscience que du visible, au mépris de l'invisible qui, pourtant, rend le visible possible et lui permet de fonctionner.

Se pourrait-il que l'échec relatif de l'aide, ou du moins la déception que nous éprouvons devant son manque d'efficacité, tienne à notre philosophie matérialiste, qui nous prédispose à négliger les conditions premières du succès les plus importantes, conditions qui sont en général invisibles ? Et quand nous ne les négligeons pas totalement, nous avons tendance à les considérer comme des choses matérielles, lesquelles sont planifiables, programmables et monnayables, selon un plan de développement universel. Autrement dit, nous avons tendance à envisager le développement non en termes d'évolution, mais en termes de création.

Et nos scientifiques de nous répéter sans cesse avec une fière assurance que tout, autour de nous, est le fruit de petites mutations passées au crible d'une sélection naturelle. Même le Tout-Puissant ne passe pas pour avoir pu créer quoi que ce soit de complexe. Toute complexité, nous dit-on, est le résultat d'une évolution. Pourtant, nos planificateurs en matière de développement semblent penser qu'ils peuvent faire mieux que le Tout-Puissant, qu'ils peuvent créer les choses les plus complexes, d'un seul coup, par le procédé de planification qui ferait jaillir Athena, tout armée, resplendissante et parfaite, non du cerveau de Zeus, mais du néant.

Bien sûr, on peut, de temps à autre, mettre sur pied des réalisations extraordinaires et incroyables. On peut mener à bien un projet, ici ou là. Il est toujours possible de créer de petits îlots ultra-modernes dans une société pré-industrielle. Mais on devra alors défendre de tels îlots comme des forteresses et les ravitailler de loin, par hélicoptère, sinon ils seront submergés par la mer environnante. Quoi qu'il arrive, qu'ils prospèrent ou qu'ils vivent, ils créent ce « dualisme économique » dont j'ai déjà parlé. Ils ne s'intègrent pas dans la société environnante, et nuisent à sa cohésion.

On peut observer en passant que de pareilles tendances se rencontrent même dans certains des pays les plus riches. Elles s'y manifestent par un penchant à l'urbanisation excessive, un penchant pour la « mégalopole », laissant au milieu de l'opulence de larges poches de misère, où fourmillent les laissés pour compte de la société, les sans-emploi et les inemployables.

Jusqu'à ces derniers temps, les experts en développement faisaient rarement référence au dualisme économique et aux maux jumeaux qu'il engendre : chômage des masses et migration massive vers les villes. Quand ils s'y référaient, ils se contentaient de les déplorer et les considéraient comme transitoires. Depuis, il a été largement admis que le temps ne constitue pas à lui seul un

remède. Au contraire, le dualisme économique, à moins d'être volontairement neutralisé, engendre ce que j'ai appelé un « processus d'empoisonnement réciproque », par lequel l'heureux développement de l'industrie dans les villes détruit la structure économique de l'arrière-pays ; celui-ci prend sa revanche en déclenchant le phénomène de migration massive vers les villes, ce qui empoisonne celles-ci et les rend tout à fait ingouvernables. Des estimations, faites par l'Organisation mondiale de la santé et des

experts tels que Kingsley Davies, prédisent des villes de vingt, quarante et même soixante millions d'habitants. C'est là, pour des multitudes, une perspective d'appauvrissement qui défie l'imagination.

Y a-t-il une autre solution ? Que les pays en voie de développement ne puissent se passer d'un secteur moderne, surtout là où ils sont en contact direct avec les pays riches, ne fait guère de doute. Il faut par contre remettre en question l'hypothèse implicite qui veut que le secteur moderne puisse s'étendre jusqu'à assimiler la presque totalité de la population, et ce, assez rapidement. Depuis vingt ans, la philosophie dominante du développement enseigne que « ce qui est le mieux pour les riches doit l'être pour les pauvres ». Cette croyance s'est répandue jusqu'à des horizons étonnamment lointains, comme nous le prouve la liste des pays en voie de développement où les Américains et leurs alliés, aussi bien que les Russes dans certains cas, ont jugé sage et nécessaire d'implanter des réacteurs nucléaires à des fins pacifiques. Tous ces pays : Taïwan, la Corée du Sud, les Philippines, le Vietnam, la Thaïlande, l'Indonésie, l'Iran, la Turquie, le Portugal, le Venezuela, ont quant à eux pour problèmes cruciaux l'agriculture et la régénéscence de la vie à la campagne, puisque c'est dans les zones rurales que vit la grande majorité de leurs populations plongées dans la misère.

A l'origine de toutes nos considérations se trouve la pauvreté, ou mieux, un degré de pauvreté qui signifie misère, qui dégrade et annihile la personne humaine. Nous avons pour tâche prioritaire de reconnaître et de comprendre les frontières et les limites que ce degré de pauvreté impose. A nouveau, notre philosophie basement matérialiste nous prédispose à ne voir que les « possibilités matérielles » (pour reprendre les termes du Livre blanc précédemment cité) et à négliger les facteurs non matériels. Parmi les causes de la pauvreté, les facteurs matériels — comme un manque de richesses naturelles, un manque de capital ou une carence d'infrastructure — sont, j'en suis certain, entièrement secondaires. Les causes majeures de l'extrême pauvreté ne sont pas matérielles : elles résident dans certaines insuffisances de l'éducation, de l'organisation et de la discipline.

Le développement ne part pas des biens ; il part des hommes et de leur éducation, de leur organisation et de leur discipline.

Sans ces trois facteurs, toutes les ressources restent latentes, inutilisées, en puissance. Il existe des sociétés prospères, qui n'ont qu'une très faible base de richesses naturelles, et nous avons eu bien souvent l'occasion d'observer la primauté des facteurs invisibles, après la guerre. Tout pays ayant un haut niveau d'éducation, d'organisation et de discipline a connu, quel qu'ait été son degré de dévastation, un « miracle économique ». En fait, ce n'était miraculeux qu'aux yeux de ceux dont l'attention était concentrée sur la partie visible de l'iceberg. Seul le sommet avait été réduit en miettes. La base, consistant en éducation, organisation et discipline, avait résisté.

C'est ici que réside le problème central du développement. Si la pauvreté a pour

causes majeures des insuffisances dans ces trois domaines, soulager la pauvreté dépend donc essentiellement de la suppression de ces carences. Telle est la raison pour laquelle le développement ne peut pas être un acte de création ; c'est pourquoi il ne peut être réglé sur commande, acheté, globalement planifié ; c'est pourquoi il exige un processus d'évolution. L'éducation ne procède pas par « bonds » ; c'est un cheminement progressif d'une grande subtilité. L'organisation ne procède pas non plus par « bonds » ; elle doit évoluer progressivement pour s'adapter aux circonstances changeantes. Il en va à peu près de même pour la discipline. Toutes trois doivent évoluer pas à pas, et la première tâche d'une politique de développement doit être d'accélérer cette évolution. Toutes trois doivent devenir l'attribut non seulement d'une petite minorité, mais de toute la société.

Si l'on apporte une aide pour introduire certaines activités économiques nouvelles, celles-ci ne seront profitables et viables qu'à condition de bénéficier de l'appui de groupes de la population assez importants et possédant déjà un certain niveau d'éducation ;

elles ne seront vraiment valables que si elles favorisent et multiplient les progrès sur le plan de l'éducation, de l'organisation et de la discipline. Il peut y avoir un processus d'extension, jamais un processus de bond. Si l'on introduit de nouvelles activités économiques qui dépendent d'une éducation spéciale, d'une organisation spéciale et d'une discipline spéciale, dont ne dispose nullement la société réceptrice, toute activité de cette sorte, loin de favoriser un développement sain, lui fera plus vraisemblablement obstacle. Elle restera un corps étranger incapable de s'intégrer et rendra plus aigus encore les problèmes du dualisme économique.

Il découle de tout cela que le développement n'est pas en premier lieu un problème d'économistes, encore moins d'économistes dont la compétence repose sur une philosophie basement matérialiste. Sans doute les économistes — quelle que soit leur conviction philosophique — sont-ils utiles à certains stades du développement et pour des travaux techniques strictement définis, mais à la seule condition que les directives générales d'une politique de développement engageant l'entière population soient déjà solidement fixées.

La nouvelle façon de penser l'aide et le développement, nouvelle optique nécessaire, différera de l'ancienne en ce qu'elle prendra au sérieux la pauvreté. On ne répétera pas ce façon mécanique : « Ce qui est bon pour les riches doit l'être également pour les pauvres ». On s'intéressera aux hommes, d'un point de vue strictement pratique. Pourquoi se soucier des hommes ? Parce qu'ils sont la première et l'ultime source de toute richesse. Si on les oublie, si de prétendus experts et des planificateurs arbitraires les manipulent, alors, rien ne peut jamais donner de vrai fruit.

Le chapitre suivant est une version légèrement abrégée d'un exposé préparé en 1965 pour une Conférence sur l'application de la science et de la technologie au développement de l'Amérique latine, organisée par l'Unesco à Santiago du Chili. A cette époque, les discussions sur le développement économique avaient presque invariablement tendance à

tenir la technologie pour une chose acquise. La question était de savoir comment transmettre cette technologie à ceux qui ne la possédaient pas encore. La dernière nouveauté ne pouvait qu'être la meilleure solution ; l'idée qu'elle pouvait ne pas répondre aux besoins urgents des pays en voie de développement, par manque d'adaptation aux conditions réelles et aux limites de la pauvreté, était tournée en dérision. Pourtant, cet exposé fut la base sur laquelle se constitua, à Londres, l'Inter-mediate Technology Development Group [Groupe pour le développement d'une technologie intermédiaire].

12 Aspects sociaux et économiques exigeant le développement d'une technologie de niveau moyen*

INTRODUCTION

Dans nombre de pays de par le monde, aujourd'hui, les pauvres ne cessent de s'appauvrir tandis que les riches ne cessent de s'enrichir. Les processus en place, en matière d'assistance à l'étranger et de planification du développement, se révèlent impuissants à vaincre cette tendance. En fait, bien souvent, ils semblent la favoriser, car il est toujours plus facile d'aider ceux qui ont les moyens de se tirer d'affaire que d'aider ceux qui sont désarmés devant la vie. Presque tous les pays dits « en voie de développement » possèdent un secteur moderne, où les modes de vie et de travail ressemblent à ceux des pays développés. Mais ils ont également un secteur non moderne, qui regroupe la grande majorité de l'ensemble de la population, où les modes de vie et de travail sont non seulement bien peu satisfaisants, mais encore en voie de dégradation accélérée.

Je m'attache ici exclusivement au problème de l'aide à apporter au secteur non moderne. Cela ne sous-entend pas qu'il faille interrompre toute œuvre constructive dans le secteur moderne ; d'ailleurs, de toute façon, celle-ci continuera sans aucun doute. Mais mon opinion repose sur la ferme conviction que tous les succès remportés dans le secteur moderne risquent de n'être qu'illusion, s'ils ne s'accompagnent d'une croissance saine — ou tout au moins d'une saine stabilisation de la situation — des très nombreuses populations dont le lot, aujourd'hui, n'est plus seulement une extrême pauvreté, mais encore la perte de tout espoir.

*Une idée comparable a été étudiée, notamment par l'O.C.D.E., sous la dénomination de « technologie appropriée », et a donné lieu à la publication de rapports en 1976 [N.d.T.]

LE BESOIN DE TECHNOLOGIE DE NIVEAU MOYEN

La condition des pauvres

Quelle est la condition spécifique des pauvres dans la plupart des pays dits « en voie de développement » ? Leurs possibilités d'emploi sont si restreintes qu'ils ne peuvent sortir de leur misère par le travail. Ils sont sous-employés ou en chômage total, et quand ils trouvent enfin un travail occasionnel, leur productivité est extrêmement faible. Certains possèdent des terres, mais souvent trop petites. Beaucoup n'ont ni terres ni l'espoir d'en acquérir jamais. Sous-employés ou sans emploi aucun, ils émigrent donc vers les grandes villes. Là, ils ne trouvent pas de travail non plus et, bien sûr, pas de logement. Ils se rassemblent tout de même dans les villes, car ils espèrent y trouver du travail plus facilement que dans les villages, où les chances sont nulles.

On croit souvent que le chômage réel ou apparent des zones rurales est entièrement dû à la croissance démographique. C'est là un facteur important, qui y contribue assurément. Mais ceux qui tiennent ce raisonnement'ont encore à expliquer pourquoi des personnes supplémentaires ne peuvent pas exécuter des travaux supplémentaires. Elles ne peuvent pas travailler, dit-on, faute de capital. Mais qu'est-ce que le capital ? C'est le produit du travail humain. Le manque de capital peut expliquer un bas niveau de productivité, mais pas l'absence d'offres d'emploi.

Il n'en reste pas moins qu'un grand nombre de personnes ne travaillent pas ou ne travaillent que de façon intermittente. Aussi sont-elles pauvres, sans défense et souvent assez désespérées pour quitter le village à la recherche de quelconque moyen d'existence

dans la grande ville. Le chômage rural entraîne une migration massive vers les villes ; il en résulte un taux de croissance urbaine qui mettrait à dure épreuve les ressources même des sociétés les plus riches. Le chômage rural devient un chômage urbain.

Aider ceux qui en ont le plus besoin

Posons donc le problème très simplement : que peut-on faire pour assainir la vie économique en dehors des grandes villes, dans les petites localités qui comptent encore, dans la plupart des cas, 80 à 90 % de la population totale ? Tant que le développement des grandes villes sera prioritaire — car c'est là qu'il est le plus facile d'établir de nouvelles industries, de recruter cadres et main-d'œuvre, et de trouver capitaux et marchés pour en assurer la bonne marche — la concurrence de ces industries brisera et ruinera plus encore la production non agricole dans le reste du pays. Elle entraînera un surcroît de chômage à l'extérieur et accélérera davantage la migration des indigents vers les villes, qui ne peuvent pas les assimiler. Le « processus d'empoisonnement réciproque » ne sera pas stoppé.

Il est donc nécessaire qu'au moins une part importante de l'effort de développement soit détournée des grandes agglomérations et consacrée directement à la création d'une « structure agro-industrielle » dans les zones rurales et les petites localités. A ce propos, il est nécessaire d'insister sur le caractère prioritaire que revêt la création de postes de travail, à vrai dire de millions de postes de travail. Bien sûr, il ne viendrait à l'idée de personne de prétendre que le rendement par tête est sans importance ; mais la préoccupation première ne doit pas être de maximiser celui-ci. Il faut plutôt maximiser les offres d'emploi, pour les chômeurs et ceux qui sont sous-employés. Pour un pauvre, la possibilité de travailler est le plus grand de tous les besoins. Même un travail mal payé et relativement improductif vaut mieux que l'oisiveté forcée. « Le plein emploi doit précéder la perfection », pour citer M. Gabriel Ardant \ qui écrit par ailleurs :

« Il est important qu'il y ait assez de travail pour tous. C'est la seule façon d'éliminer des réflexes antiproductifs et de créer un nouvel état d'esprit : celui d'un pays où la main-d'œuvre, devenue précieuse, doit être utilisée au mieux. »

Autrement dit, le calcul économique, qui apprécie le succès en termes de rendement ou de revenu, sans tenir compte du nombre d'emplois, ce calcul est tout à fait inadéquat dans de telles conditions, car il implique une approche statique du problème du développement. L'approche dynamique tient compte des besoins et des réactions des hommes. Or, ces derniers ont tout d'abord besoin d'entreprendre un travail quelconque, qui leur procure une rémunération, si minime soit-elle ; c'est une fois seulement qu'ils ont le sentiment que leur temps et leur travail ont une valeur, qu'ils peuvent être amenés à vouloir accroître cette valeur. Il est donc plus important que tout le monde puisse produire quelque chose que de voir quelques personnes produire chacune en grande quantité. Cette assertion se vérifie même si, dans quelques cas exceptionnels, la première formule doit entraîner une production totale plus faible que la seconde. Cette production ne stagnera pas à ce niveau inférieur, car il s'agit là d'une situation dynamique, capable d'engendrer la croissance.

Un homme sans emploi est un homme désespéré, pratiquement forcé d'émigrer. Voilà une justification supplémentaire pour ceux qui affirment qu'offrir des possibilités d'emploi est le besoin prioritaire et devrait être l'objectif numéro un de la planification économique. Sans quoi, on ne saurait seulement freiner l'exode vers les grandes villes.

La nature de la tâche à entreprendre

Il s'agit donc de créer des millions de postes de travail nouveaux, dans les campagnes et les petites villes. Il va sans dire que l'industrie moderne — telle qu'elle se présente dans les pays développés — ne peut remplir ce rôle. Elle est née dans des sociétés riches en capitaux et pauvres en main-d'œuvre ; elle ne peut donc pas s'adapter aux besoins de sociétés pauvres en capitaux et riches en hommes. Le cas de Porto Rico illustre bien la question. Citons une étude récente :

« Le développement de procédés industriels modernes ne crée que peu d'emplois supplémentaires. Le programme de développement porto-ricain a été exceptionnellement énergique et couronné de succès. Mais, de 1952 à 1962, l'augmentation moyenne des effectifs dans les usines sous contrôle de l'E.D.A. fut d'environ 5 000 par an. Aux taux actuels d'activité de la force de travail, et en l'absence d'une émigration notable vers le continent, l'augmentation annuelle de la force de travail porto-ricaine serait de l'ordre de 40 000. (...)

« Dans le domaine industriel, on devrait concevoir des formes d'organisation à petite échelle, plus décentralisées, utilisant davantage de main-d'œuvre, comme il en existe encore aujourd'hui dans l'économie japonaise, ce qui a matériellement contribué à sa forte croissance². »

On pourrait trouver matière à des illustrations aussi parlantes dans beaucoup d'autres pays, notamment l'Inde et la Turquie, où des plans quinquennaux d'une haute ambition enregistrent régulièrement un volume de chômage plus important à la fin des cinq ans qu'au début, même si le plan a été intégralement appliqué.

La bonne méthode peut s'énoncer en quatre propositions :

Primo : il faut créer des postes de travail dans les régions où vivent actuellement les gens, et non d'abord dans les zones métropolitaines vers lesquelles ceux-ci ont tendance à émigrer.

Secundo : ces postes de travail doivent, en moyenne, requérir des équipements assez bon marché pour qu'on puisse en créer en grand nombre, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à un niveau de capitalisation et d'importations inaccessible.

Tertio : les méthodes de production appliquées doivent être relativement simples, afin de réduire le plus possible le recours nécessaire à des personnes hautement qualifiées, non seulement sur le plan de la production elle-même, mais aussi sur celui de l'organisation, de l'approvisionnement en matières premières, du financement, des réseaux de distribution et de vente, etc.

Quarto : la production devrait essentiellement utiliser les matières premières locales et être principalement destinée à la consommation locale.

On ne peut satisfaire à ces quatre exigences que si l'on adopte une approche « régionale » du développement, et si l'on fait en outre un sérieux effort pour mettre au point et appliquer ce que l'on pourrait appeler une « technologie de niveau moyen ». Ce sont ces deux conditions que nous allons maintenant examiner à tour de rôle.

L'approche régionale (ou à l'échelle du district)

Une unité politique donnée n'a pas forcément la taille voulue pour que le

développement économique profite à ceux qui en ont le plus grand besoin. Dans certains cas, l'unité peut s'avérer trop petite mais, dans la plupart des cas, elle est aujourd'hui trop grande. Prenons, par exemple, le cas de l'Inde. Voici une très grande unité politique qu'il est sans nul doute souhaitable, à beaucoup de points de vue, de voir préservée. Mais si la politique de développement s'intéresse seulement — ou essentiellement — à l'« Inde prise dans son ensemble », le cours naturel des choses aboutira à la concentration du développement surtout dans quelques zones métropolitaines du secteur moderne. De vastes régions intérieures, comptant 80 % de la population ou davantage, en profiteront peu, et risquent même de souffrir de la situation. Nous retrouverons les maux jumeaux qui en découlent : chômage des masses et migration massive vers les grandes agglomérations. Le « développement » aura alors pour résultat d'accroître considérablement les richesses d'une minorité fortunée, tandis que ceux qui sont dans un réel besoin se retrouveront encore plus nécessiteux que jamais auparavant. Si le but du développement est d'apporter de l'aide à ceux qui en ont le plus besoin, il est nécessaire que chaque « région » ou « district » à l'intérieur du pays connaisse un développement propre. Telle est la signification d'une approche « régionale ».

L'Italie, pays relativement riche, peut nous offrir une illustration plus fouillée. Si l'Italie du Sud et la Sicile ne se déve-

loppent pas, la cause en est, tout bonnement, l'heureuse croissance économique de l'« Italie prise dans son ensemble ». L'industrie italienne est en grande partie concentrée dans le Nord du pays et sa rapide croissance, loin d'atténuer le problème du Sud, tend au contraire à l'intensifier. Rien n'appelle le succès comme le succès ; pareillement, rien n'appelle l'échec comme l'échec. La concurrence du Nord tue la production dans le Sud et draine tous les hommes de talent et les esprits entreprenants. Il faut faire des efforts délibérés pour neutraliser ces tendances car, si le développement ignore la population d'une région quelconque, à l'intérieur d'un pays, les choses y vont de mal en pis, pour aboutir au chômage et à la migration des masses. Cette vérité se vérifie partout dans le monde, y compris dans les pays les plus développés.

A cet égard, il n'est pas possible de donner de définitions absolues. Cela dépend beaucoup de la géographie et des conditions locales. Quelques milliers de personnes ne suffiraient sans doute pas pour former un « district » en matière de développement économique ; mais quelques centaines de milliers de personnes, même assez largement disséminées, peuvent bien être dignes d'être considérées sous cet angle. La Suisse, dans son ensemble, compte moins de six millions d'habitants ; pourtant, elle est divisée en plus de vingt « cantons », chacun étant une sorte d'entité de développement. En conséquence, on constate une répartition assez uniforme de la population et de l'industrie, mais on ne constate aucune tendance à la formation de concentrations excessives.

Chaque « district », idéalement parlant, devrait avoir une sorte de cohésion et d'identité internes et posséder au moins une ville, qui joue le rôle de chef-lieu. Une « structure culturelle » est aussi nécessaire qu'une « structure économique ». Aussi, tandis

que chaque village devrait avoir son école primaire, quelques bourgs devraient avoir des écoles secondaires et le chef-lieu de district devrait être assez important pour qu'on y trouve une institution d'enseignement supérieur. Plus le pays est grand, plus le besoin d'une « structure » interne et d'une approche décentralisée du développement s'avère important. Si l'on néglige un tel besoin, il ne reste aucun espoir pour les pauvres.

Le besoin d'une technologie appropriée

Il est évident que cette approche « régionale » n'a aucune chance de succès, à moins de reposer sur l'utilisation d'une technologie adéquate. L'établissement de chaque poste de travail dans l'industrie moderne nécessite un gros capital — environ, disons, en moyenne 40 000 à 50 000 francs. Un pays pauvre ne peut évidemment guère se permettre d'établir qu'un nombre très réduit de postes de travail de cette sorte, dans une période de temps donnée. Du reste, un poste de travail « moderne » ne peut être vraiment rentable que dans le cadre d'un environnement moderne. Pour cette seule raison, il est peu probable qu'il s'adapte à un « district » composé de zones rurales et de quelques petites villes. Dans chaque « pays en voie de développement », on peut trouver des implantations industrielles en zones rurales, où l'équipement ultra-moderne « chôme » la plupart du temps, faute d'organisation, de capitaux, de matières premières, de transport, de facilités de marché, etc. S'élèvent alors plaintes et récriminations ; mais cela ne change rien au fait que beaucoup de ressources essentielles mais rares — en général des produits d'importation, financés par de rares devises étrangères — sont, en pratique, gaspillées.

On connaît bien, dans la théorie du développement, la distinction entre industries « consommatrices de capital » et industries « consommatrices de main-d'œuvre ». Malgré son incontestable justesse, cette distinction ne touche pas vraiment le fond du problème, car elle conduit habituellement à accepter comme déterminée et immuable la technologie de n'importe quelle ligne de production donnée. Si l'on soutient alors que les pays en voie de développement devraient donner leur préférence aux industries « consommatrices de main-d'œuvre » plutôt qu'à celles qui sont « consommatrices de capital », il ne peut s'ensuivre aucune action intelligente. En effet, le choix de l'industrie dépend, en réalité, de tout autres critères, bien plus puissants, tels que : support de matières premières, marchés, intérêts des entrepreneurs, etc. Le choix de l'industrie est une chose, mais le choix de la technologie à adopter, une fois le choix de l'industrie effectué, en est une autre bien différente. Il vaut donc mieux parler directement de technologie et ne pas embrouiller la discussion en prenant pour point de départ des expressions comme « consommation de capital » ou « consommation de main-d'œuvre ». Il en va à peu près de même pour une autre distinction, fréquente dans ces discussions : celle entre la « grande industrie » et la « petite industrie ». Il est vrai que l'industrie moderne est souvent organisée en très grandes unités de production ; mais cette « grande échelle » n'est nullement l'une de ses caractéristiques essentielles et universelles. Qu'une activité industrielle donnée soit appropriée aux conditions d'un district en voie de développement ne dépend pas

directement de F« échelle », mais de la technologie adoptée. Une petite entreprise avec un coût moyen de 40 000 francs par poste de travail est tout aussi inadaptée qu'une grande entreprise qui dépense autant par poste de travail.

Selon moi, la meilleure façon d'aller au fond du problème est donc de parler de technologie : seule la « technologie de niveau moyen », comme nous l'avons appelée, peut permettre un développement économique fructueux dans les régions où règne la misère. En fin de compte, la technologie de niveau moyen se révélera « consommatrice de main-d'œuvre » et d'un emploi propice dans les petites entreprises. Mais ni le besoin de créer des emplois ni une production à petite échelle n'impliquent une « technologie de niveau moyen ».

Définition de la technologie de niveau moyen

Si nous définissons le niveau de technologie d'après le « coût de l'équipement par poste de travail », nous pouvons appeler la technologie indigène d'un pays en voie de développement type — symboliquement parlant — une technologie à £ 1, tandis qu'on pourrait parler de technologie à £ 1 000 pour celle des pays développés. La brèche qui sépare ces deux technologies est telle, qu'il est absolument impossible d'envisager une transition de l'une à l'autre. En fait, la tentative à laquelle se livrent actuellement les pays en voie de développement pour faire pénétrer la technologie à £ 1 000 dans leur économie sonne inévitablement le glas de la technologie à £ 1, et ce à une cadence alarmante. Elle détruit les postes de travail traditionnels beaucoup plus rapidement que ne peuvent être créés des postes de travail modernes. Les pauvres se retrouvent ainsi dans un état de désespoir et d'impuissance plus grand que jamais auparavant. Pour aider de façon efficace ceux qui en ont le plus besoin, il faut une technologie qui soit intermédiaire entre celle à £ 1 et celle à £ 1 000. Appelons-la — ici encore, symboliquement parlant — une technologie à £ 100.

Une telle technologie de niveau moyen serait infiniment plus rentable que la technologie indigène (souvent tombée en décadence), mais elle serait également infiniment meilleur marché que la technologie sophistiquée, forte consommatrice de capital, de l'industrie moderne. A un tel niveau de capitalisation, on pourrait créer un très grand nombre de postes de travail en relativement peu de temps ; et leur mise en place serait à la portée de la minorité la plus entreprenante dans le district, non seulement sur le plan financier, mais aussi sur le plan de l'éducation, de l'aptitude professionnelle, de la capacité d'organisation, et ainsi de suite.

Eclairons peut-être un peu mieux ce dernier point.

Le revenu annuel moyen par travailleur et le capital moyen par poste de travail se présentent actuellement, dans les pays développés, dans un rapport voisin de 1 pour 2. Cela revient à dire, en termes généraux, qu'il faut deux années-homme pour créer un poste de travail, ou encore qu'un homme devrait économiser un mois de salaire par an, pendant

vingt-quatre ans, pour pouvoir devenir propriétaire d'un poste de travail. Si le rapport était de 1 pour 10, il faudrait dix années-homme pour créer un poste de travail ou encore, un travailleur devrait économiser un mois de salaire par an, pendant cent vingt ans, avant de pouvoir se rendre propriétaire d'un poste. Cela est, bien sûr, impossible. Il s'ensuit que la technologie à £ 1 000, transplantée dans un district qui s'en tient à une technologie à £ 1, ne peut absolument pas se diffuser par un processus de croissance normale. Il ne faut pas s'attendre à un « effet de démonstration » positif ; au contraire,

cet effet est totalement négatif, comme le montrent des exemples pris dans le monde entier. Les gens à qui la technologie à £ 1 000 est inaccessible « laissent simplement tomber » et, souvent, abandonnent même leurs activités antérieures.

La technologie de niveau moyen s'adapterait aussi avec beaucoup moins de heurts à l'environnement relativement peu développé dans lequel on doit l'employer. Le matériel serait assez simple, donc facile à comprendre, et autoriserait l'entretien et les réparations sur place. Un équipement simple est normalement beaucoup moins tributaire de matières premières d'une grande pureté ou de conditions très strictes d'emploi, et il s'adapte beaucoup mieux aux fluctuations du marché qu'un équipement très sophistiqué. L'apprentissage est plus facile pour les ouvriers ; supervision, contrôle et organisation sont plus simples, et l'on est beaucoup moins à la merci de difficultés imprévues.

Discussion des objections soulevées

Depuis l'apparition de la notion de technologie de niveau moyen, un certain nombre d'objections ont été soulevées. Les plus immédiates sont d'ordre psychologique : « Vous essayez de garder pour vous le meilleur et de nous refiler quelque chose d'inférieur et de démodé. » Ainsi s'expriment ceux qui ne sont pas dans le besoin, ceux qui ont les moyens de se tirer d'affaire et souhaitent qu'on les aide à atteindre immédiatement un plus haut niveau de vie. Ce n'est pas l'avis des multitudes plongées dans la misère — celles dont nous nous préoccuons ici — à qui manque la moindre base pour vivre, aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Ces gens là n'ont ni le « premier choix » ni le « second choix », privés qu'ils sont même des moyens d'existence les plus élémentaires. C'est à se demander parfois si bon nombre d'« économistes du développement » ont la moindre compréhension réelle de la condition des pauvres.

Il y a des économistes et des économètres pour croire qu'une politique de développement peut dériver de certains rapports prétendument fixes, tels que le rapport capital/valeur ajoutée. Ils tiennent le raisonnement suivant : étant donné un certain capital disponible, on peut soit concentrer celui-ci sur un petit nombre de postes de travail à fort investissement par tête, soit le disperser sur un grand nombre de postes de travail bon marché. Si l'on opte pour la deuxième solution, on obtient une productivité du travail totale moindre qu'avec la première ; on n'atteint donc pas le taux de croissance économique le plus rapide possible. Selon le Dr. Kaldor, par exemple, « des recherches

ont montré que les machines les plus modernes produisent beaucoup plus par unité de capital investi que des machines moins compliquées, qui emploient davantage de personnes³. » Ce n'est pas seulement le « capital » mais aussi les « biens de consommation » eux-mêmes qui sont tenus pour une quantité donnée, et celle-ci détermine < les limites du travail salarié dans tout pays, à tout moment. »

« Si nous ne pouvons offrir un travail salarié qu'à un nombre limité de personnes, employons donc celles-ci de la façon la plus productive, afin qu'elles contribuent au maximum à la production nationale, ce qui entraînera par là même le taux le plus rapide de croissance économique. On ne devrait pas s'écarter délibérément du bon chemin et réduire la productivité afin de réduire la part de capital investi par ouvrier. Cela n'a pas de sens à mes yeux car, en multipliant par dix le capital investi par ouvrier, on peut multiplier par vingt la productivité du travail. A tous points de vue, la supériorité des techniques les plus modernes et les plus capitalistes ne fait aucun doute * . »

Ces arguments appellent les premières remarques suivantes : ils ont un caractère de toute évidence statique et ne peuvent tenir compte de la dynamique du développement. Pour rendre justice à la situation réelle, il faut considérer les réactions et les capacités des travailleurs, non s'en tenir aux machines ou aux concepts abstraits. Comme nous l'avons déjà vu, il est faux de supposer qu'un équipement du dernier cri, transplanté dans un environnement moins développé, puisse être employé régulièrement à plein rendement ; et si sa capacité d'utilisation est faible, le rapport entre le capital investi et la production le sera également. Il est donc fallacieux de considérer la productivité du capital comme un fait technologique, alors qu'elle dépend si fort de facteurs très différents.

Du reste, on doit se poser la question de savoir s'il existe, comme l'affirme le Dr. Kaldor, une loi telle que le rapport entre le capital et sa production augmente avec la concentration du capital sur un nombre plus restreint de postes de travail. Quiconque ayant la moindre expérience industrielle n'osera jamais prétendre avoir remarqué l'existence d'une telle « loi » ; et il n'y a pas davantage de science qui lui serve de fondement. On introduit la mécanisation et l'automatisation pour augmenter la productivité de la main-d'œuvre, autrement dit le rapport production par ouvrier ; leur effet sur la productivité du capital peut tout aussi bien être négatif que positif. On peut citer d'innombrables exemples de progrès technologiques qui éliminent des postes de travail au prix d'une injection supplémentaire de capital, sans affecter le volume de la production. Il est donc tout à fait inexact d'affirmer qu'un certain capital donné entraîne invariablement et nécessairement le rendement global le plus fort quand il est concentré sur le plus petit nombre possible de postes de travail.

Tenir le « capital », et même les « biens de consommation », pour des « quantités données », dans une économie de sous-emploi, constitue pourtant la plus grande faiblesse de l'argument. Ici encore, la perspective statique conduit inévitablement à des conclusions erronées. Le souci majeur d'une politique de développement doit être, rappelons-le, la création de possibilités de travail pour ceux qui, tout en étant sans emploi, consomment —

si peu que ce soit — sans pour autant contribuer en rien à la production de « biens de consommation » ou de « capital ». L'emploi est la condition première même de tout le reste. La production d'un homme oisif est nulle, alors que celle d'un homme même médiocrement équipé peut constituer une contribution positive à la production de « biens de capital » ainsi que de « biens de consommation ». La distinction entre ces deux données n'est pas du tout aussi nette que les économètres sont enclins à le croire. En effet, la définition même du « capital » dépend de façon décisive du niveau de technologie auquel on se situe.

Prenons un exemple très simple : supposons qu'il faille niveler un terrain dans une région à fort chômage. On a le choix entre beaucoup de technologies, allant du matériel de terrassement le plus moderne au simple travail manuel, sans outils d'aucune sorte. La production totale est fonction de la nature de la tâche. Mais il est très clair que le rapport capital/production sera très élevé si l'apport de « capital » reste très faible. Si le travail s'effectue sans le moindre outil, le rapport capital/production sera infiniment élevé, mais la productivité par ouvrier excessivement basse. Si, au contraire, le travail fait appel à la technologie moderne la plus avancée, le rapport capital/production sera bas et la productivité par ouvrier très élevée. Ni l'une ni l'autre de ces solutions extrêmes n'est souhaitable, et il convient d'en trouver une autre qui soit intermédiaire. Supposons que certains chômeurs commencent par fabriquer divers outils, y compris des brouettes et autres objets du même genre, pendant que d'autres produisent divers « biens de consommation ». Chacune de ces lignes de production pourrait à tour de rôle reposer sur un grand éventail de technologies différentes, de la plus simple à la plus sophistiquée. Il faudrait, dans chaque cas, trouver une technologie de niveau moyen, susceptible d'obtenir un bon niveau de productivité sans que l'on soit obligé d'avoir recours à l'achat d'un équipement compliqué et onéreux. Le résultat de toute l'opération serait un développement économique allant bien au-delà de la réalisation du projet initial de terrassement. Avec un apport total de « capital » extérieur beaucoup plus faible que celui qui aurait été nécessaire à l'acquisition du matériel de terrassement le plus moderne et un apport de main-d'œuvre (auparavant sans emploi) beaucoup plus important que celui demandé par les méthodes « modernes », on aurait non seulement mené à bien un projet donné, mais encore permis à une communauté tout entière de s'engager sur la voie du développement.

Je soutiens donc que l'approche dynamique du développement, celle qui considère le choix de technologies de niveau moyen appropriées comme étant le cœur du problème, ouvre largement la voie à l'action constructive, que l'approche statique des économètres laisse, elle, totalement dans l'ombre.

Cette affirmation nous amène à l'autre objection soulevée à l'encontre de l'idée de technologie de niveau moyen. On avance que tout cela pourrait être fort prometteur, n'était-ce un manque notoire de capacité d'entreprise dans les pays sous-développés. Il faudrait donc utiliser cette ressource rare de la manière la plus concentrée, là où elle a les

meilleures chances de succès, et la doter du meilleur équipement de base que le monde puisse offrir. L'industrie, assure-t-on alors, devrait être implantée dans les grandes villes ou à proximité, en grandes unités intégrées, et à un niveau maximal de capitalisation par poste de travail.

L'argument tourne autour de l'hypothèse selon laquelle la « capacité d'entreprise » est une quantité fixe et donnée, et trahit donc à nouveau un point de vue purement statique. Cette capacité n'est bien sûr ni fixe ni donnée, puisqu'elle dépend grandement du choix de la technologie. Des hommes tout à fait incapables d'esprit d'entreprise dans le domaine de la technologie moderne peuvent parfaitement, néanmoins, conduire avec succès une petite entreprise, organisée suivant les principes de la technologie de niveau moyen, et ce pour des raisons déjà dites. En fait, à mon avis, l'apparente pénurie d'entrepreneurs, aujourd'hui, dans nombre de pays en voie de développement, tient précisément à l'« effet de démonstration négatif » produit par la pénétration d'une technologie sophistiquée dans un environnement peu évolué.

Il est peu vraisemblable que l'introduction d'une technologie de niveau moyen appropriée achopperait sur une quelconque insuffisance de capacité d'entreprise. Elle ne diminuerait pas non plus le nombre d'entrepreneurs pour les entreprises du secteur moderne. Au contraire, en familiarisant toute la population avec les modes techniques, systématiques, de production, elle contribuerait sans aucun doute à augmenter le nombre des talents nécessaires.

On a opposé deux autres arguments à l'idée de technologie de niveau moyen : ses produits auraient besoin d'une protection douanière et ne seraient pas adaptés à l'exportation. Cela relève de la pure supposition. En fait, l'étude d'un nombre considérable de projets et de leurs coûts, relatifs à des produits spécifiques dans des districts particuliers, a démontré de façon universelle que les produits d'une technologie de niveau moyen, choisie avec intelligence, pouvaient même être meilleur marché que ceux sortis des usines modernes de la grande ville voisine. Que ces produits soient ou non exportables, cela reste à voir. Les chômeurs ne contribuent pas, pour l'instant, aux exportations. La première tâche à remplir est de les mettre au travail, pour qu'ils produisent à partir des matières premières locales des choses utiles destinées à la consommation locale.

Applications de la technologie de niveau moyen

La technologie de niveau moyen n'est certes pas universellement applicable. Il y a des produits qui sont eux-mêmes le résultat typique d'une industrie moderne du dernier cri, et que seule cette industrie peut produire. Ces produits, par la même occasion, ne sont pas habituellement de première nécessité pour les pauvres. Ceux-ci ont par-dessus tout besoin de choses simples — matériaux de construction, vêtements, articles de ménage, équipement agricole — et d'une meilleure rentabilité de leur production agricole. En

beaucoup d'endroits se fait également sentir un besoin critique d'arbres, d'eau, et de silos où entreposer les récoltes. La plupart des populations agricoles auraient grandement avantage à pouvoir procéder elles-mêmes aux premières transformations de leurs produits. Voilà autant de champs de manœuvre idéaux pour la technologie de niveau moyen.

On peut aussi trouver, cependant, de nombreuses applications de nature plus ambitieuse. Prenons-en deux exemples, tirés d'un rapport récent :

« Le premier a trait à la tendance récente (encouragée par la politique de la plupart des gouvernements africains, asiatiques et latino-américains, qui veulent avoir des raffineries de pétrole sur leurs propres territoires, quelle que soit l'étroitesse de leurs marchés respectifs), au sein des firmes internationales, à concevoir de petites raffineries de pétrole qui, moyennant un faible investissement par unité de production, ont une faible capacité totale, d'environ 5 000 à 30 000 barils par jour. Ces unités sont aussi efficaces et pas plus coûteuses que les raffineries beaucoup plus grandes et plus fortes consommatrices de capital, de conception courante. Le second exemple a trait aux usines "clefs en main" destinées à la production de l'ammoniaque, récemment conçues, elles aussi, pour de petits marchés. Selon certaines données provisoires, le coût de l'investissement par tonne dans une telle usine, de soixante tonnes par jour de capacité, serait d'environ 30 000 dollars. Une unité de conception courante, ayant une capacité journalière de cent tonnes (chiffre très faible, pour une usine moderne) demanderait, elle, un investissement d'environ 50 000 dollars par tonne 5. »

L'idée de technologie de niveau moyen n'implique pas un simple retour en arrière à des méthodes désormais dépassées. Il est vrai, cependant, qu'une étude systématique des méthodes de production employées dans les pays développés, disons, il y a une centaine d'années, pourrait certainement donner des résultats très suggestifs. On affirme trop souvent que la réussite de la science occidentale, pure et appliquée, réside principalement dans l'appareillage et les machines qu'elle a permis de réaliser ; rejeter cela équivaldrait, dit-on, à rejeter la science. C'est là un point de vue par trop superficiel. La vraie réussite réside dans l'accumulation d'un savoir précis, aux multiples applications possibles, l'application actuelle dans l'industrie moderne n'étant que l'une d'entre elles. Le développement d'une technologie de niveau moyen signifie donc une authentique conquête de nouveaux territoires, où l'on se dispense du coût faramineux et de la complexité de méthodes de production destinées à économiser la main-d'œuvre et à faire disparaître certaines tâches, et où la technologie sait s'adapter à des sociétés qui souffrent d'un excès de bras disponibles.

Que les applications de la technologie de niveau moyen soient extrêmement vastes, sinon universelles, cela saute aux yeux de quiconque prend la peine de s'intéresser à ses applications pratiques aujourd'hui. On en trouve des exemples dans tous les pays en voie de développement ainsi, bien sûr, que dans les pays à économie avancée. Quel est donc le problème ? Tout simplement celui-ci : ceux qui mettent en pratique, avec courage et

talent, la technologie de niveau moyen, ne se connaissent pas, ne s'entraident pas, et ne peuvent être utiles à ceux qui voudraient suivre la même route qu'eux mais ne savent pas comment démarrer. Ils sont, pour ainsi dire, en dehors du courant principal de l'intérêt populaire et officiel. « Les catalogues que publient les exportateurs européens ou américains de matériel d'équipement sont encore la principale source d'assistance technique » et les accords d'aide officiels sont en général tels, qu'on note un parti pris indéfectible pour les projets à grande échelle, qui font appel à la technologie la plus moderne.

Si l'on pouvait détourner l'intérêt officiel et populaire de ces projets grandioses pour le fixer sur les réels besoins des pauvres, on pourrait gagner la bataille. L'étude des technologies de niveau moyen existant aujourd'hui révélerait déjà que l'on possède assez de connaissances et d'expérience pour mettre tout le monde à l'ouvrage. Et l'on pourrait très vite concevoir de nouveaux projets pour combler les brèches, le cas échéant. Le Professeur Gadgil, directeur du Gokhale Institute of Politics and Economics [Institut Gokhale des sciences politiques et économiques], à Poona, a esquissé en ces termes trois façons possibles de s'attaquer au développement d'une technologie de niveau moyen :

« L'une de ces approches peut consister à partir des techniques existantes de l'industrie traditionnelle, et à utiliser le savoir de techniques avancées pour les transformer avec discernement. Toute transformation implique le maintien de certains éléments de l'équipement, des aptitudes et des procédures existants. (...) Ce processus d'amélioration de la technologie traditionnelle est d'une extrême importance, surtout pour la phase de la transition pendant laquelle il faut intervenir pour éviter un surcroît de chômage technique. (...)

« Une autre approche pourrait être de partir des résultats de la technologie la plus avancée, et de les adapter pour répondre aux besoins de la technologie de niveau moyen. (...) Dans certains cas, le processus pourrait également comprendre une adaptation à des conditions locales particulières, telles que le type de carburant ou d'énergie disponible.

« Une troisième approche peut enfin consister à conduire l'expérimentation et la recherche de façon à tenter d'instituer directement une technologie de niveau moyen. Cependant, afin de réussir une telle opération, il faudrait préciser, à l'homme de science comme au technicien, quelles sont les conditions économiques et leurs limites ; principalement : l'échelle des opérations envisagées, le coût relatif du capital et de la main-d'œuvre, et l'importance de l'apport

— possible ou souhaitable — sur ces deux plans. Une telle tentative pour établir directement une technologie de niveau moyen ne peut assurément que combattre les connaissances qui fondent une technologie avancée dans le même domaine. Pourtant, elle pourrait couvrir une gamme beaucoup plus variée de possibilités qu'une approche passant par des mesures d'ajustement et d'adaptation. »

Le plaidoyer du Professeur Gadgil ne s'arrête pas là :

« Le personnel chargé des sciences appliquées dans les laboratoires nationaux, les instituts techniques et les départements des grandes universités doit accorder toute son attention à ce travail. Les progrès de la technologie avancée, dans chaque domaine, se poursuivent favorablement dans les pays développés. Les adaptations et ajustements spéciaux que l'Inde demande ne retiennent pas, et ont peu de chances de retenir l'attention dans tout autre pays. On doit donc leur accorder la priorité des priorités dans nos plans. La technologie de niveau moyen devrait devenir une préoccupation nationale et non, comme c'est le cas actuellement, un domaine négligé, dévolu à un petit nombre de spécialistes, tenus à l'écart⁷. »

On pourrait faire un procès semblable aux agences supranationales, qui devraient être bien placées pour recueillir, systématiser et développer les connaissances et l'expérience dispersées existant déjà dans ce domaine, qui est d'une importance vitale. En résumé, nous pouvons conclure que :

1 Le « dualisme économique » caractéristique des pays en voie de développement va persister, pour l'avenir prévisible. Le secteur moderne ne sera pas capable de tout englober.

2 Si le secteur non moderne ne fait pas l'objet d'efforts de développement particuliers, il continuera à se désintégrer. Cette désintégration continuera elle-même à se traduire par un chômage des masses et une migration massive vers les zones urbaines, ce qui contribuera à empoisonner également la vie économique du secteur moderne.

3 On ne peut aider les pauvres à se tirer d'affaire qu'en leur procurant une technologie qui tienne compte des limites et des frontières imposées par la pauvreté, c'est-à-dire une technologie de niveau moyen.

4 Des programmes d'action nationaux et supranationaux sont nécessaires pour développer des technologies de niveau moyen capables de promouvoir le plein emploi dans les pays en voie de développement.

13 Deux millions de villages

Les résultats de la seconde décennie du développement ne seront pas meilleurs que ceux de la première, à moins que l'on ne se décide délibérément à s'intéresser davantage aux personnes qu'aux biens. En fait, sans un tel glissement d'intérêt, l'aide aura des résultats de plus en plus néfastes

Quand nous parlons de promouvoir le développement, à quoi pensons-nous : aux biens ou aux hommes ? Si c'est aux hommes, de quel type d'hommes s'agit-il ? Qui sont-ils ? Où sont-ils ? Pourquoi ont-ils besoin d'aide ? S'ils ne peuvent pas se passer d'aide, quelle est, précisément, l'aide dont ils ont besoin ? Comment communiquer avec eux ? L'intérêt pour les personnes soulève d'innombrables questions de ce genre. Les biens, de leur côté, n'en soulèvent pas autant. Surtout quand les économètres et les statisticiens s'en occupent, les biens perdent même jusqu'à leur identité pour devenir P.N.B., importations, exportations, épargne, investissement, infrastructure et que sais-je encore. On peut échafauder d'impressionnants modèles à partir de ces abstractions, et il est exceptionnel qu'ils fassent place aux personnes de chair et d'os. Certes, on peut y voir figurer les « populations », mais seulement comme une simple quantité, qui joue le rôle du diviseur après que le dividende, c'est-à-dire la quantité de biens disponibles, a été déterminé. Le modèle enseigne alors que le « développement », c'est-à-dire la croissance du dividende, est freiné et contrecarré si le diviseur croît lui aussi.

Il est beaucoup plus facile de s'occuper des biens que des personnes, ne serait-ce que parce que les biens n'ont pas d'esprit propre et ne suscitent aucun problème de communication. Quand, au contraire, on met l'accent sur les hommes, les problèmes de communication l'emportent. Quels sont ceux qui aident et quels sont ceux qu'il faut aider ? Ceux qui aident sont, en général, riches, instruits (dans un sens quelque peu spécialisé) et citadins. Ceux qui ont le plus besoin d'aide sont pauvres, sans instruction et de la campagne. Cela veut dire que trois immenses gouffres séparent le premier groupe du second : le gouffre qui sépare riches et pauvres, celui qui sépare gens instruits et gens incultes, et celui qui sépare les hommes des villes de ceux de la campagne, ce dernier comprenant le gouffre creusé entre l'industrie et l'agriculture. Le premier problème que pose l'aide au développement est de savoir comment jeter un pont par-dessus ces trois gouffres. Cela demande un grand effort d'imagination, beaucoup d'études et beaucoup de compassion. Les méthodes de production, les modes de consommation, les systèmes d'idées et de valeurs qui conviennent aux citadins relativement riches et instruits, ont peu de chances de convenir aux paysans pauvres et à moitié analphabètes. Les paysans

pauvres ne peuvent pas, tout soudain, faire leurs la perspective et les habitudes des gens sophistiqués de la ville. Si les hommes ne peuvent pas s'adapter aux méthodes, que les méthodes s'adaptent donc aux hommes. C'est là tout le nœud de la question.

En outre, bien des caractéristiques de l'économie des riches sont si contestables en elles-mêmes et, en tout cas, tellement incompatibles avec les besoins des communautés pauvres que, si les gens parvenaient à s'y adapter, ce serait catastrophique. S'il se produit un changement tel que les pères n'aient plus rien à enseigner à leurs fils, ou que les fils n'aient plus rien à apprendre de leurs pères, la vie de famille s'effondre. La vie, le travail, le bonheur de toutes les sociétés dépendent de certaines « structures psychologiques », qui sont infiniment précieuses et fort vulnérables. La cohésion sociale, la coopération, le respect mutuel et, par-dessus tout, le respect de soi, le courage face à l'adversité et la résistance aux épreuves : tout cela et bien davantage se désintègre et disparaît quand ces « structures psychologiques » sont sérieusement atteintes. L'intime conviction d'être inutile ronge un homme. Aucune croissance économique, quelle que soit son importance, ne peut compenser de telles pertes. D'ailleurs, c'est peut-être là une réflexion superflue, puisque ces pertes empêchent généralement la croissance économique.

Aucun de ces terrifiants problèmes ne figure en bonne place dans les théories « confortables » de la plupart de nos économistes du développement. On attribue l'échec de la première décennie du développement à une simple insuffisance des sommes qui y ont été consacrées ou, pire encore, à certains prétendus défauts inhérents aux sociétés et aux populations des pays en voie de développement. Une étude de la littérature actuelle pourrait laisser supposer soit que la question décisive est de savoir si l'aide est dispensée multilatéralement ou bilatéralement, soit que seules ont une importance réelle l'amélioration des termes d'échange des produits de base, la suppression des barrières douanières, l'assurance de garanties pour les investissements privés, ou encore l'introduction effective d'un contrôle des naissances.

Loin de moi l'idée de suggérer que tous ces sujets sont sans aucun rapport, mais ils ne semblent pas aller au fond de la question. Il sort en tout cas très peu d'action constructive des innombrables discussions auxquelles ils donnent lieu. Le fond de la question réside à mon sens dans ce simple fait : la pauvreté dans le monde est essentiellement le problème de deux millions de villages, donc celui de deux milliards de villageois. On ne peut en trouver la solution dans les villes des pays pauvres. A moins que l'on ne puisse rendre tolérable la vie dans l'arrière-pays, le problème de la pauvreté dans le monde restera insoluble et ne pourra qu'empirer.

Tous les aspects importants nous échappent si nous continuons à penser le développement surtout en termes quantitatifs et à travers ces vastes abstractions (comme le P.N.B., l'investissement, l'épargne, etc.) qui ont leur utilité dans l'étude des pays développés, mais sont pratiquement sans rapport avec les problèmes de développement en tant que tels. (Elles n'ont pas davantage joué le moindre rôle dans le véritable

développement des pays riches !) On ne peut considérer l'aide comme une réussite que si elle permet, dans le pays bénéficiaire, de mobiliser la force ouvrière des masses et d'élever la productivité sans « économiser » de la main-d'œuvre. Le critère habituel du succès, à savoir la croissance du P.N.B., est extrêmement trompeur.

En fait, il doit nécessairement conduire à des phénomènes que l'on ne saurait qualifier autrement que de néocolonialisme.

J'hésite à employer ce terme, car il a une résonance désagréable et semble impliquer une intention délibérée de la part des donateurs. Une telle intention est-elle réelle ? Dans l'ensemble, je ne le crois pas. Mais cela rend le problème plus aigu, loin de l'atténuer. Un néocolonialisme involontaire est bien plus insidieux et infiniment plus difficile à combattre qu'un néocolonialisme intentionnel. Il découle du simple cours des événements, nourri des meilleures intentions. On introduit dans les pays pauvres des méthodes de production, des niveaux de consommation, des critères de succès ou d'échec, des systèmes de valeurs et des modes de comportement qui ne conviennent (bien que certains en doutent) qu'une fois certaines conditions d'opulence déjà atteintes, et qui condamnent donc toujours plus irrémédiablement les pays pauvres à être complètement tributaires des riches. L'exemple et le symptôme le plus manifeste en est l'endettement croissant. C'est un fait largement admis et les gens bien intentionnés en tirent la simple conclusion qu'il vaut mieux des subventions que des prêts, et qu'il vaut mieux des prêts à faible intérêt qu'à intérêt élevé. Cela est assez juste. Mais un endettement croissant n'est pas la chose la plus grave. Après tout, si un débiteur ne peut pas payer, il cesse de payer — risque que le créancier doit toujours avoir eu présent à l'esprit.

Bien plus grave est le problème de dépendance, qui naît quand un pays pauvre succombe à l'attrait des modes de production et de consommation des riches. L'exemple d'une fabrique de textiles, que j'ai récemment eu l'occasion de visiter en Afrique, va nous éclairer. Le directeur me montra, avec un orgueil considérable, que son usine était dotée des derniers perfectionnements technologiques existant de par le monde. Pourquoi une telle automatisation ? « Parce que, me dit-il, la main-d'œuvre africaine, qui n'a pas l'habitude du travail industriel, faisait des erreurs, alors que des machines automatisées n'en font pas. Les normes de qualité exigées aujourd'hui, m'expliqua-t-il, sont telles, que mon produit doit être parfait pour pouvoir trouver un marché. » Il résuma sa politique en ces mots : « A coup sûr, mon devoir est d'éliminer le facteur humain. » Cela n'est pas tout. A cause de ces normes de qualité non appropriées, tout son équipement devait être importé des pays les plus avancés. Cet équipement perfectionné exigeait une haute direction et un personnel d'entretien importés de l'étranger eux aussi. Il fallait même importer les matières premières, parce que le coton local était trop court pour un fil de qualité supérieure et que les normes imposées requéraient l'emploi d'un pourcentage élevé de fibres synthétiques. Ce cas n'a rien d'exceptionnel. Quiconque a pris la peine de s'intéresser systématiquement à des projets de « développement » concret — au lieu de se contenter d'étudier des plans de développement et des modèles économétriques — a eu

connaissance d'innombrables cas semblables : usines de savon qui produisent un savon de luxe suivant des procédés si élaborés qu'on ne peut utiliser que des produits très raffinés, qu'il faut importer à des prix élevés, alors que les matières premières locales sont exportées à bas prix; usines de l'industrie alimentaire; usines d'emballage; mécanisation, etc. — tout est calqué sur le modèle des riches. Dans beaucoup de cas, les fruits du pays sont gaspillés parce que le consommateur prétend exiger des normes de qualité relatives au seul plaisir des yeux, auxquelles seuls les fruits importés d'Australie ou de Californie peuvent satisfaire. En effet, là-bas, grâce à l'application d'une science immense et d'une technologie fantastique, toutes les pommes peuvent avoir le même calibre et être sans le moindre défaut. On n'en finirait plus de citer des exemples. Les pays pauvres inclinent — et sont poussés — à adopter des méthodes de production et des niveaux de consommation qui nuisent aux possibilités d'indépendance et à l'effort personnel. Il en résulte un néocolonialisme involontaire, et le désespoir dans lequel sombrent les pauvres.

Comment est-il alors possible d'aider ces deux millions de villages ? Voyons d'abord l'aspect quantitatif. Si l'on prend le chiffre total de l'aide occidentale, après avoir éliminé certains sujets qui n'ont rien à voir avec le développement, et si on le divise par le nombre de personnes qui vivent dans les pays en voie de développement, l'on arrive à un chiffre d'un peu moins de deux livres sterling par an et par tête. Considérée comme un supplément de revenu, c'est là, bien sûr, une somme négligeable et dérisoire. Beaucoup prétendent donc que les pays riches devraient faire un effort financier bien plus important — et il serait amoral de refuser son soutien à cette cause. Mais quel résultat peut-on raisonnablement espérer ? Une somme de trois ou quatre livres sterling par an ? En tant que subside, sorte d'allocation d'« aide publique », même quatre livres par an est une somme à peine moins dérisoire que le chiffre actuel.

Pour illustrer un peu mieux le problème, considérons le cas d'un petit groupe de pays en voie de développement, qui bénéficient d'un revenu annexe à une échelle vraiment extraordinaire : les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, la Lybie et le Venezuela. Le revenu que ceux-ci tirent des impôts et des redevances acquittés par les compagnies pétrolières a atteint, en 1968, 2 349 millions de livres sterling, soit environ cinquante livres par habitant. En 1974, l'excédent financier des pays membres de l'O.P.E.P. atteignait cinquante-cinq milliards de dollars, et trente-deux en 1975. Cette injection de fonds conduit-elle à des sociétés saines et stables, à des populations contentes de leur sort, à l'élimination progressive de la pauvreté dans les campagnes, à une agriculture florissante et une industrialisation largement répandue ? Malgré quelques réussites très limitées, la réponse est certes non. L'argent, seul, ne fait pas l'affaire. L'aspect quantitatif est tout à fait secondaire par rapport à l'aspect qualitatif. Si la politique est mauvaise, l'argent ne la rendra pas bonne. Et si la politique est bonne, l'argent ne peut pas, en fait, poser de problème exagérément difficile à résoudre.

Tournons-nous maintenant vers l'aspect qualitatif. Si les dix ou vingt dernières années au cours desquelles s'est poursuivi l'effort de développement nous ont appris

quelque chose, c'est que le problème pose un immense défi à l'intelligence. Les donateurs — riches, instruits, citadins — savent faire les choses à leur manière. Mais savent-ils comment encourager les efforts personnels dans deux millions de villages, chez deux milliards de villageois — pauvres, sans instruction et campagnards ? Ils savent mener à bien quelques grands projets dans les grandes villes. Mais savent-ils comment réaliser des milliers de petits projets dans les zones rurales ? Ils savent comment faire quand ils disposent de gros capitaux. Mais savent-ils comment s'en sortir en présence d'une main-d'œuvre importante et, qui plus est, inexpérimentée, tout au moins au début ?

Dans l'ensemble, ils l'ignorent. Mais il y a bon nombre de personnes expérimentées qui, elles, savent, chacune dans son domaine d'expérience propre et limité. Autrement dit, le savoir nécessaire existe déjà, plus ou moins, mais pas sous une forme organisée, facile d'accès. Il est dispersé, sans organisation, sans méthode et, indéniablement, incomplet.

La meilleure aide que l'on puisse apporter est une aide intellectuelle : faire cadeau d'un savoir utile. Faire cadeau de savoir est infiniment préférable à l'offre de biens matériels. Il y a plusieurs raisons à cela. Rien ne devient vraiment « la propriété de quelqu'un » sans un effort ou un sacrifice authentiques. Recevoir des biens matériels n'exige du bénéficiaire ni effort ni sacrifice. De ce fait, ce cadeau ne devient que rarement « sa propriété », et il n'est que trop souvent et trop aisément considéré comme une simple aubaine tombée du ciel. Offrir des biens intellectuels, faire cadeau d'un savoir, est tout autre chose. Sans un réel effort du bénéficiaire pour s'en imprégner, il n'y a pas de cadeau. S'imprégner du cadeau et le faire sien sont une seule et même chose, et « ni les mites ni la rouille ne le peuvent attaquer ». Donner en cadeau des biens matériels, c'est rendre les gens dépendants. Par contre, leur donner en cadeau le savoir, c'est les rendre libres — à condition de leur donner, bien sûr, le bon savoir. Cette forme de cadeau a d'ailleurs des conséquences bien plus durables, et correspond bien mieux au concept de « développement ». Donnez un poisson à un homme, comme dit le proverbe, vous l'aidez un petit peu, pour bien peu de temps. Apprenez-lui l'art de la pêche, et il peut se débrouiller sa vie entière. A un niveau plus élevé, fournissez-lui tout un attirail de pêche; cela vous coûtera cher, pour un résultat douteux. Mais, même en cas de résultat positif, l'homme dépendra toujours de vous pour les pièces de rechange, s'il veut continuer à se nourrir. Apprenez-lui donc à fabriquer son propre attirail de pêche, et vous l'aidez à devenir non seulement capable de se suffire à lui-même, mais encore capable de compter sur lui-même et indépendant.

Voilà donc quelle devrait être la préoccupation de plus en plus importante des programmes d'aide : faire que les gens puissent compter sur eux-mêmes, les rendre indépendants en leur faisant généreusement don des connaissances intellectuelles appropriées, du savoir relatif aux méthodes qui permettent de se débrouiller tout seul. Soit dit en passant, cette approche présente également l'avantage d'être relativement bon marché, c'est-à-dire de permettre de tirer le parti maximal d'une somme donnée. Avec cent livres sterling, on ne peut doter qu'un seul homme de certains moyens de production.

Mais avec cette même somme, on peut bien se permettre d'enseigner à cent hommes comment s'équiper eux-mêmes. Peut-être sera-t-il utile, dans certains cas, de légèrement « amorcer la pompe » au moyen de biens matériels, pour accélérer le processus. Mais ce ne saurait être que purement accidentel et secondaire. De plus, si les biens sont correctement choisis, ceux qui en ont besoin doivent probablement pouvoir les payer.

Une réorientation fondamentale de l'aide dans la direction que je préconise ne demanderait qu'une redistribution marginale des fonds. Si l'aide fournie par la Grande-Bretagne se monte actuellement à la coquette somme d'environ deux cent cinquante millions de livres sterling par an, détourner un pour cent seulement de cette somme au profit de l'organisation et de la mobilisation de « dons en savoir » changerait, j'en suis certain, toutes les perspectives et ouvrirait une ère nouvelle, beaucoup plus prometteuse, de l'histoire du « développement ». Un pour cent représente, après tout, environ deux millions et demi de livres sterling : pareille somme d'argent, employée à bon escient, permettrait d'aller très loin dans cette direction. Il se pourrait même que les 99 % restants portent, grâce à cela, beaucoup plus de fruits.

Une fois admis que l'aide a pour tâche essentielle de fournir un savoir, une expérience, un savoir-faire utiles, etc. — c'est-à-dire des biens intellectuels plutôt que matériels — il apparaît clairement que la conception actuelle de l'effort de développement outre-mer est loin d'être adéquate. Cela est naturel tant que l'on considère que la tâche principale consiste à fournir des fonds pour répondre à l'éventail de besoins et de projets présenté par le pays bénéficiaire, la mise à disposition du facteur savoir étant plus ou moins considérée comme allant de soi. Ce que je veux dire, c'est tout simplement que cette disponibilité ne peut pas être considérée comme allant de soi, que c'est précisément ce facteur savoir qui fait manifestement défaut, que c'est là la brèche, la « lacune » de toute l'entreprise. Je ne dis pas que l'on ne fournit actuellement aucun savoir : ce serait ridicule. Non, il y a un fort courant de savoir-faire, mais il repose sur la supposition implicite selon laquelle ce qui est bon pour les riches doit évidemment être bon pour les pauvres. Comme je l'ai démontré précédemment, cette supposition est fautive ou, du moins, n'est que très partiellement juste, et fautive pour l'essentiel.

Nous voilà ramenés à nos deux millions de villages : il nous faut voir comment il est possible de mettre à leur disposition un savoir adéquat. Pour ce faire, nous devons d'abord posséder nous-mêmes ce savoir. Avant de pouvoir parler d'apporter notre aide, nous devons avoir quelque chose à apporter. Nous n'avons pas, en Angleterre, des milliers de villages plongés dans la misère. Aussi, que savons-nous des méthodes efficaces pour se débrouiller par ses propres moyens dans de telles circonstances ? Le commencement de la sagesse est d'admettre sa propre ignorance. Aussi longtemps que nous penserons savoir ce qu'en fait nous ignorons, nous continuerons à aller trouver les pauvres pour leur démontrer toutes les merveilles qu'ils pourraient faire, s'ils étaient déjà riches. Telle a été la faille principale de l'aide jusqu'à ce jour.

Mais nous en savons long sur l'organisation et la systématisation du savoir et de l'expérience. Nous sommes outillés pour accomplir presque n'importe quelle tâche, pourvu que nous comprenions clairement ce dont il s'agit. S'il s'agit, par exemple, de rédiger un guide pratique sur les méthodes et les matériaux nécessaires pour construire à faible coût dans les pays tropicaux et, à l'aide d'un tel guide, de former les entrepreneurs locaux des pays en voie de développement aux technologies et aux méthodologies appropriées, nous pouvons sans aucun doute y arriver ou, pour ne pas dire plus, nous pouvons sans tarder adopter les mesures qui nous permettront d'y arriver en l'espace de deux ou trois ans. De même, si nous comprenons clairement que l'un des besoins fondamentaux, dans beaucoup de pays en voie de développement, est l'eau, et que des millions de villageois tireraient le plus grand profit de connaissances systématiques sur les méthodes individuelles et peu coûteuses de stockage, de protection, de transport de l'eau, etc. — si cela est bien compris et mis en lumière, nous disposons sans aucun doute des capacités et des ressources voulues pour réunir, organiser et communiquer les renseignements nécessaires.

Comme je l'ai déjà dit, les pauvres ont des besoins relativement simples. C'est avant tout pour satisfaire leurs besoins élémentaires et faciliter leur tâche qu'ils attendent de l'aide. S'il n'étaient pas capables d'efforts personnels et d'indépendance, ils ne survivraient pas aujourd'hui. Mais leurs propres méthodes ne sont que trop fréquemment primitives et inefficaces. Il est nécessaire de revaloriser ces méthodes grâce à l'apport d'un savoir neuf, neuf à leurs yeux, mais pas entièrement neuf pour tout le monde. Il est absolument faux de supposer que les pauvres sont en général réticents devant le changement. Mais le changement proposé doit entretenir un certain rapport organique avec leurs activités présentes. Us ont raison de se méfier de ces changements radicaux, auxquels ils résistent à juste titre, changements que leur proposent des novateurs citadins et bureaucrates, qui viennent à eux l'esprit rempli de cette pensée : « Ecartez-vous seulement du chemin que je trace et je vous montrerai combien vous êtes inutiles et quel travail splendide peut être fait, avec beaucoup d'argent reçu de l'étranger et un équipement extraordinaire. »

A cause de la relative simplicité des besoins des pauvres, l'éventail des études à entreprendre est nettement limité. Il est parfaitement possible de s'attaquer systématiquement à cette tâche. Mais elle demande l'instauration d'une organisation différente de celle que nous connaissons à présent (organisation essentiellement axée sur le versement de fonds). Actuellement, l'effort de développement est principalement poursuivi par des représentants du gouvernement, tant dans le pays donateur que dans le pays bénéficiaire, autrement dit, par des administrateurs.

Ceux-ci ne sont, par formation et par expérience, ni des entrepreneurs ni des novateurs, pas plus qu'ils ne possèdent de connaissances techniques spécifiques sur les processus de production, les exigences du commerce ou les problèmes de communication. Assurément, ils ont un rôle essentiel à jouer, et personne ne pourrait — ni ne voudrait —

essayer de poursuivre l'action sans eux. Mais ils ne peuvent rien faire par leurs propres moyens seulement. Ils doivent entretenir d'étroits rapports avec d'autres groupes sociaux, avec des représentants de l'industrie et du commerce, qui sont formés à la « discipline de la vie économique » — s'ils ne peuvent pas payer leurs ouvriers chaque fin de semaine, ils n'ont plus qu'à plier boutique — comme avec des membres des professions libérales, universitaires, chercheurs, journalistes, éducateurs, etc., qui ont le temps, les moyens, la capacité et le goût de penser, d'écrire et de communiquer. L'œuvre de développement est beaucoup trop difficile pour être menée à bien par l'un ou l'autre de ces trois groupes travaillant séparément. Aussi bien dans les pays donateurs que dans les pays bénéficiaires, il est nécessaire de parvenir à ce que j'appelle la combinaison A-B-C, dans laquelle A (pour Administrateurs) représente les gestionnaires, B (pour Business) les hommes d'affaires, et C (pour Chercheurs) les professionnels de la communication, c'est-à-dire les travailleurs intellectuels, les représentants de diverses professions libérales. Ce n'est qu'une fois cette combinaison A-B-C effectivement réalisée que l'on peut avoir une réelle influence sur les problèmes terriblement difficiles du développement.

Les pays riches regorgent de milliers de personnes capables, dans tous ces métiers, qui sont désireuses de participer et de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde, en apportant une contribution qui aille au-delà du simple geste d'allonger un peu d'argent. Mais elles n'ont pas beaucoup de débouchés. Dans les pays pauvres, les gens instruits, minorité fortement privilégiée, ne suivent que trop souvent les modes lancées par les sociétés riches — ce qui est un autre aspect du néocolonialisme involontaire. Ils se préoccupent de tous les problèmes, à l'exception de ceux qui ont un rapport direct avec la pauvreté de leurs compatriotes. Ils ont besoin qu'on leur donne de solides conseils et une bonne inspiration pour s'occuper des problèmes urgents que posent leurs propres sociétés.

Rassembler les connaissances utiles pour aider les pauvres à se tirer d'affaire — en mobilisant les aides de bonne volonté que l'on rencontre partout, en Angleterre comme ailleurs, et en les réunissant en groupes A-B-C — est une tâche qui demande certes de l'argent, mais pas en quantité. Comme je l'ai dit, un pour cent seulement du programme d'aide britannique serait suffisant - et même plus que suffisant — pour fournir à une telle approche toute l'assistance financière dont elle peut avoir besoin pour encore un bon bout de temps. Il n'est donc pas question de bouleverser totalement les programmes d'aide. C'est la mentalité qu'il faut changer, ainsi que la façon d'agir. Il n'est pas suffisant d'adopter seulement une nouvelle politique. Il faut de nouvelles méthodes d'organisation, car la politique est dans l'exécution.

Pour mettre en œuvre l'approche préconisée ici, il est nécessaire que des groupes d'action soient constitués non seulement dans les pays bienfaiteurs mais aussi, et c'est très important, dans les pays en voie de développement eux-mêmes. Ces groupes d'action, formés sur le modèle A-B-C, ne devraient pas, dans l'idéal, faire partie de l'appareil gouvernemental; autrement dit, ce devraient être des agences bénévoles non gouvernementales. Ils peuvent parfaitement être constitués par les associations bénévoles

qui œuvrent déjà pour le développement.

Il existe bon nombre d'associations de cette sorte, religieuses et laïques, qui emploient beaucoup de monde travaillant à la base. Elles ont été promptes à reconnaître que la « technologie intermédiaire » est précisément ce qu'elles ont essayé de pratiquer dans de nombreux cas, mais qu'elles manquent de tout support technique organisé pour parvenir à cette fin. Des conférences se sont tenues dans beaucoup de pays pour discuter de leurs problèmes communs. Il est apparu de plus en plus nettement que même les efforts bénévoles les plus dévoués ne peuvent porter leurs justes fruits, à moins d'une organisation systématique du savoir et d'une organisation tout aussi systématique des communications; autrement dit, à moins qu'il n'existe ce que l'on pourrait appeler une « infrastructure intellectuelle ».

On tente actuellement de créer une telle infrastructure. Ces tentatives devraient recevoir le soutien sans réserve des gouvernements et des organisations bénévoles de collecte de fonds. Il y a au moins quatre fonctions principales à remplir :

La fonction de communication : permettre à chaque travailleur sur le terrain, ou à chaque groupe de travailleurs engagés dans l'action, de savoir quel autre travail est en train sur le territoire géographique ou dans le domaine d'action qui sont les siens, afin de faciliter l'échange direct d'informations.

La fonction de service d'information : regrouper systématiquement et diffuser les informations utiles sur les technologies appropriées aux pays en voie de développement, surtout sur les procédés de faible coût permettant de bâtir, de fournir l'eau et l'énergie, de stocker et de traiter les récoltes, d'établir des usines de petite taille, de développer les services de santé, les transports, etc. Ici, le fond du problème n'est pas de centraliser toutes les informations, mais de disposer d'« informations sur l'information » ou de « savoir-faire sur le savoir-faire ».

La fonction de « feed-back », c'est-à-dire le renvoi des problèmes techniques, rencontrés par les travailleurs sur le terrain dans les pays en voie de développement, devant les instances des pays avancés qui disposent des moyens adaptés à leur solution.

La fonction de création et de coordination de « sous-structures », c'est-à-dire de groupes d'action et de centres de vérification, dans les pays en voie de développement eux-mêmes.

Ce sont autant de questions qui ne peuvent être pleinement éclaircies qu'à la suite de tâtonnements. Dans tout cela, il n'y a pas à partir de zéro. Beaucoup d'éléments sont déjà en place, mais ils demandent maintenant à être regroupés et systématiquement développés. Le succès futur de l'aide au développement dépendra de l'organisation et de la communication du bon savoir — tâche réalisable, définie, et qui reste tout à fait dans les limites des ressources disponibles.

Pourquoi les riches ont-ils tant de difficultés à aider les pauvres ? Le mal dominant du monde moderne est le déséquilibre absolu entre la ville et la campagne, un déséquilibre sur le plan des richesses, du pouvoir, de la culture, de l'attraction et de l'espoir. La ville s'est étendue à l'extrême, tandis que la campagne s'est atrophiée. La ville est devenue l'aimant universel, tandis que la vie rurale a perdu de son charme. Pourtant, il reste incontestable que, de même qu'un esprit sain dépend d'un corps sain, de même la santé des villes dépend de la santé des zones rurales. Les villes, avec toute leur richesse, ne sont que des producteurs secondaires. La production primaire, condition première de toute vie économique, est le fait des campagnes. Le manque prédominant d'équilibre, découlant de l'exploitation de longue date du paysan et du producteur de matières premières, menace aujourd'hui tous les pays du monde, les riches encore plus que les pauvres. Rétablir un juste équilibre entre la vie à la ville et la vie à la campagne est peut-être la tâche la plus importante qui s'offre à l'homme moderne. Ce n'est pas uniquement une question de rendement agricole, indispensable pour éviter la famine dans le monde. Il n'existe aucune solution aux maux que sont le chômage des masses et la migration massive vers les villes, à moins que l'on ne parvienne à améliorer globalement le niveau de vie à la campagne, ce qui exige le développement d'une culture agro-industrielle, afin que chaque région, chaque communauté, puisse offrir à ses membres une éblouissante variété d'occupations.

La tâche fondamentale aujourd'hui est donc de rendre l'effort de développement approprié et, de ce fait, plus efficace : ainsi pénétrera-t-il jusqu'au cœur de la pauvreté du monde, jusqu'aux deux millions de villages concernés. Si la désintégration de la vie rurale se poursuit, il n'y a plus d'échappatoire, quelle que soit la quantité d'argent dépensée. Mais si l'on aide les ruraux des pays en voie de développement à se débrouiller par leurs propres moyens, il ne fait selon moi aucun doute qu'un développement authentique s'ensuivra, que les immenses bidonvilles et les cordons de misère entourant chaque grande ville disparaîtront, et que les pénibles frustrations qui accompagnent une révolution sanglante seront évitées. La tâche est certes formidable, mais les ressources qui attendent d'être mobilisées le sont aussi.

Le développement économique est quelque chose de beaucoup plus vaste et de beaucoup plus profond que l'économie, sans parler de l'économétrie. Il faut en chercher les racines hors de la sphère économique, dans l'éducation, l'organisation, la discipline et, au-delà, dans la souveraineté politique et dans un sentiment national d'indépendance. On ne peut pas le « produire » au moyen de greffes adroites, exécutées par des techniciens étrangers ou par une élite locale ayant perdu le contact avec le peuple. Il ne peut réussir qu'à la seule condition de s'affirmer comme un vaste « mouvement de reconstruction » populaire, insistant avant tout sur la pleine utilisation de l'énergie, de l'enthousiasme, de l'intelligence et de la force de travail de tout un chacun. Le succès ne peut pas s'obtenir par quelque tour de magie exécuté par des scientifiques, des techniciens ou des planificateurs économiques. Il ne peut résulter que d'un processus de croissance comprenant l'éducation, l'organisation et la discipline de toute la population. Tout

processus incomplet est voué à l'échec.

14 Le problème du chômage en Inde

Discours prononcé à Londres, devant l'India Development Group [Groupe pour le développement de l'Inde]

Quand je parle de chômage, j'entends le non-emploi ou le sous-emploi flagrant de la main-d'œuvre disponible. Nous pouvons imaginer une échelle de productivité allant de zéro (c'est-à-dire de la productivité d'une personne en chômage total) à 100 % (c'est-à-dire à la productivité d'une personne employée au mieux de ses capacités). La question cruciale qui se pose à toute société pauvre est de savoir comment gravir les échelons. Quand on considère la productivité, dans n'importe quelle société, il ne suffit pas de tenir compte de ceux-là seuls qui sont employés ou qui sont leurs propres patrons, et d'ignorer tous ceux qui n'ont pas d'emploi, et dont la productivité est par conséquent nulle.

Le développement économique est avant tout une question de travail, de davantage de travail. A cela correspondent quatre conditions essentielles. Il doit y avoir, tout d'abord, une motivation; ensuite, un certain savoir-faire, certaines connaissances techniques (know-how); puis, un certain capital; enfin, un débouché : une production supplémentaire exige des marchés supplémentaires.

En ce qui concerne la motivation, il y a peu à dire de l'extérieur. Mieux vaut laisser en paix ceux qui ne veulent pas améliorer leur condition : tel devrait être le premier principe de l'aide. Ceux qui voient la situation de l'intérieur peuvent avoir une opinion différente; ils ont d'ailleurs aussi des responsabilités différentes. Quant au donateur, il trouvera toujours assez de personnes qui désirent vraiment améliorer leur condition, mais qui ne savent pas comment s'y prendre. Cela nous amène à la question du savoir-faire. S'il y a des millions d'hommes désireux d'améliorer leur condition mais qui ne savent pas comment faire, qui va le leur montrer ? Considérez l'ampleur du problème en Inde. Nous ne parlons pas de quelques milliers ou de quelques millions, mais bien plutôt de quelques centaines de millions de personnes. L'ampleur du problème situe celui-ci au-delà de toute amélioration, de toute réforme, de tout perfectionnement ou de tout encouragement de caractère partiel, et en fait une question de philosophie politique élémentaire. Toute la question peut se résumer en cette interrogation : à quoi sert l'éducation ? Je crois que ce sont les Chinois qui, avant la Seconde Guerre mondiale, avaient calculé qu'il fallait le travail de trente paysans pour permettre à un homme ou une femme d'aller à l'université. Si cet individu suivait des cours à l'université pendant cinq ans, il aurait, à la fin de ses études, profité de 150 années de travail de paysan. Comment justifier cela ? Qui a le droit de s'approprier 150 années de travail de paysan pour permettre à une seule personne

d'aller à l'université pendant cinq ans, et qu'est-ce que les paysans obtiendront en retour ? Ces questions nous conduisent à un carrefour : l'éducation doit-elle être la « clef des privilèges » ou faut-il s'imposer de la considérer presque comme un vœu monastique, une obligation sacrée de se mettre au service du peuple ? La première route conduit la jeune personne instruite dans un quartier chic de Bombay, où se trouvent déjà quantité d'autres personnes fort cultivées, et où elle peut entrer dans un monde d'admiration mutuelle, une « fédération des privilégiés », pour veiller à ce que ses privilèges ne soient pas entamés par la grande masse de ses contemporains privés d'instruction. C'est là une route. L'autre route s'orienterait dans un esprit différent et conduirait à une destination différente. Elle renverrait cette jeune personne aux gens qui, après tout, directement ou indirectement, ont payé l'équivalent de 150 années de travail pour son éducation. Ayant consommé les fruits de leur travail, elle se sentirait une dette d'honneur à leur égard.

Le problème n'est pas neuf. Léon Tolstoï y fait allusion quand il écrit : « Je m'assieds sur le dos d'un homme, l'étouffant et le sommant de me porter. Et pourtant, je tiens à me convaincre et à convaincre les autres que je suis désolé pour lui et que je désire soulager sa peine par tous les moyens possibles, sauf en descendant de son dos. » Aussi, à mon avis, la première question à laquelle nous nous heurtons est-elle la suivante : pouvons-nous instituer une idéologie, ou toute autre croyance, peu importe le terme, qui insiste sur le fait que les gens instruits ont souscrit des obligations et n'ont pas simplement acquis la « clef des privilèges » ? A l'appui de cette idéologie, on trouve, bien sûr, tous les enseignements supérieurs donnés au genre humain. En tant que chrétien, on me permettra de citer l'apôtre Luc. « On attendra beaucoup de celui à qui on a donné beaucoup, et celui à qui on a confié beaucoup, on lui demandera davantage » C'est, pourrait-on dire, une simple question de justice.

Si cette idéologie ne prévaut pas, si l'on considère comme admis que l'éducation est la clef des privilèges, alors, le contenu de l'éducation ne sera pas d'abord au service des hommes, mais au seul service des hommes éduqués que nous sommes. La minorité privilégiée souhaitera une éducation qui la situe à part. Elle apprendra et enseignera inévitablement des sottises, c'est-à-dire ce qui peut effectivement la situer à part, moyennant un mépris pour le travail manuel, un mépris pour la production de base, un mépris pour la vie à la campagne, etc. A moins que presque tous les gens instruits ne se considèrent comme les serviteurs de leur pays — ce qui signifie, après tout, les serviteurs du petit peuple — il n'est pas possible de trouver assez de guides et d'assurer une transmission suffisante du savoir-faire pour résoudre le problème du chômage ou de l'emploi improductif dans le demi-million de villages indiens. C'est une question qui concerne 500 millions de personnes. Pour aider les gens à se tirer d'affaire, on a besoin d'au moins deux personnes par groupe de cent, ce qui signifie l'obligation de lever dix millions d'aides, autrement dit, toute la population cultivée de l'Inde. On peut rétorquer que c'est là chose impossible. Si tel est le cas, ce n'est pas en raison de quelque loi de l'univers, mais bien plutôt à cause d'un certain égoïsme inné, invétéré, que l'on observe

chez ceux qui sont tout à fait prêts à recevoir, mais nullement à donner. En réalité, ce problème n'est, de toute évidence, pas insoluble. Mais on ne peut le résoudre qu'au seul niveau politique.

Laissez-moi maintenant me tourner vers le troisième facteur, après la motivation et le savoir-faire. Je veux parler du facteur « capital », qui se trouve étroitement lié, bien sûr, au problème du savoir-faire. Selon mes estimations, il y a, en Inde, un besoin immédiat d'environ cinquante millions d'emplois nouveaux. Si nous sommes d'accord pour dire que les gens ne peuvent pas faire un travail productif à moins de posséder un certain capital — sous forme d'équipement et d'un fonds de roulement — la question qui se pose est : de quel capital dispose-t-on pour créer un nouvel emploi ? S'il faut 100 francs pour créer un emploi, on a besoin de 5 milliards pour en créer cinquante millions. S'il faut 1 000 francs pour créer un emploi, on a besoin de 50 milliards pour cinquante millions d'emplois. Et s'il faut 70 000 francs par emploi — à peu près ce que cela coûte en Angleterre et aux U.S.A. — 3 500 milliards sont nécessaires pour créer cinquante millions d'emplois.

Le revenu national de l'Inde est d'environ 350 milliards de francs par an. Aussi la première question est-elle de savoir combien nous pouvons proposer par emploi. Et la seconde : en combien de temps nous devons agir. Disons qu'il nous faut cinquante millions d'emplois en dix ans. Quelle proportion du revenu national (estimé à environ 350 milliards de francs) peut-on raisonnablement s'attendre à voir disponible pour l'établissement de ce fonds destiné à la création d'emplois ? Je dirais, sans entrer dans les détails, 5 % avec de la chance. Par suite, à raison de 5 % de 350 milliards, sur dix ans, on obtient un total de 175 milliards pour créer des emplois. Si l'on veut cinquante millions d'emplois au cours de ces dix ans, on peut alors consacrer 3 500 francs en moyenne par poste nouveau. Autrement dit, à ce niveau d'investissement par poste de travail, on aurait les moyens de créer cinq millions de postes par an. Supposons cependant que l'on dise : « Non, 3 500 francs, c'est trop peu. On ne pourra pas acheter plus qu'une trousse à outils. Il nous faut

35 000 francs par poste. » On ne peut pas alors avoir cinq millions de nouveaux emplois par an, mais seulement un demi-million. Et si l'on ajoute : « Le meilleur seul nous convient. Nous voulons tous être de petits Américains, et tout de suite ; ce qui signifie : nous voulons 70 000 francs par poste », alors, on ne peut pas avoir un demi-million de nouveaux emplois par an, sans parler de cinq millions, mais 250 000 seulement. Vous avez déjà remarqué, sans aucun doute, que j'ai simplifié cette question à l'extrême car, dans les dix années concernées par ces investissements pour l'emploi, le revenu national aura augmenté. Mais j'ai également omis la croissance démographique, et je serais tenté de dire que ces deux facteurs s'annulent l'un l'autre, quant à leur incidence sur mes calculs.

Il s'ensuit donc que la première et la plus importante décision collective que doit prendre tout pays qui se trouve dans la situation de l'Inde, est le choix d'une technologie. Je n'institue pas les lois de ce qui devrait être. Je dis simplement que c'est là la dure

réalité de la vie. On peut contester beaucoup de choses, mais pas l'arithmétique. Ainsi, on peut avoir soit quelques emplois à un haut niveau de capitalisation, soit un grand nombre d'emplois à un niveau relativement faible de capitalisation.

Tout ceci, bien sûr, est lié aux autres facteurs dont j'ai parlé : l'éducation, la motivation et le savoir-faire. En Inde, il y a environ cinquante millions d'élèves dans les écoles primaires, près de quinze millions dans les écoles secondaires et approximativement un million et demi dans les institutions d'enseignement supérieur. Entretenir un appareil d'éducation sur un tel pied ne rime assurément à rien, à moins qu'à la sortie du tunnel il n'y ait des débouchés, et que l'on n'ait une chance de pouvoir mettre ses connaissances en pratique. Faute de quoi, toute cette organisation n'est qu'un effroyable fardeau. Ce rapide tableau de l'effort accompli en matière d'éducation suffit à montrer que l'on doit réellement raisonner en fonction de cinq millions d'emplois J nouveaux par an, non de quelques centaines de milliers.

Récemment encore, c'est-à-dire jusqu'à il y a cinquante ou soixante-dix ans, la façon de faire les choses était tout à fait primitive, au regard des critères actuels. A cet égard, j'aimerais me référer au chapitre II de l'ouvrage de John Kenneth Gaibraith, *Le Nouvel Etat industriel*². Ce chapitre sur « Les impératifs de la technologie » contient un exposé fascinant sur la Ford Motor Company. Celle-ci fut créée le 16 juin 1903, avec un « capital nominal de 150 000 dollars, mais 100 000 dollars seulement d'actions avaient été vendus sur lesquels 28 500 dollars avaient été versés comptant ». La totalité des liquidités introduites dans cette entreprise était donc de l'ordre de 30 000 dollars. La Compagnie s'implanta en juin 1903, et la première voiture apparut sur le marché en octobre de la même année, c'est-à-dire quatre mois plus tard. Le nombre d'ouvriers, en 1903, était bien sûr réduit : 125 personnes. Le capital investi par poste de travail était quelque peu inférieur à 250 dollars. Cela en 1903. Reportons-nous maintenant soixante ans plus tard, en 1963. Nous constatons que la Ford Motor Company décida à cette époque de sortir un nouveau modèle, la Mustang. « On prépara le public à accueillir le nouveau véhicule » et, « tout compte fait, cette préparation exigea trois ans et demi ». « Les frais d'études et de dessin s'élevèrent à 9 millions de dollars (45 millions de francs) ; le coût de l'outillage nécessaire à la production coûta 50 millions de dollars (250 millions de francs). » Au cours de ces soixante années, l'actif de la Compagnie passa à 6 milliards de dollars (30 milliards de francs), ce qui donne presque 25 000 dollars par personne employée, soit environ cent fois plus qu'en 1903.

Galbraith tire de tout cela des conclusions intéressantes. Elles retracent l'évolution qui s'est produite au cours de ces soixante ans. Tout d'abord, entre la naissance d'un projet et son achèvement, on observe maintenant une durée qui s'est considérablement accrue. Quatre mois s'écoulèrent entre le début des travaux sur la première voiture Ford et sa sortie sur le marché, alors que désormais, il faut quatre ans pour un simple changement de modèle. Deuxièmement, on note un fort accroissement du capital investi dans la production. L'investissement par unité de production était infinitésimal dans l'usine Ford

de 1903. « Les matières premières et les pièces détachées n'y séjournèrent que peu de temps ; il n'y avait pas de spécialistes coûteux pour les contrôler ; un outillage élémentaire suffisait à l'assemblage. Autre facilité notable, deux hommes pouvaient porter le châssis de la voiture. » En troisième lieu, on constate, durant ces soixante années, un manque de souplesse de plus en plus prononcé. Et Galbraith de commenter : « Si Ford et ses associés (en 1903) avaient décidé brusquement de passer de l'essence à la traction à vapeur, l'atelier des Dodge — où l'on fabriquait le moteur et le châssis de la première Ford — aurait pu s'adapter à ce changement en quelques heures. » Si l'on essaie aujourd'hui de changer, ne serait-ce qu'une vis, cela se comptera en mois. Quatrièmement, il y a maintenant une main-d'œuvre de plus en plus spécialisée, non seulement pour le travail sur machines, mais aussi pour planifier, pour prévoir l'avenir dans ses moindres détails. Cinquièmement, il faut un type d'organisation considérablement différent pour coordonner tous ces nombreux spécialistes, dont aucun ne peut rien faire d'autre qu'une fraction de tâche, une infime partie d'un ensemble compliqué. « La fonction consistant à organiser le travail des spécialistes deviendra même si complexe qu'il y aura des spécialistes en organisation. Plus encore que leurs équipements, l'organisation massive et complexe des entreprises est la manifestation tangible de la technologie avancée. » Enfin, en dernier lieu, se fait sentir la nécessité d'une planification à long terme qui, je peux vous l'assurer, est un travail aussi compliqué que frustrant. Selon Galbraith : « A la naissance de la Société Ford, l'avenir immédiat seul importait : quelques jours seulement s'écoulaient entre la commande des machines et des matières premières et la naissance d'une voiture. Si l'avenir dont on doit se soucier est tout proche, on peut supposer qu'il sera très semblable au présent. » Planification et prévision, alors, ne sont pas très difficiles.

A quoi aboutit donc tout cela ? Le résultat en est que, plus sophistiquée est la technologie, plus importantes seront, en général, les exigences précédemment citées. Quand on demande des procédés toujours plus élaborés pour produire les choses simples de la vie — ce qui est ma seule et unique préoccupation — alors, la nécessité de satisfaire à ces six exigences outrepassé toujours davantage les capacités de n'importe quelle société pauvre. En ce qui concerne les produits simples — nourriture, vêtements, logement et culture — le danger le plus grave est que les gens supposent automatiquement que seul convient le modèle de 1963, et non celui de 1903 ; car la manière 1963 de faire les choses est hors de portée des pauvres, puisqu'elle présuppose une grande richesse. Soit dit sans vouloir offenser mes amis universitaires, ils sont, pour autant que j'en puisse juger, presque unanimes à négliger cet aspect. La question de savoir de combien on peut disposer par poste de travail quand on a besoin de millions de postes n'est presque jamais soulevée. Répondre aux exigences qui ont vu le jour au cours des cinquante ou soixante dernières années implique en fait un bond de géant. Tout allait à un rythme très continu, dans l'histoire de l'humanité, jusqu'aux environs du début de ce siècle. Mais durant les cinquante dernières années, il s'est produit un bond de géant — le genre de bond qu'a connu le capital de la Ford Motor Company, passant de 30 000 dollars à 6 milliards de

dollars.

Dans un pays en voie de développement, il est assez difficile d'atteindre le niveau Henry Ford de 1903. Mais devenir un « Super Henry Ford », passer pratiquement du néant au niveau de 1963, relève pour ainsi dire de l'impossible. Personne ne peut démarrer à ce niveau ; ce qui signifie que personne ne peut accomplir quoi que ce soit à ce niveau, à moins d'y être déjà établi, à moins d'opérer déjà à ce niveau. Ceci est absolument fondamental pour notre compréhension du monde moderne. A ce niveau, il n'y a pas de créations possibles, seulement des extensions. Cela veut dire que les pauvres sont, plus que jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité, tributaires des riches, pour peu qu'ils s'entichent de ce type de technologie. Ils ne peuvent qu'être les bouche-trous des riches ; par exemple, dans les cas où les bas salaires permettent à ces derniers de produire à bon marché telle ou telle bagatelle. Les gens fouinent partout et disent : « Ici, dans tel ou tel pays pauvre, les salaires sont si bas que l'on peut faire faire une pièce de montre ou de carburateur pour beaucoup moins cher qu'en Angleterre. Qu'on la produise donc à Hong Kong ou à Taiwan, ou n'importe où ailleurs. » Les pauvres ont un rôle de bouche-trou au service des exigences des riches. Il s'ensuit qu'à ce niveau de technologie, il n'est possible d'atteindre ni le plein emploi ni l'indépendance. De tous les choix à faire, celui de la technologie est le plus important.

Il est étrange que, pour certains, il n'y ait pas de choix technologiques. J'ai lu un article écrit par un économiste américain réputé, qui affirme qu'il n'y a qu'une seule façon de produire n'importe quel article spécifique : la façon d'aujourd'hui. Ces articles n'ont-ils donc jamais été fabriqués avant ? Depuis qu'Adam a quitté le Paradis, on a eu besoin des choses élémentaires de la vie et on les a produites. D'après ce même économiste, le seul outillage que l'on puisse se procurer est le tout dernier conçu. Cela est une autre affaire, et il se peut bien que le seul outillage que l'on puisse aisément se procurer soit le dernier en date. Il est vrai qu'à toute époque, il y a un seul type d'outillage qui tend à dominer le marché. De ce fait, on a l'impression qu'il n'y a pas de choix et que, dans une société, le capital détermine le nombre d'emplois que celle-ci peut offrir. Cela est bien sûr absurde. L'auteur que je cite sait, lui aussi, que c'est absurde. Il se reprend lui-même et donne en exemple le Japon, la Corée, Taiwan, etc., où les gens connaissent un haut niveau d'emploi et de production moyennant un équipement de base très modeste.

L'importance du choix technologique pénètre peu à peu la conscience des économistes et des planificateurs en matière de développement. Cela se fait en quatre phases. En un premier stade, on a ri de quiconque soulevait cette question, et on l'a repoussé avec dédain. On en est actuellement au second stade : les gens acquiescent sans trop y croire, mais on n'entreprend aucune action et le laisser-faire continue. Le troisième stade serait de faire œuvre active pour la mobilisation du savoir concernant ces choix technologiques. Quant au quatrième stade, ce sera alors l'application pratique. C'est une longue route. Mais je ne veux pas dissimuler le fait qu'il existe des possibilités politiques d'atteindre directement le quatrième stade. S'il se trouve une idéologie politique qui conçoit le

développement comme une affaire de personnes, on peut alors immédiatement mettre à profit l'ingéniosité de centaines de millions de gens, et passer directement au quatrième stade. Il y a effectivement des pays qui se dirigent tout droit vers ce quatrième stade.

Ce n'est pas à moi, cependant, de parler de politique. Si l'on saisit désormais de mieux en mieux l'importance absolu-

ment capitale de ces choix technologiques, comment est-il possible de passer du deuxième au troisième stade, à savoir des paroles aux actes ? A ma connaissance, l'organisation appelée Intermediate Technology Development Group (ITDG) [Groupe pour le développement d'une technologie intermédiaire], est la seule à faire systématiquement ce travail. Je ne nie pas que l'on fasse aussi quelque travail sur une base commerciale, mais pas de façon systématique. L'ITDG s'est fixé pour tâche de découvrir quels sont les choix technologiques appropriés aux pays en voie de développement. Je donnerai un seul exemple des multiples activités de ce groupe, à caractère purement privé. Prenez le travail de fonderie et le travail du bois, le métal et le bois étant les deux matières premières de base de l'industrie. Quelles sont donc les différentes technologies utilisables, par ordre d'exigence en capital croissante, en commençant par la plus primitive — au stade où les gens travaillent avec les outils les plus simples — pour finir par la plus compliquée ? Cela apparaît dans ce que nous appelons des profils industriels. Ceux-ci reposent sur des modes d'emploi, à chaque niveau de technologie, et sur un annuaire du matériel d'équipement contenant les adresses auxquelles on peut se procurer ce dernier.

La seule critique à adresser à cette entreprise est que son action est trop réduite et qu'elle arrive trop tard. Je n'accepte pas que, concernant un problème aussi crucial, on se contente du travail d'un unique petit groupe d'enthousiastes bénévoles. Il devrait y avoir de par le monde des douzaines d'organisations solides, bien dotées, se consacrant à cela. La tâche est telle que même un double emploi occasionnel n'aurait aucune importance. En tout cas, je souhaiterais voir entreprendre ce travail sur une échelle réellement substantielle en Inde, et je suis ravi de constater qu'il en existe déjà une amorce.

En ce qui concerne maintenant le quatrième facteur, à savoir les marchés, il y a là, bien sûr, un très réel problème. En effet, qui dit pauvreté dit marchés de petite importance, et pouvoir d'achat disponible très réduit. Tout le pouvoir d'achat déjà existant est, pour ainsi dire, affecté à quelque chose. Si je démarre une nouvelle production, disons, de sandales ou de chaussures, dans une zone pauvre, mes' compagnons d'infortune dans cette zone n'auront pas d'argent pour acheter les chaussures que j'aurai faites. Il est parfois plus facile de démarrer une production que de trouver des marchés. Aussi nous conseille-t-on bien vite, naturellement, de produire pour l'exportation, car les exportations sont surtout destinées aux pays riches, où le pouvoir d'achat est considérable. Mais si je pars de rien, dans une zone rurale, comment puis-je espérer être compétitif sur le marché mondial ?

Il y a, autant que j'en puisse juger, deux raisons à cette extraordinaire préoccupation pour les exportations. L'une est réelle, l'autre est moins valable. Voyons d'abord la

seconde. Il s'agit vraiment d'un reliquat de la pensée économique datant de l'époque du colonialisme. Bien sûr, les puissances métropolitaines se sont aventurées dans des territoires non pas en raison d'un intérêt particulier pour la population locale, mais afin de mettre en exploitation des ressources nécessaires à leur industrie. On est allé en Tanzanie pour le sisal, en Zambie pour le cuivre, etc., et ailleurs pour le commerce. Toute l'opération était dictée par des intérêts de ce genre.

« Développement » voulait dire le développement des matières premières, des denrées alimentaires ou des profits commerciaux. Le pouvoir colonial s'intéressait essentiellement aux ressources et aux profits, non au développement des indigènes, ce qui signifiait qu'il s'intéressait essentiellement aux exportations des colonies et non à leur marché intérieur. Cette optique est tellement fortement enracinée, que même le Rapport Pearson considère l'expansion des exportations comme le principal critère du succès pour les pays en voie de développement. Mais, bien entendu, les gens ne vivent pas d'exportations. Ce qu'ils produisent pour eux-mêmes et les uns pour les autres est, à leurs yeux, infiniment plus important que ce qu'ils produisent pour des étrangers.

L'autre point, cependant, est beaucoup plus réel. Si je produis pour l'exportation à destination d'un pays riche, je peux considérer comme acquis qu'il y aura un pouvoir d'achat disponible, car ma propre petite production n'est rien en comparaison de ce qui existe déjà. Mais, si je démarre une nouvelle production dans un pays pauvre, mes produits ne peuvent trouver de marché local, à moins que je ne détourne le flot du pouvoir d'achat de quelque autre produit vers les miens. Il faudrait entreprendre une douzaine de productions différentes, toutes à la fois : chacun des douze producteurs aurait alors pour clientèle les onze autres. Il y aurait un pouvoir d'achat supplémentaire pour absorber la production supplémentaire. Mais il est extrêmement difficile d'entreprendre plusieurs activités différentes à la fois. D'où le conseil traditionnel : « Seule une production en vue de l'exportation est le type de développement convenable. » Une telle production n'est pas seulement fortement limitée quant à son champ d'action, son incidence sur l'emploi est aussi extrêmement réduite. Pour soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux, il est habituellement nécessaire d'employer la technologie des pays riches, forte consommatrice de capital et économe de main-d'œuvre. En tout état de cause, il n'y a pas d'effet multiplicateur : mes produits sont échangés contre des devises étrangères, qui sont elles-mêmes dépensées en importations (ou en remboursement de dettes). Et le cercle est bouclé.

Le besoin d'entreprendre simultanément beaucoup d'activités productives complémentaires présente une difficulté très sérieuse pour le développement. Mais cette difficulté peut être atténuée si l'on « amorce la pompe » grâce à des emplois dans la fonction publique. On a souvent exalté les vertus d'un programme de développement intensif des emplois dans la fonction publique. La seule remarque que j'aimerais faire à ce propos est la suivante : si l'on peut susciter un nouveau pouvoir d'achat dans une communauté rurale par le biais d'un programme de développement de la fonction

publique financé de l'extérieur, que l'on veille donc à faire l'usage le plus complet qui soit de l'« effet multiplicateur ». Les travailleurs de la fonction publique voudront convertir leur salaire en « biens de consommation » multiples et divers. Si ces derniers peuvent faire l'objet d'une production locale, le nouveau pouvoir d'achat ainsi créé ne s'écoulera pas au-dehors, mais circulera à l'intérieur du marché local. Cela pourrait avoir une prodigieuse incidence sur l'emploi dans son ensemble. La fonction publique est très utile et peut avoir un rôle fort bénéfique; mais, faute du soutien apporté par

une production locale de biens de consommation supplémentaires, le pouvoir d'achat supplémentaire s'écoulera en importations, et le pays risque de connaître de sérieux problèmes de devises étrangères. Il est cependant trompeur de déduire de ce truisme que les exportations sont particulièrement importantes pour le développement. Après tout, il n'est pas question d'exportations pour l'humanité considérée dans son ensemble. A l'origine du développement, on ne trouve nulle devise étrangère obtenue de Mars ou de la Lune. L'humanité est une société fermée. L'Inde est bien assez importante pour être, en ce sens, une société relativement fermée : une société dans laquelle les gens valides travaillent et produisent ce dont ils ont besoin.

Tout semble très difficile et l'est réellement, en un sens, dès lors que l'on fait les choses pour les gens au lieu que cela soit fait par les gens. Mais n'allons pas croire que le développement ou l'emploi soient autres que la chose la plus naturelle du monde. C'est le lot de toute personne en bonne santé. Il arrive un moment où elle se met simplement à travailler. En un sens, cela est bien plus facile à présent que ce ne le fut jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité. Pourquoi ? Parce qu'il y a tellement plus de connaissances et des communications tellement meilleures. On peut drainer tout ce savoir (et c'est la raison d'être de YIndia Development Group). Aussi, ne nous laissons pas hypnotiser par les difficultés mais retrouvons le point de vue du bon sens, pour lequel le travail est la chose la plus naturelle du monde. Le tout est de ne pas se condamner à l'inertie, à force de trop vouloir faire les malins. Nous avons toujours toutes sortes d'idées géniales concernant l'optimisation d'une chose, avant même que celle-ci n'existe. A mon avis, l'âme simple pour qui « n'importe quoi vaut mieux que rien » est bien plus intelligente que l'astucieux qui ne touchera à rien qui ne soit au stade optimal. Qu'est-ce qui nous retient ? Les théories, la planification. J'ai rencontré, au Commissariat au Plan, des planificateurs qui sont convaincus qu'il n'est pas possible, même en quinze ans, de mettre au travail la force ouvrière indienne qui le désire. Je pourrais admettre qu'ils parlent de quinze mois, parce qu'il faut du temps pour s'organiser. Mais jeter l'éponge et dire qu'il n'est pas possible de faire la chose la plus élémentaire en quinze ans, cela n'est qu'une sorte de dégénérescence de l'intelligence. Quel est le raisonnement suivi ? Oh ! c'est un raisonnement très habile, un splendide exemple de la façon dont on construit un modèle. Ils ont constaté qu'afin de mettre un homme au travail, il faut une moyenne de tant d'électricité, tant de ciment et tant d'acier. Ceci est absurde. Je voudrais rappeler qu'il y a une centaine d'années, l'électricité, le ciment et l'acier n'existaient même pas en quantité significative. (J'aimerais vous rappeler que le Taj Mahal fut construit sans électricité, sans

ciment et sans acier, ainsi que toutes les cathédrales d'Europe. Cela devient une obsession de croire qu'à moins de disposer de la dernière nouveauté, on ne peut rien faire du tout. C'est une idée dont il faut venir à bout.) On peut, ici encore, dire qu'il ne s'agit pas d'un problème économique, mais fondamentalement d'un problème politique. C'est, fondamentalement, un problème de compassion à l'égard du commun des mortels de par le monde. Fondamentalement, le problème est non d'enrôler le commun des mortels, mais d'obtenir une sorte d'enrôlement bénévole des gens cultivés.

Prenons un autre exemple : les théoriciens et les planificateurs nous disent que le nombre de personnes que l'on peut mettre au travail dépend du capital dont on dispose, comme si l'on ne pouvait pas mettre des gens au travail pour produire des biens de première nécessité. On nous dit qu'il n'existe pas de choix possible de technologie, comme si la production avait démarré cette année même. On nous dit qu'il ne saurait être économique d'employer autre chose que les toutes dernières méthodes, comme s'il existait quoi que ce soit de plus antiéconomique que des gens complètement inactifs. On nous dit qu'il est nécessaire d'« éliminer le facteur humain ».

Se trouver dans l'impossibilité de gagner sa vie en se suffisant à soi-même est pour l'homme ce qu'il y a de plus frustrant.

Il n'y a pas de conflit entre la croissance et l'emploi, pas même un conflit comme il en existe entre le présent et l'avenir.

Il faudra inventer un exemple tout à fait absurde pour démontrer qu'en laissant les gens travailler, on crée un conflit entre le présent et l'avenir. Aucun pays évolué n'a pu se développer sans laisser sa population travailler. D'un côté, il est très vrai de

dire que ce sont choses difficiles. De l'autre, ne perdons jamais de vue le fait que nous parlons des besoins les plus élémentaires de l'homme, et que toutes ces considérations prétentieuses et très difficiles ne doivent pas nous empêcher de faire ce qui est le plus élémentaire et le plus immédiat.

Au risque de ne pas être compris, je vais vous donner maintenant le plus simple de tous les exemples possibles d'« aide-toi toi-même ». Dieu n'a déshérité aucun de ses enfants et, en ce qui concerne l'Inde, il a pourvu le pays d'une variété d'arbres qui n'a pas son pareil dans le monde. Il existe des arbres pour presque tous les besoins humains. L'un des plus grands maîtres de l'Inde, Bouddha, intégra à son enseignement l'obligation, pour chaque bouddhiste digne de ce nom, de planter un arbre et de veiller à sa croissance, au moins une fois tous les cinq ans. Aussi longtemps que ce principe fut observé, ce grand pays se retrouva dans son ensemble couvert d'arbres, et ignora la poussière. L'eau ne manquait pas, l'ombre non plus, et il y avait abondance de nourriture et de matières premières. Imaginez simplement que l'on puisse instaurer une idéologie qui oblige chaque Indien valide, homme, femme ou enfant, à faire cet acte simple : planter un arbre par an et veiller à sa croissance, et ce, cinq années de suite. En cinq ans, cela donnerait deux

milliards d'arbres nouveaux. N'importe qui peut calculer, au dos d'une enveloppe, que la valeur économique d'une telle entreprise, intelligemment conduite, serait plus grande que tout ce qui fut jamais promis par tous les plans quinquennaux indiens. On pourrait réaliser cela sans un centime d'aide étrangère. Cela ne pose aucun problème d'épargne ni d'investissement. On aurait alors des denrées alimentaires, des fibres, des matériaux de construction, de l'ombre, de l'eau : presque tout ce dont l'homme a vraiment besoin.

Je donne cela à titre d'idée simplement, non comme la solution définitive aux énormes problèmes que connaît l'Inde. Mais je demande : quelle sorte d'éducation est la nôtre, si celle-ci doit nous détourner des choses qu'il est possible de réaliser sur-le-champ ? Qu'est-ce qui nous fait penser que nous avons besoin d'électricité, de ciment et d'acier, avant de pouvoir réaliser quoi que ce soit ? Il ne faut pas attendre les choses vraiment utiles du pouvoir central. Elles ne peuvent pas être faites par de grandes organisations, mais les gens eux-mêmes peuvent les faire. Si nous pouvons ranimer le sentiment que se servir de ses mains de façon productive est, pour tout individu né dans ce monde, la chose la plus naturelle qui soit — et que cela est à la portée de l'intelligence humaine — alors, à mon avis, le problème du chômage disparaîtra et nous nous demanderons bientôt comment abattre tout le travail qui nous attend.

Organisation et propriété

15 *Une machine à prédire l'avenir?*

Pourquoi insérer dans ce volume un développement sur la possibilité d'établir des prédictions ? Parce qu'il s'agit d'un des problèmes métaphysiques — et donc pratiques — les plus importants auxquels nous soyons confrontés. Il n'y a jamais eu autant de futurologues, de planificateurs, de pronostiqueurs et de bâtisseurs de modèles qu'aujourd'hui. Quant au produit le plus curieux du progrès technologique, l'ordinateur, il semble offrir de nouvelles possibilités insoupçonnées. Les gens parlent volontiers de « machines à prédire l'avenir ». De telles machines ne sont-elles pas précisément notre plus cher espoir ? Tous les hommes, de tout temps, ont voulu connaître l'avenir.

Les Chinois de l'antiquité avaient coutume de consulter le Yi King, que l'on appelle aussi Le Livre des Transformations, et qui passe pour être le livre le plus vieux de l'humanité. Certains de nos contemporains suivent encore cet exemple aujourd'hui. Le Yi King repose sur la conviction que, alors que tout change constamment, le changement lui-même ne change pas et obéit à certaines lois métaphysiques vérifiables. « Il y a pour tout un moment, dit l'Ecclésiaste, et un temps pour toute chose sous les cieux : (...) temps pour abattre et temps pour bâtir; (...) temps pour jeter des pierres et temps d'amasser des pierres 1 » ou, en d'autres termes, pour nous, un temps pour l'expansion et un temps pour la consolidation. Le devoir de l'homme sage est de comprendre les grands rythmes de l'Univers et de s'y adapter. Alors que les Grecs — et la plupart des autres nations, je présume — s'adressaient à des oracles vivants, à leur Pythie, leur Cassandre, leurs prophètes et leurs voyants, il est remarquable que les Chinois se soient adressés à un livre qui établissait le modèle universel et nécessaire des changements, les Lois mêmes du Ciel, auxquelles obéit inévitablement la nature tout entière et auxquelles l'homme obéira librement, par suite d'une intuition acquise au contact soit de la sagesse, soit de la souffrance. L'homme moderne s'adresse, lui, à l'ordinateur.

Bien que la tentation soit grande de comparer les anciens oracles à l'ordinateur moderne, une comparaison par contraste est pourtant la seule possible. Les oracles s'intéressent exclusivement aux qualités, les ordinateurs, aux quantités. L'inscription gravée au fronton du temple de Delphes était : « Connais-toi toi-même », alors que l'inscription trouvée sur un calculateur électronique a plus de chances d'être : « Connais-moi », c'est-à-dire « Etudie le mode d'emploi avant de me brancher ». On pourrait croire que le Yi King et les oracles relèvent de la métaphysique alors que l'ordinateur appartient à la « réalité ». Mais le fait demeure qu'une machine à prédire l'avenir repose sur des postulats métaphysiques d'un genre très précis. Elle repose sur le postulat implicite qui

veut que « le futur soit déjà là », existe déjà sous une forme déterminée, de sorte qu'il n'est besoin que de bons instruments et de bonnes techniques pour le mettre en évidence et le rendre visible. Le lecteur admettra qu'il s'agit là d'un postulat métaphysique d'une portée considérable; qu'il s'agit, en fait, d'une hypothèse des plus extraordinaires, qui semble aller à l'encontre de toute expérience personnelle directe. Cela implique que la liberté humaine n'existe pas ou, en tout cas, qu'elle ne peut pas modifier le cours prédéterminé des événements. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le fait qu'une telle hypothèse, comme tous les postulats métaphysiques, explicites ou implicites, a des conséquences pratiques d'une importance décisive. Je suis revenu sur ce point à plusieurs reprises, tout au long de cet ouvrage. La question est simplement : est-ce vrai ou faux ?

Quand Dieu créa le monde et ses habitants — tâche qui, d'après les données de la science moderne, prit beaucoup de temps — je peux bien imaginer qu'il raisonna en Lui-même de la façon suivante : « Si je rends tout prévisible, ces êtres humains, à qui j'ai donné de jolis petits cerveaux, apprendront sans aucun doute à prédire toute chose et ils n'auront, par conséquent, aucune raison de faire quoi que ce soit; car ils reconnaîtront que le futur est totalement déterminé et qu'aucune action humaine ne peut influencer sur lui. Par ailleurs, si je rends tout imprévisible, ils découvriront peu à peu qu'il n'existe aucun fondement rationnel à quelque décision que ce soit et, tout comme dans le premier cas, ils n'auront, par conséquent, aucune raison de faire quoi que ce soit. Ni l'une ni l'autre de ces tactiques n'aurait de sens. Je dois donc créer un mélange des deux,

Faisons en sorte que certains faits soient prévisibles et d'autres non. Les hommes auront alors, entre autres choses, la tâche très importante de deviner lequel est quoi. »

Et c'est, en vérité, une tâche essentielle, surtout aujourd'hui où l'on essaie d'inventer des machines à prédire l'avenir. Avant de faire la moindre prédiction, n'importe qui devrait être capable de donner une raison convaincante pour laquelle le facteur auquel se réfère sa prédiction est, par nature, prévisible.

Les planificateurs, bien sûr, raisonnent à partir de l'hypothèse selon laquelle le futur n'est pas « déjà là »; ils n'ont pas affaire à un système prédéterminé — et par conséquent prévisible ; ils peuvent déterminer les faits à leur gré ; et leurs plans rendront le futur différent de ce qu'il aurait été, s'il n'y avait pas eu de plan. Pourtant, ce sont bien les planificateurs, plus peut-être que n'importe qui d'autre, qui aimeraient le plus disposer d'une machine à prédire l'avenir. Se sont-ils jamais demandé si la machine pourrait aussi, accessoirement, prédire leurs propres plans avant même qu'ils ne les aient conçus ?

Un besoin de sémantique

Quoi qu'il en soit, il est clair que la possibilité d'énoncer une prédiction n'est pas seulement une question importante, mais aussi une question quelque peu embrouillée. Nous nous délectons avec les termes d'estimation, de planification, de prévision, de

budgétisation, d'études globales, de programmes, d'objectifs, et ainsi de suite, et nous avons tendance à les utiliser comme s'ils étaient carrément interchangeables et comme si tout le monde devait automatiquement en connaître la signi-

fication. Il en résulte une grande confusion, car il est en réalité nécessaire de faire un certain nombre de distinctions fondamentales. Les termes que nous employons peuvent faire référence au passé ou au futur; ils peuvent faire référence à des actions ou à des événements; et ils peuvent signifier certitude ou incertitude. Le nombre de combinaisons possibles, quand il y a trois paires de ce genre, est 23 ou 8, et nous devrions en effet posséder huit termes différents pour être tout à fait certains de ce dont nous parlons. Notre langage, pourtant, n'est pas aussi parfait que cela. La distinction la plus importante est généralement celle introduite entre les actes et les événements. On peut donc ranger comme suit les huit cas possibles :

1.	Acte	5.	Événement
	Passé		Passé
	Certain		Certain
2.	Acte	6.	Événement
	Futur		Futur
	Certain		Certain
3.	Acte	7.	Événement
	Passé		Passé
	Incertain		Incertain
4.	Acte	8.	Événement
	Futur		Futur
	Incertain		Incertain

La distinction entre actes et événements est aussi élémentaire que celle qui existe entre actif et passif, ou entre « dépendant de ma volonté » et « indépendant de ma volonté ». Appliquer le mot de « planification » à des questions qui ne dépendent pas de la volonté du planificateur est absurde. Les événements, en ce qui concerne le planificateur, se produisent d'eux-mêmes. Il peut être capable de les prévoir et cela peut exercer une

influence sur son plan. Mais ils ne peuvent pas, manifestement, faire partie du plan.

La distinction entre le passé et le futur s'est révélée nécessaire pour notre propos car, en fait, des mots comme « plan » ou « estimation » sont employés en rapport avec les

deux. Si je dis : « Je ne visiterai pas Paris sans plan », cela peut vouloir dire : « Je m'armerai d'un plan des rues pour m'orienter » et, par conséquent, se rapporter au cas 5. Ou cela peut vouloir dire : « Je m'armerai d'un plan qui détaille à l'avance où je vais aller et à quoi je vais passer mon temps et dépenser mon argent » — ce qui renvoie aux cas 2 ou 4. Si quelqu'un affirme qu'« un plan est indispensable », il n'est pas sans intérêt de parvenir à établir s'il veut parler du premier ou du second. Les deux sont essentiellement différents.

De la même façon, le mot « estimation », qui suppose l'incertitude, peut s'appliquer au passé comme au futur. Dans un monde idéal, il ne serait pas nécessaire de faire des estimations relatives au passé. Mais, dans le monde réel, il règne une grande incertitude même à l'égard de points qui, en principe, devraient pouvoir être parfaitement établis. Les cas 3, 4, 7 et 8 représentent quatre types différents d'estimations. Le cas 3 se rapporte à quelque chose que j'ai fait dans le passé; le cas 7 à quelque chose qui est arrivé dans le passé. Le cas 4 se rapporte à quelque chose que j'ai l'intention de faire dans le futur, tandis que le cas 8 a trait à quelque chose à quoi je m'attends dans le futur. Le cas 8 est, en fait, une prévision au sens propre du terme et n'a absolument rien à voir avec la « planification ». Que de fois, pourtant, les prévisions sont-elles présentées comme des plans — et vice vers ! Le « Plan national » britannique de 1965, qui en fournit un exemple frappant, n'a abouti à rien, ce qui n'est pas étonnant.

Est-il possible de parler avec certitude d'actes ou d'événements futurs (cas 2 et 6) ? Si j'ai élaboré un plan en parfaite connaissance de tous les faits s'y rapportant, et si je suis fermement résolu à le mener à bien — cas 2 — je peux, à cet égard, considérer mes actions futures comme certaines. De la même manière, dans les recherches en laboratoire, qui s'occupent de systèmes déterministes soigneusement isolés, les événements futurs peuvent être décrits comme certains. Le monde réel, cependant, n'est pas un système déterministe. Nous pouvons bien parler avec certitude de faits ou d'événements appartenant au passé — cas 1 ou 5 — mais nous ne pouvons en faire autant au sujet d'événements futurs que sur la base d'hypothèses. Autrement dit, nous pouvons énoncer des affirmations conditionnelles concernant le futur, comme : « Si le cours des événements continue dans tel ou tel sens pendant X années, voilà où cela nous mènera. » Ceci n'est ni une prévision ni une prédiction, qui doivent toujours être incertaines dans le monde réel, mais un calcul exploratoire qui, tout en étant conditionnel, possède la vertu de la certitude mathématique.

Une confusion sans fin résulte de l'imbroglio sémantique où nous nous trouvons aujourd'hui. Comme nous l'avons indiqué auparavant, on avance des « plans » qui, après examen, se révèlent être en rapport avec des événements absolument indépendants de la

volonté du planificateur. On propose des « prévisions » qui, après vérification, se révèlent être des phrases au conditionnel, autrement dit, des calculs exploratoires. On interprète mal ces calculs, comme s'ils étaient des prévisions ou des prédictions. On avance des « estimations » qui, après examen, se révèlent être des plans; et ainsi de suite. Nos universitaires accompliraient une œuvre des plus nécessaires et d'une réelle utilité en enseignant à leurs étudiants comment faire les distinctions évoquées ci-dessus, et en élaborant une terminologie capable de les concrétiser par des mots.

Prévisibilité

Revenons maintenant à notre sujet principal : la prévisibilité. La prédiction ou la prévision — les deux termes semblant interchangeables — est-elle tant soit peu possible ? Le futur n'existe pas. Comment pourrait-on connaître quelque chose qui n'existe pas ? Cette question n'est que trop justifiée. Au sens strict du mot, il ne peut y avoir connaissance que du passé. Le futur est toujours en train de se faire, mais il se compose en grande partie de matériaux déjà existants, dont on peut avoir une grande connaissance. Le futur est, par conséquent, en grande partie prévisible, si l'on possède une solide et vaste connaissance du passé; en grande partie mais en aucun cas totalement car, dans l'élaboration du futur, intervient ce facteur mystérieux et irrésistible qu'on appelle la liberté humaine. C'est la liberté d'un être dont on a dit qu'il était fait à l'image du Dieu Créateur : la liberté de la créativité.

C'est étrange à dire mais, sous l'influence de la science expérimentale, beaucoup de gens semblent aujourd'hui exercer leur liberté à seule fin de nier son existence. Des hommes et des femmes très doués éprouvent le plus vif des plaisirs à mettre en évidence tout « mécanisme », tout « facteur inévitable », tout ce qui exclut la liberté humaine ou semble l'exclure. Un « Hourra ! » de triomphe salue la découverte de chaque nouvelle preuve — en physiologie, psychologie, sociologie, économie ou politique — de l'inexistence de la liberté, chaque nouvelle confirmation de ce que les gens ne peuvent pas s'empêcher d'être ce qu'ils sont et de faire ce qu'ils font, quel que puisse être le caractère inhumain de leurs actions. La négation de la liberté est, bien sûr, une négation de la responsabilité. Il n'y a pas d'actes, il n'y a que des événements. Tout arrive naturellement. Personne n'est responsable. Là réside, sans aucun doute, la cause principale de la confusion sémantique évoquée ci-dessus. C'est aussi la raison de notre croyance en l'existence prochaine d'une machine à prédire l'avenir.

Bien entendu, si tout arrivait naturellement, sans qu'il y ait aucun élément de liberté, de choix, de créativité humaine et de responsabilité, tout serait parfaitement prévisible, uniquement sujet à des limitations de savoir accidentelles et passagères. L'absence de liberté ferait des activités humaines un bon sujet d'étude pour les sciences physiques, ou un sujet se prêtant tout au moins à leurs méthodes, et des résultats fiables suivraient rapidement, sans aucun doute, l'observation systématique des faits. Le Professeur Phelps

Brown, dans son « discours du Président » à la Royal Economic Society [Société royale d'économie], semble précisément adopter ce point de vue quand il parle du « sous-développement de l'économie ». « Notre propre science, dit-il, n'a guère encore atteint son xvif siècle. » Croyant en l'identité métaphysique de l'économie et de la physique, il cite, en l'approuvant, un autre économiste, le Professeur Morgenstern :

« La rupture décisive qui s'est produite en physique
au XVIe siècle, tout spécialement dans le domaine de la

mécanique, ne fut rendue possible que grâce à des développements précédemment intervenus en astronomie. Elle avait derrière elle plusieurs millénaires d'observation systématique, scientifique, astronomique. (...) Rien de tel n'est advenu dans la science économique. Il eût été absurde, en physique, d'attendre Kepler et Newton sans Tycho Brahé : il n'y a aucune raison d'espérer une évolution plus facile en économie. »

Et le Professeur Phelps Brown de conclure, en conséquence, que nous avons besoin de beaucoup, beaucoup d'autres années d'observations du comportement. « Avant cela, toute mathématisation est prématurée. »

C'est l'intrusion de la liberté et de la responsabilité humaines qui rend l'économie métaphysiquement différente de la physique, et les activités humaines en grande partie imprévisibles. Prédire nous devient possible, assurément, quand nous, ou les autres, agissons suivant un plan. Mais il en est ainsi précisément parce qu'un plan est le résultat d'un exercice de la liberté de choix. On a fait un choix. On a éliminé toutes les autres solutions. Si les gens s'en tiennent à leur plan, leur conduite est prévisible, simplement parce qu'ils ont choisi de renoncer à leur liberté d'agir d'une autre façon que celle prescrite par le plan.

En principe, tout ce qui est à l'abri d'une intrusion de la liberté humaine, comme les mouvements des étoiles, est prévisible; tout ce qui est sujet à cette intrusion est imprévisible. Cela veut-il dire que toutes les actions humaines sont imprévisibles ? Non, car la plupart des gens, la plupart du temps, ne font aucun usage de leur liberté et agissent de façon purement mécanique. L'expérience montre que, quand nous considérons un grand nombre de personnes, bien des aspects de leur comportement sont en fait prévisibles. En effet, à n'importe quel moment, seule une toute petite minorité, prise dans un grand nombre, use de son pouvoir de liberté. Et souvent, cette minorité n'influe pas de façon significative sur le résultat global. Pourtant, toute innovation et tout changement d'une importance réelle partent habituellement de toutes petites minorités qui, elles, font véritablement usage de leur liberté créatrice.

Il est vrai que les phénomènes sociaux acquièrent une certaine régularité et un certain caractère de prévisibilité, du fait d'un non-usage de la liberté. Cela revient à dire que la grande majorité des gens réagissent à une situation donnée d'une façon qui ne change pas beaucoup avec le temps, à moins qu'il n'y ait de nouvelles raisons absolument

contraignantes.

Nous pouvons donc distinguer les options suivantes :

a) Une prévisibilité totale (en principe) n'existe qu'en l'absence de liberté humaine, c'est-à-dire dans une nature « sous-humaine ». Les limites de la prévisibilité sont de simples limites du savoir et de la technique.

b) Il existe une relative prévisibilité du comportement type de très grands nombres de personnes qui font des choses « normales » (ce qu'on appelle la routine).

c) Il existe une prévisibilité presque totale des actions humaines contrôlées par un plan qui élimine la liberté, par exemple l'horaire du chemin de fer.

d) Des décisions individuelles, prises par des individus, sont en principe imprévisibles.

Prévisions à court terme

En pratique, toute prévision n'est qu'une simple extrapolation, modifiée par des « plans » connus. Mais comment extrapoler ? De combien d'années remonter en arrière ? En supposant qu'il existe des archives sur une histoire de la croissance, que faut-il précisément extrapoler : le taux moyen de croissance, l'accroissement du taux de croissance ou l'accroissement annuel en chiffres absolus ? En fait, il n'y a pas de règles * : c'est tout simplement une question de « flair » ou de bon sens.

Il est bon de connaître toutes les diverses façons possibles de traiter les mêmes séries temporelles pour fonder des extrapolations aboutissant à des résultats très différents. Une telle connaissance nous empêchera d'accorder une foi excessive à quelque extrapolation que ce soit. En même temps, en outre, le développement de (ce qui se donne pour les) meilleures techniques de prévision peut devenir un vice. Dans la prévision à court terme, disons, pour l'année à venir, une technique raffinée donne rarement des résultats qui diffèrent de façon significative de ceux obtenus par une technique plus grossière. Après une année de croissance, que peut-on prédire ?

- a) que nous avons atteint un plafond (temporaire);
- b) que la croissance continuera au même rythme, ou à un rythme plus lent ou plus rapide;
- c) qu'il y aura déclin.

Il semble clair que l'on ne peut choisir entre ces trois prévisions élémentaires à l'aide

*Quand il y a des modèles saisonniers ou cycliques, il est, bien sûr, nécessaire de remonter d'au moins une année ou un cycle en arrière. Mais on doit s'en remettre au bon sens pour décider du nombre d'années ou de cycles.

d'une « technique de prévision », mais seulement grâce à un jugement avisé. Cela dépend, bien sûr, de ce dont on traite. Quand il s'agit de quelque chose qui croît normalement à un rythme très rapide, comme la consommation d'électricité, le triple choix se réduit à un choix entre un même taux de croissance, un taux plus rapide ou un taux plus lent.

Ce n'est pas tant une technique de prévision qu'une parfaite compréhension de la situation présente qui peut aider à la formation d'un jugement sain portant sur l'avenir. Si l'on sait que le taux actuel de croissance subit l'influence de facteurs tout à fait anormaux qui, selon toute vraisemblance, n'interviendront pas l'année suivante, il faut, bien sûr, prendre ceux-ci en considération. La prévision : « semblable à l'année écoulée », peut impliquer « en réalité » une croissance ou un déclin en raison de facteurs exceptionnels propres à cette année. Cela doit être, bien sûr, clairement précisé par celui qui effectue la prévision.

Je crois donc qu'il faut faire porter tous ses efforts à comprendre la situation présente, pour identifier et, si besoin est, pour éliminer du tableau actuel les facteurs « anormaux », non périodiques. Cela étant, la méthode de prévision ne sera jamais assez dépouillée. Aucun degré de raffinement n'aidera quiconque à parvenir au seul jugement qui compte : l'année qui vient sera-t-elle comme l'année précédente, ou meilleure, ou pire ?

A ce stade, on peut objecter que les calculateurs électroniques devraient offrir de grandes possibilités de prévision à court terme, car ils peuvent très facilement et très rapidement traiter de grandes quantités de données, et leur ajuster une expression mathématique. Par rétroaction, on peut remettre à jour presque instantanément cette expression mathématique et, une fois trouvé un ajustement mathématique vraiment satisfaisant, la machine peut prédire l'avenir.

A nouveau, il nous faut jeter un regard sur les racines métaphysiques de telles prétentions. Quelle est la signification d'un « ajustement mathématique satisfaisant » ? Cela veut tout simplement dire que l'on a élégamment décrit, en langage mathématique précis, une série de changements quantitatifs intervenus dans le passé. Mais que moi — ou la machine — j'aie pu décrire cette série si exactement, ne constitue nullement une présomption en faveur de la fiabilité du modèle. Il ne pourrait en être ainsi qu'à condition (a) qu'il n'y ait aucune liberté humaine, et (b) qu'il n'y ait aucune possibilité de changement des causes qui ont donné naissance au modèle observé.

Je pourrais admettre que l'on soutienne qu'il faut s'attendre à voir durer quelque temps encore un modèle très clair et très solidement établi (de stabilité, de croissance ou de déclin), à moins qu'on ne soit vraiment sûr de la survenance de nouveaux éléments susceptibles de le modifier. Mais, selon moi, pour découvrir de tels modèles, clairs, puissants et durables, le cerveau humain non-électronique est en général moins onéreux, plus rapide et plus fiable que son rival électronique. Ou, pour tourner cela autrement : s'il est vraiment nécessaire, pour découvrir un modèle, d'avoir recours à des méthodes d'analyse mathématique aussi hautement raffinées qu'il soit besoin d'un calculateur

électronique, c'est que ce modèle est trop faible et trop obscur pour constituer une base qui convienne à l'extrapolation dans la vie réelle.

Des méthodes de prévision sommaires — après correction des anomalies déparant le tableau actuel — ne risquent pas de mener aux erreurs de la fausse vraisemblance et de la fausse précision, qui sont les deux plus grands vices du statisticien. Une fois que l'on dispose d'une formule et d'un calculateur électronique, il est diablement tentant de presser le citron jusqu'à la dernière goutte et de présenter un tableau de l'avenir qui emporte la conviction au travers de sa précision et de sa vraisemblance mêmes. Pourtant, celui qui se sert d'un plan imaginaire, en le croyant vrai, court plus de risques de s'égarer que celui qui ne dispose d'aucun plan. En effet, il négligera de s'informer chaque fois que l'occasion s'en présentera, d'observer le moindre détail de sa route, et de rechercher sans cesse, de tous ses sens et de toute son intelligence, un indice de la direction à suivre.

La personne qui se livre à des prévisions peut encore avoir une appréciation précise des hypothèses sur lesquelles celles-ci s'appuient. Mais la personne qui utilise ces mêmes prévisions peut n'avoir aucune idée du fait que tout l'édifice, comme c'est souvent le cas, doit sa pérennité ou sa chute à une seule hypothèse, invérifiable. Elle est impressionnée par la perfection du travail accompli, par le fait que cela semble « faire un tout », etc. Si on lui présentait les mêmes prévisions de manière peu engageante, disons au dos d'une enveloppe, elle aurait une bien meilleure chance d'apprécier leur caractère fragile et de saisir le fait que, prévisions ou pas, il incombe à quelqu'un de prendre une décision qui engage l'avenir encore inconnu.

Planification

J'ai déjà insisté sur le fait qu'un plan diffère essentiellement d'une prévision. C'est une déclaration d'intention, précisant ce que les planificateurs — ou leurs maîtres — ont l'intention de faire. La planification (au sens où l'on devrait, à mon avis, employer ce terme) est inséparable du pouvoir. Il est naturel et, en vérité, souhaitable, que tous ceux qui exercent quelque pouvoir que ce soit aient une sorte de plan, c'est-à-dire qu'ils usent du pouvoir de façon délibérée et consciente, avec une certaine idée de l'avenir. Ce faisant, ils doivent prendre en considération ce que les autres sont susceptibles de faire. Autrement dit, ils ne peuvent pas dresser de plans judicieux sans se livrer à un certain nombre de prévisions. Cela ne présente pas de difficultés tant que ce qu'il faut prévoir est effectivement « prévisible », ayant trait soit à des questions dans lesquelles la liberté humaine n'entre pas en ligne de compte, soit aux actions routinières d'un très grand nombre d'individus, soit encore aux plans établis par d'autres personnes exerçant un pouvoir. Malheureusement, les questions à prévoir n'appartiennent, très souvent, à aucune de ces catégories, mais dépendent des décisions individuelles prises par des personnes seules ou par de petits groupes de personnes. Dans de telles circonstances, les prévisions ne sont guère plus que des « devinettes inspirées ». Aucun degré de perfectionnement dans

la technique de prévision ne peut être de quelque secours. Certains peuvent, bien sûr, se révéler meilleurs devins que d'autres. Mais ils ne le devront ni à une meilleure technique de prévision, ni à un meilleur équipement mécanique qui les aide dans leurs supputations.

Quelle pourrait, alors, être la signification d'un « plan national » dans une société libre ? Certainement pas la concentration de tout le pouvoir en un seul point, car cela impliquerait la fin de la liberté : une planification authentique est de même étendue que le pouvoir. A mon avis, voici la seule signification intelligible des mots « un plan national » dans une société libre : l'énoncé le plus complet possible, de la part de toutes les personnes qui exercent un pouvoir économique substantiel, de leurs intentions; de telles déclarations étant recueillies et confrontées entre elles par une organisation centrale. Les contradictions mêmes d'un « plan » ainsi composé pourraient donner de précieux renseignements.

Prévisions à long terme et études de faisabilité

Tournons-nous maintenant vers la prévision à long terme, c'est-à-dire celle qui donne des estimations à cinq ans de distance ou davantage. Il doit être clair que, le changement étant fonction du temps, l'avenir à plus long terme est encore moins prévisible que celui à court terme. En fait, toute prévision à long terme est quelque peu présomptueuse et absurde, à moins qu'elle ne soit d'un type si général qu'elle n'énonce tout simplement l'évidence. Malgré tout, il y a souvent une nécessité pratique à « se faire une idée » du futur, puisqu'il faut prendre des décisions et des engagements à long terme. N'y a-t-il rien qui puisse nous aider ?

Je voudrais insister à nouveau sur la distinction entre prévisions, d'un côté, et « calculs exploratoires » ou « études de faisabilité », de l'autre. Dans un cas, j'affirme que nous connaissons telle ou telle situation dans, disons, vingt ans. Dans le second, j'étudie simplement les conséquences à long terme de certaines tendances supposées. Il est malheureusement vrai qu'en macro-économie, les études de faisabilité sont très rarement poussées au-delà des étapes préliminaires, très rudimentaires. Les gens s'accommodent de prévisions générales, qui valent rarement le papier sur lequel on les transcrit.

Quelques exemples peuvent être utiles. Il est tout à fait d'actualité, aujourd'hui, de parler du développement des pays sous-développés, et l'on élabore, à cet effet, d'innombrables (prétendus) « plans ». Si nous en croyons les espérances éveillées dans le monde entier, il semble être admis que, d'ici quelques décennies, la plupart des gens de par le monde seront capables de vivre plus ou moins comme les Européens de l'Ouest vivent aujourd'hui. Il me semble maintenant qu'il serait très instructif que quelqu'un entreprenne, correctement et en détail, une étude de faisabilité de ce projet *. On pourrait

*Le Professeur Leontieff vient de terminer une telle étude pour le compte de l'ONU, en utilisant une méthode comparable à celle suggérée ici par l'auteur [N.d.T.].

choisir l'an 2000 comme date limite et travailler à reculons à partir de là. Quelle serait la production nécessaire de denrées alimentaires, de combustibles, de métaux, de fibres textiles, etc. ? Quel serait le stock de capital industriel ? Naturellement, on devrait introduire bon nombre de nouvelles hypothèses au fur et à mesure de cette étude. Chaque hypothèse pourrait à son tour faire l'objet d'une étude de faisabilité plus détaillée. Il se pourrait alors qu'on ne puisse pas trouver de solution aux équations posées, à moins d'introduire des hypothèses qui dépassent toutes les bornes d'une probabilité raisonnable. Cela pourrait se révéler fort instructif.

Il est très concevable que l'on aboutisse à la conclusion suivante : tandis qu'il devrait très certainement se produire un important développement économique dans tous les pays où de fortes populations connaissent une misère noire, on devrait pouvoir faire certains choix entre des modèles de développement différents, certains types de développement apparaissant plus accessibles que d'autres.

Une réflexion à long terme, renforcée par des études de faisabilité consciencieuses, semblerait particulièrement souhaitable en ce qui concerne toutes les matières premières non renouvelables disponibles en quantités limitées, c'est-à-dire essentiellement les combustibles fossiles et les métaux. A l'heure actuelle, par exemple, on assiste au remplacement du charbon par le pétrole. Certains semblent supposer que le charbon touche à sa fin. Une étude de faisabilité soignée, tenant compte de tous les témoignages disponibles sur les réserves de charbon, de pétrole et de gaz naturel, aussi bien connues que simplement censées exister, serait extrêmement instructive.

A propos de la croissance démographique et des ressources alimentaires, c'est principalement à l'Organisation des Nations unies que nous devons ce qui se rapproche le plus, à ce jour, d'études de faisabilité. On pourrait pousser bien plus loin ces travaux, et non seulement donner les chiffres totaux de la production de nourriture nécessaire vers l'an 1980 ou l'an 2000, mais encore établir, avec beaucoup plus de détails qu'on ne l'a fait jusqu'ici, le tableau des démarches spécifiques à entreprendre dans le proche avenir, si l'on veut atteindre de tels chiffres.

Dans tout cela, la nécessité première est d'ordre purement intellectuel : savoir apprécier nettement la différence entre une prévision et une étude de faisabilité. C'est sûrement un signe d'analphabétisme statistique que de confondre les deux. Une prévision à long terme est, comme je l'ai dit, présomptueuse. Mais une étude de faisabilité à long terme est un travail humble, sans prétention, que nous négligeons à nos risques et périls.

A nouveau se pose la question de savoir si ce travail pourrait se trouver facilité par des aides plus mécaniques, comme les ordinateurs. Personnellement, je suis enclin à en douter. Il me semble que la multiplication infinie des aides mécaniques, dans des domaines qui exigent du bon sens plus que toute autre chose, est l'une des principales forces dynamiques sur lesquelles se fonde la loi de Parkinson. Certes, un calculateur électronique peut exécuter, en quelques secondes ou en quelques minutes, un grand nombre de

simulations, faisant appel à des hypothèses variables, alors qu'il faudra peut-être des mois au cerveau non électronique pour accomplir le même travail. Mais le fait est que le cerveau non électronique n'éprouve jamais le besoin d'essayer de faire ce travail. Grâce à sa faculté de jugement, il peut se concentrer sur quelques paramètres décisifs, qui sont amplement suffisants pour tracer les limites de la probabilité raisonnable. Certains imaginent qu'il serait possible et utile de construire une machine pour établir des prévisions à longue échéance, machine qui serait alimentée sans cesse par les dernières « nouvelles » et qui, en retour, réviserait en permanence ses prévisions à long terme. Cela serait sans nul doute possible. Mais serait-ce utile ? Chaque « nouvelle » doit être jugée pour son utilité à long terme. Or, un jugement sain est généralement impossible sur-le-champ. Je ne trouve pas non plus de valeur à la révision continue de prévisions à long terme, en tant que simple affaire de routine mécanique. On n'a besoin d'une prévision que lorsqu'il faut prendre ou revoir une décision à long terme, ce qui est un événement relativement rare, même dans la plus grande des entreprises. Il est alors intéressant de rechercher délibérément, consciencieusement, la meilleure preuve, de juger chaque fait à la lumière d'expériences accumulées, pour aboutir enfin à un point de vue qui semble raisonnable aux meilleurs esprits qui soient. Il est illusoire de vouloir court-circuiter ce processus laborieux et incertain par un appareil mécanique.

Quand on en vient aux études de faisabilité, en tant que distinctes des prévisions, il peut parfois sembler utile de disposer d'un appareil qui puisse rapidement tester l'effet des variations des hypothèses émises. Mais je ne suis pas encore convaincu qu'une règle à calcul et un assortissement de tables d'intérêts composés ne soient pas amplement suffisants pour y arriver.

Impossibilité de prédire et liberté

Si j'ai une opinion plutôt négative quant à l'utilité de l'« automation » en matière de prévision économique, entre autres domaines, je ne sous-estime pas la valeur des calculateurs électroniques et des appareils de même type pour d'autres tâches, telles que la résolution de problèmes mathématiques ou la programmation de productions. Ces dernières tâches relèvent des sciences exactes ou de leurs applications. Leur objet n'est pas humain, ou peut-être devrais-je dire, est sous-humain. Leur exactitude même est un signe de l'absence de liberté humaine, de l'absence de choix, de responsabilité et de dignité. Dès que la liberté humaine apparaît, nous nous trouvons dans un monde entièrement différent, où toute prolifération de dispositifs mécaniques est source d'un profond danger. On devrait résister avec la plus grande détermination aux tendances qui cherchent à étouffer cette distinction. La dignité humaine a beaucoup souffert de la malencontreuse tentative des sciences sociales pour adopter et imiter les méthodes des sciences physiques. L'économie, et plus encore l'économie appliquée, n'est pas une science exacte. C'est en fait, ou ce devrait être, quelque chose de beaucoup plus noble : une branche de la sagesse. Colin Clark a soutenu, autrefois, que « les équilibres

économiques mondiaux en longue période se développent à leur manière propre, de façon entièrement indépendante des changements politiques et sociaux ». Sur la foi de cette hérésie métaphysique, il a écrit, en 1941, un livre intitulé *The Economies of 1960*². Il serait injuste de dire que le tableau qu'il a brossé ne présente aucune ressemblance avec ce que fut la réalité. On note effectivement cette sorte de ressemblance qui naît du simple fait que l'homme exerce sa liberté dans les limites d'un système inchangé de lois physiques de la nature. Mais la leçon à tirer du livre de M. Clark est que son hypothèse métaphysique est fautive; que les équilibres économiques mondiaux, même les plus durables, sont en fait grandement tributaires des changements politiques et sociaux; enfin, que les méthodes de prévision, compliquées et ingénieuses, employées par M. Clark, ont seulement servi à produire un travail de fautive vraisemblance.

Conclusion

J'en arrive à cette conclusion reconfortante que la vie, y compris la vie économique, vaut encore la peine d'être vécue, car elle est assez imprévisible pour être intéressante. Ni l'économiste ni le statisticien ne pourront la circonscrire. Dans les limites des lois physiques de la nature, nous sommes encore maîtres de notre destin individuel et collectif, pour le meilleur ou pour le pire.

Mais le savoir-faire de l'économiste, du statisticien, du chercheur scientifique, de l'ingénieur et même du vrai philosophe, peut aider à éclairer les limites de notre destin. On ne peut pas prédire l'avenir mais on peut l'explorer. Des études de faisabilité peuvent nous révéler ce vers quoi, semble-t-il, nous allons, ce qui est plus important aujourd'hui que jamais auparavant, puisque la « croissance » est devenue le maître-mot de l'économie, dans le monde entier.

Dans son très vif désir d'acquérir une solide connaissance de son avenir, par essence indéterminé, l'homme d'action moderne risque de s'entourer d'armées toujours plus nombreuses de spécialistes de la prévision, de montagnes toujours plus hautes de données objectives, que des inventions mécaniques toujours plus prodigieuses auront charge de digérer. Je crains que le résultat ne soit à peine plus qu'un énorme jeu de trompe-l'œil et qu'une apologie toujours plus merveilleuse de la loi de Parkinson. Les meilleures décisions reposeront toujours sur les jugements de cerveaux mûrs, non électroniques, cerveaux d'hommes qui auront envisagé la situation avec calme et sérieux et l'auront appréhendée dans son ensemble. « Arrêtez-vous, regardez et écoutez » est une meilleure devise que « Consultez les prévisions ».

16 Ébauche d'une théorie de la grande organisation

Nous entendons parler, presque quotidiennement, de fusions et de rachats d'entreprises. La Grande-Bretagne est entrée dans la Communauté économique européenne pour ouvrir des marchés plus vastes, que serviront des organisations encore plus grandes. Dans les pays socialistes, la nationalisation a fait naître d'immenses combinats, capables de rivaliser ou même de surpasser n'importe quelle forme d'entreprise ayant surgi dans les pays capitalistes. La grande majorité des économistes et des experts en organisation soutiennent cette tendance au gigantisme.

Au contraire, la plupart des sociologues et des psychologues nous mettent en garde, avec insistance, contre les dangers inhérents à celui-ci : dangers pour l'intégrité de l'individu, quand ce dernier a l'impression de n'être plus qu'un petit rouage dans une vaste machine et quand les relations humaines de sa vie quotidienne de travailleur se déshumanisent de plus en plus; dangers également pour le rendement et la productivité, résultant d'une bureaucratie à la Parkinson toujours plus forte.

Simultanément, la littérature moderne brosse d'effrayants tableaux d'un meilleur des mondes nettement divisé entre nous et eux, déchiré par un doute réciproque, la haine de l'autorité caractérisant ceux du bas de la hiérarchie, le mépris des hommes, ceux du haut. Les masses réagissent contre leurs dirigeants avec un esprit de terne irresponsabilité, tandis que les dirigeants essaient en vain de continuer à faire tourner la machine, grâce à une organisation et une coordination précises, grâce à des primes, des stimulants, des exhortations et des menaces sans fin.

Sans aucun doute, il s'agit là d'un véritable problème de communications. Mais la seule communication qui soit réellement efficace est celle qui s'établit d'homme à homme, face à face. Le roman cauchemardesque de Franz Kafka, *Le Château*, dépeint les effets désastreux d'un contrôle à distance. Monsieur K., l'Arpenteur, a été engagé par les autorités, mais personne ne sait exactement comment ni pourquoi. Il essaie d'éclaircir sa situation parce que les gens qu'il rencontre lui disent tous : « Malheureusement nous n'avons pas besoin d'arpenteur. Il n'y aurait pas pour vous le moindre travail ici¹. »

Aussi, faisant tout son possible pour être mis en présence de l'autorité, Monsieur K. approche diverses personnes qui ont manifestement quelque importance. Mais les autres lui disent : « Vous n'avez encore jamais pris réellement contact avec notre administration. Tous les contacts dont vous me parlez ne sont qu'apparents et vous les croyez réels à cause de votre ignorance². »

Alors qu'il ne fait absolument aucun travail concret, il reçoit une lettre du Château : « Les travaux me satisfont entièrement. (...) Ne faiblissez pas dans votre zèle. Menez les travaux à bonne fin. Une interruption me fâcherait. (...) Je ne vous perds pas de vue³. »

Personne n'aime vraiment la grande organisation. Personne n'aime recevoir des ordres d'un supérieur, qui reçoit des ordres d'un supérieur, qui lui-même reçoit des ordres... Même si les règles imaginées par la bureaucratie sont remarquablement humaines, personne n'aime être gouverné par des règles, c'est-à-dire par des personnes dont la réponse, à chaque doléance, est : « Ce n'est pas moi qui ai fait les règles. Je ne fais que les appliquer. »

Pourtant, la grande organisation est, semble-t-il, faite pour durer. Il est donc d'autant plus nécessaire de réfléchir à son cas et de bâtir une théorie à son sujet. Plus fort est le courant, plus il est nécessaire de naviguer avec adresse.

La tâche fondamentale est d'arriver à créer de petites unités à l'intérieur d'une grande organisation.

Une fois créée, une grande organisation passe habituellement par une alternance de phases de centralisation et de décentralisation, comme les oscillations d'un pendule. Toutes les fois que l'on rencontre un tel couple de contraires, chacun d'eux ayant des arguments convaincants en sa faveur, il est utile de pénétrer le problème en profondeur pour trouver mieux qu'un compromis, mieux qu'une solution moitié-moitié. Peut-être ce dont nous avons réellement besoin n'est-il pas le couple soit-soit, mais l'ensemble l'un-et-l'autre-à-la-fois.

Ce problème familial envahit toute la vie réelle, malgré sa grande impopularité auprès de ceux qui consacrent l'essentiel de leur temps à des problèmes de laboratoire, d'où on a soigneusement éliminé tout facteur étranger à la question. Car, quelle que soit notre activité dans la vie réelle, nous devons essayer de rendre justice à une situation qui comporte tous les facteurs dits étrangers. Sans compter que nous avons toujours à faire face à l'exigence simultanée d'ordre et de liberté.

Dans toute organisation, grande ou petite, il doit régner une certaine clarté et une certaine méthode. En cas de désordre, on ne peut rien accomplir. Pourtant, la méthode, en tant que telle, est statique et sans vie. Il faut donc également avoir les coudées très franches et une grande latitude d'action pour pouvoir rompre avec l'ordre établi, pour faire ce qui n'a jamais été fait auparavant, ce qui n'a jamais été envisagé par les gardiens de la méthode : permettre le nouvel aboutissement, imprévu et imprévisible, de l'idée créatrice de l'homme.

Toute organisation doit donc s'efforcer sans cesse de rechercher la méthode dans l'ordre et le désordre dans la liberté créatrice. Le danger spécifique inhérent à la grande organisation réside dans son penchant naturel et sa tendance à favoriser l'ordre, au détriment de la liberté créatrice.

Nous pouvons associer beaucoup d'autres couples de contraires à ce couple de base : ordre/liberté. La centralisation est principalement une idée d'ordre; la décentralisation, une idée de liberté. Le type même de l'homme d'ordre est le comptable et, d'une façon générale, le gestionnaire, alors que l'homme de la liberté créatrice est Y entrepreneur. L'ordre demande de l'intelligence et contribue au bon fonctionnement, alors que la liberté appelle et ouvre la porte à l'intuition, et conduit à l'innovation.

Plus vaste est l'organisation, plus le besoin d'ordre se fait manifeste et inéluctable. Mais si l'on veille à satisfaire ce besoin avec tant d'efficacité et de perfection qu'il ne reste plus à l'homme aucune latitude pour exercer son intuition créatrice, pour un désordre fécond, l'organisation devient moribonde, véritable désert de frustration.

Ces considérations servent de toile de fond à une ébauche de théorie de la grande organisation, que je vais maintenant développer sous forme de cinq principes.

Le premier de ces principes s'intitule le principe de subsidiarité. Il en existe une célèbre formulation contemporaine, que voici : « Ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes. L'objet naturel de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social, et non pas de les détruire ni de les absorber *. » Ces phrases, destinées à la société dans son ensemble, s'appliquent tout aussi bien aux différents niveaux rencontrés à l'intérieur d'une grande organisation. Le niveau supérieur ne doit pas absorber les fonctions du niveau inférieur sous prétexte que, étant supérieur, il sera automatiquement plus avisé et remplira ces fonctions avec plus d'efficacité: La loyauté ne peut aller que des plus petites unités à des unités plus grandes (et supérieures), non l'inverse — et la loyauté est un élément essentiel pour la santé de toute organisation.

Le principe de subsidiarité implique que la charge de la preuve incombe toujours à ceux qui veulent priver un niveau inférieur de sa fonction et, par là même, de sa liberté et de sa responsabilité à cet égard. C'est à eux de prouver que le niveau inférieur est incapable de remplir cette fonction de façon satisfaisante et que le niveau supérieur peut réellement faire beaucoup mieux. « Que les gouvernants (pour reprendre la citation) en soient donc bien persuadés : plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements selon ce principe de la fonction supplétive de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureux et plus prospère l'état des affaires publiques »

Les systèmes opposés que sont la centralisation et la décentralisation sont maintenant loin derrière nous : le principe de subsidiarité nous enseigne que le centre gagnera en autorité et en efficacité si la liberté et la responsabilité des niveaux subalternes sont soigneusement sauvegardées, avec ce résultat que l'organisation dans son ensemble en sera « plus heureuse et plus prospère ».

Comment parvenir à une telle structure ? Du point de vue du gestionnaire, c'est-à-dire du point de vue de la méthode, cela paraîtra très désagréablement désordonné, à côté de la logique précise d'un monolithe. La grande organisation se composera de nombreuses unités semi-autonomes, que nous pouvons appeler des quasi-firmes. Chacune d'elles disposera d'une grande liberté, pour donner la plus grande chance possible à la créativité et à l'esprit d'entreprise.

On peut alors symboliser la structure de l'organisation par un homme qui tiendrait à la main un grand nombre de ballons. Chacun des ballons a sa propre poussée et sa propre force ascensionnelle. L'homme lui-même ne veut pas faire la loi, mais il se tient au-dessous des ballons, serrant pourtant fermement dans son poing toutes les ficelles. Chaque ballon n'est pas seulement une unité administrative, mais aussi une unité d'initiative. On pourrait, par contraste, symboliser l'organisation monolithique par un arbre de Noël, orné d'une étoile à la cime et les branches inférieures chargées de nombreuses bougies et d'autres objets utiles. Tout découle du sommet et dépend de lui. Il ne peut y avoir de réelle liberté et d'esprit d'entreprise véritable qu'au sommet.

On a donc le devoir d'examiner les activités de l'organisation l'une après l'autre et d'instaurer autant de quasi-firmes qu'on peut le juger possible et raisonnable. Par exemple, le British National Coal Board [Office national britannique du charbon], l'une des plus grandes entreprises commerciales d'Europe, a trouvé le moyen d'implanter des quasi-firmes, sous des noms divers, pour son exploitation minière à ciel ouvert, ses briqueteries et ses produits charbonniers. Mais le processus ne s'est pas arrêté là. On a imaginé des formes d'organisation spéciales, relativement indépendantes, pour ses activités de transport routier, ses propriétés immobilières et son commerce de détail, sans parler des multiples entreprises correspondant à diverses activités accessoires. L'activité première de l'Office, l'exploitation du charbon à grande profondeur, a été divisée en dix-sept départements, chacun d'eux ayant le statut d'une quasi-firme. La source précédemment citée décrit les résultats d'une telle structuration comme suit : l'autorité publique « pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle, parce qu'elle seule peut les remplir : diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportent les circonstances ou l'exige la nécessité ⁶. »

Pour qu'un contrôle central soit efficace et qu'il ait une signification, il faut appliquer un second principe, que nous appellerons le principe de revendication. Revendiquer signifie : se défendre contre les reproches ou les accusations; prouver que l'on a raison et que l'on est qualifié; se justifier; s'affirmer. Ainsi, ce principe décrit-il fort bien l'un des devoirs les plus importants de l'autorité centrale vis-à-vis des niveaux subalternes. Un bon gouvernement est toujours un gouvernement d'exception. Mis à part quelques cas exceptionnels, l'unité auxiliaire doit être défendue contre les reproches et soutenue. Cela veut dire que l'exception doit être définie avec suffisamment de clarté pour que la quasi-firme soit à même de savoir, sans qu'il subsiste le moindre doute, si elle donne ou non

satisfaction.

Le gestionnaire type, à savoir l'homme de méthode, est heureux quand il tient tout sous sa coupe. Armé d'ordinateurs, il n'a, à vrai dire, aujourd'hui aucune peine à parvenir à cela, et peut insister sur sa responsabilité dans un nombre presque infini de domaines — production, productivité, dépenses très diverses, frais non opérationnels, etc. — d'où découlent des profits ou des pertes. Cela est assez logique. Mais la vie réelle dépasse la logique. Si l'on fixe un grand nombre de critères de responsabilité, chaque unité auxiliaire peut être trouvée en défaut sur un point ou sur un autre; le gouvernement d'exception devient un simulacre, et personne ne peut jamais être sûr de la position de son unité.

Dans son application idéale, le principe de revendication ne devrait admettre qu'un seul critère de responsabilité dans une entreprise commerciale, à savoir la rentabilité. Bien entendu, un tel critère serait assujéti à l'observance, par la quasi-firme, des règles générales et de la politique prescrites par le centre. On peut rarement atteindre les idéaux dans le monde réel. Néanmoins, ceux-ci sont pleins de signification. Ils impliquent que tout écart par rapport à l'idéal doit faire l'objet d'un débat justificatif spécial. A moins que le nombre de critères de responsabilité ne soit en vérité très petit, la créativité et l'esprit d'entreprise ne peuvent pas fleurir dans la quasi-firme.

Alors que la rentabilité doit être le critère final, il n'est pas toujours licite de l'appliquer mécaniquement. Certaines unités auxiliaires peuvent être exceptionnellement bien placées, d'autres exceptionnellement mal placées. Certaines peuvent avoir des fonctions de prestataires de services à l'égard de l'organisation dans son ensemble ou d'autres obligations spéciales, qu'il est nécessaire de remplir sans tenir compte, en premier lieu, de la rentabilité. Dans de telles occasions, la détermination de la rentabilité doit être modifiée à l'avance, par ce que nous pouvons appeler des redevances et des subventions.

Si une unité jouit d'avantages spéciaux indéniables, elle doit payer une redevance en rapport; mais s'il lui faut faire face à des sujétions tout aussi indéniables, elle doit bénéficier d'une subvention ou d'un crédit spécial. Un tel système permet d'égaliser suffisamment les chances de rentabilité des diverses unités, de sorte que le profit devient un indice significatif de la réussite. Si une telle égalisation, quoique nécessaire, n'est pas réalisée, un lit de plumes est offert aux unités chanceuses, tandis que les autres risquent de se trouver sur un lit de clous. Cela ne saurait être bon ni pour le moral ni pour l'efficacité de la gestion.

Si, conformément au principe de revendication, une organisation adopte la rentabilité comme premier critère de responsabilité — la rentabilité corrigée, si besoin est, par les redevances et les subventions — une procédure de gouvernement d'exception devient possible. Le centre peut alors se consacrer à des activités telles que « diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportent les circonstances ou l'exige la nécessité », sans aucunement se relâcher, eu égard à toutes ses unités auxiliaires.

On peut définir nettement les exceptions. Le centre aura deux occasions d'intervenir exceptionnellement. La première, quand le centre et l'unité auxiliaire ne parviennent pas à s'entendre aisément sur la redevance ou sur la subvention (suivant le cas) à attribuer. Dans de telles circonstances, le centre doit procéder à une totale vérification de l'efficacité de l'unité pour obtenir une évaluation objective du potentiel réel de cette unité. La seconde occasion apparaît quand l'unité n'arrive pas à réaliser de profit, après paiement d'une redevance ou attribution d'une subvention. La direction de l'unité se trouve alors dans une situation précaire. Si le contrôle d'efficacité effectué par le centre aboutit à un jugement très défavorable, la direction risque alors de ne plus faire long feu.

Le troisième principe est le principe d'identité. Chaque unité auxiliaire ou quasi-firme doit avoir, à la fois, un compte profits et pertes et un bilan. Du point de vue de la méthode, un relevé des profits et pertes est amplement suffisant, puisque l'on peut en déduire si, oui ou non, l'unité apporte une contribution financière à l'organisation. Mais pour Y entrepreneur, un bilan est essentiel, même s'il n'a qu'une finalité interne. Pourquoi n'est-il pas suffisant de n'avoir qu'un seul bilan pour l'organisation dans son ensemble ?

La marche des affaires repose sur une certaine substance économique. Cette substance diminue avec les pertes, augmente avec les profits. Qu'advient-il des profits et des pertes de l'unité à la fin de l'année fiscale ? Ils se déversent dans la totalité des comptes de l'organisation. En ce qui concerne l'unité, ils disparaissent tout simplement. Faute de bilan ou de quelque chose de semblable, l'unité inaugure toujours la nouvelle année fiscale avec un solde nul, ce qui ne saurait être juste.

Le succès d'une unité devrait lui valoir plus de liberté et une plus grande latitude financière, tandis que l'échec — enregistré sous forme de pertes — devrait aboutir à des restrictions et à un désaveu. On cherche à consolider le succès et à éliminer l'échec. Le bilan donne l'état de la substance économique, augmentée ou diminuée suivant les derniers résultats, ce qui permet à tous ceux qui sont concernés de suivre l'effet des opérations sur la substance. Profits et pertes sont reportés, non effacés. Par conséquent, chaque quasi-firme devrait avoir son bilan séparé, sur lequel les profits peuvent apparaître comme des prêts consentis au centre et les pertes, comme des prêts accordés par le centre. Cela est d'une grande importance psychologique.

Examinons maintenant le quatrième principe, que l'on peut appeler le principe de motivation. Il est très vrai et très banal de dire que les gens agissent selon des mobiles. Malgré tout, pour une grande organisation, avec toute sa bureaucratie, ses contrôles à distance impersonnels, ses multiples règles et règlements abstraits et, par-dessus tout, l'incompréhensibilité relative due à sa taille même, la motivation est le problème central. Au sommet, la direction n'a pas de problème de motivation, mais au fur et à mesure que l'on descend l'échelle, le problème devient de plus en plus aigu. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans les détails de ce vaste et difficile sujet.

La société industrielle moderne, que symbolise la grande organisation, accorde bien

trop peu d'attention à cette question. A la direction, on suppose que les gens travaillent uniquement pour de l'argent, pour l'enveloppe de la fin du mois. Sans doute cela est-il vrai jusqu'à un certain point. Mais quand un ouvrier, à qui l'on demande pourquoi il n'a fait que quatre journées de travail la semaine précédente, répond : « Parce que je ne pouvais pas arriver à joindre les deux bouts avec le salaire de trois journées », on reste stupéfait et comme anéanti.

La confusion intellectuelle a son prix. On prêche les vertus du travail assidu et de la modération des besoins, tout en peignant les tableaux utopiques d'une consommation illimitée, indépendante de tout travail et de toute contrainte. On se plaint quand on entend répondre, de façon peu élégante : « Je m'en fiche éperdument », à une invite à fournir davantage d'efforts, tout en favorisant des rêves d'automation destinée à nous délivrer du travail manuel, et des rêves d'ordinateurs épargnant aux hommes la peine d'avoir à utiliser leur cerveau.

Récemment, un conférencier a indiqué que, lorsqu'une minorité sera « capable de nourrir, d'entretenir la majorité et de pourvoir à ses besoins, il n'y aura aucune raison de maintenir dans le circuit de la production ceux qui n'ont aucun désir d'y être ». Beaucoup n'ont aucun désir d'y être parce que leur travail ne les intéresse pas, ne leur offrant ni défi à relever ni satisfaction, et n'a d'autre mérite à leurs yeux que celui de leur procurer une enveloppe à la fin du mois. Si nos maîtres à penser ne considèrent le travail que comme un mal nécessaire, voué, pour la majorité, à une disparition prochaine, l'exhortation à le réduire immédiatement n'est guère une réaction surprenante, et le problème de motivation devient insoluble.

Quoi qu'il en soit, la santé d'une grande organisation dépend à un degré extraordinaire de sa capacité à rendre justice au principe de motivation. Toute structure conçue sans tenir compte de cette vérité fondamentale a peu de chances de succès.

Mon cinquième et dernier principe est l'axiome de la règle intermédiaire. La haute direction occupe inévitablement, dans une grande organisation, une position très délicate. Elle a la responsabilité de tout ce qui arrive, ou n'arrive pas, dans toute l'organisation, bien qu'étant très éloignée de la scène même des événements. Elle peut exercer de nombreuses fonctions bien établies au moyen de directives, de règles et de circulaires. Mais qu'en est-il des développements nouveaux, des idées créatrices nouvelles ? Et qu'en est-il du progrès, le dynamisme de l'entreprise par excellence * ?

Nous voilà de retour à notre point de départ : tous les véritables problèmes humains naissent de Yantinomie entre l'ordre et la liberté. Antinomie signifie contradiction entre deux lois; conflit d'autorité; opposition entre des lois ou des principes qui apparaissent également fondés.

Voilà qui est excellent ! Voilà la vraie vie, remplie d'antinomies et dépassant la

*En français dans le texte.

logique. Sans ordre, planification, prévision, contrôle central, comptabilité, instructions aux subordonnés, obéissance, discipline — sans tout cela, rien de positif ne peut arriver, car tout se désintègre. Et pourtant, sans la magnanimité du désordre, sans la détente, sans l'esprit d'entreprise qui s'aventure dans l'inconnu et l'incalculable, sans le risque et le jeu, sans l'imagination créatrice qui s'élance avec audace sans avoir, comme les bureaucrates, peur de se tromper — sans cela, la vie est simulacre et malheur.

Le centre peut facilement veiller sur l'ordre. Il n'est pas si facile de veiller sur la liberté et la créativité. Le centre a le pouvoir d'établir l'ordre, mais à aucun degré le pouvoir ne suscite de contribution créatrice. Comment la haute direction, au centre, peut-elle alors œuvrer pour le progrès et l'innovation ? A supposer qu'elle sache ce qu'il faut faire, comment la direction peut-elle en obtenir l'exécution d'un bout à l'autre de l'organisation ? C'est là qu'entre en jeu l'axiome de la règle intermédiaire.

Un axiome est une vérité qui saute aux yeux, admise aussitôt qu'énoncée. Le centre peut énoncer la vérité qu'il a découverte, à savoir : que ceci ou cela est « ce qu'il faut faire ».

Il y a quelques années, la vérité la plus importante énoncée par le National Coal Board était la concentration de la production, c'est-à-dire le fait de concentrer l'exploitation du charbon en un nombre restreint de galeries, chacune produisant davantage. Tout le monde, bien entendu, acquiesça immédiatement à cette proposition mais, et ce n'est pas surprenant, on ne constata que peu de changement.

Une évolution de ce genre exige beaucoup de travail, beaucoup d'idées nouvelles et l'établissement d'un planning pour chaque mine, le tout s'accompagnant de beaucoup d'obstacles naturels et de difficultés. Comment le centre, en l'occurrence le National Board, va-t-il accélérer le changement ? Il peut, bien sûr, prêcher la nouvelle doctrine. Mais où en est l'utilité si tout le monde est d'accord, de toute façon ? Lorsque le centre prêche, cela laisse aux niveaux subalternes leur liberté et leur responsabilité; mais cela donne lieu, à juste titre, à la critique suivante : « Ils se contentent de parler et ne font rien. » Tour à tour, le centre peut émettre des instructions mais, étant éloignée de la scène véritable des opérations, la direction centrale se verra légitimement reprocher d'« essayer de faire marcher l'industrie depuis le Quartier Général », sacrifiant le besoin de liberté au besoin d'ordre et ne profitant pas de la participation créatrice des gens aux niveaux subalternes — de ceux-là mêmes qui connaissent le mieux la nature de la tâche. Ni la méthode souple d'une administration procédant par exhortations ni la méthode autoritaire d'une administration procédant par instructions ne répondent, dans ce cas, aux exigences. Ce qu'il faut est un juste milieu, un axiome intermédiaire, un ordre venu d'en haut qui ne soit pourtant pas tout à fait un ordre.

Quand le National Coal Board décida de concentrer la production, on fixa certains critères minima pour l'ouverture de nouvelles galeries, avec la clause suivante : si l'on jugeait nécessaire d'ouvrir, dans une zone quelconque, une galerie qui soit en-dessous de

ces critères, il fallait enregistrer cette décision dans un livre spécialement destiné à cet usage, et ce dossier devait contenir la réponse à ces trois questions :

Pourquoi cette galerie, en particulier, ne peut-elle pas être aménagée de façon à atteindre la taille minimale requise ?

Pourquoi exploiter en particulier cette couche mince de charbon ?

Quelle est, approximativement, la rentabilité envisagée de la galerie ?

C'était là une façon véritable et efficace d'appliquer l'axiome de la règle intermédiaire, et cela eut un effet presque magique. La concentration de la production se mit à devenir réalité, entraînant pour toute l'industrie d'excellents résultats. Le centre avait trouvé un moyen de dépasser grandement la simple exhortation, sans pour autant amoindrir en rien la liberté et la responsabilité des organisations subalternes.

On peut trouver une autre règle intermédiaire dans certaines statistiques, que nous appellerons statistiques d'impact. Normalement, les statistiques sont recueillies au bénéfice de celui qui les demande, qui a besoin — ou du moins le croit-il — de certains renseignements quantitatifs. Mais les statistiques d'impact ont un but différent, à savoir : celui de rendre la personne qui fournit la statistique, personne responsable au niveau inférieur, consciente de certains faits qu'elle risquerait autrement de négliger. On a employé ce procédé avec succès dans l'industrie charbonnière, surtout dans le domaine de la sécurité.

Découvrir une règle intermédiaire est toujours un résultat d'importance. Il est facile de prêcher; il l'est également de donner des instructions. Mais il est vraiment difficile, pour la haute direction, de concrétiser ses idées créatrices sans entamer la liberté ni la responsabilité des niveaux subalternes.

Je viens d'exposer cinq principes, qui me paraissent convenir à une théorie de la grande organisation, en donnant à chacun d'eux une appellation plus ou moins mystérieuse. Quelle est l'utilité de tout ceci ? Est-ce un simple jeu intellectuel ? Quelques lecteurs le croiront sans nul doute. D'autres — et c'est à ceux-là que ce chapitre s'adresse — diront peut-être : « Vous exprimez par écrit ce que j'essaie de mettre en pratique depuis des années. » Voilà qui est excellent ! Beaucoup d'entre nous se battent depuis des années contre les problèmes que pose une grande organisation, problèmes qui deviennent de plus en plus aigus. Pour lutter avec plus de bonheur, nous avons besoin d'une théorie, élaborée à partir de principes. Mais d'où viennent ces principes ? Ils viennent de l'observation et de l'intelligence pratique.

Le meilleur énoncé que je connaisse de la nécessaire interaction de la théorie et de la pratique est dû à Mao Tsé-toung. Allez vers les hommes de la pratique, dit-il, et instruisez-vous à leur contact. Faites ensuite la synthèse de leur expérience sous forme de théories et de principes. Puis, retournez auprès des hommes de la pratique, et demandez-leur de

mettre en application ces principes et ces méthodes, afin de résoudre leurs problèmes et d'atteindre la liberté et le bonheur

17 Socialisme

Des considérations théoriques ainsi qu'une expérience pratique m'ont amené à la conclusion que le socialisme n'a d'intérêt que par ses valeurs non-économiques, et par la possibilité qu'il offre de triompher de la religion de l'économie. Une société essentiellement dominée par le culte de l' *enrichissez-vous* *, une société qui glorifie les millionnaires comme les héros de sa culture, n'a rien à gagner à la socialisation qui ne puisse tout aussi bien être obtenu sans elle.

Il n'est donc pas surprenant que beaucoup de socialistes, dans des sociétés dites avancées, étant eux-mêmes — qu'ils l'admettent ou non — fanatiques de la religion de l'économie, soient aujourd'hui en train de se demander si la nationalisation ne passe pas, en vérité, à côté de la question. Elle est la source d'un tas d'ennuis; aussi, pourquoi ne pas s'en affranchir ? La fin de la propriété privée ne produit pas, en elle-même, des résultats magnifiques. Tout ce qui a quelque valeur demande encore des efforts assidus et patients. En outre, la recherche de la viabilité financière, conjuguée à la poursuite de buts sociaux élevés, produit bon nombre de dilemmes, bon nombre de contradictions apparentes, et impose de lourds fardeaux supplémentaires aux structures de direction.

Si le but de la nationalisation est essentiellement de parvenir à une croissance économique plus rapide, à une efficacité plus grande, à une meilleure planification, etc., on sera nécessairement déçu. L'idée de conduire l'économie tout entière en se fondant sur la cupidité personnelle, comme Marx l'a bien reconnu, s'est révélée extraordinairement apte à transformer le monde.

« Partout où (la bourgeoisie) a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt. (...) »

« Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares *. »

La force de l'idée d'entreprise privée réside dans sa terrifiante simplicité. Elle insinue que l'ensemble de la vie peut se résumer à un seul aspect : celui du profit. L'homme d'affaires, en tant qu'individu privé, peut toujours s'intéresser à d'autres aspects de la vie

* En français dans le texte.

— peut-être même à la bonté, à la vérité et à la beauté. Mais, en tant qu'homme d'affaires, il ne se préoccupe que du profit. A cet égard, l'idée d'entreprise privée s'adapte exactement à l'idée du Marché, que j'ai défini, dans un chapitre précédent, comme « l'institutionnalisation de l'individualisme et de la non-responsabilité ». De la même manière, elle s'adapte parfaitement à la tendance moderne à tout quantifier, aux dépens de l'appréciation des différences qualitatives. L'entreprise privée ne se soucie pas, en effet, de ce qu'elle produit, mais seulement de ce que la production lui rapporte.

Tout devient clair comme de l'eau de roche une fois la réalité ramenée à un — et à un seul — de ses milliers d'aspects. On sait alors ce qu'il faut faire : tout ce qui procure des profits. On sait ce qu'il faut éviter : tout ce qui réduit ces derniers ou provoque une perte. Et il existe, en même temps, un étalon parfait pour mesurer le degré de succès ou d'échec. Ne laissez personne embrouiller la question en demandant si une action particulière contribue à la santé et au bien-être de la société, si elle débouche sur un enrichissement moral, esthétique ou culturel. Voyez simplement si elle rapporte. Cherchez simplement s'il y a une autre solution qui rapporte davantage. Si oui, choisissez celle-ci.

Ce n'est pas un hasard si les hommes d'affaires qui réussissent nous étonnent souvent par leur côté primitif. Ils vivent dans un monde que ce processus de réduction a rendu primitif. Ils s'adaptent à cette version simplifiée du monde et ils s'en contentent. Quand le monde réel se manifeste, à l'occasion, et qu'il essaie d'attirer leur attention sur l'une de ses facettes, différente, une de celles que leur philosophie n'a pas prévue, ils ont tendance à se montrer complètement désemparés et perdus. Ils se sentent exposés à d'incalculables dangers, à des forces « malfaisantes », et ils prédisent volontiers une catastrophe universelle. En conséquence, leurs jugements sur des actions dictées par une vue plus générale du sens et du but de la vie ne valent souvent absolument rien. Ils concluent d'avance qu'un état de choses différent, par exemple une affaire qui ne repose pas sur la propriété privée, n'a pas les moyens de réussir. Si cela réussit malgré tout, il doit y avoir une explication de mauvais augure : « exploitation du consommateur », « subventions cachées », « travail forcé », « monopole », « dumping », ou quelque sombre et terrible accumulation de dettes, que l'avenir nous révélera soudain un jour.

Mais c'est là une digression. Le fait est que la force réelle de la théorie de l'entreprise privée réside dans cette simplification abusive, qui s'adapte également si admirablement aux modes de pensée que les succès phénoménaux de la science ont suscités. La force de la science dérive, elle aussi, d'une « réduction » de la réalité à l'un ou l'autre de ses multiples aspects, essentiellement la réduction de la qualité à la quantité. Mais, de même qu'il a fallu renoncer à l'attention toute particulière que la science du XIXe siècle portait aux aspects mécaniques de la réalité, car une trop grande part de cette réalité ne s'adaptait tout simplement pas, de même a-t-il fallu revenir sur la polarisation de la vie des affaires sur l'aspect des « profits », parce qu'elle ne parvenait pas à rendre justice aux réels besoins de l'homme. Favoriser un tel développement fut l'œuvre historique des socialistes; le résultat en est cette phrase favorite du capitaliste éclairé d'aujourd'hui : «

Nous sommes tous socialistes, maintenant. »

Cela signifie que le capitaliste d'aujourd'hui désire nier que le seul but final de toutes ses activités soit le profit. Il dit : « Nous faisons beaucoup pour nos employés, alors que nous n'y sommes pas vraiment obligés. Nous essayons de préserver la beauté de la campagne. Nous nous engageons dans des recherches qui peuvent ne pas rapporter. » Et ainsi de suite. On connaît bien toutes ces doléances. Elles sont parfois justifiées, parfois non.

Notre préoccupation est ici la suivante : l'entreprise privée « traditionnelle » ne voit que le profit. Elle procède de ce fait à une très forte simplification des objectifs et obtient un parfait étalon de succès ou d'échec. L'entreprise privée « nouveau style * poursuit de son côté (supposons-le) une grande variété d'objectifs. Elle essaie de prendre en considération la vie dans son ensemble et pas seulement l'aspect rémunérateur des choses. Elle ne procède donc pas à une forte simplification des objectifs et ne possède aucun étalon fiable pour apprécier son succès ou son échec. S'il en est ainsi, l'entreprise privée « nouveau style », telle qu'elle est organisée en grandes sociétés par actions, ne diffère de l'entreprise publique que sur un seul point, à savoir qu'elle procure une rente à ses actionnaires.

Pour parler clair, les protagonistes du capitalisme ne peuvent pas avoir le drapeau et l'argent du drapeau. Ils ne peuvent pas proclamer : « Nous sommes tous socialistes, maintenant » et soutenir dans le même temps que le socialisme n'a aucune chance de réussir. Si eux-mêmes poursuivent des objectifs autres que celui de faire des profits, ils sont alors mal placés pour objecter qu'il devient impossible d'administrer efficacement les moyens de production de la nation, dès qu'entrent en ligne de compte des considérations autres que le profit. Si eux peuvent diriger sans se référer pesamment à l'étalon des bénéfices, l'industrie nationalisée peut en faire autant.

Par ailleurs, si tout cela n'est que de la frime, et si l'entreprise privée ne travaille que pour le profit et (pratiquement) rien d'autre ; si la poursuite d'autres objectifs est, en fait, uniquement tributaire du profit et constitue simplement un choix personnel dans l'utilisation d'une partie de ces profits ; alors, plus vite la situation sera claire, mieux cela vaudra. Dans ce cas, l'entreprise privée pourrait encore se targuer de posséder la force de la simplicité. Elle pourrait reprocher à l'entreprise publique d'être obligatoirement inefficace, précisément parce que celle-ci essaie de poursuivre plusieurs objectifs à la fois. De leur côté, les socialistes pourraient reprocher à l'entreprise privée de dégrader la vie par sa simplicité même, en fondant toute activité économique sur le seul mobile de la cupidité personnelle : argument traditionnel, qui n'est pas essentiellement d'ordre économique.

Un refus absolu de la propriété publique équivaut à affirmer la prééminence absolue de la propriété privée. C'est un exemple de dogmatisme aussi virulent que son contraire, celui dont fait preuve le communiste le plus fanatique. Mais, alors que tout fanatisme

trahit une faiblesse intellectuelle, un fanatisme portant sur les moyens à employer pour atteindre des objectifs parfaitement incertains est pure infirmité de l'esprit.

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'essence même de la vie économique — et, en vérité, celle de la vie en général — est d'exiger sans cesse la conciliation vivante de contraires qui, du strict point de vue de la logique, sont inconciliables. En macroéconomie (gestion des sociétés dans leur ensemble), il est nécessaire de disposer toujours à la fois de la planification et de la liberté, non pas grâce à un faible et morne compromis, mais de par une libre reconnaissance de la légitimité et de la nécessité de ces deux éléments. Il en va de même en micro-économie (gestion des entreprises individuelles) : s'il est essentiel que la responsabilité et l'autorité directoriales soient pleines et entières, il est également essentiel qu'il y ait une participation libre et démocratique des travailleurs aux décisions de gestion. De nouveau, il n'est pas question d'atténuer l'antagonisme de ces deux nécessités par quelque timide compromis, qui ne satisfait ni l'une ni l'autre, mais de les reconnaître toutes les deux. S'en tenir exclusivement à l'un des deux éléments contraires — disons, la planification — conduit au stalinisme ; alors que s'en tenir exclusivement à la liberté engendre le chaos. La réplique normale à l'un des extrêmes est une oscillation du pendule vers l'autre. Pourtant, la solution normale n'est pas la seule solution possible. Un effort intellectuel généreux et magnanime — à l'opposé d'une critique hargneuse et malveillante — peut permettre à une société, au moins pour un temps, de trouver une voie intermédiaire qui concilie les contraires sans les dénaturer tous deux.

Il en va de même pour le choix des objectifs dans la vie des affaires. L'un des contraires — représenté par l'entreprise privée « traditionnelle » — est le besoin de simplicité et de possibilité de mesure, auquel répond le mieux une perspective strictement limitée à la « rentabilité », un point c'est tout. L'autre contraire — représenté par la conception originale, « idéaliste », de l'entreprise publique — est le besoin de profonde et grande humanité dans la conduite des affaires économiques. Le premier, si on y adhère exclusivement, conduit à la négation totale de la dignité de l'homme ; le deuxième, à une inefficacité de type chaotique.

Il n'existe pas de « solutions définitives » à ce genre de problèmes. Il n'existe qu'une solution vivante, à laquelle on arrive jour après jour, à condition d'admettre sans détours que l'un et l'autre contraires sont valables.

La propriété, publique ou privée, est un simple élément du cadre. Elle ne détermine pas par elle-même le type d'objectifs que l'on entend poursuivre à l'intérieur du cadre. De ce point de vue, il est correct de dire que la propriété n'est pas le point capital. Mais il est également nécessaire de reconnaître que la propriété privée des moyens de production est strictement limitée dans sa liberté de choix des objectifs, car elle est contrainte à rechercher le profit et a tendance à voir les choses sous un angle étroit et égoïste. La propriété publique laisse une entière liberté quant au choix des objectifs, et peut donc convenir quel que soit le but poursuivi. Alors que la propriété privée est un instrument qui

détermine fortement, en lui-même, les fins auxquelles on peut l'employer, la propriété publique est un instrument dont les fins sont indéterminées et demandent à être fixées en toute conscience.

Il n'y a donc pas d'argument réellement convaincant en faveur de la propriété publique si l'industrie nationalisée doit se fixer des objectifs tout aussi étroits, tout aussi limités, que ceux de la production capitaliste : la rentabilité, sans plus. C'est en cela que réside le réel danger de la nationalisation en Grande-Bretagne, aujourd'hui, et non en une quelconque inefficacité imaginaire.

La campagne menée par les ennemis de la nationalisation comprend deux séries d'arguments nettement différenciés. Les premiers sont une tentative pour convaincre le grand public et les personnes qui travaillent dans le secteur nationalisé que la seule chose qui compte pour l'administration des moyens de production, de distribution et d'échange, est la rentabilité ; que toute déviation par rapport à ce critère sacré — et particulièrement une déviation de l'industrie nationalisée — fait peser un intolérable fardeau sur tout un chacun et s'avère directement responsable de tout ce qui ne va pas dans l'économie en général. Cette campagne connaît un succès remarquable. La deuxième série d'arguments entend suggérer que, puisqu'il n'y a absolument rien de particulier au fonctionnement de l'industrie nationalisée et que, de ce fait, celle-ci ne renferme aucune promesse d'un quelconque progrès en vue d'une société meilleure, toute nationalisation supplémentaire serait un cas patent d'inflexibilité dogmatique, une simple « tyrannie » exercée par des politiciens frustrés, ignorants, incapables d'apprendre, incapables du moindre doute intellectuel. Ce petit discours très simple a toutes les chances de succès pour peu qu'il soit soutenu par une politique gouvernementale de prix, pour les produits des industries nationalisées, qui ne laisse pratiquement pas à celles-ci la possibilité de faire le moindre profit.

On doit admettre que cette stratégie, renforcée par une campagne systématique de dénigrement à rencontre des industries nationalisées, n'a pas été sans effet sur la pensée socialiste.

La raison n'en est ni une erreur dans l'inspiration socialiste originale ni quelque échec patent dans la conduite de l'industrie nationalisée — des accusations de ce genre sont tout à fait insupportables — mais un certain aveuglement de la part des socialistes eux-mêmes. Ils ne s'en remettront pas, et la nationalisation ne remplira pas sa fonction, à moins qu'ils ne recouvrent la vue.

Ce qui est en jeu n'est pas l'économie, mais la culture. Ce n'est pas le niveau de vie, mais la qualité de la vie. Un système capitaliste, tempéré par un rien de planification et par une légère redistribution des impôts, peut tout aussi bien veiller sur l'économie et le niveau de vie. Mais la culture et, d'une façon générale, la qualité de la vie, ne peuvent maintenant que se trouver dévalorisées par un tel système.

Les socialistes devraient insister sur ce point : l'objectif des industries nationalisées n'est pas simplement de se montrer plus capitalistes que les capitalistes eux-mêmes — tentative qui peut ou non être couronnée de succès — mais de faire naître un système de gestion industrielle plus démocratique et plus digne, un emploi plus humain des machines, et une utilisation plus intelligente des fruits de l'ingéniosité et de l'effort humains. S'ils peuvent parvenir à ce résultat, l'avenir leur appartient. Sinon, ils n'ont rien à offrir qui soit digne de faire peiner des hommes, libres de naissance.

18 Propriété

« Il est certes évident qu'aucun changement de système ou de structure ne peut éliminer ces causes de *malaise* * social que sont l'égoïsme, la cupidité ou l'humeur querelleuse de la nature humaine. Il peut tout au plus favoriser un environnement qui n'encourage pas ce genre de caractéristiques. Il ne peut pas garantir que les hommes feront honneur à leurs principes moraux. Il peut seulement fonder un ordre social sur des principes que les hommes peuvent, s'ils le désirent, honorer et non ignorer. Il ne peut pas contrôler leurs actions. Il peut leur offrir un but sur lequel concentrer leurs pensées. Et, à la longue, à quelques exceptions près, leur activité pratique suivra leurs pensées. »

R.H. Tawney a écrit ces mots il y a plusieurs décennies. Ceux-ci n'ont rien perdu de leur actualité, sinon qu'aujourd'hui nous sommes concernés non seulement par le malaise * social mais aussi, de façon très pressante, par un *malaise* * de écosystème ou de la biosphère, qui fait peser une menace sur la survie même de la race humaine. Chaque problème effleuré dans les chapitres précédents conduit à s'interroger sur le « système » ou la « structure », encore que, comme je l'ai démontré tout au long de cet ouvrage, aucun système, aucune structure, aucune doctrine ou théorie économique, ne vole de ses propres ailes, tous reposant invariablement sur un fondement métaphysique, autrement dit, sur le point de vue fondamental que l'homme a de la vie, de sa signification et de son but. J'ai parlé de la religion de l'économie, de l'idolâtrie des biens matériels, de la consommation et de ce qu'on appelle le niveau de vie, ainsi que de la propension fatale à se réjouir du fait que « ce qui était luxe pour nos pères est devenu nécessité pour nous ».

Les systèmes ne sont jamais ni plus ni moins qu'une incarnation des attitudes les plus élémentaires de l'homme. Certaines incarnations sont, en vérité, plus parfaites que d'autres. L'incontestable progrès matériel pourrait laisser croire que le système de l'entreprise privée moderne est — ou a été — l'instrument le plus parfait pour la poursuite de l'enrichissement personnel. Ce système de l'entreprise privée moderne exploite habilement les instincts humains de cupidité et d'envie, pour en faire sa force motrice. Mais il arrive à triompher des faiblesses les plus criantes du *laisser-faire* * au moyen d'une gestion économique keynésienne, d'un rien de redistribution des impôts et du « pouvoir compensatoire » des syndicats.

* En français dans le texte.

* En français dans le texte.

*En français dans le texte.

Est-il concevable qu'un tel système puisse venir à bout des problèmes auxquels nous avons à faire face maintenant ? La réponse saute aux yeux. La cupidité et l'envie exigent une croissance économique continue et illimitée sur le plan matériel, sans égard particulier pour la conservation, et il n'est pas possible que ce type de croissance s'adapte à un environnement limité. Nous devons donc étudier la nature intrinsèque du système de l'entreprise privée et les possibilités de créer un système de remplacement, susceptible de s'adapter à la situation nouvelle.

L'essence de l'entreprise privée est la propriété privée des moyens de production, de distribution et d'échange. Il n'est donc pas surprenant que les censeurs de l'entreprise privée aient préconisé, et qu'ils aient très souvent réussi à imposer, la conversion de la propriété privée en une propriété dite publique ou collective. Examinons tout d'abord le sens du terme « propriété ».

En ce qui concerne la propriété privée, la première et la plus élémentaire des distinctions à faire est celle qui existe entre (a) la propriété mise au profit du travail créateur, et (b) la propriété, substitut du travail. Il y a quelque chose de naturel et de sain dans la première : la propriété privée du propriétaire exploitant. Il y a par contre quelque chose d'antinaturel et de malsain dans la seconde : la propriété privée du propriétaire passif, qui vit en parasite du travail des autres. Tawney a très bien vu cette distinction élémentaire. Il poursuit en ces termes : « Il est vain, par conséquent, de faire un procès pour ou contre la propriété privée sans spécifier les formes particulières de propriété auxquelles on fait référence. »

« En effet, ce n'est pas la propriété privée, mais la propriété privée coupée du travail, qui est corruptrice à l'égard du principe de l'industrie. Et l'idée avancée par certains socialistes, idée selon laquelle la propriété privée de la terre ou du capital est forcément nuisible, est un échantillon de pédantisme scolastique aussi absurde que celui de ces conservateurs qui voudraient investir toute propriété d'une sorte de mystérieux caractère sacré. »

L'entreprise privée qui se fonde sur la propriété au sens (a) est automatiquement de petite taille, personnelle et locale. Elle n'a pas à assumer des responsabilités sociales plus vastes. Ses responsabilités envers le consommateur peuvent être sauvegardées par le consommateur lui-même. Une législation sociale et une surveillance syndicale peuvent protéger d'employé. Des petites entreprises ne peuvent pas amasser de grandes fortunes privées. Pourtant, elles sont d'une utilité sociale considérable.

On voit tout de suite que, s'agissant de la propriété privée, la question d'échelle est capitale. Quand on passe d'une petite à une moyenne échelle, le lien entre la propriété et le travail se relâche déjà ; l'entreprise privée tend à devenir impersonnelle et commence à compter comme un facteur social de poids dans la localité ; son importance peut même déborder le plan local. L'idée même de propriété privée devient de plus en plus trompeuse.

1 Le patron qui emploie des directeurs salariés n'a pas besoin d'être propriétaire pour pouvoir faire son travail. Son droit de propriété perd donc sa nécessité fonctionnelle. Cela tourne à l'exploitation si le patron s'approprie un profit qui dépasse un salaire raisonnable, complété par une rémunération de son capital à un taux comparable à ceux du marché.

2 Les profits élevés sont soit accidentels, soit le fruit du travail non du patron, mais de l'organisation tout entière.

Il est donc injuste et socialement risqué que le patron s'approprie ces profits à lui tout seul. Ceux-ci devraient être partagés entre tous les membres de l'organisation. S'ils sont réinvestis, ce devrait être sous forme d'un « capital » appartenant à tous et qui ne s'ajoute pas automatiquement à la fortune du propriétaire d'origine.

3 Une taille moyenne, qui conduit à des rapports impersonnels, pose de nouvelles difficultés quant à l'exercice d'un contrôle. Même un contrôle absolu ne pose pas de sérieux problèmes dans une petite entreprise qui, dirigée par un propriétaire qui travaille, présente un caractère presque familial. Il est incompatible avec la dignité humaine et une véritable efficacité dès que l'entreprise dépasse une certaine taille, très modeste. Il est alors nécessaire de développer sciemment et systématiquement les communications et la consultation, afin d'accorder jusqu'à un certain point, à tous les membres de l'organisation, une authentique participation à la gestion.

4 L'importance sociale et le poids de l'entreprise sur le plan local et ses ramifications plus lointaines exigent un certain degré de « socialisation de la propriété », qui ne concerne plus seulement les membres de la société elle-même. On peut opérer cette « socialisation » en consacrant régulièrement une partie des profits de la société à des entreprises publiques ou à des bonnes œuvres, et en choisissant des administrateurs à l'extérieur.

Il existe des entreprises privées, dans le Royaume-Uni et dans d'autres pays capitalistes, qui ont réussi à mettre ces idées en pratique et qui ont, de ce fait, triomphé des spécificités inadmissibles, socialement néfastes, inhérentes à la propriété privée des moyens de production, au-delà d'une certaine taille. La Scott Bader & Co Ltd, à Wollaston, dans le Northamptonshire, est l'une d'entre elles. Je donnerai, dans le chapitre suivant, une description plus détaillée des pratiques et de l'expérience acquise par cette société.

Quand on en arrive aux grandes entreprises, parler de propriété privée relève alors de l'absurde. La propriété n'est et ne peut être privée en aucun sens réel du terme. De nouveau, R.H. Tawney a très clairement perçu cela :

« Une telle propriété peut être dite propriété passive, ou propriété tournée vers le placement, l'exploitation ou le pouvoir, pour la distinguer de la propriété que son possesseur met activement au service de son activité professionnelle ou de l'entretien de

sa famille. Aux yeux de l'homme de loi, la première est, bien entendu, une propriété au même titre que la seconde. Il n'est cependant pas certain qu'il doive en être le moins du monde de même pour les économistes (...) puisque, loin de se confondre avec les droits qui assurent au propriétaire le produit de son travail, elle en est tout le contraire. »

La prétendue propriété privée des grandes entreprises n'est en aucune façon analogue à la simple propriété du petit propriétaire terrien, du petit artisan ou du petit entrepreneur. Elle est, comme le dit Tawney, analogue aux « impôts féodaux qui volèrent au paysan français une partie de sa production jusqu'à ce que la Révolution les abolisse ».

« Tous ces droits — redevances, rentes foncières, profits de monopole, bonis de tous genres — sont une forme de "propriété". La critique qui leur est la plus fatale (...) se trouve dans les arguments qui servent habituellement à défendre la propriété. La signification de l'institution, dit-on, est d'encourager l'industrie en garantissant que l'ouvrier recevra le produit de son travail. Mais alors, précisément, en même temps qu'il est important de préserver la propriété qu'un homme acquiert par son travail, il est important d'abolir celle qu'il acquiert par le travail de quelqu'un d'autre. »

En résumé :

- 1 Dans une petite entreprise, la propriété privée est naturelle, avantageuse et juste.
- 2 Dans une entreprise moyenne, la propriété privée n'a déjà plus, dans une grande mesure, de nécessité fonctionnelle.

L'idée de « propriété » devient forcée, stérile et injuste. S'il n'y a qu'un propriétaire ou un petit groupe de propriétaires, on peut assister, et l'on devrait assister, à l'abandon volontaire des privilèges au profit du groupe plus important des travailleurs véritables — comme ce fut le cas à la Scott Bader & Co Ltd. Il ne faut pas trop s'attendre à un tel acte de générosité de la part d'un grand nombre d'actionnaires anonymes, mais la législation pourrait préparer le terrain, même dans ce cas.

- 3 Dans la grande entreprise, la propriété privée est un mythe, destiné à permettre à des propriétaires qui n'y exercent aucune fonction de vivre en parasite du travail des autres. C'est une situation non seulement injuste, mais encore irrationnelle, qui dénature tous les rapports à l'intérieur de l'entreprise. Toujours selon Tawney :

« Si chaque membre d'un groupe dépose quelque chose dans un pot commun à condition d'en retirer quelque chose, des disputes à propos de l'importance des parts peuvent toujours survenir (...) mais, si le total est connu et si l'on admet les réclamations, c'est là le seul sujet de conflit possible. (...) Mais dans l'industrie, on ne fait pas droit à toutes les réclamations, car ceux qui n'ont rien mis au pot demandent à en retirer quelque chose. »

Il existe beaucoup de méthodes pour abolir cette prétendue propriété privée dans la grande entreprise. La plus remarquable est, en général, désignée par le terme de «

nationalisation ».

« Mais nationalisation est un terme qui n'est ni très heureux ni dépourvu d'ambiguïté. Au sens propre, il signifie simplement propriété revenant à une collectivité représentant (...) le public des consommateurs dans son ensemble. (...) Il n'existe aucune langue dont le vocabulaire exprime avec précision les subtiles nuances propres aux nombreuses formes possibles d'organisation aptes à régir un service public.

« Il s'ensuit que le terme de "nationalisation", singulièrement sans couleur, a presque inévitablement tendance à se voir chargé d'un ensemble d'acceptations fort particulières

et tout à fait arbitraires. On en est arrivé, dans la pratique, à considérer la nationalisation comme l'équivalent d'une méthode d'administration particulière, qui voit les fonctionnaires, employés par l'Etat, revêtir les fonctions des directeurs actuels de l'industrie et exercer tout le pouvoir que ceux-ci exerçaient. Aussi, ceux qui désirent maintenir le système qui fait tourner l'industrie, non comme une activité au service du public, mais pour le plus grand profit des actionnaires, attaquent-ils la nationalisation en prétextant que la gestion de l'Etat est obligatoirement inefficace. »

En Grande-Bretagne, il y a eu « nationalisation » d'un certain nombre de grandes industries. Cela a servi à démontrer cette vérité évidente, à savoir que la qualité d'une industrie dépend des hommes qui la dirigent, et non des propriétaires absents. Pourtant, malgré des résultats remarquables, les industries nationalisées sont toujours la cible de la haine implacable de certains groupes privilégiés. La propagande incessante orchestrée contre ces industries tend à égaler même ceux qui ne partagent pas cette haine et qui devraient être mieux informés. E>es porte-parole de l'entreprise privée ne se lassent jamais de réclamer une plus grande « responsabilité » des industries nationalisées. On peut penser qu'il s'agit là d'une revendication quelque peu ironique, puisque la responsabilité de ces entreprises, qui travaillent uniquement pour l'intérêt public, est déjà très importante, tandis que celle de l'industrie privée, qui travaille ouvertement pour le profit privé, est pratiquement nulle.

La propriété n'est pas un droit unique mais un faisceau de droits. La « nationalisation » ne consiste pas simplement à transférer ce faisceau de droits de A à B, c'est-à-dire de personnes privées à l'« Etat », quelle que soit la signification d'une telle démarche. Il s'agit de faire des choix précis quant à l'attribution des divers droits compris dans le faisceau, droits qui, avant la nationalisation, étaient tous censés appartenir au soi-disant propriétaire privé. Tawney dit donc en quelques mots : « La nationalisation (est) un problème de constitution. » Une fois que l'on s'est débarrassé du système légal de la propriété privée, on est libre de tout organiser de façon nouvelle : libre d'amalgamer ou de dissoudre, de centraliser ou de décentraliser, de concentrer le pouvoir ou de l'étendre, de créer de grandes ou de petites unités, un système unifié, un système fédéral ou pas de système du tout. Selon Tawney :

« L'objection formulée à l'égard de la propriété publique, pour autant qu'elle soit pertinente, vise en réalité fortement la super-centralisation. Mais le remède à la supercentralisation n'est pas le maintien d'une propriété privée sans fondements fonctionnels, mais la décentralisation de la gestion de la propriété publique. »

La « nationalisation » abolit les droits de propriété privée, mais elle ne crée pas, par elle-même, de nouvelle forme de « propriété » au sens existentiel — distinct du sens légal — du terme. Elle ne précise pas non plus, par elle-même, ce qu'il va advenir des droits de propriété d'origine et qui va les exercer. C'est donc, en un sens, une mesure purement négative, qui annule les dispositions antérieures, et crée la possibilité et la nécessité d'en prendre de nouvelles. Celles-ci, rendues possibles par la « nationalisation », doivent bien entendu répondre aux besoins de chaque cas particulier. On peut cependant observer un certain nombre de principes, s'appliquant à tous les cas d'entreprises nationalisées assurant des services publics.

Tout d'abord, il est dangereux de mêler affaires et politique. Un tel mélange conduit habituellement à des affaires peu rentables et à une politique corrompue. L'acte de nationalisation devrait par conséquent, dans chaque cas, énumérer et définir avec soin les droits, s'il en existe, que le secteur politique, c'est-à-dire le ministre ou n'importe quelle autre instance gouvernementale, ou le Parlement, peut exercer sur le secteur des affaires, c'est-à-dire sur le conseil d'administration. Cela est d'une importance toute particulière en ce qui concerne les nominations.

Deuxièmement, les entreprises nationalisées assurant des services publics devraient toujours aspirer à un profit — dans le sens où l'on dit qu'il faut manger pour vivre et non pas vivre pour manger — et constituer des réserves. Elles ne devraient jamais distribuer de bénéfices à personne, pas même au gouvernement. Des profits excessifs — ce qui revient à une accumulation de réserves excessives — devraient être évités par une réduction des prix.

Troisièmement, les entreprises nationalisées devraient néanmoins avoir pour obligation statutaire de « servir l'intérêt général à tous égards ». La définition de ce qu'est cet « intérêt général » doit revenir à l'entreprise elle-même, dont la structure doit être conçue à cet effet. Il est vain de prétendre que l'entreprise nationalisée devrait s'intéresser aux seuls profits, comme si elle travaillait pour des actionnaires privés, tout en laissant au seul gouvernement le soin de définir l'intérêt général. Cette idée a malheureusement envahi la théorie relative à la façon de diriger les industries nationalisées en Grande-Bretagne. On s'attend donc à ce que ces industries travaillent uniquement pour le profit et ne s'écartent de ce principe que si le gouvernement leur en donne l'instruction et les dédommage pour ce faire. Cette soigneuse division des fonctions peut être du goût des théoriciens, mais elle n'a aucune valeur dans le monde réel, car elle altère les principes mêmes de la gestion à l'intérieur des industries nationalisées. « Servir l'intérêt général à tous égards » ne veut rien dire, à moins que cette idée n'imprègne le comportement

quotidien de la direction, ce qui ne peut pas et ne devrait pas être contrôlé — sans parler de dédommagement financier — par le gouvernement. Qu'il puisse y avoir de temps en temps des conflits entre la recherche du profit et le service de l'intérêt général est indéniable. Mais cela signifie simplement que diriger une industrie nationalisée exige plus d'efforts que diriger une entreprise privée. Croire que l'on peut parvenir à une société meilleure sans faire plus d'efforts est en soi contradictoire et chimérique.

Quatrièmement, pour permettre la reconnaissance et la sauvegarde de l'« intérêt général » dans les industries nationalisées, il faut prendre des mesures grâce auxquelles tous les intérêts légitimes peuvent trouver à s'exprimer et à exercer leur influence : les intérêts des employés, ceux de la collectivité locale, ceux des consommateurs ainsi que ceux des concurrents, surtout si ces derniers sont eux-mêmes des industries nationalisées. La mise en œuvre effective de ce principe exige toujours une bonne dose de tâtonnements. Il n'y a nulle part de « modèles » parfaits. C'est toujours le même problème : il s'agit de sauvegarder ces intérêts sans réduire outre mesure l'aptitude de la direction à diriger.

En dernier lieu, le danger majeur de la nationalisation réside dans la manie de la super-centralisation propre au planificateur. D'une façon générale, on doit préférer les petites entreprises aux grandes. Au lieu de créer une grande entreprise par le biais de la nationalisation — comme cela a été invariablement le cas jusqu'ici — et d'essayer ensuite de déléguer le pouvoir et la responsabilité à des formations de moindre importance, il vaut mieux, normalement, créer d'abord de petites unités semi-autonomes, pour centraliser ensuite certaines fonctions à un niveau plus élevé, si le besoin d'une meilleure coordination se révèle indispensable.

Personne n'a mieux vu ni compris toutes ces questions que R.H. Tawney. Il convient donc de clore ce chapitre par une nouvelle citation de ce dernier :

« Ainsi, l'organisation de la société sur la base de la fonction et non plus des droits implique trois choses. D'abord, que les droits de propriété seront maintenus quand ils iront de pair avec l'exécution d'un service, et abolis dans le cas contraire. Deuxièmement, que les producteurs entretiendront une relation directe avec la collectivité à qui est destinée la production, de sorte que leur responsabilité à l'égard de cette collectivité puisse être évidente et non se fondre, comme actuellement, dans une subordination immédiate à des actionnaires, dont l'intérêt n'est pas de rendre des services mais de faire des profits. Enfin, en troisième lieu, le devoir de défendre ces services reviendra aux organisations professionnelles de ceux qui en assument l'exécution; soumises à la surveillance et à la critique des consommateurs, ces organisations auront leur mot à dire en matière de politique industrielle dans la mesure où cela sera nécessaire pour garantir le respect de cette obligation. »

19 Nouveaux modes de propriété

J.K. Galbraith a parlé de misère des masses au sein d'une société où seuls quelques-uns détiennent les richesses. Il est significatif qu'il ait fait référence aux Etats-Unis, qui passent pour être et qui sont, conformément aux normes conventionnelles, le pays le plus riche du monde. Comment se peut-il que les masses soient misérables dans le pays le plus riche et, en fait, bien plus misérables que dans beaucoup d'autres pays où le produit national brut, rapporté à la taille de la population, est notablement plus faible ? Si la croissance économique au niveau américain actuel n'a pas réussi à sortir les masses de leur misère — ou, peut-être, est même allée de pair avec une misère croissante — comment pourrait-on raisonnablement s'attendre à ce qu'une « croissance » supplémentaire l'atténue ou la fasse disparaître ? Comment expliquer qu'en règle générale, les pays qui connaissent les taux de croissance les plus élevés ont tendance à être les plus pollués, ainsi qu'à se trouver affligés d'une misère tout à fait surprenante des masses ? Si le produit national brut du Royaume-Uni augmentait, disons, de 5 % — ou d'environ 7 500 millions de livres par an — pourrions-nous alors utiliser tout ou partie de cet argent, de cette richesse supplémentaire, pour « satisfaire les aspirations de notre nation » ?

Certainement pas ; car sous un régime de propriété privée, toute parcelle de richesse, dès son apparition, devient immédiatement et automatiquement la propriété de quelqu'un. Les autorités publiques n'ont guère de revenu propre. Elles en sont réduites à tirer des poches de leurs citoyens des sommes que ces derniers considèrent comme légitimement leurs. Il n'est pas surprenant que cela mène indéfiniment les percepteurs et les citoyens à jouer au plus fin. Dans cette joute, les riches, avec l'aide de conseillers fiscaux largement rétribués, s'en tirent habituellement beaucoup mieux que les pauvres. Afin de mettre un terme à ces « fuites », les lois fiscales se font toujours plus compliquées ; aussi la demande — et par conséquent le revenu — de conseillers fiscaux va-t-elle toujours croissant. Comme les contribuables éprouvent le sentiment qu'on leur retire quelque chose qu'ils ont gagné, non seulement ils essaient d'éviter légalement de payer des impôts en exploitant la moindre possibilité à leur portée, sans parler des pratiques de fraude fiscale, illégale, mais ils ne cessent aussi de réclamer à cor et à cri la réduction des dépenses publiques. « Plus d'impôts pour permettre davantage de dépenses publiques » n'est pas un slogan qui ferait gagner des suffrages lors d'une campagne électorale, quelque manifeste que puisse être l'écart existant entre l'opulence privée et la misère des masses.

Il n'y a pas de solution à ce dilemme, à moins que l'on ne consacre le besoin de

dépenses publiques dans la structure même de la propriété des moyens de production.

Ce n'est pas simplement une question de misère des masses, telle la misère qui règne dans beaucoup d'asiles d'aliénés, dans les prisons, et dans d'innombrables autres services et institutions bénéficiant de subventions publiques. Cela est le côté négatif du problème. Le côté positif se voit là où l'on consacre, aujourd'hui comme par le passé, des fonds publics importants à ce qu'on appelle généralement l'« infrastructure », l'entreprise privée en retirant, gratuitement, la plupart des bénéfices. C'est un phénomène bien connu de quiconque s'est trouvé engagé dans la création ou la marche d'une entreprise dans une société pauvre, où l'« infrastructure » est insuffisamment développée ou fait même entièrement défaut. On ne peut pas alors compter sur des transports et d'autres services publics à bon marché. On risque de se voir obligé de payer de ses propres deniers beaucoup de services que l'on obtiendrait gratuitement ou à peu de frais dans une société ayant une infrastructure fort développée. On ne peut compter sur la possibilité de recruter du personnel qualifié : il faut le former soi-même. Et le reste à l'avenant. Toute institution dans les domaines de l'éducation, de la médecine ou de la recherche, dans n'importe quelle société, riche ou pauvre, rapporte d'incalculables bénéfices à l'entreprise privée, bénéfices pour lesquels l'entreprise privée ne paie pas directement, bien sûr, mais seulement indirectement sous forme d'impôts qui, comme nous l'avons déjà mentionné, suscitent des résistances, de l'irritation, des campagnes d'opinion, et que l'on évite souvent habilement de payer. Il est tout à fait illogique, et c'est une cause de complications et de mystifications sans fin, que le paiement pour les avantages retirés des « infrastructures » par l'entreprise privée ne puisse pas être exigé par les autorités publiques sous forme d'une participation directe aux profits, mais seulement après l'appropriation privée de ces profits. L'entreprise privée prétend que ses profits sont le fruit de ses propres efforts et que les autorités publiques, par l'impôt, lui en retirent une bonne part. Cela n'est pas, d'une manière générale, l'exact reflet de la réalité. La vérité est qu'une grande partie des coûts de l'entreprise privée a été supportée par les autorités publiques — car ce sont elles qui financent l'infrastructure — et que les profits de l'entreprise privée outrepassent de ce fait grandement ses propres résultats.

Il n'y a dans la pratique aucune façon de refléter la véritable situation, à moins que la contribution des dépenses publiques aux profits de l'entreprise privée ne soit reconnue dans la structure même de la propriété des moyens de production.

Je donnerai donc maintenant deux exemples de la manière dont la structure de la propriété peut — ou pourrait — être modifiée, de façon à répondre aux critiques fondamentales énoncées ci-dessus. Le premier exemple concerne une firme de taille moyenne, qui fonctionne véritablement sur la base d'une notion réformée de la propriété. Le deuxième exemple est un simple projet portant sur la façon de réformer la structure de la propriété dans les grandes entreprises.

Le Scott Bader Commonwealth

Ernest Bader a créé l'entreprise Scott Bader & Co Ltd en 1920, à l'âge de trente ans. Trente et un ans plus tard, après bien des épreuves et des tribulations durant la guerre, il possédait une affaire de moyenne importance, prospère, employant 161 per-

sonnes, ayant un chiffre d'affaires d'environ 625 000 livres par an et des bénéfices nets de plus de 72 000 livres. Partis de pratiquement zéro, lui et sa famille connaissaient désormais la prospérité. Sa firme s'était imposée à l'avant-garde de la production de résines de polyester et fabriquait aussi d'autres produits élaborés, tels que alkydes, polymères et plastifiants. Dans sa jeunesse, la perspective de mener une vie d'employé ne le satisfaisait nullement. Il s'offusquait des idées mêmes d'un « marché de la main-d'œuvre » et d'un « système de salaires », et surtout de l'idée que le capital employait les hommes, au lieu que les hommes emploient le capital. Se trouvant ensuite dans la position d'employeur, il n'oublia jamais qu'il ne devait pas son succès et sa prospérité à lui seul, mais à tous ses collaborateurs et, incontestablement aussi, à la société dans le cadre de laquelle il avait eu le privilège d'agir. Pour citer ses propres mots :

« Je me suis rendu compte, il y a des années, quand j'ai sauté le pas et abandonné la condition d'employé, que je butais contre la philosophie capitaliste, qui divise les gens en dirigés d'un côté et dirigeants de l'autre. Le réel obstacle, cependant, était la loi sur les sociétés commerciales, avec ses clauses sur les pouvoirs dictatoriaux des actionnaires et la hiérarchie administrative que ceux-ci contrôlent. »

Il décida d'introduire dans son entreprise des « changements révolutionnaires », changements « reposant sur une philosophie qui tente d'adapter l'industrie aux besoins de l'homme ».

« Le problème était double : (1) comment organiser ou concilier un sens maximal de la liberté, du bonheur et de la dignité humaine dans notre entreprise avec le maintien de la rentabilité, et (2) comment faire cela en employant des méthodes généralement acceptables pour le secteur privé de l'industrie. »

Ernest Bader comprit tout de suite qu'il ne pourrait procéder à des changements décisifs sans deux choses : premièrement, une transformation de la propriété — la simple participation aux bénéfices, qu'il avait pratiquée dès le tout début, n'étant pas suffisante; deuxièmement, l'acceptation spontanée de certaines décisions désintéressées. Pour parvenir au premier but, il instaura le Scott Bader Commonwealth auquel il abandonna, en deux étapes, la propriété de son entreprise, la Scott Bader & Co Ltd, à raison de 90 % en 1951 et des 10 % restants en 1963. Pour mettre à exécution son deuxième projet, il convint avec ses nouveaux partenaires, c'est-à-dire les membres du Commonwealth, ses employés d'antan, de promouvoir une constitution, non seulement pour répartir avec précision les pouvoirs — le « faisceau de pouvoirs » — que comporte la propriété privée, mais aussi pour imposer les limites suivantes à la liberté d'action de l'entreprise :

Premièrement, la firme devra rester une entreprise de taille limitée, de sorte que chaque personne qui y travaille puisse s'en faire une idée précise. Elle ne devra pas dépasser le seuil de 350 personnes environ. S'il arrive que les circonstances exigent une croissance plus importante, on s'emploiera à créer de nouvelles unités, totalement indépendantes, organisées sur le modèle du Scott Bader Commonwealth.

Deuxièmement, l'éventail des rémunérations du travail à l'intérieur de l'organisation ne devra pas excéder, du moins bien au mieux payé, un rapport de 1 à 7, avant impôts, sans considérations d'âge, de sexe, de fonction ou d'expérience.

Troisièmement, étant donné que les membres du Commonwealth sont des partenaires et non des employés, ils ne peuvent pas être renvoyés par leurs coassociés pour quelque autre raison qu'une faute personnelle grave. Il peuvent, bien sûr, démissionner volontairement à n'importe quel moment, après avoir donné le préavis requis.

Quatrièmement, le Conseil d'administration de la firme Scott Bader & Co Ltd sera pleinement responsable devant le Commonwealth. D'après les règles énoncées dans la Constitution, le Commonwealth a le droit et le devoir de confirmer ou d'infirmer la nomination des administrateurs, ainsi que de donner son accord sur le montant de leur rémunération.

Cinquièmement, le Commonwealth ne devra pas s'approprier plus de 40 % des bénéfices nets de la Scott Bader & Co Ltd, 60 % au moins étant réservés aux impôts et à l'autofinancement à l'intérieur de la compagnie. Le Commonwealth devra par ailleurs consacrer la moitié des bénéfices qu'il se sera appropriés au versement de primes à ceux qui travaillent au sein de la compagnie, et l'autre moitié à des œuvres de charité indépendantes de l'organisation Scott Bader.

En dernier lieu, aucun des produits de la Scott Bader & Co Ltd ne devra être vendu à des clients connus pour les employer à des fins militaires.

Quand Ernest Bader et ses collègues introduisirent ces changements révolutionnaires, on ne se fit pas prier pour dire qu'une firme adoptant de tels principes : propriété collective et autogestion, ne pourrait vraisemblablement pas survivre. En fait, la firme prit de plus en plus d'expansion en dépit de difficultés, voire de crises et de revers. Dans l'économie hautement compétitive à l'intérieur de laquelle la firme fonctionne, elle a, entre 1951 et 1971, fait passer ses ventes de 625 000 à 5 millions de livres. Les bénéfices nets sont passés, eux, de 72 000 à près de 300 000 livres par an; et le nombre total de personnes employées, de 161 à 379. Des primes d'un montant de plus de 150 000 livres (sur vingt ans) ont été distribuées au personnel, et le Commonwealth a donné une somme équivalente à des œuvres de charité extérieures. Enfin, plusieurs petites firmes nouvelles ont vu le jour.

Quiconque en éprouve l'envie peut prétendre que la Scott Bader & Co Ltd a probablement dû son succès commercial à des « circonstances exceptionnelles ». Il existe,

en outre, des firmes fidèles à l'entreprise privée traditionnelle qui ont remporté autant de succès, sinon davantage. Mais là n'est pas la question. Si la Scott Bader & Co Ltd avait été un échec commercial après 1951, elle n'aurait pu servir que d'avertissement solennel. Son indéniable succès, selon les normes traditionnelles, ne prouve pas que le « système » Bader soit nécessairement supérieur selon ces mêmes normes : cela démontre seulement qu'il n'est pas incompatible avec celles-ci. Son mérite tient précisément à ce qu'il atteint des objectifs qui n'entrent pas dans les critères commerciaux, des objectifs humains, que l'on considère généralement comme secondaires, ou que la pratique commerciale courante néglige même entièrement. En d'autres termes, le « système » Bader triomphe du réductionnisme du système de la propriété privée, et fait de l'organisation industrielle l'esclave de l'homme, au lieu de permettre à cette organisation d'utiliser les hommes comme de simples moyens au service de l'enrichissement des propriétaires du capital. Pour citer Ernest Bader :

« La propriété commune ou Commonwealth découle naturellement des notions de participation aux bénéfiques, de coassociation ou de copropriété, ou de quelque autre option dans laquelle des individus détiennent des intérêts au sein d'une entreprise commune. Ils sont en passe de posséder les choses en commun et, comme nous le verrons, la propriété commune présente des avantages uniques. »

Alors que je n'ai pas l'intention d'entrer dans le détail de la longue évolution des idées et des nouveaux styles de gestion et de coopération au cours de cette période de plus de vingt ans écoulée depuis 1951, il est utile, au stade où nous en sommes, de dégager de cette expérience certains principes généraux.

Tout d'abord, le transfert de la propriété d'une personne ou d'une famille — dans le cas présent, la famille Bader — à une collectivité, le Commonwealth, modifie le caractère même de la « propriété » d'une façon si radicale, qu'il vaudrait mieux considérer qu'un tel transfert conduit à l'extinction de la propriété privée plutôt qu'à l'établissement d'une propriété collective. Le rapport entre une personne ou un très petit nombre de personnes et un ensemble de biens matériels est très différent de celui qui existe entre un Commonwealth, réunissant un grand nombre de personnes, et ces mêmes biens matériels. Un changement radical dans la quantité des propriétaires engendre un profond changement dans la qualité du sens de la propriété, ce qui n'a rien d'étonnant. Cela vaut particulièrement lorsque, comme dans le cas de la Scott Bader, la propriété est confiée à une collectivité, le Commonwealth, et qu'aucun droit de propriété individuelle n'est reconnu aux individus membres de ce Commonwealth. Chez la Scott Bader, il est légitime de dire que la compagnie, Scott Bader & Co Ltd, est la propriété du Commonwealth. Mais il n'est ni légitime ni conforme à la réalité de dire que les membres du Commonwealth, en tant qu'individus, possèdent le moindre droit de propriété dans le Commonwealth. En vérité, la propriété a fait place à des droits et des responsabilités spécifiques dans l'administration des biens.

Deuxième point : alors que personne n'a acquis le moindre bien, Ernest Bader et sa

famille se sont néanmoins dépouillés de leur propriété. Ils ont délibérément renoncé à la chance qui leur était offerte de devenir démesurément riches. Il n'est certes pas nécessaire d'être partisan d'un égalitarisme absolu, quel que soit le sens de ces mots, pour être à même de comprendre que l'existence de personnes démesurément riches, dans n'importe quelle société contemporaine, constitue un très grand fléau. Quelques inégalités de richesse et de revenu sont, sans aucun doute, « naturelles », et se justifient fonctionnellement. En fait, rares sont ceux qui n'admettent pas cela spontanément. Mais ici encore, comme dans toutes les questions qui concernent l'homme, c'est une affaire d'échelle. Une richesse excessive, comme un pouvoir excessif, a tendance à corrompre. Même si les riches ne sont pas de « riches oisifs », même quand ils travaillent plus dur que n'importe qui d'autre, ils travaillent différemment, appliquent des normes différentes, et sont bien distincts du commun des hommes. Ils se corrompent eux-mêmes en suivant leur cupidité, et corrompent le reste de la société en provoquant l'envie. Ernest Bader tira les conséquences de telles perspectives et refusa de devenir démesurément riche. Ce faisant, il parvint à fonder une réelle communauté.

Troisième point : alors que l'expérience de la Scott Bader démontre très clairement qu'une transformation de la propriété est essentielle — sans quoi tout reste faux semblant — elle démontre aussi que la transformation de la propriété n'est, pour ainsi dire, qu'un simple point de départ. C'est une condition nécessaire mais non suffisante pour atteindre des objectifs plus élevés. Le Commonwealth reconnut en conséquence que les fonctions d'une entreprise commerciale dans la société ne se résument pas à faire des profits, à maximiser les profits, à croître et à devenir puissante. Le Commonwealth reconnut quatre objectifs, tous d'une égale importance :

« (A) Un objectif économique : s'assurer des commandes conçues, réalisées et honorées de façon à dégager un bénéfice.

(B) Un objectif technique : permettre au service commercial de s'assurer des commandes rentables, en veillant à ne proposer que des produits d'une conception très nouvelle.

(C) Un objectif social : fournir aux membres de la compagnie la possibilité de trouver satisfaction et de s'épanouir à travers leur participation à la communauté active.

(D) Un objectif politique : inciter d'autres hommes et femmes à changer la société en leur donnant l'exemple d'une entreprise économiquement saine et socialement responsable. »

Quatrième point : atteindre l'objectif social représente le plus grand défi tout en présentant les plus grandes difficultés. Au cours des vingt et quelques années de son existence, le Commonwealth a connu plusieurs constitutions successives. Nous sommes prêts à croire qu'avec la nouvelle constitution de 1971, il a désormais mis sur pied un ensemble d'« organes » qui lui permettent de réaliser un tour de force qui ne semble guère

plus facile que le problème de la quadrature du cercle : concilier une réelle démocratie avec une gestion efficace. Je m'abstiens ici de présenter un organigramme de la Scott Bader pour montrer — noir sur blanc — comment ces divers « organes » sont censés entretenir des rapports entre eux. En effet, on ne peut pas reproduire la réalité vivante sur le papier, pas plus qu'on ne peut l'atteindre en copiant des modèles tracés sur le papier. Pour citer Ernest Bader lui-même :

« Je préférerais de beaucoup, dit-il, guider toute personne intéressée à travers les dix-huit hectares de notre ancien domaine familial, jalonné d'usines et de laboratoires chimiques, plutôt que d'écrire laborieusement un article qui ne saurait manquer de soulever autant de questions qu'il en résout. »

L'évolution de la Scott Bader a été — et ne cesse d'être — une leçon. La signification essentielle de l'expérience en cours depuis 1951 est que tous ceux qui étaient associés à la Scott Bader ont pu apprendre et mettre en pratique beaucoup de choses, qui dépassent de loin le simple souci de gagner de quoi vivre, de toucher un salaire, de rendre une affaire rentable ou d'agir d'une manière économiquement rationnelle, « pour le mieux-être de tous ». A l'intérieur de l'organisation Scott Bader, chacun a la possibilité de se hausser à un niveau d'humanité supérieur, non pas en poursuivant, de façon privée et individualiste, certains objectifs visant au dépassement de soi-même, objectifs qui n'ont rien à voir avec ceux de la firme — cela, chacun peut le faire dans n'importe quelle organisation, même la plus dégradée — mais, en quelque sorte, en faisant siens, librement et de gaieté de cœur, les objectifs de l'organisation elle-même. Cela doit s'apprendre, et la leçon prend du temps. La plupart, mais non la totalité des personnes qui sont entrées à la Scott Bader, ont su et savent tirer parti de cette chance.

Enfin, on peut dire que la solution qui consiste à consacrer une moitié des bénéfiques non distribués à des œuvres de charité indépendantes de l'organisation, a non seulement contribué à faire avancer bien des causes que la société capitaliste a tendance à négliger — l'action sociale en faveur des jeunes, des personnes âgées, des handicapés et des laissés pour compte de la société — mais a aussi servi à donner aux membres du Commonwealth une conscience sociale et une connaissance des problèmes que l'on rencontre rarement dans une entreprise commerciale de type traditionnel. A cet égard, il convient aussi de mentionner le fait que l'on a pris des dispositions pour empêcher, dans toute la mesure du possible, le Commonwealth de devenir une organisation dans laquelle Fégoïsme individuel se transforme en égoïsme de groupe. Il existe un conseil d'administration, qui se trouve à peu près dans la situation d'un monarque constitutionnel, et à l'intérieur duquel les membres qui n'appartiennent pas à la Scott Bader jouent un rôle décisif. Les administrateurs sont les garants de la constitution, et n'ont pas le pouvoir d'intervenir dans la gestion. Ils sont toutefois aptes et habilités à jouer les arbitres, en cas de conflit grave sur des questions fondamentales entre les organes démocratiques et les organes fonctionnels de l'organisation.

Comme nous l'avons mentionné au début de cet exposé, Ernest Bader a donc procédé

à des « changements révolutionnaires » à l'intérieur de sa société, mais « en employant des méthodes généralement acceptables pour le secteur privé de l'industrie ». Sa révolution s'est faite sans effusion de sang. Personne n'a subi de dommages, pas même Bader lui-même ou sa famille. Alors que les grèves sévissent tout autour d'eux, les collaborateurs de la Scott Bader peuvent déclarer avec fierté : « Nous n'avons pas de grèves. » Et alors que personne, à l'intérieur de la firme, n'ignore qu'il existe encore un fossé entre les objectifs du Commonwealth et ses résultats actuels, il n'y a aucun observateur extérieur qui puisse honnêtement désavouer Ernest Bader quand il déclare :

« L'expérience que nous avons acquise pendant de nombreuses années où nous nous sommes efforcés d'adopter, dans nos affaires, une attitude chrétienne, nous est d'un grand encouragement. Cela nous a permis d'obtenir de bons résultats dans nos relations inter-individuelles, ainsi qu'en ce qui concerne la qualité et la quantité de notre production.

« Nous souhaitons maintenant accélérer l'allure et parfaire ce que nous avons accompli jusqu'ici, en contribuant concrètement à une société meilleure au service de Dieu et de nos semblables. »

Et pourtant, bien que la révolution pacifique d'Ernest Bader eût dû être « généralement acceptable pour le secteur privé de l'industrie », elle n'a pas, en fait, été acceptée. Il y a des milliers de personnes, même dans le monde des affaires, qui observent la tendance de la politique actuelle et réclament une « nouvelle distribution des rôles ». Mais la Scott Bader

— et quelques autres — demeurent des îlots de santé perdus dans une vaste société gouvernée par la cupidité et l'envie. Il semble vrai que, quelque preuve que l'on puisse fournir de l'existence d'une nouvelle façon de faire, « on n'apprend pas aux vieux singes à faire des grimaces ». Il est néanmoins également vrai qu'il naît tous les jours de « nouveaux singes ». Et l'on ferait bien de conseiller à ceux-ci de prêter attention à ce que le Scott Bader Commonwealth Ltd a prouvé qu'il était possible de faire.

Nouvelles méthodes de socialisation

Trois choix majeurs s'offrent, semble-t-il, à une société dans laquelle les affaires économiques absorbent nécessairement presque toute l'attention : le choix entre la propriété privée des moyens de production et divers types de propriété publique ou collective; le choix entre une économie de marché et diverses mesures de « planification »; et le choix entre la « liberté » et le « totalitarisme ». Il va sans dire qu'en ce qui concerne chacun de ces trois couples de contraires, il y aura toujours, dans la réalité, une certaine dose de mélange — car ils sont, jusqu'à un certain point, complémentaires plutôt qu'antagonistes — mais dans le mélange, la balance penchera davantage d'un côté ou de l'autre.

On peut observer, maintenant, que ceux qui montrent un fort penchant pour la propriété privée ont presque inévitablement tendance à soutenir que l'absence de propriété privée entraîne immanquablement et nécessairement « planification » et « totalitarisme », tandis que la « liberté » est impensable, sauf sur la base de la propriété privée et de l'économie de marché. De la même manière, ceux qui sont favorables à diverses formes de propriété collective ont tendance à soutenir, quoique sur un ton moins catégorique, que ce système exige une planification centrale. On ne peut accéder à la liberté, disent-ils, que par la propriété et la planification socialistes, alors que la prétendue liberté de la propriété privée et de l'économie de marché n'est rien d'autre que « la liberté de dîner au Ritz et de dormir sous les ponts de la Tamise ». Autrement dit, tout le monde prétend accéder à la liberté par son propre « système » et accuse tout autre « système » de mener inévitablement à la tyrannie, au totalitarisme, ou à l'anarchie, qui conduit aux deux.

De tels raisonnements sont en général source de plus de flamme que de lumière, comme c'est le cas pour tous les arguments qui déduisent la « réalité » d'un cadre conceptuel, au lieu de faire le contraire. Quand il existe trois choix majeurs, il y a V ou 8 combinaisons possibles. Il est toujours raisonnable de supposer que la vie réelle peut couvrir toutes les possibilités, à un moment ou à un autre, ou même simultanément, en des lieux différents. Les huit cas possibles, en ce qui concerne les trois choix que j'ai mentionnés, sont les suivants : (mon classement privilégie l'opposition entre liberté et totalitarisme, car c'est là la considération principale, du point de vue métaphysique adopté dans ce livre.)

Cas 1	Liberté Economie de marché Propriété privée	Cas 5	Totalitarisme Economie de marché Propriété privée
Cas 2	Liberté Planification Propriété privée	Cas 6	Totalitarisme Planification Propriété privée
Cas 3	Liberté Économie de marché Propriété collective	Cas 7	Totalitarisme Économie de marché Propriété collective
Cas 4	Liberté Planification Propriété collective	Cas 8	Totalitarisme Planification Propriété collective

Il est absurde d'affirmer que les cas 1 et 8 sont les seuls « possibles ». Ce sont seulement les cas les plus simples du point de vue des propagandistes fêrus de concepts. La réalité, grâce à Dieu, a davantage d'imagination. Mais je laisserai au lecteur le soin de trouver des exemples actuels ou historiques pour chacun des huit cas indiqués. Et je voudrais recommander aux professeurs de sciences politiques de proposer cet exercice à leurs étudiants.

Mon propos immédiat est de spéculer sur la possibilité de trouver, pour la grande entreprise, un « système » de propriété susceptible de permettre une véritable « économie mixte ». En effet, c'est le « mélange », plus que la « pureté », qui risque le plus vraisemblablement de répondre aux multiples exigences de l'avenir, si nous devons partir de la situation concrète de la partie industrialisée du monde, plutôt que de partir de zéro, comme si toutes les options étaient encore ouvertes.

J'ai déjà indiqué que l'entreprise privée, dans une société dite avancée, tire de très gros bénéfices de l'infrastructure — à la fois visible et invisible — mise en place grâce à des dépenses publiques. Mais l'Etat, bien qu'il couvre en grande partie les frais de l'entreprise privée, ne participe pas directement à ses bénéfices. Tous ces bénéfices sont tout d'abord appropriés de façon privative, et l'Etat doit alors essayer de couvrir ses propres besoins

financiers en tirant une partie de ces bénéfices des poches des particuliers. L'homme d'affaires moderne ne se lasse jamais de déclarer, avec force plaintes, que, dans une large mesure, il « travaille pour l'Etat »; que l'Etat est son partenaire en ceci que les impôts sur les bénéfices absorbent une bonne partie de ce qui, selon lui, ne revient en réalité qu'à lui seul, ou à ses actionnaires. Cela sous-entend que la part publique des bénéfices privés — autrement dit, les impôts sur les bénéfices des sociétés — pourrait tout aussi bien être transformée en une participation publique au capital des sociétés privées, en tout cas, en ce qui concerne les grandes entreprises.

Pour la suite de l'exposé, je pose en postulat que l'Etat devrait recevoir la moitié des bénéfices distribués de la grande entreprise privée, et qu'il devrait obtenir cette part non au moyen d'impôts sur les bénéfices, mais en détenant la propriété de 50 % du capital de ces entreprises.

1. Pour commencer, il faut définir la taille minimale des entreprises concernées par ce plan. Puisque toute affaire perd son caractère privé et personnel pour devenir, en fait, une entreprise publique, dès lors que le nombre de ses employés dépasse un certain seuil, la taille minimale sera probablement

définie au mieux en fonction du nombre de personnes employées. Dans certains cas spéciaux, il peut s'avérer nécessaire de définir la taille en fonction du capital investi ou du chiffre d'affaires.

2. Toutes les entreprises qui atteignent cette taille minimale — ou qui la dépassent déjà — doivent être des sociétés anonymes par actions.

3. Il serait souhaitable de transformer toutes les actions de ces sociétés en actions dépourvues de valeur nominale, selon le modèle américain.

4. Le nombre d'actions émises représentant le capital devrait être doublé par l'émission d'un nombre équivalent d'actions nouvelles, celles-ci détenues par l'Etat. Ainsi, à chaque action ancienne appartenant à une personne privée correspondrait une action nouvelle, avec des droits identiques, appartenant à la collectivité.

Pareil projet ne soulèverait aucun problème de « compensation ». En effet, il n'y aurait pas d'expropriation au sens strict du terme, mais uniquement une conversion du droit de l'Etat à lever des impôts sur les bénéfices en une participation directe au capital économique, qui procure des bénéfices jusqu'ici imposables. Cette conversion serait une reconnaissance explicite du fait incontestable que l'Etat, c'est-à-dire les forces sociales non capitalistes, joue, en tout état de cause, un rôle essentiel dans la création de la richesse économique « privée », et que les avoirs issus de la contribution publique devraient être reconnus comme étant propriété publique et non privée.

On peut diviser en trois catégories les questions qui ne manqueront pas d'être immédiatement posées. D'abord, qu'en-tend-on précisément par l'« Etat »? Où les actions

nouvellement émises seront-elles déposées, et qui sera le représentant de l'Etat dans cette affaire ? Deuxièmement, quels devraient être les droits de propriété attachés à la possession de ces nouvelles actions ? Troisièmement, on aura enfin des questions relatives à la transition du système en vigueur au nouveau, au sort des cartels internationaux et autres, au problème des augmentations de capital futures, et ainsi de suite.

En ce qui concerne la première série de questions, je proposerais que les actions nouvellement créées, et qui représentent 50 % du capital, soient détenues par une association locale, dans la région où est implantée l'entreprise en question. Le but serait de maximiser à la fois le degré de décentralisation de la participation publique et l'intégration des entreprises au milieu social au sein duquel elles opèrent, et duquel elles tirent d'incalculables bénéfices. Ainsi, la moitié des actions d'une affaire installée dans la région X devrait être détenue par une association locale, généralement représentative de la population de cette région X. Cependant, ni les élus locaux (personnalités politiques), ni les fonctionnaires locaux, ne sont nécessairement les personnes les plus aptes à être investies de l'exercice des droits dont sont assorties les nouvelles actions. Avant de pouvoir approfondir la question du personnel, il nous faut définir un peu mieux ces droits.

Je me tournerai donc vers la seconde série de questions. En principe, on peut toujours diviser les droits de propriété en deux groupes : le droit à gérer et le droit à participer aux résultats financiers.

Je suis convaincu que, dans des circonstances normales, on n'aurait véritablement rien à gagner mais au contraire beaucoup à perdre si l'Etat venait à entraver ou à réduire la liberté d'action et la pleine et entière responsabilité dont jouissent les hommes déjà en place à la tête des entreprises. Les dirigeants « privés » des entreprises devraient donc rester solidement à la barre, tandis que le droit de regard sur la gestion lié à la participation publique de 50 % devrait rester en sommeil, en attendant l'apparition de circonstances spéciales. En d'autres termes, les actions appartenant à la collectivité ne seraient pas normalement accompagnées de droits de vote, mais seulement du droit d'information et d'observation. L'Etat aurait le droit de disposer d'un observateur — ou de plusieurs — au sein du conseil d'administration d'une entreprise, mais l'observateur n'aurait normalement aucun pouvoir de décision. Ce n'est qu'au cas où l'observateur viendrait à penser que l'intérêt public commande une ingérence dans les activités de la direction en place, qu'il pourrait s'adresser à une cour spéciale, pour que les droits de vote virtuels deviennent réels. Il faudrait, de prime abord, apporter la preuve du besoin d'ingérence devant la cour, qui prononcerait alors l'entrée en vigueur des droits de vote de la collectivité pour une durée limitée. De cette façon, le droit de gérer lié à la propriété associé aux nouvelles actions appartenant à la collectivité resterait normalement une pure possibilité, à l'arrière-plan, et ne pourrait devenir réalité qu'à la suite de certaines démarches spécifiques, formelles et publiques, entreprises par l'Etat. Et même quand ces démarches seraient accomplies, dans des cas exceptionnels, et que les droits de vote associés aux actions appartenant à la collectivité joueraient un rôle, la nouvelle situation

ne durerait que peu de temps. Il ne saurait donc subsister aucun doute sur ce qu'il convient de considérer comme un partage normal ou anormal des fonctions.

On pense souvent que l'« intérêt public » peut être sauvegardé, dans la conduite des affaires privées, par l'introduction de hauts ou de moins hauts fonctionnaires au sein de la direction. Cette croyance, qui est souvent un argument majeur dans les propositions en faveur de la nationalisation, me semble aussi naïve qu'irréaliste. Ce n'est pas en divisant les responsabilités de la direction, mais en garantissant la responsabilité et la prise de conscience collectives, que l'on amènera le plus efficacement les milieux d'affaires à avoir plus d'égards pour l'« intérêt public » qu'ils n'en ont à présent. Les sphères de l'administration publique d'une part et des milieux d'affaires de l'autre sont deux pôles séparés — souvent même sur le plan de la rémunération et de la sécurité offertes. Essayer de les mêler ne peut que faire du tort.

Alors que les droits de gestion liés à la propriété détenus collectivement devraient par conséquent rester normalement en sommeil, le droit de participer aux résultats financiers devrait entrer en vigueur dès le début pour le rester définitivement. Cela va de soi, puisque ce droit remplace l'impôt sur les bénéfices qui serait, sinon, levé sur l'entreprise. La moitié de tous les bénéfices distribués devrait aller automatiquement à l'Etat, possesseur des nouvelles actions. Ces actions, cependant, devraient être, en principe, inaliénables (de même que le droit de lever un impôt sur les bénéfices ne peut pas être vendu comme s'il

s'agissait d'un bien en capital). On ne pourrait pas les convertir en argent comptant. Nous pouvons remettre à plus tard la question de savoir si elles pourraient servir de caution à des emprunts publics.

Après avoir ainsi brièvement esquissé les droits et les devoirs associés aux nouvelles actions, nous pouvons maintenant revenir à la question du personnel. Mon intention générale est de permettre l'intégration aussi étroite que possible des grandes entreprises dans leur environnement social. Cet objectif doit aussi présider aux solutions adoptées en matière de personnel. L'exercice des droits et des devoirs nés du caractère public de la propriété industrielle devrait certainement être tenu en dehors des querelles de partis. Il ne devrait pas non plus échoir aux fonctionnaires, qui ont été nommés à des fins tout à fait différentes. Je suggère donc qu'il devrait appartenir à un corps spécial de citoyens que j'appellerai, pour les besoins de cet exposé, le « conseil social ». Ce corps devrait être constitué sur le plan local, suivant des principes établis à grands traits, sans manœuvres électorales politiques et sans l'aide de la moindre autorité gouvernementale, comme suit : un quart des membres du conseil nommés par les sections locales des syndicats; un quart par les organisations locales de patrons; un quart par les associations professionnelles locales; et un quart tiré au sort parmi la population locale, comme cela se pratique pour le choix des membres d'un jury. Les membres du conseil seraient nommés pour, disons, cinq ans, un cinquième étant renouvelé chaque année.

Le conseil social devrait avoir des droits et des pouvoirs d'action légalement définis,

mais par ailleurs sans restriction. Il serait, bien sûr, tenu publiquement responsable de ses délibérations et dans l'obligation d'en publier un compte rendu. On pourrait, dans un esprit de sauvegarde de la démocratie, juger souhaitable de donner à la collectivité locale concernée un certain « droit de regard » sur le conseil social, droit semblable à celui que détient le conseil social lui-même à l'égard des directions des entreprises individuelles. Autrement dit, la collectivité locale serait habilitée à envoyer son observateur au conseil social de sa région et, en cas de conflit sérieux ou de mécontentement, à s'adresser à une « cour » appropriée pour obtenir des pouvoirs d'intervention temporaires. Cette fois encore, il doit rester parfaitement clair que de telles interventions devraient être l'exception plutôt que la règle et que, dans des circonstances normales, le conseil social devrait toujours posséder une entière liberté d'action.

Les conseils sociaux contrôleraient entièrement les revenus touchés par eux en tant que dividendes des actions détenues par l'Etat. La législation devrait peut-être définir des principes directeurs généraux en ce qui concerne l'affectation de ces fonds. Mais ces principes devraient garantir un haut degré d'indépendance et de responsabilité locales. On objectera immédiatement que l'on ne saurait guère faire confiance aux conseils sociaux pour disposer de ces fonds de la meilleure manière possible. A quoi on peut évidemment répondre que l'on ne saurait non plus avoir la moindre garantie à ce sujet si les fonds étaient contrôlés par les collectivités locales ou, comme c'est généralement le cas actuellement, par le gouvernement central. Au contraire, il semblerait plus sûr d'admettre que les conseils sociaux locaux, étant vraiment représentatifs de la communauté locale, seraient bien plus intéressés que ne pourraient l'être des fonctionnaires locaux ou ceux du gouvernement central par l'affectation de ressources aux demandes nées de besoins sociaux d'une importance vitale.

Tournons-nous maintenant vers notre troisième série de questions. La transition du système actuel à celui que nous proposons ici ne devrait pas présenter de sérieuses difficultés. Comme nous l'avons déjà dit, il ne se posera aucune question de compensation, puisque la moitié du capital sera acquise en contrepartie de l'abolition de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, et que toutes les sociétés au-dessus d'une certaine taille seront traitées de la même manière. On peut opter pour une définition de la taille telle qu'à l'origine, seul un petit nombre de très grandes entreprises soit concerné. Ainsi, la « transition » se fera peu à peu et de façon expérimentale. Si les grandes entreprises touchées par ce programme devaient finalement payer en dividendes à l'Etat un peu plus qu'elles n'auraient payé en impôts sur les bénéfices de toute façon, ce système fonctionnerait alors comme un stimulant socialement souhaitable dans la lutte contre le gigantisme.

Il importe de souligner le fait que la conversion de l'impôt sur les bénéfices en « participation au capital » change de façon significative le climat psychologique dans lequel baignent les décisions d'affaires. Si l'impôt représente, disons, 50 % des bénéfices, l'homme d'affaires est toujours tenté de considérer que « le fisc doit payer la moitié » de

toutes les dépenses marginales que l'on aurait pu éviter. (Eviter de telles dépenses augmenterait les bénéfices, mais la moitié des bénéfices partirait de toute façon en impôt sur les bénéfices.) Le climat psychologique est tout différent quand on abolit l'impôt sur les bénéfices pour le remplacer par une participation publique au capital. En effet, savoir que la moitié du capital de la société est propriété de l'Etat n'éclipse pas le fait que toutes les dépenses évitables réduisent les profits du montant exact de ces dépenses.

De nombreuses questions seront naturellement soulevées, concernant les sociétés qui opèrent dans plusieurs régions différentes, y compris les sociétés multinationales. Mais il ne peut pas y avoir de sérieuses difficultés tant que l'on respecte fidèlement les deux principes suivants : l'impôt sur les bénéfices est converti en « participation au capital » ; et l'ingérence de l'Etat sera locale, c'est-à-dire s'exercera au niveau de la localité où les employés de la société travaillent, vivent, circulent, et utilisent en vérité toutes sortes de services publics. Nul doute qu'avec les cas compliqués de structures entremêlées, de participations croisées, les comptables et les avocats trouveront à s'occuper. Mais il ne devrait pas y avoir de réelles difficultés.

Comment une société ainsi organisée pourra-t-elle procéder à des augmentations de capital ? La réponse est de nouveau très simple. Pour chaque action émise à l'intention d'actionnaires privés, que ce soit contre paiement ou gratuitement, on émettra une action gratuite pour l'Etat. A première vue, cela pourrait paraître injuste : si les investisseurs privés doivent payer pour acquérir une action, pourquoi l'Etat devrait-il en obtenir une gratuitement ? La réponse est, bien sûr, que la société dans son ensemble ne paie pas d'impôt sur les bénéfices. Les bénéfices imputables au nouveau capital échappent donc aussi à l'impôt sur les bénéfices. Et l'Etat reçoit ses actions gratuites, pour ainsi dire, à la place de l'impôt sur les bénéfices dont on devrait, sinon, s'acquitter.

Finalement, il se peut que surgissent des problèmes spécifiques à propos de réorganisations, de rachats et de liquidations de sociétés, etc. On peut tous parfaitement les résoudre en suivant les principes déjà énoncés. En cas de liquidation, que ce soit ou non pour cause de banqueroute, les actions de l'Etat subiraient, bien sûr, exactement le même traitement que les actions appartenant à des particuliers.

On peut considérer les propositions précédentes uniquement comme un brillant jeu de l'esprit. Une telle réforme pourrait néanmoins être parfaitement réalisable. Elle restructurerait les modes de propriété dans la grande industrie sans révolution, ni expropriation, ni centralisation, ni substitution d'une bureaucratie accablante à la souplesse de l'entreprise privée. On pourrait l'introduire de manière expérimentale et évolutive, en commençant par les plus grosses entreprises et en élargissant peu à peu le domaine d'intervention, jusqu'à ce que l'intérêt général paraisse jouer un rôle suffisant dans les citadelles des milieux d'affaires. Tout porte à croire que la structure actuelle de la grande entreprise industrielle, malgré une lourde imposition et une prolifération infinie de la législation, ne favorise pas le bien-être général.

Épilogue

Tout à l'excitation que lui procure la démonstration de ses pouvoirs scientifiques et techniques, l'homme moderne a construit un système de production qui viole la nature et un type de société qui mutile l'homme. Si seulement il y avait de plus en plus de richesse, tout le reste, pense-t-on, rentrerait dans l'ordre. On attribue à l'argent un caractère de toute-puissance; et s'il est vrai que l'on ne saurait acheter des biens immatériels tels que la justice, l'harmonie, la beauté ou même la santé, l'argent pourrait tromper le besoin qu'on en a ou compenser leur perte. Développer la production et acquérir des richesses sont donc devenus les objectifs les plus élevés du monde moderne. À côté d'eux, tous les autres objectifs — peu importe tout l'intérêt que l'on semble encore leur porter — sont devenus secondaires. Les objectifs les plus élevés se passent de justification. Mais tous les objectifs secondaires doivent en fin de compte se justifier en faisant valoir les services qu'ils rendront, une fois atteints, pour permettre d'atteindre à son tour l'objectif supérieur qui est celui de l'enrichissement.

Telle est la philosophie du matérialisme, et c'est cette philosophie — ou cette métaphysique — qui est maintenant remise en question par les événements. Il n'y a jamais eu d'époque, dans quelque société et quelque partie du monde que ce soit, qui n'ait eu ses professeurs et ses sages pour mettre en question le matérialisme et plaider en faveur d'un ordre des priorités différent. Les langages ont différé, les symboles ont varié, mais le message est toujours demeuré le même : « Cherchez d'abord le royaume de Dieu, et toutes ces choses (les choses matérielles dont vous avez aussi besoin) vous seront données de surcroît. »

Elles nous seront données, nous dit-on, ici, sur cette terre où nous en avons besoin, et pas seulement dans une vie future qui dépasse notre imagination. Aujourd'hui, pourtant, ce message ne nous est pas uniquement délivré par les sages et les saints, mais par le cours même des événements naturels, qui nous parle le langage du terrorisme, du génocide, de la débâcle, de la pollution et de l'épuisement des ressources. Nous vivons, semble-t-il, dans une période unique de convergence. Il devient évident qu'il n'y a pas qu'une promesse, mais aussi une menace, dans ces paroles étonnantes à propos du royaume de Dieu — menace qui peut s'entendre ainsi : « À moins que vous ne cherchiez d'abord le royaume, ces autres choses, dont vous avez aussi besoin, cesseront d'être à votre disposition. » Comme un écrivain l'a dit récemment, sans faire référence à l'économie ni à la politique mais en faisant néanmoins directement référence à la condition du monde moderne :

c Si l'on peut dire que l'humanité recule de plus en plus devant la Vérité, on peut également dire que, de toutes parts, la Vérité cerne de plus en plus l'homme. On pourrait presque dire que, pour recevoir une touche de Vérité — ce qui lui demandait, dans le passé, une vie d'efforts — il suffit maintenant à l'homme de ne pas reculer. Et pourtant, comme cela est difficile ! ! »

C'est reculer devant la vérité que de croire qu'il est possible de « maîtriser » les forces destructrices du monde moderne, simplement en mobilisant davantage de ressources — sur le plan des richesses, de l'éducation et de la recherche — pour combattre la pollution, protéger la faune, découvrir de nouvelles sources d'énergie et parvenir à des traités plus efficaces sur la coexistence pacifique. Il va sans dire que toute civilisation a besoin de richesse, d'éducation, de recherche et de bien d'autres choses encore, mais ce dont on a le plus grand besoin aujourd'hui, c'est de reconsidérer les fins que ces moyens sont censés servir. Et cela implique, par-dessus tout, de promouvoir un style de vie qui accorde aux choses matérielles leur place propre et légitime, c'est-à-dire la seconde place et non la première.

La « logique de la production » n'est ni la logique de la vie ni celle de la société. C'est une petite partie subordonnée aux deux. Les forces destructrices qu'elle libère ne peuvent être maîtrisées, à moins que l'on ne soit maître de la « logique de la production » elle-même — les forces destructrices cessant ainsi d'être libérées. Il est peu utile d'essayer de faire disparaître le terrorisme, si l'on continue de juger la production d'engins de mort comme un usage légitime du pouvoir créateur de l'homme. La lutte contre la pollution ne peut pas davantage être couronnée de succès si les modes de production et de consommation continuent à être d'une échelle, d'une complexité et d'un degré de violence tels que ceux-ci, c'est de plus en plus évident, ne cadrent pas avec les lois de l'univers. Or l'homme est, tout autant que le reste de la création, soumis à ces lois. De la même manière, il n'y a pas la moindre chance de ralentir le rythme d'épuisement des ressources ou d'introduire l'harmonie dans les relations entre ceux qui possèdent richesse et pouvoir et ceux qui ne les possèdent pas, tant que n'aura pas surgi, quelque part dans le monde, l'idée qu'un peu c'est bien, et que trop c'est trop.

La prise de conscience de ces très sérieux problèmes trouve peu à peu à s'exprimer — bien qu'avec une extrême prudence — jusqu'à travers certains propos officiels et semi-officiels, ce qui est un signe prometteur. Un rapport, rédigé par une commission à la demande du secrétaire d'Etat à l'Environnement, parle d'allouer aux sociétés technologiquement avancées un temps pendant lequel elles auront la possibilité « de reconsidérer leurs valeurs et de changer d'objectifs stratégiques² ». C'est une affaire de « choix moraux », dit le rapport; « aucun calcul ne peut à lui seul fournir les réponses. (...) La mise en question fondamentale des valeurs traditionnelles par les jeunes, dans le monde entier, est un symptôme du malaise universel, phénomène par lequel notre civilisation industrielle se sent de plus en plus concernée³. » On doit maîtriser la pollution et orienter la croissance démographique et le rythme de consommation des ressources vers un équilibre permanent et raisonnable. « Si on ne fait pas cela, à plus ou moins brève échéance — et, selon certains, le temps nous est compté — l'effondrement de la civilisation ne sera plus du domaine de la science-fiction. Nos enfants et nos petits-enfants en seront les témoins \ »

Mais comment y parvenir ? Quels sont ces « choix moraux » ? Est-il juste question,

comme le rapport le suggère aussi, de décider « du prix que nous sommes prêts à payer pour un environnement propre »? Le genre humain possède en vérité une certaine liberté de choix. Il n'est pas esclave de tendances de la « logique de la production » ou de quelque autre logique fragmentaire. Mais il est tenu à la vérité. La parfaite liberté ne se trouve qu'au service de la vérité. Même ceux qui nous demandent aujourd'hui de « délivrer notre imagination de son asservissement au système en vigueur⁵ » négligent d'indiquer le moyen de reconnaître la vérité.

Il n'est guère vraisemblable enfin que l'homme du xx^e siècle soit appelé à découvrir une vérité qui n'a jamais été découverte auparavant. Dans la tradition chrétienne comme dans toutes les traditions authentiques de l'humanité, on a énoncé la vérité en termes religieux, langage devenu presque incompréhensible à la majorité des hommes modernes. On peut corriger le langage, et des auteurs contemporains l'ont fait, tout en laissant la vérité intacte. Dans toute la tradition chrétienne, il n'y a peut-être pas d'enseignement qui soit plus approprié et qui convienne mieux à la conjoncture moderne que la doctrine merveilleusement subtile et réaliste des quatre vertus cardinales : *prudentia, justitia, fortitudo et temperentia*.

Le sens de la *prudentia*, appelée de façon significative « mère » de toutes les autres vertus — *prudentia dicitur genitrix virtutum* — n'est pas rendu par le terme *prudence*, dans son acception habituelle. Elle signifie le contraire d'une attitude envers la vie faite de petitesse, de mesquinerie et de calcul, attitude qui refuse de prêter attention et d'accorder de la valeur à tout ce qui ne promet pas un avantage utilitaire immédiat.

« La prééminence de la prudence signifie que réaliser le bien présuppose la connaissance de la réalité. Seul peut faire le bien celui qui sait ce que sont les choses et quels sont leurs rapports réciproques. La prééminence de la prudence signifie que les “bonnes intentions” et la “bonne volonté” ne suffisent nullement. Accomplir le bien présuppose que nos actions soient adaptées à la situation réelle, c'est-à-dire aux réalités concrètes qui constituent l'“environnement” d'une action humaine réelle et que, par conséquent, nous prenions cette réalité concrète au sérieux, en faisant preuve d'une objectivité clairvoyante * . »

Pourtant, l'on ne peut parvenir à une telle objectivité clairvoyante et l'on ne peut découvrir la vertu de prudence, à moins d'adopter une attitude de « contemplation silencieuse » de la réalité, contemplation pendant laquelle les intérêts égocentriques de l'homme sont, au moins pour un temps, réduits au silence.

Ce n'est que sur la base de cette sorte magnanime de prudence que nous pouvons parvenir à la justice, au courage et à la tempérance, cette dernière signifiant simplement qu'il faut savoir quand assez est assez. « La prudence implique une conversion de la connaissance de la vérité en décisions adaptées à la réalité ⁷. » Qu'est-ce qui, de ce fait, pourrait être aujourd'hui d'une plus grande importance que l'étude et la pratique de la prudence ? En effet, cela conduira presque inévitablement à une compréhension réelle des

trois autres vertus cardinales, toutes indispensables à la survie de la civilisation 8.

La justice a trait à la vérité, le courage à la bonté, et la tempérance à la beauté, alors que la prudence, en un sens, comprend les trois. Un réalisme qui se comporterait comme si le bon, le vrai et le beau étaient trop vagues et trop subjectifs pour être tenus pour les plus hauts objectifs de la vie sociale ou individuelle, ou comme s'ils devaient découler automatiquement d'une bienheureuse quête de la richesse et du pouvoir, a pu être qualifié fort à propos de « réalisme fantaisiste ». Partout, on demande : « Que puis-je réellement faire ? » La réponse est aussi simple que déconcertante. Nous pouvons, chacun d'entre nous, travailler à faire régner l'ordre en nous-mêmes. Les conseils dont nous avons besoin ne peuvent pas nous être fournis par la science ou la technologie, dont la valeur dépend entièrement des fins qu'elles servent. Mais on peut encore les trouver dans la sagesse traditionnelle de l'humanité.

Notes et références

Première Partie — LE MONDE MODERNE

Chapitre 1. Le problème de la production.

D'après une conférence donnée au Gottlieb Duttweiler Institute, Rüschlikon, près de Zürich, Suisse, le 4 février 1972.

Chapitre 2. Paix et Pérennité.

Première publication dans *Resurgence, Journal of the Fourth World*, Vol. III, n° 1, mai/juin 1970.

1. Essais de Persuasion, par J.M. Keynes (Gallimard, Paris, 1933. Traduit de l'anglais par Herbert Jacoby). Cinquième partie, deuxième chapitre : « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », p. 273. [Titre original : *Essays in Persuasion. Economic Possibilities for our Grandchildren.*]

2. *Ibidem*, p. 272.

3. La Science, la Liberté et la Paix, par Aldous Huxley (Editions du Rocher, Monaco, 1947. Traduit de l'anglais par Jules Castier), p. 36-38. [Titre original : *Science, Liberty and Peace.*]

4. Encyclique *Quadragesimo Anno*, sur la restauration de l'ordre social en pleine conformité avec les préceptes de l'Évangile, à l'occasion du 40^e anniversaire de l'Encyclique *Rerum novarum*, du Pape Pie XI, le 15 mai 1931 (Editions Spes, Paris, 1936. Traduction française avec table analytique et commentaires), § 146.

5. *Creed or Chaos*, par Dorothy L. Sayers (Methuen & Co Ltd, Londres, 1947) [n. /.].

Chapitre 3. Le rôle de l'économie.

En partie d'après une conférence donnée au Mémorial Des Vœux (The Des Vœux Memorial Lecture), en 1967, "Clean Air and Future Energy. Economics and Conservation", publiée par la National Society for Clean Air, Londres, 1967.

[n. t.] = notre traduction.

1. *Autobiography*, par John Stuart Mill [n. /.].

2. J.M. Keynes, *op. cit.*, p. 274.

Chapitre 4. Le système d'économie bouddhiste.

Première publication dans *A sia : A Handbook*, édité par Guy Wint, publié par Anthony Blond Ltd, Londres, 1966.

1. The New Burma (Economie and Social Board, Government of the Union of Burma [Conseil économique et social, Gouvernement de l'Union de Birmanie], 1954) [n. /].
2. Ibidem.
3. Ibidem.
4. Recherche sur la nature et tes causes de la richesse des nations, par Adam Smith. [Titre original : Wealth of Nations.]
5. Art and Swadeshi, par Ananda K. Coomaraswamy (Ganesh & Co, Madras) [n. /].
6. Economy of Permanence, par J.C. Kumarappa (Sarva-Seva Sangh Publication, Rajghat, Kashi, 4^e édition, 1958) [n. /].
7. L'Ere de l'Opulence, par John Kenneth Galbraith (Calmann-Lévy, Paris, 1964. Traduit de l'anglais par Andrée R. Picard), p. 315. [Titre original : The Affluent Society.]
8. De r Economie politique à t Ecologie politique, par Bertrand de Jouvenel, publié dans la Civilisation de puissance (Fayard, Paris, 1976), pp. 57, 74, 75. Première parution dans le Bulletin of the Atomic Scientists, en octobre 1957, sous le titre From l'olitical Economy to Political Ecology.
9. The Challenge of Man's Future, par Harrison Brown (The Viking Press, New York, 1954) [n. /].

Chapitre 5. Une question de taille.

D'après une conférence donnée à Londres, en août 1968. Première publication dans Resurgence, Journal of the Fourth World, vol. II, n* 3, septembre/octobre 1968.

Deuxième Partie — RESSOURCES

Chapitre 6. La ressource première : l'éducation.

1. La Répétition, par Soren Kierkegaard (Librairie Félix Alcan, Paris, 1933. Traduit du danois par P.H. Tisseau), p. 146-147.

2. Nota : Par parenthèse, la seconde loi de la thermodynamique postule que la chaleur ne peut pas, d'elle-même, passer d'un corps plus froid à un corps plus chaud ou, plus vulgairement, que l'« on ne peut pas se réchauffer à quelque chose de plus froid que soi » — idée répandue, bien que pas très profonde, que l'on a étendue de façon tout à fait illégitime à cette notion pseudo-scientifique qui veut que l'univers doive nécessairement

finir en une sorte d'« anéantissement de chaleur », quand toutes les différences de température auront disparu.

« Eteins-toi, éteins-toi, court flambeau. La vie n'est qu'une ombre qui passe, un pauvre

acteur qui se pavane et s'agite durant son heure sur la scène et qu'ensuite on n'entend plus ; c'est une histoire dite par un idiot, pleine de fracas et de furie et qui ne signifie rien. » (Macbeth, Acte V, Scène 5. Traduit de l'anglais par Pierre Messiaen. Desclée de Brouwer, Paris.)

Tels sont les mots de Macbeth devant son désastre final. Ces mots sont aujourd'hui repris à son compte par la science, quand les triomphes de cette même science sont plus grands que jamais auparavant.

3. Manifeste du Parti communiste, par Karl Marx et Friedrich Engels (Editions sociales, Paris, 1966), p. 27.

4. The Unity of Philosophical Expérience, par Etienne Gilson (Sheed & Ward, Londres, 1938). Chapitre XI : The Breakdown of Modem Philo-sophy. Conférences données à l'Université de Harvard, en 1936 [n. r.].

5. Les Quatre Livres. Entretiens de Confucius et de ses disciples. Confucius (Cathasia, Les Belles Lettres, Paris, 1949. Traduction Séraphin Couvreur), Chapitre II, 17.

6. Autobiography, par Charles Darwin, éditée par Nora Barlow (Wm. Collins Sons & Co Ltd, Londres, 1958) [n. t.].

Chapitre 7. De la bonne utilisation de la terre.

1. Topsoil and Civilisation, par Tom Dale et Vernon Gill Carter (University of Oklahoma Press, U.S.A., 1955) [n. /.].

2. Bible, Ancien Testament, Genèse : II, 15 ; I, 28, 25, 31 (Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Tome 1, Paris, 1956. Traduction Edouard Dhorme).

3. Man and His Future, édité par Gordon Wolstenholme (A Ciba Foundation Volume, J. & A. Churchill Ltd, Londres, 1963) [n. /.].

4. The Soul of a People, par H. Fielding Hall (Macmillan & Co Ltd, Londres, 1920) [n. /.].

5. Bible, Ancien Testament, Livre des Proverbes, XII, 10 (Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Tome II, Paris, 1959. Traduction Antoine Guillaumont).

6. Our Accelerating Century, par le Dr S.L. Mansholt (The Royal Dutch/Shell Lectures on Industry and Society, Londres, 1967) [n. /.].

7. Un Avenir pour l'Europe agricole. Rapport d'un groupe d'experts. D. Bergmann, M. Rossi-Doria, N. Kaldor, J.A. Schnittker, H.-B. Krohn, C. Thomsen, J.S. Marsh, H. Wilbrandt. Pierre Uri, rapporteur (L'Institut Atlantique. Les Cahiers Atlantiques, 4, 1970, Paris), p. 57.

8. Ibidem, p. 35.

9. Ibidem, p. 7.
10. Ibidem, p. 28.
11. Ibidem, p. 29-30.
12. Our Synthetic Environment, par Lewis Herber (Jonathan Cape Ltd, Londres, 1963) [n. t.],
13. Ibidem.
14. Op. cit.
15. Op. cit., p. 11.

Chapitre 8. Ressources pour l'industrie.

Longue citation tirée de Prospect for Coal, par E.F. Schumacher, texte publié par le National Coal Board, Londres, en avril 1961.

1. Rapport Meadows, paru dans Halte à la croissance ? (Fayard, Paris, 1972. Traduit de l'anglais par Jacques Delaunay), p. 175-176. [Titre original du rapport : The Limits to Growth.]

2. Ibidem, p. 182.
3. Ibidem, p. 182.
4. Ibidem, p. 182.
5. The Economie Journal, mars 1964, p. 192 [n. /].

Chapitre 9. L'énergie nucléaire : salut ou damnation ?

D'après une conférence donnée au Mémorial Des Vœux (The Des Voeux Memorial Lecture), en' 1967 "Clean Air and Future Energy. Economies and Conservation", publiée par la National Society for Clean Air, Londres, 1967.

1. Basic Ecology, par Ralph et Mildred Buchsbaum (Pittsburgh, 1957) [n. /].
2. c Die Haftung für Strahlenschâden in Grossbritannien >, par C.T. Highton, dans Die Atomwirtschaft, Zeitschrift für wirtschaftliche Fragen der Kernumwandlung, 1959.
3. Radiation : What it is and How it Affects You, par Jack Schubert et Ralph Lapp (New York, 1957). Voir également : Die Strahlengefâhrdung des Menschen durch A tomenergie. par Hans Marquardt et Gerhard Schubert (Hambourg, 1959) ; le Volume XI des Proceedings of the International Conférence on the Peaceful Uses of Atomic Energy [Actes de la Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques], Genève, 1955 ; ainsi que le Volume XXII des Proceedings of the Second United Nations International Conférence on the Peaceful Uses of Atomic Energy, Genève,

1958.

4. 'Changing Genes : Their Effects on Evolution', par H.J. Muller, dans le Bulletin of the Atomic Scientists (Chicago, 1947).

5. Déclaration de G. Failla, Hearings before the Spécial Sub-Committee on Radiation, of the Joint Committee on Atomic Energy, 86* Congrès des Etats-Unis, 1959. 'Fallout from Nuclear Weapons', Washington, DC, 1959, Vol. II.

6. 'Oceanic Research Needed for Safe Disposai of Radioactive Wastes at Sea\ par R. Revelle et M.B. Schaefer, dans le Volume XVIII des

Proceedings de la Conférence de Genève, 1958 ; et 'Concerning the Possibility of Disposing of Radioactive Waste in Océan Trenches', par V.G. Bogorov et E.M. Kreps, ibidem [ou, sous le titre « La possibilité de décharge des déchets radioactifs dans les fosses océaniques profondes », dans le Volume VIII des Actes de cette Conférence, en traduction française].

7. Ibidem, 'Biological Factors Petermining the Distribution of Radio-isotopes in the Sea' [« Facteurs biologiques déterminant la distribution des radio-isotopes dans la mer »], par B.H. Ketchum et V.T. Bowen.

8. Compte rendu de conférence, par H.W. Levi, dans Die Atom-wirtschaft, 1960.

9. U.S. Atomic Energy Commission, Annual Report to Congress [Rapport annuel au Congrès], Washington, DC, 1960 [n. (.].

10. U.S. Naval Radiological Defense Laboratory Statement, dans Selected Materials on Radiation Protection Criteria and Standards; their Basis and Use [n. (.].

11. Paix ou guerre atomique, par Albert Schweitzer (Albin Michel, Paris, 1958).

12. The Hazards to Man of Nuclear and Allied Radiations (British Médical Research Council) [n. f.J.

13. Lewis Herber, op. cit.

14. 'Summary and Evaluation of Environmental Factors that must be Considered in the Disposai of Radioactive Wastes', par K.Z. Morgan, dans Industrial Radioactive Disposai, Vol. III [n. t.],

15. < Natürliche und kiinstliche Erbanderungen », par H. Marquardt, dans Problème der Mutationsforschung (Hambourg, 1957).

16. Schubert et Lapp, op. cit.

17. 'Today's Révolution', par A.M. Weinberg, dans le Bulletin of the Atomic Scientists (Chicago, 1956) [n. /.].

18. *Must the Bomb Spread?*, par Léonard Beaton (Penguin Books Ltd, Londres, en association avec l'Institute of Stratégie Studies, Londres, 1966) [n. /].

19. 'From Bomb to Man', par W.O. Caster, dans *Fallout*, édité par John M. Fowler (New York, 1960) [n. f.].

20. Op. cit.

21. Op. cit.

22. 'The Atom's Poisonous Garbage', par Walter Schneir, dans *Reporter*, 1960.

23. Lewis Herber, op. cit.

24. *On Peace*, par Albert Einstein, édité par O. Nathan et H. Norden (New York, 1960).

25. *Pollution : Nuisance or Nemesis ?* (HMSO, Londres, 1972) [n. f.].

D'après un exposé fait lors de la Sixth Annual Conférence of the Teilhard Centre for the Future of Man [Sixième conférence annuelle du Centre Teilhard pour l'avenir de l'homme], Londres, le 23 octobre 1971.

1. Bible, Nouveau Testament, *Évangile selon Matthieu*, V, 3, 4, 5, 6, 9 (Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1971. Traduction Michel Léturmy).

Troisième Partie — LE TIERS MONDE

Chapitre 11. Développement.

D'après le discours anniversaire [Anniversary Address] prononcé devant l'assemblée générale de YAfrica Bureau, à Londres, le 3 mars 1966.

1. A British Government White Paper on Overseas Development [n. t.].

Chapitre 12. Aspects sociaux et économiques exigeant le développement d'une technologie de niveau moyen.

Première publication par l'Unesco, Conférence sur l'application de la science et de la technologie au développement de l'Amérique latine [Conférence on the Application of Science and Technology to the Development of Latin America], organisée par l'Unesco avec la coopération de la Commission économique pour l'Amérique latine, Santiago du Chili, 13-22 septembre 1965.

1. 'A Plan for Full Employment in the Developing Countries', par Gabriel Ardant (*International Labour Review*, 1963) [n. /].

2. 'Wages and Employment in the Labour-Surplus Economy', par L.G. -Reynolds (*American Economic Review*, 1965) [n. /].

3. *Industrialisation in Developing Countries*, édité par Ronald Robin-son (Cambridge University Overseas Studies Committee, Cambridge, 1965) [n. t.].
4. *Ibidem*.
5. *Ibidem*, extrait des ‘Notes on Latin American Industrial Development’, par Nuno F. de Figueiredo [n. f.].
6. *Ibidem*.
7. ‘Technologies Appropriate for the Total Development Plan’, par Dhananjay Ramachandra Gadgil, dans *Appropriate Technologies for Indian Industry* (SIET Institute, Hyderabad, Inde, 1964) [n. /].

Chapitre 13. Deux millions de villages.

Première publication dans *Britain and the World in the Seventies*, a collection of Fabian Essays, édité par George Cunningham, Weidenfeld & Nicolson Ltd, Londres, 1970.

Discours prononcé devant Y India Development Group, Londres, 1971.

1. Bible, Nouveau Testament, Evangile selon Luc, XII, 48 (Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1971. Traduction Michel Léturmy).
2. *Le Nouvel Etat industriel. Essai sur le système économique américain*, par John Kenneth Galbraith (Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, Paris, 1971. Traduit de l’anglais par J.-L. Crémieux-Brilhac et Maurice Le Nan). [Titre original : *The New Industrial Estate*.]

Quatrième Partie — ORGANISATION ET PROPRIETE

Chapitre 15. Une machine à prédire l’avenir ?

Communication faite à la First British Conférence on the Social and Economic Effects of Automation [Première conférence britannique sur les effets sociaux et économiques de l’automation], Harrogate, juin 1961.

1. Bible, Ancien Testament, L’Ecclésiaste, III, 1, 3, 5 (Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Tome II, Paris, 1959. Traduction Antoine Guillaumont).
2. *The Economies of 1960*, par Colin Clark (1941).

Chapitre 16. Ebauche d’une théorie de la grande organisation.

Première publication dans “Management Décision”, *Quarterly Review of Management Technology*, Londres, automne 1967.

1. *Le Château*, par Franz Kafka (Gallimard, collection Folio, Paris, 1974. Traduit de l’allemand par Alexandre Vialatte), p. 92.

2. Ibidem, p. 109.
3. Ibidem, p. 176.
4. Encyclique *Quadragesimo Anno*, sur la restauration de l'ordre social en pleine conformité avec les préceptes de l'Évangile, à l'occasion du 40^e anniversaire de l'Encyclique *Rerum novarum*, du Pape Pie XI, le 15 mai 1931 (Editions Spes, Paris, 1936. Traduction française avec table analytique et commentaires), § 86-87.
5. Ibidem, § 88.
6. Ibidem, § 88.
7. Œuvres choisies, de Mao Tsé-toung, Tome III (Editions en langues étrangères, Pékin, 1968). Cf. Préface aux « Enquêtes à la campagne ». mars 1941.

Chapitre 17. Socialisme.

1. Manifeste du Parti communiste, par Karl Marx et Friedrich Engels (Editions sociales, Paris, 1966), p. 33 et 36.

Toutes les citations de ce chapitre sont tirées de l'ouvrage *The Acquisitive Society*, par R.H. Tawney [n. (.].

Chapitre 19. Nouveaux modes de propriété.

Epilogue.

1. *Ancient Beliefs and Modern Superstitions*, par Martin Lings (Perennial Books, Londres, 1964) [n. t.],
2. *Pollution : Nuisance or Nemesis ?* (HMSO, Londres, 1972) [n. ./.].
3. Ibidem.
4. Ibidem.
5. Ibidem.
6. *Prudence*, par Josef Pieper (Faber & Faber Ltd, Londres, 1960) [n. ».].
7. *Fortitude and Temperance*, par Josef Pieper (Faber & Faber Ltd, Londres, 1955) [n. ./.].
8. *Justice*, par Josef Pieper (Faber & Faber Ltd, Londres, 1957) [n. ./.].

On ne saurait trouver de meilleure introduction à l'incomparable enseignement chrétien des quatre vertus cardinales que celle de Josef Pieper. Au sujet de celui-ci, on a pu dire avec juste raison que non seulement il sait rendre ses écrits compréhensibles pour le commun des lecteurs, mais aussi que chacun peut trouver dans ses textes la réponse à

ses problèmes et ses besoins particuliers.